Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – N° 12407 – 4 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens — MARDI 18 DÉCEMBRE 1984

LES OPTIONS DU CHEF DE L'ÉTAT ET LES RELATIONS EST-OUEST

M. Mitterrand assure que la France ne fera pas la guerre pour le nord du Tchad

Le président de la République veut obtenir la « libération » du pays par une « pression constante » et des « moyens » non précisés

Confirmation de l'infléchissement de la politique de la France au Tchad et par rapport à l'URSS ; affirmation de la permanence de la politique française au Proche-Orient, *pour la construction de l'Europe et* dans les rapports Nord-Sud ; refus de régler *par la force la question de* la Nouvelle-Calédonie. Telles sont les grandes têtes de chapitre abordées le dimanche soir 16 décembre par M. Mitterrand dans la conversation télévisée, qu'on aurait aimée plus animée, qu'il a eue avec six journalistes.

De l'aveu même de ses conseillers, le président de la République n'avait pas fait organiser par TF 1 cette prestation exceptionnelle pour annoncer de grandes nouvelles, mais pour *dissiper* un *malaise* rampant que l'on peut faire remonter à ce que M. Mitterrand a appelé *son « invitation personnelle »* à Ifrane au mois d'août par le roi du Maroc.

La nature de ce malaise : l'impression – pas forcément exacte – que le chef de l'Etat voyage à l'étranger beaucoup plus que son prédécesseur et que ces déplacements, trop souvent entourés d'un secret dont on chercherait en vain l'utilité, *ne répondent pas* à un dessein précis ou comportent de graves risques. Ces risques sont illustrés par l'accord franco-libyen du 16 septembre, non appliqué à ce jour par le colonel Kadhafi, mais qui a conduit un moment la France à faire douter de sa crédibilité.

Le malaise, qui mine le large consensus dont bénéficiait la politique étrangère de M. Mitterrand depuis mai *1981*, a-t-il été entièrement dissipé ? Il est trop tôt pour le dire, *puisqu'il s'agit avant tout d'un phénomène* d'opinion publique, difficilement mesurable. On peut cependant se demander si, en se lançant dans un long historique de l'engagement français au Tchad, le président de la République n'est pas passé – volontairement ou non, peu importe – *à côté de la question essentielle.*

Sa politique tchadienne, certes, a été plus cohérente que celle de ses prédécesseurs, mais ne souffre-t-elle pas d'un défaut majeur dans ce genre d'exercice : le manque de conviction ? Comment, sinon, expliquer qu'on n'insiste plus aujourd'hui sur le respect de l'intégrité territoriale du Tchad et qu'on paraisse se fixer pour seul but le non-franchissement par les troupes libyennes de la ligne « rouge » que constitue le 16e parallèle ?

JACQUES AMALRIC.

(*Lire la suite page 5.*)

Paris-Moscou : changement de climat

Oubliée la Pologne, oublié l'Afghanistan, finie la « cure de désintoxication » que la gauche au pouvoir avait prescrite aux relations franco-soviétiques : depuis le voyage du président de la République en URSS en juin dernier, un « courant d'air chaud » souffle entre Paris et Moscou. M. Mitterrand s'en est félicité à la télévision. Ce changement de climat tient, selon le chef de l'Etat, à la fermeté dont il a fait preuve dans l'affaire des euromissiles en soutenant publiquement le déploiement des fusées Pershing-2 et des missiles de croisière. Les Soviétiques ont compris que la France devait de nouveau être prise au sérieux, a-t-il ajouté en une ellipse d'une rosserie toute mitterrandienne pour son prédécesseur.

Le rappel du caractère « séculaire » des bonnes relations entre la France et la Russie, puis l'URSS, ne peut masquer qu'il s'agit là, au minimum, d'un tournant dans la politique à l'Est du septennat. Tournant que devrait illustrer la visite de M. Tchernenko à Paris, peut-être au premier semestre 1985.

Au-delà du motif officiellement invoqué par le chef de l'Etat, la raison principale en est évidemment le réchauffement des relations entre Moscou et Washington. M. Mitterrand n'entend pas laisser aux Américains le monopole de la « réouverture » à l'Est, tout particulièrement à propos des négociations sur le contrôle des armements dont une composante au moins préoccupe fort l'Elysée : celle qui portera sur les armes spatiales.

Paris redoute en effet – tout comme Londres, ainsi que Mme Thatcher l'a indiqué à M. Gorbatchev, le numéro deux soviétique, qui lui rend en ce moment visite – que le choix par les Etats-Unis d'un système de défense continentale fondé sur de telles armes ne rende caduques les forces française et britannique de dissuasion. Et ne provoque aussi à terme, en dépit des protestations de fidélité actuelles de Washington, le « découplage » entre les forces américaines et celles des alliés européens des Etats-Unis, dès lors que ces derniers pourraient s'estimer totalement protégés par un réseau de satellites équipés d'armes à énergie dirigée.

Ces considérations de haute stratégie sont servies par le fait que désormais l'absence de ministres communistes peut, paradoxalement, conduire M. Mitterrand à renouer avec une politique d'« amitié, si l'on peut », en tout cas de meilleure entente avec le Kremlin, sans apparaître dans ce domaine sensible, influencé aux yeux de ses alliés occidentaux comme de l'opinion française, par une composante particulière de sa majorité.

En attendant, les différentes commissions chargées du tout venant de la coopération bilatérale seront dirigées, du côté français, par des personnalités de haut rang gouvernemental. Il restera à vérifier si le rééquilibrage annoncé est bien suivi d'effets concrets. Et si le bénéfice s'en étend aux échanges commerciaux, dont la visite, en février dernier, du premier vice-président du conseil, M. Arkhipov, n'a pas réduit le déficit au détriment de Paris, en dépit des engagements pris : on était encore, il est vrai, en plein hiver franco-soviétique, avant l'arrivée du « courant d'air chaud » de juin...

M. Gorbatchev affirme les « bonnes intentions » du Kremlin

La visite à Londres du dirigeant soviétique prélude à la reprise des entretiens entre Washington et Moscou

De notre correspondant

Londres. – En moins d'une semaine, Mme Thatcher aura rencontré l'un des principaux dirigeants soviétiques – M. Mikhail Gorbatchev – qu'elle a reçu à sa résidence de Chequers le dimanche 16 décembre, les membres du gouvernement chinois en se rendant à Pékin, et le président Reagan en faisant escale aux Etats-Unis.

Dans cette intense activité diplomatique, le gouvernement britannique attache une importance particulière à la visite de M. Gorbatchev (qui répond à l'invitation des membres britanniques de l'Union interparlementaire), car il est le personnage le plus élevé de la hiérarchie soviétique à se rendre en Grande-Bretagne depuis Alexis Kossyguine en 1967 et Andrei Gromyko en 1976...

Les Britanniques entendent participer *activement à ce qui semble* devoir être, comme ils le souhaitent, une nouvelle phase dans les relations Est-Ouest, notamment avant la reprise des entretiens soviéto-américains le mois prochain à Genève. C'est dans cette perspective que M. Gorbatchev a également placé sa venue à Londres, en sachant que Mme *Thatcher rencontrera* dans quelques jours le président Reagan.

FRANCIS CORNU.

(*Lire la suite page 8.*)

L'équilibre

par ANDRÉ LAURENS

La politique étrangère de la France avait-elle perdu sa cohérence ? Des voyages et des rencontres dont on ne percevait pas la finalité, des accords qui n'en étaient pas, des affirmations douteuses ou contradictoires, une distribution incompréhensible *des rôles diplomatiques, tout* concourait à engendrer la confusion. Il y avait là de quoi ameuter les opposants, inquiéter l'opinion et, ce qui est plus grave, ébranler la confiance d'amis et d'alliés.

En intervenant à la télévision sur ce sujet, le président de la République a remis de l'ordre, retracé des perspectives, dans un domaine d'action qui est d'abord le sien. *C'était nécessaire, au risque de* paraître se justifier après coup. Il fallait répondre à des interrogations légitimes. La diplomatie a ses lenteurs, ses zones d'ombre, il faut la juger sur la durée, mais, dans la mesure où elle se joue, aussi, sur la *place publique, elle doit être immédiatement* comprise. Les spectateurs n'attendront pas la fin du film si ce qui défile sur l'écran leur paraît inintelligible. Il leur faut des repères, des sous-titres. Sinon, ils quitteront la salle avant le dénouement.

M. Mitterrand l'a bien senti, et il s'est expliqué, avec clarté et conviction, jusqu'à se transformer en professeur de stratégie africaine. En *même temps qu'il affirmait* la cohérence – sur la bonne distance – de sa politique étrangère, *il illustrait,* presque malgré lui, la difficulté d'en surmonter les contradictions et d'en dépasser les limites.

Contradictions d'une puissance moyenne qui veut continuer à jouer son rôle propre dans le monde, tout en travaillant à une entreprise communautaire dont la vocation ne serait pas seulement économique. Qui prétend assurer sa sécurité dans un environnement où deux superpuissances dominent les systèmes défensifs. Qui préserve ses intérêts dans sa zone d'influence en essayant de ne pas contrevenir à ses inclinations socialisantes, émancipatrices, ou, simplement, en cherchant à ne *pas compromettre ses relations dans* le tiers-monde. Limites des moyens économiques, militaires et même culturels, pour réaliser de telles ambitions.

Le président de la République n'y renonce pas : il est d'accord en cela *avec ses prédécesseurs, sauf que ses* desseins se présentent sous une coloration différente et que la tendance à la personnalisation de l'action diplomatique se renforce encore. Obligé, alors qu'il n'a pas fini de tisser sa toile, d'en découvrir les motifs, il révèle ainsi la fragilité et la complexité du canevas, ainsi que les défauts d'exécution.

C'est évident pour le Tchad, où il apparaît, *désormais, que la France* défend moins l'intégrité territoriale de ce pays en gestation incertaine – bien qu'elle ait effectivement fait reculer la Libye – qu'elle ne protège *l'Afrique noire des tentations* impérialistes du colonel Kadhafi. Elle n'est pas un gendarme mais une sentinelle, elle stoppe mais ne poursuit pas. On mesure ce que ces distinguos ont de subtil et de conjoncturel.

Le mariage d'un réalisme bien compris et d'aspirations généreuses reste tout aussi incertain dans les autres domaines d'action. Du plus pressant, la Nouvelle-Calédonie, au *plus éloigné, l'existence politique de* l'Europe. La prétention de favoriser le dialogue entre ceux qui recherchent plus des alliés inconditionnels que des intermédiaires est tout autant hasardeuse, mais elle a sa justification dès lors que les organisations *internationales ne remplissent plus* cette fonction.

Au bout du compte, la politique étrangère de la France se définit par *la recherche d'un équilibre entre des* systèmes, des mouvements, des forces et des intérêts différents ou antagonistes. Ce n'est pas une ambition médiocre, mais elle suppose que le pays qui l'incarne trouvent lui-même et durablement son propre équilibre.

AU JOUR LE JOUR

Couleur

M. Mitterrand a renoué, dimanche, avec les méthodes de la bonne vieille pédagogie chère à M. Chevènement. Il est monté au tableau comme les instituteurs du temps jadis pour commenter une carte de l'Afrique.

Il a pourtant fait une surprenante entorse à la tradition de l'école républicaine. Pourquoi avoir choisi de présenter en rose les régions du Tchad placées sous contrôle libyen? Cette couleur était naguère réservée – sur les planisphères de l'Empire – aux possessions françaises.

On ne peut pas croire que le rose serait devenu, aux yeux de M. Mitterrand, la couleur de l'adversaire, voire de l'adversité.

BRUNO FRAPPAT.

LA FIN DES NÉGOCIATIONS SUR LA FLEXIBILITÉ DE L'EMPLOI

Des syndicats dans l'embarras

Dans la négociation « *sur l'adaptation des conditions de l'emploi* », également appelée négociation sur la « *flexibilité* », l'attente fébrile a désormais succédé à la fièvre des ultimes tractations. Il faudra patienter jusqu'à la date limite du 27 décembre, vraisemblablement, pour savoir si les quatre organisations syndicales qui ont mené le bal, la CFDT, la CGC, FO et la CFTC, accepteront finalement de signer le protocole d'accord qu'elles ont établi avec le CNPF et la CGPME au cours de la dernière séance de travail, longue de vingt et une heures, commencée le 15 décembre au matin et conclue le lendemain à 6 h 30. Le bureau national de la CFDT, réuni dimanche en milieu de journée, a fait connaître, le 17 décembre, son « *avis favorable* », non sans annoncer une consultation de l'ensemble de ses syndicats, qui lui permettra de donner une réponse définitive le 26 décembre. Au même moment, les délégations de Force ouvrière et de la CGC rendaient compte des résultats obtenus devant *leurs instances respectives*. La CFTC attendra jusqu'au 20 décembre, date fixée pour son prochain comité national, mais l'on sait déjà que, très réservés et hésitants, ses représentants « *ne formuleront pas d'avis* », comme l'a indiqué M. Jean Gruat.

Couvertes de louanges par M. Yvon Chotard, vice-président du CNPF, qui a rendu hommage à leurs « *petits pas faits avec courage* », les quatre organisations syndicales *ne savent pas encore* comment apprécier le contenu d'un texte qui est venu parachever près de huit mois de discussions aussi ardues que délicates.

Elles se demandent avec angoisse si les concessions du patronat sont suffisantes, lui qui a principalement abandonné son projet d'emplois nouveaux à contraintes allégées (les fameux ENCA, dont M. Gattaz prétendait qu'ils permettraient la création de 471 000 emplois) puis retiré sa proposition de limiter l'autorisation administrative de licenciement, accordée par l'inspection du travail, à la seule vérification du respect des procédures légales.

Tentées de sauter le pas, au nom de l'« *obsession de l'emploi qui nous a motivés et explique notre acharnement* », selon M. Jean Kaspar (CFDT), ou pour « *imposer une nouvelle forme de syndicalisme moderne* », comme le prétend M. Jean-Louis Mandinaud (CGC) – la CFDT et la CGC ayant fait la preuve de leur volonté de s'adapter aux conditions de l'époque, – les quatre organisations paraissent s'observer mutuellement et redouter les conséquences de leurs choix.

ALAIN LEBAUBE.

(*Lire la suite page 38.*)

Dans « le Monde de l'économie »

Pages 19 à 22

Un autre regard sur le patronat dans les pays industriels

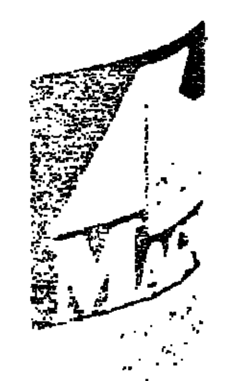
Lire les articles de FRANÇOIS GROSRICHARD pour la France, FRANCIS CORNU pour la Grande-Bretagne, PHILIPPE PONS pour l'Italie, HENRI DE BRESSON pour la RFA et ROLAND-PIERRE PARINGAUX pour le Japon.

UNE SOLUTION A L'AFFAIRE BOUSSAC

Ferinel va prendre le contrôle du groupe Willot

LIRE PAGE 42







Le Monde

commentaires

L'école est aujourd'hui le lieu d'une nouvelle controverse qui oppose apparemment les tenants de deux conceptions de la pédagogie. En insistant sur la nécessaire transmission du savoir par le système scolaire et en prônant le retour aux valeurs d'effort, de travail, de discipline, M. Chevènement a mis en cause, plus ou moins explicitement, les méthodes pédagogiques fondées davantage sur la créativité et la liberté de l'élève.

Les partisans de ces méthodes modernes reprochent au ministre de l'éducation nationale de vouloir revenir en arrière et de tenir, comme l'a dit M. Edmond Maire, des propos « régressifs ».

Dans notre page « Commentaires » du 8 décembre, M. Bernard Charlot critiquait ainsi la « pédagogie rétro » défendue, selon lui, par M. Chevènement et responsable, estimait-il, de la crise actuelle de l'école.

Après avoir donné la parole à ceux qui dénoncent la nouvelle politique de l'éducation, nous faisons entendre la voix de ceux qui la soutiennent.

INVITÉS

L'école doit instruire

par JACQUES MUGLIONI (*)

QUE l'école soit faite pour transmettre le savoir et pour instruire, qu'en outre il ne soit pas raisonnable d'y jeter un voile pudique sur les réussites du travail et du talent, ce sont des déclarations aujourd'hui inattendues dans la bouche d'un ministre de l'éducation nationale. Quoi d'étonnant si cette dissonance scandalise des pédagogues ayant pignon sur rue ? Mais que ceux-ci croient déconsidérer l'instruction en exhumant l'image de l'entonnoir et de la bouteille vide, voilà bien la preuve, pour qui en doutait encore, qu'ils *n'ont pas fini de s'acharner sur* une caricature.

L'audace de rappeler l'école à la mission qui n'aurait jamais dû cesser d'être la sienne est en soi un événement. Car, depuis peut-être un siècle, les réformes successives tendent presque toutes à faire que l'école soit de moins en moins l'école. Des groupes de pression opiniâtres continuent d'occuper les tribunes dont ils ont l'exclusivité. Mais les maîtres, ou simplement le public, soudain réconfortés par des propos aussi insolites, ne peuvent, sauf exception remarquable, qu'exprimer en privé, et presque en secret, leur soulagement.

(*) Inspecteur général de l'instruction publique.

Il s'agit de savoir ce qu'est une école laïque. Que peut et que doit l'école à laquelle sont confiés indistinctement, sous la garantie de l'Etat républicain, les enfants du peuple ? Simplement, mais résolument, instruire les esprits et ainsi les libérer pour des tâches qu'il appartient ensuite à chacun de fixer. Il *n'en résulte pas que l'école* renonce à l'éducation. Tant s'en faut ! Le projet même d'instruire est un acte de confiance dans la liberté qu'on ne se mêle pas de diriger, mais simplement d'éclairer pour qu'elle ait la capacité de trouver elle-même ses voies. S'il en découle une pédagogie, celle-ci ne doit pas tomber à la discrétion de ceux qui se font fort de scruter les consciences et de régenter les volontés.

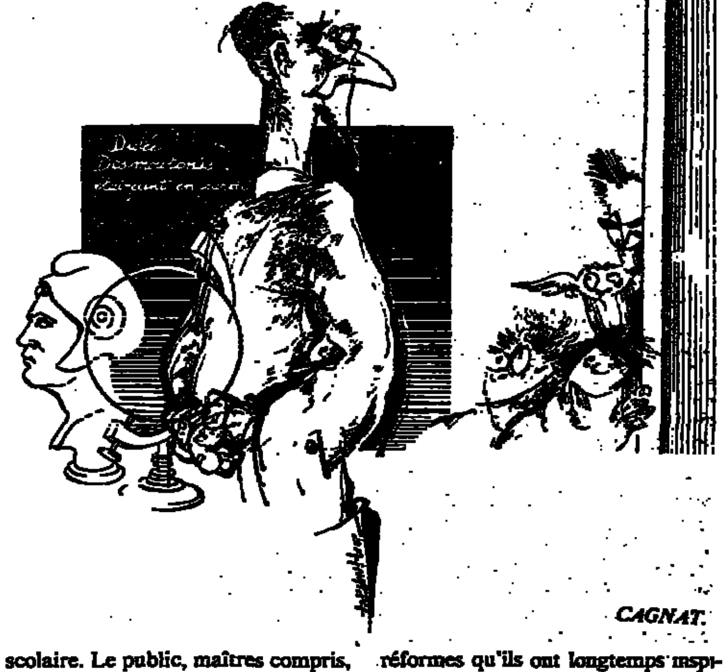
Aussi faut-il voir clair et ne pas se tromper d'enjeu. La crise ne tient pas au scepticisme, à la paresse ou à l'incompétence de quelques maîtres, mais au choix idéologique qui, depuis longtemps déjà, inspirent la pédagogie officielle.

Rapprocher l'école de la vie, l'ouvrir au monde : qu'est-ce que cela veut dire ? Que la spontanéité vaut mieux que le travail, l'imprégnation que l'étude méthodique, les comportements, attitudes et gestes que les connaissances, le groupe convivial que la culture personnelle, le conformisme à la fois collectif et anarchique que la réflexion.

Veut-on des exemples ? En voici de très présents. Il existe, dit-on, des niveaux de lecture et, en ce sens, nul n'a jamais fini d'apprendre à lire : est-ce à dire que l'apprentissage de la lecture doit s'éterniser et qu'il ne faut pas s'émouvoir si trop d'enfants quittent l'école primaire sans savoir lire ? De même, dit-on encore, il existe des niveaux de langue, des codes différents selon les milieux socio-culturels : faut-il donc renoncer à *corriger l'expression orale ou* écrite des élèves, sous prétexte que celle-ci témoigne toujours de l'authenticité d'une culture ?

Tout se passe comme si les prédateurs de la rénovation voulaient condamner la majorité des élèves à l'ignorance et à l'enfermement social afin de se maintenir plus sûrement au pouvoir, eux et leur descendance. La pédagogie de l'innovation ne serait-elle pas, en définitive, le moyen subtil de perpétuer des privilèges ? En effet, le savoir et la culture au singulier — qu'on me pardonne, — n'ont pas toujours besoin de l'école pour se transmettre. Seuls, les enfants du peuple ont toujours besoin de l'école pour s'instruire. Qui donc veut l'égalité ? Qui veut l'école démocratique ?

La France, pour des raisons historiques, a, jusqu'ici, été moins *atteinte que d'autres pays occidentaux* par la fausse démocratisation de l'école. C'est que nombreux sont encore les maîtres qui prennent sur eux d'enseigner malgré tout ce qu'ils ont eux-mêmes appris, sans trop se soucier des directives et des conseils qui, pourtant, les accablent. Une diversité d'observations fait alors apparaître une sorte de microclimat scolaire. Le public, maîtres compris, s'en trouve désorienté.


CAGNAT.

Reste que le démantèlement de l'instruction publique menace depuis plusieurs décennies les bases mêmes d'une civilisation. L'école traditionnelle, vouée à l'abstraction, faisait des déracinés : une pédagogie de quartier s'emploie donc à livrer l'école à l'environnement, au monde dans ses pires limitations, rendant ainsi irrémédiables les inégalités. Elle dresse le culte des différences contre l'universel. Elle entend faire de l'école le sergent recruteur d'une certaine société, tantôt présente et très réelle comme l'empire industriel avec ses servitudes, tantôt utopique comme la société conviviale avec ses licences. Elle entretient le mépris de la connaissance et de la pensée. Répétera-t-on bientôt, comme jadis la propagande de Vichy, que « *Descartes est le grand péché français* » ? Quand reviennent à la mode, avec des apparences novatrices, les idées de Barrès et de Maurras, faut-il encore se demander où est l'extrême droite en matière de pédagogie ?

Assisterions-nous donc depuis quelques mois à « un grand bond en arrière » ? Oui, certes, mais comme pour une renaissance ! Que des théoriciens fassent carrière en racontant à leur manière l'histoire de l'école, ce pourrait être tolérable si les réformes qu'ils ont longtemps inspirées n'avaient déjà fait des millions de victimes. « L'éducation » qu'ils continuent de prôner désigne la version « scientifique » de l'asservissement au monde comme il va, avec ses enfers, ses purgatoires, ses paradis artificiels. Le mot sert de caution au nouvel obscurantisme.

Quelle que soit l'organisation scolaire, il y aura toujours des maîtres maladroits et ennuyeux, comme des médecins inefficaces. Il faut certes *qu'il y en ait le moins possible.* Il y aura toujours des élèves difficiles et qui reviendront de loin. Le maître s'ennuie s'il est étranger à ce qu'il enseigne et l'élève à ce qu'il apprend, quand se substitue à la connaissance organisée et réfléchie l'accumulation d'informations inertes. On le répète depuis des siècles : instruire n'est pas verser une provision de connaissances toutes faites dans un entendement vide, *mais accompagner l'élève sur le chemin* et l'exercer à mettre de l'ordre dans ses pensées. Instruire, c'est révéler l'esprit à lui-même, l'inviter à se redresser pour aller au vrai, le faire participer, à quelque niveau que ce soit, si modeste qu'on voudra, à des richesses qui depuis toujours et pour toujours lui appartiennent.

Courage donc aux maîtres qui osent enseigner et puisse la République — enfin — leur prêter mainforte!

Pour la qualité dans l'enseignement

par LAURENT SCHWARTZ (*)

LE discours officiel sur l'enseignement a radicalement changé en quelques mois. Des mots, des idées, oubliés depuis des décennies, sont revenus en force : l'élitisme (avec l'adjectif républicain), la qualité, le talent, le mérite, l'effort, le travail (le bon et le mauvais travail), la compétence, la connaissance et l'amour de la connaissance, la réussite, l'exercice de la mémoire, la défense de la lecture face à la toute-puissance de l'image télévisée. Les uns saluent ce changement profond comme un retour, entièrement démocratique, à la saine réalité, les autres y voient une régression de cinquante ans. Je ne désire pas dramatiser, au contraire, mais le débat est nécessaire, et je me range sans hésitation parmi les premiers ; après les positions que j'ai prises ces dernières années, je me réjouis du revirement difficile et courageux opéré par Jean-Pierre Chevènement ; et je crois que la majorité des familles, dont la demande d'instruction pour leurs enfants est considérable, partagent ce point de vue.

L'élitisme républicain ? L'élitisme a mauvaise presse. Parce qu'il a plusieurs sens, qu'on mélange (sans doute volontairement) ; comme la sélection, qui peut signifier barrière ou orientation, qu'on confond pour rejeter la deuxième au nom du refus de la première. Si les élites sont les privilégiés de la fortune ou de la naissance, l'élitisme est détestable ; il y a un élitisme réactionnaire, tendant à reproduire la stratification sociale. Si les élites sont au contraire tous ceux (en grand nombre) qui, par le mérite, le travail, le courage, s'épanouissent dans la réussite et grandissent ceux qui les entourent, l'élitisme devient positif.

L'élitisme républicain se réfère à Jules Ferry, entré dans la conscience nationale ; il pourrait être aussi appelé socialiste, ou démocratique et se référer à Jaurès, Léon Blum, Mendès France. Il cherche à renouveler les élites, à y faire participer toutes les classes sociales, et surtout les classes populaires, il est un brassage des classes. Il cherche à égaliser les chances, à diminuer les inégalités, tout en sachant que, peu à peu, les réussites seront inégales, parce que tous les humains n'ont pas les mêmes qualités ni les mêmes défauts ni les mêmes environnements. On doit aider les plus faibles, donner plus à ceux qui ont moins, mais les pousser tous à aller aussi loin qu'ils le peuvent.

L'égalitarisme outrancier, entraînant le nivellement par le bas, a dominé l'idéologie de gauche des dernières décennies. De l'école *élémentaire à l'Université, on a trop* souvent découragé l'effort, refusé de récompenser le travail bien fait, détruit l'enseignement par des classes trop hétérogènes, remplacé l'instruction par un jeu facile et peu exigeant, remplacé l'histoire par l'éveil (utile mais pas suffisant), laissé croire qu'un jeune pourrait réfléchir sur tout sans d'abord apprendre. Or, comme a dit Laurent Fabius, la culture n'est pas simplement une somme d'absence de connaissances. Le nivellement par le bas amène justement l'élitisme réactionnaire qu'il prétend combattre, il favorise l'accroissement des inégalités. Car les enfants des familles aisées, ou cultivées, ou simplement bien informées, peuvent en général compenser les déficiences de l'école par les ressources de leur famille : les élites deviennent héréditaires, les enfants de cadres deviennent cadres.

Parmi les pays avancés, la France se distingue par un plus grand égalitarisme en paroles, joint à une plus grande hiérarchie sociale en fait (voir les universités et les grandes écoles). Si au contraire on tire tout le monde vers le haut, chacun aussi haut qu'il peut, par un enseignement ambitieux et de qualité, favorisant les valeurs de l'effort et de la réussite, les maîtres les plus avertis pourront déceler chez chacun ses potentialités cachées et les épanouir, notamment dans les familles modestes, et l'élitisme républicain aura joué son rôle de promotion sociale et d'égalisation des chances. Voilà, je crois, ce qu'a voulu dire Chevènement, et je lui en sais gré.

Compétence des maîtres ou qualités pédagogiques ? Les deux à la fois bien sûr, tout le monde est d'accord ; mais il faut le dire et le redire, on ne le dit jamais assez. Les récents discours ministériels ont très correctement examiné les faiblesses de l'école et les causes de l'échec scolaire, qui sont loin de se ramener à cette seule dualité simplifiante ; la rénovation des collèges se poursuit raisonnablement, avec les équipes pédagogiques, l'autonomie des établissements, la pédagogie différenciée ; mais les médias ont trop souvent censuré cette partie des discours ministériels, ce qui n'est pas normal.

Cependant, il y avait un redressement à faire : il fallait remettre à sa place, la première, la connaissance. Un maître qui domine une matière ne l'enseigne pas forcément bien, mais il l'enseigne généralement bien ; un maître qui ne la domine pas ne peut pas l'enseigner, malgré les meilleures intentions. Bien sûr, la part de la pédagogie est plus importante chez les plus jeunes, ou les élèves des zones défavorisées. La pédagogie *s'est aussi trop souvent* discréditée ; on ne peut bien enseigner la pédagogie des mathématiques ou de l'histoire que si l'on est mathématicien ou historien, et beaucoup de « généralistes » de la didactique se sont montrés ignorants auprès de ceux qu'ils prétendaient former.

Finalement le « pédagogisme » s'est souvent enveloppé, notamment dans la gauche française, ses partis, ses syndicats, sa presse, d'un discours moralisant sur l'acte éducatif, les rapports maître-élève, la vie sociale, l'ouverture sur la rue ou l'usine, mettant la connaissance et l'effort au dernier rang. Ce discours oppressif, contenant certes bien des idées justes, mais assez semblable à une langue de bois, est devenu une arme de guerre contre la compétence, ou a été ressenti comme tel par des maîtres de toutes les catégories ; il ne pouvait alors qu'échouer, discréditant en même temps les maîtres et l'école publique, tandis que la rénovation pédagogique n'allait en général guère au-delà des circulaires ministérielles.

Toute ma vie je me suis intéressé à l'enseignement, et j'ai eu près de *dix mille élèves, allant de la sixième* aux séminaires de recherche. J'ai eu la réputation d'un bon pédagogue, et j'en suis fier parce que j'y attache de l'importance. Mais force m'est de constater un échec pédagogique terrifiant : malgré des livres, des articles, des conférences et des réunions, il semble que je ne sois pas parvenu à faire comprendre à tous ce qu'étaient la sélection ou l'élitisme démocratique, ni empêcher les égalitaristes de rester les meilleurs pourvoyeurs des inégalités sociales.

(*) Mathématicien, membre de l'Institut.

Réponses à... Bernard Charlot

Archaïsme

Le paléo-gauchisme de M. Charlot surprendra, j'en suis sûr, plus d'un sociologue marxiste et même plus d'un progressiste. M. Charlot nous apprend en effet que les mutations technologiques et industrielles, loin de nous faire avancer, dans le sang et les larmes, vers la société sans classes, ne cessent de créer, encore et toujours, de « nouvelles injustices » et de « nouvelles inégalités sociales » contre lesquelles les professeurs sont sommés de « lutter » dès maintenant — les prolétaires, eux, ayant fait défection depuis longtemps déjà.

M. Charlot, il est vrai, ne va pas jusqu'au bout de cette théorie d'un archaïsme flamboyant puisqu'il consent à faire l'hypothèse que l'école puisse être « recentrée autour du savoir » (« Pourquoi pas ? », dit-il...). Il semble pourtant que, dans cette « autre logique », les professeurs doivent bien se garder d'essayer de concourir au progrès des connaissances, puisque le seul résultat du progrès technique et scientifique est la production, sans cesse recommencée, de nouvelles formes d'inégalité et d'injustice.

La vraie tâche de l'école apparaît, par contre, tout à fait clairement : elle doit empêcher — autant que possible — les fils de « bourgeois » d'apprendre quelque chose et montrer aux enfants des prolétaires que leur véritable intérêt ne réside pas dans l'acquisition d'un savoir mais dans la « lutte » contre l'injustice sociale, c'est-à-dire contre la possibilité laissée à certains enfants d'apprendre *quelque chose. Voilà enfin la lutte* des classes modernisée et mise à la portée du premier cancre venu !

JEAN-CLAUDE LARRAT,
professeur de lettres
(La Rochette).

On croit rêver...

Ce ne sont pas les « bonnes vieilles méthodes » qui ont conduit l'école à l'« impasse actuelle », pour la simple raison qu'elles ont depuis longtemps cessé d'être appliquées ! Est-ce l'« histoire-géo de papa » ou la pratique schématique de l'histoire comme « matière d'éveil » à l'école primaire qui est responsable de l'ignorance — abêtissante et dangereuse — des jeunes générations sur le passé, non pas « national » mais humain ?

De même, dans le second cycle, MM. Prost et Savary eux-mêmes ont dû reconnaître qu'il fallait, dès la classe de seconde, améliorer — réhabiliter — par tous les moyens possibles l'expression écrite, la précision du vocabulaire, l'organisation de la pensée, la rigueur, très oubliées par suite du culte bienheureux de la « spontanéité » de l'élève...

On croit rêver lorsqu'on lit, sous la plume d'un *philosophe*, en 1984, que « savoir, c'est être capable de mobiliser et d'utiliser ce qu'on a appris, et pas seulement de le recracher comme le demande l'école ». Je crois retrouver les archaïques commentaires de MM. Lagarde et Michard sur Montaigne ! Mais, même s'il « pleut des vérités premières », avons-nous attendu M. Charlot pour « changer les contenus, les méthodes *et les relations* » ? *Notre collègue* est apparemment bien mal renseigné... En histoire, je vois les professeurs multiplier les travaux sur documents... En philosophie, j'entends que l'on interdit parfois aux élèves de « gratter » du papier, pour prendre le temps d'assimiler, de réfléchir et de discuter. Quant à l'enseignement des lettres, si M. Charlot prenait la peine d'enquêter avant d'écrire, il saurait qu'il est maintenant entièrement centré — d'après *les instructions officielles elles-mêmes* — sur la lecture personnelle (d'œuvres complètes entre autres), le développement de l'analyse critique et de la réflexion selon les méthodes les plus modernes.

Quant « aux rapports autocratiques qui régissent actuellement l'univers scolaire », cela fait tout simplement rire. Mes collègues de lettres et moi-même, dans un simple lycée de province, nous discutons avec nos élèves de nos méthodes, de notre « contrat pédagogique » — selon le terme à la mode — non par démagogie mais par simple souci d'efficacité maximale.

Mme J. MALLAUD,
professeur agrégé de lettres
(Saintes).

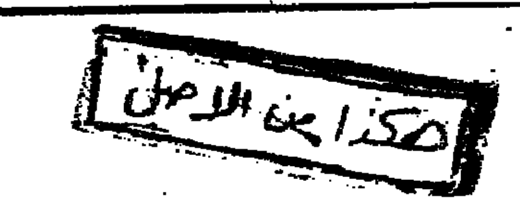
Caricature

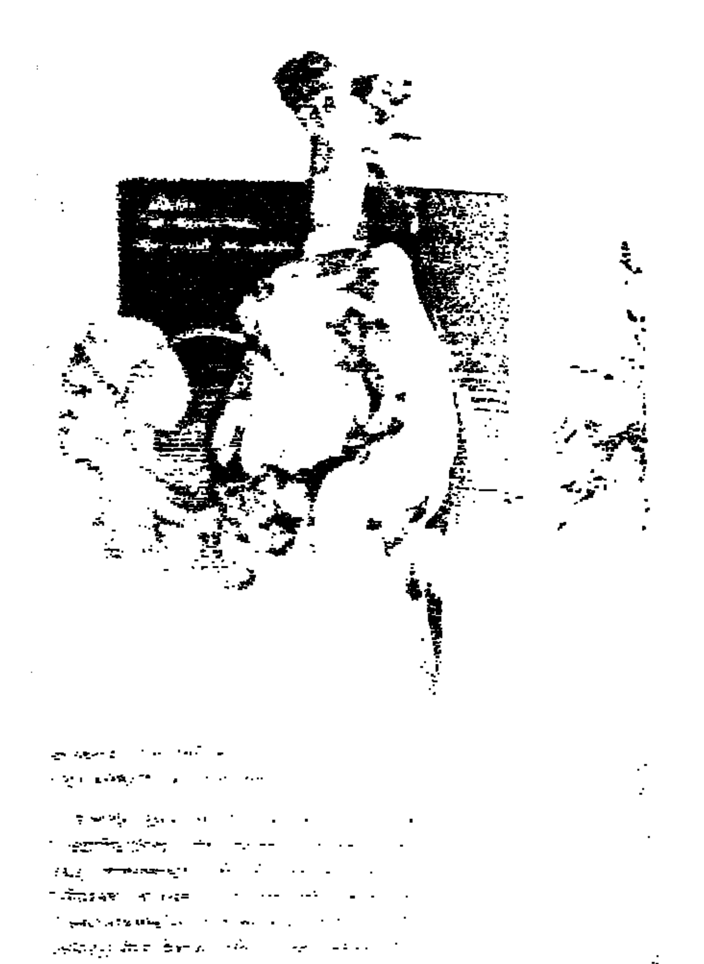
Il existe, selon M. Charlot, des « rapports autocratiques qui régissent l'univers scolaire » actuel. S'agit-il des rapports entre enseignants et élèves ? Ou bien entre enseignants, d'une part, inspecteurs et administration de l'éducation nationale, d'autre part ? Ou bien les deux ?

Le *Robert* renvoie, au mot « autocratique », à « absolu, arbitraire, despotique, dictatorial, tyrannique ». Où M. Charlot a-t-il vu s'exercer un tel pouvoir, au sein de l'éducation nationale ? Dans des classes ? Sûrement pas. Et il sait bien qu'un directeur des services départementaux de l'éducation nationale, par exemple, ne peut prendre aucune décision importante sans en référer à une commission paritaire; que les rapports entre inspectés et inspecteurs sont généralement « courtois » — ce n'est pas moi, c'est M. Maschino qui l'écrit dans son livre *Vos enfants ne m'intéressent plus.* Et les chefs d'établissement adjudants, où sont-ils ? (...)

Oui, de graves problèmes se posent. Raison de plus pour les traiter clairement, non de façon caricaturale. Quand des enseignants — ici, un professeur agrégé de philosophie, — cesseront-ils de faire ce qu'ils ne tolèrent pas, à juste titre, chez leurs élèves, c'est-à-dire d'employer des mots aux sens mal définis ; d'égarer les lecteurs, de donner de l'école et de leurs collègues (qui ne demanderaient à leur auditoire que de « recracher » un savoir !) une image fausse, fût-ce en visant un ministre ; bref, d'égarer l'opinion à coup de poncifs ?

ROGER BRUSSAT
(Bourg-la-Reine).





L'INTERVENTION TÉLÉVISÉE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

« Je demande aux Français de bien vouloir me juger sur la distance »

***M. François Mitterrand a répondu, dimanche soir 16 décembre, sur* TF 1, aux questions d'Anne Sinclair et Dominique Bromberger (TF 1), Michel Colomès (*le Point*), Paul-Marie de la Gorce (*le Figaro*), André Mazières (*la Charente libre*), Michel Tatu (*le Monde*).**

L'émission – « La France dans le monde » – a été réalisée en direct de la bibliothèque du palais présidentiel. Le chef de l'Etat, qui avait pris place sur un fauteuil Louis XVI recouvert de satin bleu, avait à sa gauche – comme le font traditionnellement les présidents des Etats-Unis en pareilles circonstances – le drapeau national.

Tout au long de l'émission, M. Mitterrand s'est voulu pédagogue et s'est montré impérieux. Les journalistes invités à l'interroger n'ont guère eu la possibilité d'interrompre, pour animer le débat, le fil d'un discours soigneusement structuré.

M. Mitterrand a annoncé qu'il s'adressera de nouveau aux Français au mois de janvier pour parler, cette fois, de sujets intérieurs (économie, social, sécurité).

● Les voyages à l'étranger

« Monsieur le président, beaucoup de Français paraissent déconcertés, peut-être à la fois par le nombre de vos voyages à l'étranger et peut-être aussi par certaines des initiatives que vous avez prises et qui sont même apparues comme quelques faux pas, envisagés par certains.

» Alors, votre politique étrangère, au départ, suscitait peu de critiques. Est-ce que vous n'avez pas l'impression, le sentiment, que ce consensus du départ est, en fait, un consensus un peu brisé ?

– Vous avez d'abord parlé de mes voyages, mais il faut savoir que, au rythme des conférences et des réunions internationales obligatoires, il est difficile de ne pas être assez souvent à l'étranger.

» Parlons simplement de l'Europe pour l'instant : il y a au moins trois sommets européens des dix pays par an, il y a au moins deux réunions franco-allemandes, et avec les Italiens et les Anglais une ou deux. Il y a des réunions qui, dépassant l'Europe, s'appellent les sommets industrialisés ; ce sont les sept grands pays industriels, plus la Communauté européenne : un rendez-vous de plus. Il y a les sommets franco-africains ; une année sur deux, cela a lieu en Afrique ; il faut y aller.

» Si vous y ajouter deux ou trois voyages dans l'année pour aller visiter des pays qui vous demandent, car, bien entendu, je n'y vais que lorsqu'on m'invite, on a déjà le compte.

» Ensuite, vous dites : cette politique extérieure a été approuvée – d'une façon générale, je le crois, elle l'est peut-être encore. Puis un certain nombre de décisions, d'interventions, de rencontres ont désarçonné l'opinion, une partie de l'opinion en tout cas, de telle sorte qu'on ne peut pas prétendre qu'il y a un consensus général.

» Ma visite en Syrie au président Assad, ma rencontre avec le colonel Kadhafi en Crète, les décisions que j'ai prises sur le Tchad, sont, je crois, les événements les plus typiques de cette distorsion de l'opinion. Je suis tout prêt à vous répondre sur ce sujet, mais je vais vous faire un remarque :

» Une politique étrangère ne peut se juger que sur la durée. (...)

» Je demande simplement aux Français de bien vouloir me juger sur la distance.

– Vous avez donné l'impression de mener une politique étrangère de plus en plus personnelle. Vos déplacements pour l'Europe, quand vous étiez président, à Ifrane, en Crète, se sont multipliés. Le fait est que ce sont de plus en plus souvent des conseillers de l'Elysée qui se rendent en mission secrète ; certains diplomates semblent même un petit peu désemparés. En Crète, vous étiez là-bas sans ministre. Alors pourquoi ?

– Des ministres m'accompagnent quand c'est nécessaire. D'une façon générale, ils sont toujours là, et je ne connais guère de cas où j'ai fait un voyage à l'étranger où je n'ai pas été accompagné d'un membre du gouvernement. Quels sont ces cas ? Vous en avez relevé deux dans votre brève énumération, vous n'en trouveriez pas beaucoup d'autres.

» Ifrane, c'était une invitation personnelle ; elle est tombée dans un moment où on lui a donné une certaine interprétation, mais, je le répète, c'était une invitation personnelle.

» La Crète, c'était un rendez-vous entre chefs d'Etat, et il avait été dit par les ministres des affaires étrangères que ni l'un ni l'autre n'y viendrait. S'ils avaient voulu m'accompagner, bien entendu, je les aurais acceptés avec joie. Il ne faut donc pas généraliser.

» Personnelle ? C'est un peu la Ve République. On pourrait corriger, c'est certain, il y a des usages excessifs, mais il est vrai que la politique étrangère relève essentiellement du président de la République.

» Il n'y a pas une seule de mes démarches, et particulièrement celles dont nous venons de parler, qui n'ait été longuement délibérée avec le premier ministre, le ministre des relations extérieures et le ministre des affaires européennes. Donc, je me sens la conscience tout à fait tranquille par rapport à mes devoirs. »

● Le Tchad

« Pourquoi y être allé ? Tout simplement pour arrêter l'invasion libyenne au Tchad et l'arrêter de telle sorte et à un tel niveau qu'il y ait protection, sécurité pour ce qu'on appellera, grosso modo, l'Afrique noire.

» A l'intérieur de cette Afrique noire, nous avons entre huit et dix accords de défense militaire et nous avons, d'une façon plus générale, la confiance de ces pays qui attendent de la France qu'elle joue un rôle particulier pour leur sécurité et leur développement. »

A l'aide d'une série de cartes, le président Mitterrand montre la situation du Tchad par rapport à l'Afrique, avec l'occupation de la bande d'Aouzou, « cette petite zone, conquise par la Libye en 1972-1973 et qui appartient toujours au Tchad sur le plan international, *mais qu'on* oublie généralement. Dans les débats, on fait comme si cela n'avait pas eu lieu, mais moi j'y pense toujours, et, naturellement, le chef du gouvernement du Tchad y pense plus que moi. »

Puis, le président montre une carte de l'occupation complète du Tchad par la Libye en mai 1981, quand il arrive au pouvoir : « Voilà la situation en 1981. Dès lors, je vais m'efforcer de faire reculer cette influence que je crois dangereuse, non seulement pour le Tchad – nous n'avons pas d'accord militaire avec le Tchad, pas d'accord du tout, – mais, il y a une réalité politique, pour obéir à ma conception générale d'une stratégie en Afrique, c'est-à-dire pour *éviter le contact entre les* forces libyennes et cet énorme continent d'Afrique noire dans lequel s'exerce une réelle influence de la France *et où il y a des obligations* françaises de sécurité.

» Vous voyez bien cette carte. Le Tchad avait perdu son indépendance.

» Après une phase très brève pendant laquelle M. Goukouni, qui était à l'époque président du Tchad, avait obéi à mes recommandations et avait demandé le retrait des armées libyennes, ce retrait s'était effectué, ça n'a pas duré longtemps. Hissène Habré a très rapidement vaincu M. Goukouni, s'est installé à N'Djamena, et la Libye, qui ne supporte pas très aisément M. Hissène Habré, est redescendue du nord vers le sud en août 1983.

» J'ai fait intervenir l'armée française – c'est ce qu'on a appelé l'opération Manta, – à peu près sur le 15e parallèle, puis, un peu plus tard, après un accident aérien qui a causé la mort d'un homme, on est remonté jusqu'ici *[au 16e parallèle]. (...)*

» J'ai donc protégé ce que j'avais souhaité protéger. Alors, vous me posez la question : « Pourquoi vous » *n'êtes par remonté au Nord ?* » Eh bien, parce qu'on y est allé deux fois ! D'abord entre 1968-1969 et 1972. C'est le général de Gaulle, le gouvernement Couve de Murville, qui a décidé d'aller au Nord pour des opérations de maintien de l'ordre avec, déjà, l'influence libyenne ; on y est resté trois ans, on y a perdu une quarantaine d'hommes, et on est reparti, moins les morts naturellement.

» En 1976, le gouvernement de l'époque, sous l'autorité de M. Giscard d'Estaing – le premier ministre était M. Chirac, – a signé un accord, le 6 mars 1976, avec le Tchad, selon lequel pas un soldat français ne pouvait pénétrer au Tchad ; il ne devait participer à aucune opération de résistance contre l'agresseur étranger ou aucune opération de maintien de l'ordre. Donc, plus aucun accord, plus rien en 1976. Cela fait bientôt maintenant neuf ans qu'il n'y a plus rien, plus de base juridique, diplomatique, entre le Tchad et la France.

» Et qui a décidé cela ? Ce n'est pas moi.

» Un peu plus tard, en 1978, sous la pression des événements, parce que le gouvernement tchadien réclame de nouveau, malgré l'accord d'abrogation d'une assistance militaire, le soutien de la France, on revient une deuxième fois, pas tout à fait au Nord.

» Et, au bout de deux ans, on s'en va, la situation était pire... La deuxième fois, on perd dix-huit hommes, je veux dire à la guerre, une dizaine d'autres par accident, et au moment où le premier soldat français s'en va.

» Ce n'était pas moi qui étais là à cette époque, je me permets de vous le signaler.

» C'est pourquoi on a trouvé la première carte de tout à l'heure, c'est-à-dire le Tchad entièrement occupé *ou contrôlé par la Libye.*

» J'ai donc, avec l'opération Manta, stoppé la nouvelle opération libyenne à ce niveau, protégé les Etats d'Afrique noire qui m'en priaient, qui en priaient la France. Nous avons avancé de 100 kilomètres, je l'ai dit, et il y a eu un accord récent entre la Libye et la France pour l'évacuation du Tchad par nos deux armées, comme nous le demandaient l'ensemble des partenaires internationaux : que les armées étrangères au Tchad s'en aillent, et j'en étais d'accord, à condition, naturellement, que cela fût réciproque.

» Aujourd'hui, pour toute cette partie du Tchad du [16e parallèle à la frontière sud], il faudrait redessiner à peu près les mêmes choses, c'est-à-dire encore le 16e parallèle, estimer que toute cette partie là obéit à l'autorité de M. Hissène Habré, du gouvernement légitime au Tchad.

● L'accord franco-libyen et le voyage en Crète

– Le 16 septembre, est conclu un accord de retrait simultané et concomitant des forces françaises et libyennes. Votre ministre des affaires étrangères dit : « Ils partent, nous partons ; ils restent, nous restons ; ils reviennent, nous revenons. » *Le 10 novembre, un communiqué du Quai d'Orsay dit que les opérations de retrait sont terminées, alors que, on le sait maintenant – vous le saviez, les diplomates français le savaient, – les Libyens n'étaient pas partis. Alors, pourquoi ?*

– Le 2 novembre et le 5 novembre, il y a eu rapport de l'état-major militaire français. Tous les chiffres que *nous* avons cités proviennent naturellement de l'état-major de l'armée. Lui seul est en mesure de nous apporter les informations dont nous avons besoin, doublées en la circonstance par le satellite américain. Le 2 et le 5 novembre, j'avais demandé des renseignements sur la situation des éléments itinérants libyens restés, en dépit de l'accord passé entre MM. Cheysson et Triki, sur les instructions qui étaient les miennes, en ce qui concerne M. Cheysson, bien entendu : il reste quelques éléments extrêmement faibles. On peut considérer que la place de Faya est libre. On peut considérer que la place – ce sont des oasis ou quelques points de chemins de rencontre, d'itinéraires – de Gouro et d'Ounianga, qui se trouvent au nord-ouest, ainsi que Fada, sont libres.

» Le 5 novembre, on a réitéré cette *information.*

» C'est à partir du 9 novembre que les informations provenant de ces deux sources, française et américaine, ont indiqué qu'un certain nombre de Libyens sont revenus.

» Quand je suis allé en Crète, j'étais informé, je savais qu'il y avait, d'après l'estimation de l'état-major français à l'époque, de 1 200 à 1 500 Libyens, qui, je le répète, n'avaient pas de force offensive, mais qui étaient restés dans les creux, qui réapparaissaient, qui s'étaient dissimulés sans doute dans les oasis, ou bien qui revenaient de la bande d'Aouzou. Ce n'est pas très difficile, j'ai montré les cartes, il y a un moment.

– Si vous saviez que Kadhafi avait triché, avait menti, est-ce que ce n'était pas imprudent, dangereux ?

– Vous pouvez apprécier comme vous voulez, mais c'était le 15 novembre, et les *informations*, qui marquaient un certain retour, une réapparition d'une force très diminuée, mais qui ne devait pas être là, du côté des Libyens, c'était les 9, 10, 11 et 12. Chaque jour, d'ailleurs, nous multipliions nos enquêtes, nos avions circulaient dans le ciel.

» Je suis parti le 15 au matin, pour dire quoi ? Pour dire : « Vous » souhaitez tendre la main à la » France », comme ce fut le cas dans le passé, puisque le colonel Kadhafi est venu à l'Elysée, il est venu ici, il a été reçu par M. Pompidou, après ce que j'appellerai la première guerre du Tchad, où il n'était pas impliqué directement, mais tout le monde savait que les Libyens inspiraient les gens du Nord, les Tchadiens révoltés, déjà M. Goukouni Oueddeï, et aussi M. Hissène Habré, à l'époque.

» Il est venu ici ; ce n'était donc pas un personnage qu'on ne fréquentait pas. J'ai dit tout à l'heure qu'on lui vendait des armes très agressives, à l'époque. On n'en a pas vendu une depuis 1981.

» Des ministres, et même des premiers ministres, sont allés à Tripoli. Je ne suis pas allé, moi, en Libye. Le colonel Kadhafi n'est pas venu en France. Je l'ai rencontré dans un territoire étranger, neutre, la Grèce. Quoi de plus normal ? Pour lui dire quoi ? « Rien n'est possible tant que » la situation au Tchad ne sera pas » conforme à vos engagements. » Et c'est pourquoi la conversation n'a pas eu de suite, et que j'ai donné les instructions à notre armée, celles que je viens de rappeler, à savoir qu'il s'agissait de protéger la zone que j'avais fixée dès 1983, et de surveiller naturellement l'autre zone pour éviter des infiltrations.

» Je vous l'ai dit tout à l'heure, la diplomatie, c'est une affaire lente, difficile. On a des partenaires qui sont difficiles aussi. Ce que je sais, c'est que, depuis que j'assume la responsabilité du pouvoir, la Libye a constamment dû reculer au Tchad. Ce que je sais, c'est que, avant mon arrivée ici, la Libye dominait le Tchad, et mon intention, ma volonté est d'aboutir à la libération de ce pays par une pression constante, et par les moyens que je décide, et non pas par ceux qu'on veut m'imposer par la propagande ou par des invitations à aller sacrifier un certain nombre de soldats français, alors que la France n'y a nul intérêt. J'entends rester maître de ma décision, et on jugera en fin de compte.

● Relations Nord-Sud

» La France a beaucoup de peine à convaincre les autres pays du Nord industriel de concevoir une politique utile dans les relations avec le tiers-monde, avec le Sud. Seulement, la France cherche à donner l'exemple. Notre conviction à nous, c'est que la politique étrangère qu'il faut dessiner peu à peu comporte, parmi ses éléments principaux, une politique de développement à l'égard du tiers-monde, et rien de ce qui est fait actuellement n'y concourt : le désordre des monnaies, le prix du dollar, qui, en l'espace de quelques heures, anéantit l'effort d'une année dans plusieurs pays africains, pauvres naturellement, le fait que nous n'ayons pas répondu aux besoins d'autosuffisance alimentaire par les moyens qu'il faudrait prendre pour que les gens puissent se nourrir (...).

» Les intérêts qui jouent contre les propos de la France sont encore très puissants, jusqu'à ce qu'il se rendent compte que, s'ils ne font pas un moratoire, un allégement des charges financières des pays du tiers-monde, s'ils ne raniment pas les termes de l'échange, bref, s'ils ne donnent pas davantage de moyens pour la production dans ces pays, ce qui fera aussi plus de consommateurs pour les pays du Nord, nous nous enfoncerons avec eux.

» (...) La France est le pays aujourd'hui le mieux reçu et le plus populaire, parce qu'on sait que la France – c'est d'ailleurs une grande tradition qui m'a précédé, je n'en suis pas l'inventeur, je la poursuis, je l'élargis – apparaît comme le pays le mieux compris, le plus aimé de l'ensemble des pays du tiers-monde. »

(Lire la suite page 4.)

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », MM. André Laurens, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Directeur de la rédaction : Thomas Ferenczi.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	685 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4.20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 86 p. ; Italie, 1 500 l. ; Liban, 600 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

res

Bernard Charl

L'INTERVENTION TÉLÉVISÉE

Les interventions françaises au Tchad

Pour justifier sa politique au Tchad, M. Mitterrand a dressé un historique des interventions françaises dans ce pays qui appelle quelques remarques.

La première intervention française au nord du Tchad décidée par le général de Gaulle en 1968 l'a été en vertu des accords de coopération *signés entre la* France et le Tchad par le président Tombalbaye lors de l'indépendance en 1960. Les troupes françaises sont restées jusqu'en 1972. En 1975, accusant le gouvernement français d'avoir traité directement avec les rebelles qui détenaient Mme Claustre, le président Mal*loum demande le retrait de* toutes les troupes françaises, c'est-à-dire celles qui stationnaient sur la base aérienne de N'Djamena, relais de l'armée française en Afrique.

En 1976, lors d'une visite à N'Djamena de M. Chirac, alors premier ministre, un accord de coopération militaire est signé avec le Tchad. *C'est en vertu de* cet accord qu'en juillet 1983 M. Mitterrand avait, dans un premier temps, envoyé des instructeurs français. Ensuite, l'accord avait été largement dépassé par l'opération Manta. Aujourd'hui, il sert à justifier la présence à N'Djamena d'une centaine d'instructeurs qui entraînent l'armée tchadienne à divers types d'armements. Ce nombre devrait être porté à cent cinquante l'année 1985.

En 1978, le contingent français retourne au Tchad à l'appel du président Malloum. Quand les troupes françaises quittent N'Djamena le 16 mai 1980, la capitale est coupée en deux entre les forces coalisées autour de M. Goukouni Oueddeï et les FAN (Forces armées du Nord) de M. Hissène Habré.

Le gros des troupes libyennes n'arrive à N'Djamena que le 14 décembre 1980 soit sept mois après le départ du dernier soldat français, et non comme l'a dit M. Mitterrand immédiatement après. D'autre part, M. Mitterrand omet de préciser que les troupes libyennes viennent, à la demande du président Goukouni Oueddeï, pour l'aider à combattre les forces de M. Hissène Habré.

A propos du retrait de l'armée libyenne en novembre 1981, M. Mitterrand déclare : *« M. Goukouni Oueddeï avait obéi à mes recommandations et avait demandé le retrait des armées libyennes. »* L'histoire est quand même plus compliquée. Car, si le retrait libyen s'est bien *effectué à la demande du prési*dent Goukouni, il faut dire que l'armée libyenne avait subi, en septembre 1981, d'importants revers dans l'est du pays, où les FAN avaient sévèrement battu une colonne libyenne faisant plusieurs centaines de tués.

Enfin, M. Mitterrand indique que la Libye est descendue du nord vers le sud en août 1983. *Il* serait plus juste de dire que c'est dès juin 1983 que l'intervention libyenne a eu lieu, et c'est après l'avoir niée à ce moment-là que la France a envoyé, en août, les trois mille hommes de la force Manta.

Aujourd'hui, le Tchad est de nouveau coupé en deux au niveau du 16e parallèle, et l'affirmation de M. Mitterrand qu'il n'acceptera pas l'amputation d'un pays africain serait plus crédible s'il expliquait les moyens qu'il compte prendre pour l'éviter.

Le rappel insistant, le premier du genre, sur l'occupation de la bande d'Aouzou — qu'*« on oublie généralement »* — laisse-t-il augurer du fait que M. Mitterrand pense aussi qu'on oubliera bientôt l'occupation du Borkou-Ennedi-Tibesti ?

F. C.

Des convictions embarrassées

Devenu président de la République, M. François Mitterrand n'a pas perdu, au sujet de la Nouvelle-Calédonie, les fortes convictions qu'il exprimait quand il n'était que premier secrétaire du Parti socialiste, époque où il affirmait sa solidarité avec le peuple canaque, victime de la *« politique colonialiste »* perpétuée, selon lui, sous la Ve République.

Le chef de l'Etat est de tout cœur aux côtés des Canaques, dont il comprend l'*« exaspération »* devant un *« état d'injustice insupportable »*. Que l'on ne compte donc pas sur lui pour céder aux injonctions de ceux des dirigeants de l'opposition qui, tels les porte-parole du RPR, réclament le recours à la force contre les indépendantistes du FLNKS ! Il dénonce l'*« oppression »* avec d'autant plus de véhémence que la Nouvelle-Calédonie est vouée à l'*« émancipation »*. Mais l'émancipation sous quelle forme ? L'*autonomie ou l'indépendance* ? L'autonomie existe déjà, ou plutôt aurait dû exister avec l'application du statut Lemoine, lequel a donné naissance au gouvernement de M. Ukeiwé (RPCR).

M. Mitterrand fait comme si cette question pouvait encore être tranchée à froid, d'un commun accord, par les communautés antagonistes. Sauf à abdiquer sous la pression des événements et l'engrenage de la violence, il n'a pas le choix : il faut bien espérer qu'un nouvel équilibre institutionnel puisse être conçu, *in extremis*, dans lequel Canaques et caldoches trouveraient tous leur compte. Car il ne saurait être question — confirme le président — que la communauté mélanésienne soit la seule consultée sur le destin politique du territoire. Pour réaliser cette espérance de consensus, qui paraît aujourd'hui utopique, M. Mitterrand s'en remet, lui aussi, à M. Edgard Pisani, décidément promu au rang de faiseurs de miracles.

Que retenir, en définitive, de cet embarras présidentiel, au demeurant fort compréhensible ? Qu'il faudrait, certes, comme le dit M. Mitterrand, que chacun, au-delà des clivages, ait *« assez d'intelligence »* pour éviter le pire. Le malheur, c'est que, justement, la raison n'a jamais été sur cette terre des antipodes, et autour d'elle, la vertu la plus partagée.

ALAIN ROLLAT.

Aborigènes et colons en Australie

Trois cent mille aborigènes, estime-t-on, vivaient en Australie lorsque le capitaine Cook débarqua en 1770 à Botany Bay. Ils sont aujourd'hui un peu moins de cinquante mille, auxquels s'ajoutent cent vingt mille à cent trente mille descendants de médis.

La maladie, l'alcoolisme — introduit par les Européens — ont décimé cette population mais également les affrontements directs avec les colons qui se sont à l'occasion livrés à des massacres systématiques. Le témoignage, en 1880, du secrétaire colonial de Queensland est à cet égard révélateur de la mentalité des nouveaux occupants : *« Il n'y avait*, écrivait-il, *qu'un seul moyen de s'imposer à une race sauvage et aux aborigènes australiens en particulier : par la force brute, et en leur montrant bien qu'on est le maître... Les colons savaient que l'indigène d'Australie est par essence un animal sournois — qu'il n'épargnerait ni homme, ni femme, ni enfant, pas plus que bétail, moutons, chevaux ou cochons, — que la seule façon de le mater était d'user avec lui d'une main de fer, en lui montrant que les Blancs étaient des animaux supérieurs et pouvaient l'écraser »* (1).

Ce n'est qu'à la fin du dix-neuvième siècle que des dispositions furent envisagées pour améliorer le sort des aborigènes. Elles restèrent toutefois pour une grande part lettre morte, la protection des droits de ces derniers étant le plus souvent en contradiction avec les intérêts des fermiers venus d'Europe et des compagnies minières.

Quelques aborigènes australiens ont réussi ces dernières années à faire carrière, dans le sport ou dans des secteurs politiques très précis. Aujourd'hui encore pourtant, leurs communautés vivent largement en marge de la civilisation « blanche » et la reconnaissance de leurs droits fonciers constitue un des problèmes les plus délicats auxquels se trouve confronté le gouvernement de M. Bob Hawke. Les représentants des aborigènes réclament en effet une législation reconnaissant leurs droits sur les terres dont *« ils ont été expropriés par l'Australie blanche et que celle-ci conserve illégalement et injustement »*. Comme dans le passé, les compagnies minières, les éleveurs et autes exploitants agricoles s'opposent à tout projet en ce sens — pourtant inscrit au programme du Parti travailliste avant la première élection de M. Hawke.

(1) Cité par Xavier Pons, *l'Australie et ses populations*, Éditions Complexe, 1983.

• La Nouvelle-Calédonie

Après avoir retracé l'évolution du statut de la Nouvelle-Calédonie, de la « loi-cadre » de 1956 à la suppression du conseil de gouvernement local en 1963, M. Mitterrand analyse la situation actuelle du territoire.

« Savez-vous que, à l'heure actuelle, il y a des propriétés qui, très récemment encore, dépassaient 30 000 hectares ? Savez-vous qu'il y a de très nombreuses sociétés qui ont une moyenne de propriétés de 1 500 hectares ? Savez-vous que les Canaques, en moyenne, possèdent 2 hectares, 2 hectares et demi ? C'est dire qu'on a fondé la Nouvelle-Calédonie moderne sur un état d'injustice que je déclare insupportable, que je n'accepte pas (...). Ce qui fait que les Canaques sont arrivés à l'exaspération, et que nos réformes, elles, ont été digérées tout aussitôt, parce que ce n'était plus ce qui intéressait une population « qui ne marche plus » ; c'était l'indépendance, mais avec un aspect qui, en effet, est difficilement acceptable : « L'indépendance pour nous, Canaques ; oublions qu'il existe soixante-cinq mille Néo-Calédoniens, depuis plus de cent ans pour la plupart d'entre eux, qui habitent là, qui vivent-là, qui y sont nés, qui se reconnaissent dans leur pays, oublions-les, et le sort de la Nouvelle-Calédonie ne peut se décider que par le vote des Canaques.

» Voilà la problème qui est posé à M. Pisani, mais M. Pisani sera là la semaine prochaine, il fera une déclaration télévisée et il saisira donc l'opinion, après avoir rendu compte au gouvernement. Je ne veux donc pas précéder ce qu'il a à dire aux Français, ni ce qu'il a à soumettre au gouvernement. C'est lui qui, pour l'instant, a en charge la négociation. La négociation suppose le dialogue, par définition ; elle suppose aussi le retour à l'ordre (...). Il faut des institutions qui garantissent aux individus et aux communautés, aux peuples qui se trouvent sur place, suffisamment de sécurité pour qu'ils aient le sentiment de disposer de tous les attributs qui reviennent normalement à un peuple sur une terre. »

Interrogé sur l'éventualité d'un vote par collèges séparés, pour le référendum sur l'indépendance de l'archipel, M. Mitterrand répond : « C'est la tâche de M. Pisani, et je ne veux en rien compliquer cette tâche (...). Je ne veux pas anticiper. »

A propos du risque de « contagion » *de l'agitation à d'autres territoires ou à des départements français d'outre-mer, le chef de l'Etat ajoute :* « Politiquement, psychologiquement, il faut y prendre garde. Simplement, je rappellerai, dès le point de départ, et, justement, sans m'engager plus avant dans cette discussion, qu'en Guadeloupe, en Martinique — pour prendre des exemples, — il y a un seul peuple ; il y a des majorités et des minorités à l'intérieur du même peuple, et ces minorités doivent s'incliner devant le suffrage de la majorité. J'ajoute que, chaque fois que l'on vote, les « indépendantistes », pour les appeler d'un nom général appliqué aux uns et aux autres, sont très minoritaires, extrêmement minoritaires, ce qui ne représente donc pas la voie de ce peuple-là.

» Sur le plan de la Nouvelle-Calédonie, le problème serait très simple si l'on pouvait le résoudre ainsi, mais, en fait, il n'est pas ainsi. Ce n'est pas une majorité de quelques milliers de voix, et même d'une seule, qui pourrait faire que la revendication de la population canaque, ou de la population dite caldoche, c'est-à-dire d'origine européenne et française, pourrait se trouver garantie, trouverait sa sécurité. D'où l'extraordinaire complexité de ce problème, qui réclamerait de la part des Français, et surtout des responsables politiques, plus de discipline, plus de souci de l'intérêt qui nous est commun, plus de souci de la France, pour ne pas se déchirer sur un problème que je viens de décrire trop rapidement, mais qui devrait être résolu de façon que la France préserve dans ces régions lointaines et dans les océans alentour une position qu'elle ne doit pas perdre.

» Et il y en a, des appétits extérieurs ! La façon dont agit, par exemple, l'Australie, est tout à fait surprenante, parce que, si le problème des autochtones d'origine, en Australie, ne se pose plus, c'est parce que — enfin, il y a bien encore des aborigènes — c'est parce qu'on les a tués ! »

Interrogé sur l'attitude libyenne dans la crise néo-calédonienne, M. Mitterrand répond : « Il y a dix-sept personnes parfaitement répertoriées qui ont été envoyées, qui ont fait l'aller et retour, munies d'instructions de caractère révolutionnaire. Nous savons très bien qui c'est, et je ne pense pas qu'elles soient en état d'agir utilement. En tout cas, ce serait tout à fait injuste d'assimiler cette tentative un peu ridicule avec la revendication profonde des uns et des autres. »

M. Mitterrand conclut, à propos de la Nouvelle-Calédonie : « Ce n'est pas sous mon septennat, ce n'est pas sous mon autorité que les gouvernements de la République iront accroître l'injustice, soumettre des populations par la force, ou bien par la force injuste de la loi, bref, par l'oppression, par la tyrannie. Non, on n'aura pas avec moi ce qu'on a eu en d'autres temps, et je n'accepte pas la situation faite aux minorités en Nouvelle-Calédonie. Cela dit, il y a une majorité, une réalité française, et j'entends également la préserver. »

En Nouvelle-Calédonie

DES CONSIGNES DE SÉCURITÉ DONNÉES AUX GENDARMES

Ni le ministère de la défense ni la direction de la gendarmerie nationale ne démentent formellement des informations — documents à l'appui — des hebdomadaires *le Point* et *Minute*, selon lesquelles des brigades de gendarmerie en Nouvelle-Calédonie ont été partiellement désarmées (de leurs armes lourdes collectives) et ont reçu des consignes de ne pas s'opposer à d'éventuelles actions des indépendantistes contre leurs locaux.

Les deux hebdomadaires publient, en effet, le texte de notes internes à la gendarmerie ou de transmissions radio demandant aux gendarmes, entre le 20 et le 26 novembre dernier, de restituer au commandement supérieur la totalité de leur armement (munitions et grenades offensives ou lacrymogènes), à l'exception de leur pistolet individuel, et de n'opposer aucune résistance en cas d'incursion du FLNKS ou d'occupation des brigades.

L'envoyé spécial du *Point* en Nouvelle-Calédonie rapporte que ces mesures ont été mal accueillies au sein des forces de l'ordre pour lesquelles elles sont vécues comme autant d'humiliations ou de vexations infligées à l'autorité de l'État.

A Paris, cependant, le ministère de la défense laisse entendre que de telles initiatives, sur place, ont été prises pour des raisons de sécurité et de survie des personnels, s'agissant de brigades de gendarmerie perdues dans la brousse et trop isolées pour tenter de se défendre en ripostant par la force.



• La situation au Proche-Orient

« Si l'on juge ma visite au président Assad qui, en effet, sur bien des points, se trouve dans un camp opposé, dont la vue du monde est loin d'être la nôtre sur des problèmes importants, nous avions à parler du Liban, dont nous sommes, chacun à sa façon, les amis et même les voisins, parce que nous sommes voisins par la culture et par le passé du Liban.

» Et puis je reçois, quelques jours après, M. Shimon Pérès, premier ministre d'Israël, à Paris, radieux de se trouver en France, me disant, et, d'ailleurs, disant publiquement : *« Mais c'est une très bonne chose que vous ayez vu le président Assad »* — ils sont en guerre... — oui, parce que, quand on a des amis qui peuvent parler aux autres, eh bien, on peut être utile et on est utile.

» Et puis, quelques jours après, je reçois le roi de Jordanie, le roi Hussein. Il est en très grave désaccord, c'est le moins qu'on puisse dire, avec le président Assad, à Damas, et que me dit-il ? *« C'est quand même très important qu'il y ait un pays qui puisse parler aux uns et aux autres, dans lequel nous ayons confiance, qui est notre ami. »*

» Et aujourd'hui, la France, je vous l'assure, est le seul pays qui compte et qui puisse agir aussi bien du côté d'Israël que du côté des pays arabes sans exception, l'Irak, l'Egypte, la Jordanie, l'Arabie saoudite, la Syrie, le Liban, les Emirats, d'autres encore bien entendu. Je considère que, au total, c'est important pour mon pays. (...)

» On décime les Palestiniens, nous pensons qu'ils ont le droit de vivre, et j'en parle chaque fois à mon ami Shimon Pérès. A-t-il fait des progrès ? Il est plus ouvert que ses prédécesseurs sans aucun doute, déjà, dans la façon de traiter les implantations israéliennes en Cisjordanie. (...) Recevoir M. Arafat, c'est une autre affaire. L'OLP est un mouvement, c'est une armée clandestine, ce n'est pas un Etat. L'OLP est représentée à Paris, elle y a une délégation qui a d'ailleurs été reconnue par mon prédécesseur, M. Giscard d'Estaing, il n'a pas eu tort. Mais, intervenir maintenant à ce niveau, au mien, je ne crois pas que ce soit opportun. »

• Les relations Est-Ouest

« Si l'un des deux blocs, disons les Etats-Unis, l'Amérique, est vraiment trop puissant par rapport à l'Union soviétique, très vite celui qui se trouve plus faible voudra intervenir avant que l'autre soit encore le plus fort, et vice-versa. De même, la notion de l'équilibre en Europe.

» C'est pourquoi je suis intervenu au début de mon septennat sur l'affaire des Pershing. J'ai trouvé inacceptable qu'il y ait ce qu'on appelle les armes nucléaires intermédiaires. Ce sont quand même des armes importantes, elles peuvent faire 4000 kilomètres, détruire à 100 mètres près tous les objectifs désignés, la totalité des dispositifs militaires de toute l'Europe occidentale. Il y a sept cent cinquante charges nucléaires en Union soviétique. Pourquoi ? Cela ne peut pas traverser l'Atlantique, c'est donc pour l'Europe.

» A partir de là, je dis non. Il faut équilibrer, et j'ai pris position. Cela a été très contesté. On a dit : super-atlantisme. Pas du tout ! C'est toujours la même chose. Si je vais en Israël, je suis pour Israël contre les Arabes. Je vais à Damas ? Je suis pour abandonner les Israéliens... Bon. Je traite avec le Mexique pour lancer un appel au tiers-monde ? On *dit : de quoi est-ce qu'il se mêle ?* Aujourd'hui, nous sommes considérés, avec l'Espagne, comme les meilleurs amis de l'Amérique latine. Eh bien ! c'est la même chose. Si je dis : Pershing, parce qu'il faut équilibrer les forces en Europe, on ne peut pas laisser le monde européen sans rien dans les mains face à l'Union soviétique, alors, à ce moment-là : super-atlantisme ! Et puis, je suis allé à Moscou ensuite. On dit : mais qu'est-ce que cela veut dire ? Il est en train de pactiser avec les ambitions de l'Union soviétique ! Je pense que la contrepartie de ce que je viens de dire, c'est que la France doit avoir des relations actives d'amitié, si l'on peut, et en tout *cas de respect mutuel avec l'Union* soviétique. »

A propos des projets de M. Reagan sur les armes spatiales, M. Mitterrand ajoute : « La position de M. Reagan tend, au fond, à réduire les délais qui peuvent assurer la défense des Etats-Unis d'Amérique — à partir de l'espace, c'est plus facile, si je puis m'exprimer ainsi — et consiste à tenter de mettre une sorte de bouclier tout le long des Etats-Unis d'Amérique — les lasers, toutes sortes de moyens, — qui ferait que les fusées ne pourraient pas le traverser.

D'abord, c'est un surarmement et ce n'est pas vers cela qu'il faut aller. Il faut aller vers un désarmement, c'est-à-dire un équilibre au plus bas niveau possible. Ce n'est pas au moment où M. Shultz et M. Gromyko vont se rencontrer qu'il faut parler de surarmement (...). Nous avons de ce point de vue une position différente ; elle n'est pas opposée, elle est différente. Par exemple, nous disons : il faut pouvoir observer ce qui se passe dans l'espace, il faut pouvoir aller dans l'espace. Nous en avons les moyens ; avec une Ariane V, nous en aurons les moyens ; on peut y aller, il faut que l'Europe aille, avec une station orbitale habitée, dans l'espace. Observer, apprendre, savoir ce qui se passe. Quant à militariser l'espace, par tous les moyens que nous venons d'évoquer et beaucoup d'autres, non. »

• Les rapports franco-soviétiques

Interrogé sur les relations Paris-Moscou, jugées « plutôt mauvaises », M. Mitterrand répond : « Non, elles ne sont pas mauvaises, peut-être parce qu'elles n'étaient pas bonnes. L'essentiel, c'est de récupérer ce qui avait pu être perdu quant à la considération que les Soviétiques pouvaient avoir pour la France. Il ne faut pas s'amuser avec la France, et, par exemple, tenir le raisonnement qu'on peut avoir toutes les armes qu'on veut, le cas échéant, dirigées sur la France, et que la France n'ait pas le droit d'en avoir. Cela ne marche pas.

» Je crois que les dirigeants soviétiques ont compris quel était mon raisonnement. A partir du moment où ils l'ont compris — les échanges s'étaient raréfiés, s'étaient un peu gelés, c'est vrai — est passé un courant d'air chaud, et, au fond, à partir de mon voyage à Moscou et depuis lors, moi je tiens à une bonne relation avec l'Union soviétique, j'y tiens énormément. C'est une donnée séculaire de la politique française. C'est une nécessité pour les deux pays qui, à chaque bout du continent, doivent absolument s'entendre, mais pas au détriment de notre sécurité, et aussi à la condition que ce pays ait pour nous le respect que nous méritons. »

(Lire la suite page 5.)

AVANT LA DÉCLARATION DU CHEF DE L'ÉTAT

N'Djamena a dénoncé à nouveau la « sous-évaluation systématique » de la présence libyenne au Tchad

Quelques heures avant l'entretien télévisé de M. François Mitterrand, l'ambassade du Tchad à Paris a diffusé, dimanche 16 décembre, un communiqué *« dénonçant la campagne de désinformation destinée à cacher la vérité sur la guerre du Tchad »*, et dont voici les principaux extraits :

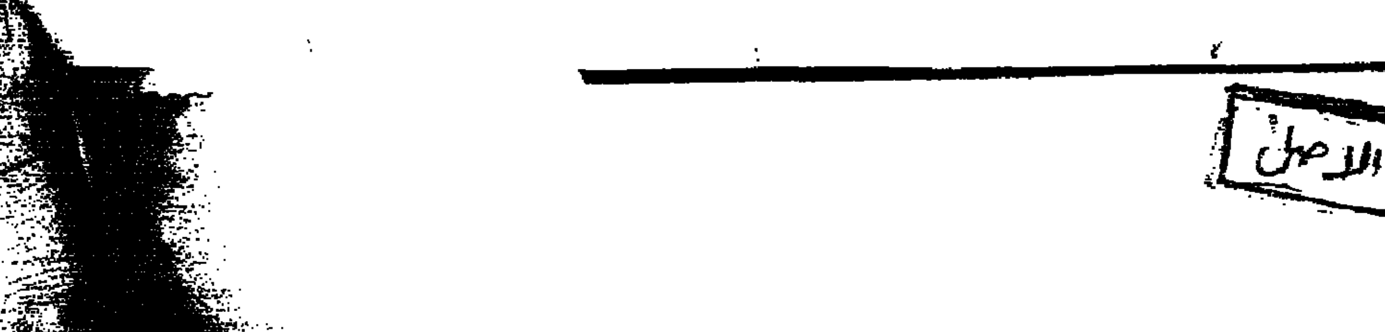
« La réduction de cette guerre en une question purement intérieure et la sous-évaluation systématique de la présence libyenne au nord du Tchad (loin d'être un désert inutile, sinon l'inconfortable première ligne face au péril) et du danger qu'elle représente pour la sécurité en Afrique sont des attitudes qui ne devraient pas tromper les véritables amis du Tchad et les retourner contre le gouvernement tchadien dans le seul but inavoué de masquer un échec prévisible ou bien de reculer devant un ennemi réel.

» Le président Hissène Habré n'a cessé d'œuvrer pour la réconciliation nationale. Le gouvernement qu'il dirige est celui de l'union nationale, car il est représentatif de toutes les sensibilités tchadiennes. Les personnalités politiques tchadiennes qui s'opposent à lui ne sont pas plus nombreuses que les opposants à certains régimes à travers le monde.

» Néanmoins, le gouvernement tchadien n'a cessé de déployer des efforts pour parachever l'unité nationale en engageant le dialogue avec son opposition, y compris avec les éléments qui n'ont que le mérite de cautionner l'invasion de notre pays par la Libye.

» Le gouvernement tchadien n'a pas à recevoir de leçon en matière de réconciliation. Les insinuations et les injonctions de toute nature devraient être dirigées contre l'agresseur libyen pour qu'il respecte ses engagements, sa signature, en évacuant le Tchad et en laissant les Tchadiens vivrent en paix sur la totalité de leur territoire, hérité de la colonisation.

» Pour ce faire et eu égard aux relations traditionnelles entre le Tchad et la France, le gouvernement et le peuple tchadiens nourrissent l'espoir légitime de compter une fois de plus sur le soutien de la France et surtout sur l'action du président de la République française auquel il faut rendre un vibrant hommage pour l'attention toute particulière qu'il accorde à la situation au Tchad. »



VENTION TÉLÉVIS…

• La situation au Proche-Orient

• Les relations Est-Ouest

• Les rapports franco-…

…DÉCLARATION DU CHEF DE L'ÉTAT

…a dénoncé à nouveau … l'évaluation systématique … présence libyenne au Tchad

DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

• La construction européenne

« A Fontainebleau, qui était le deuxième sommet de ma présidence, on a tout réglé (...), et on a pu repartir. Pour quoi faire? Pour donner le point de départ de l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, les conditions devant encore en être débattues entre les Dix, puis les Dix avec chacun des deux futurs partenaires, et on a renvoyé à Dublin, qui a eu lieu il y a quinze jours, le soin d'en décider (...). On a nommé un comité, comme on dit, *ad hoc*, c'est-à-dire un comité spécialisé, à l'image de ce qui avait été fait lorsqu'on avait voulu signer le traité de Rome, qui est à l'origine de la Communauté actuelle. On a confié le rapport à un Français, M. Maurice Faure, de même que la Commission européenne est désormais présidée par un Français, M. Jacques Delors, ce qui montre que la situation de la France n'est pas si fâcheuse en Europe, au contraire. Nous avons décidé de discuter de ce rapport européen, d'abord à Bruxelles en mars, puis pleinement en juin, à la session du sommet, en Italie, sous la présidence italienne dans les deux cas, et, à ce moment-là, nous débattrons du projet politique pour l'Europe. Déjà au mois de mars, nous mettrons un terme à la discussion sur l'élargissement. Cela paraît clair. C'est donc un énorme progrès. Enfin, on avance. A-t-on tout réglé? Non, bien entendu.

– L'opposition prétend que c'est nous qui payons le chèque remis à Mme Thatcher.

– L'opposition dit cela? Mais c'est merveilleux! Le chèque à Mme Thatcher a été décidé en 1980, au mois de mai, soit un an avant mon arrivée ici... C'est M. François-Poncet qui l'a signé! Enfin, je ne sais pas s'il l'a signé matériellement, mais il était ministre des affaires étrangères, je suppose qu'il était consulté. Et en mai 1980, à Dublin précisément, c'est ce jour-là qu'a été décidé de payer des sommes folles à Mme Thatcher, qui, de plus, n'étaient *pas justifiées, du moins dans leur totalité*. La preuve, c'est que Mme Thatcher a reçu 1 milliard d'ECU de trop, presque, que la France et quelques autres lui ont concédé (...).

» Mais le Marché commun, cela rapporte à la France. Souvent, on dit : mais combien cela coûte ? Vous *savez ce que cela a rapporté ? La* production agricole française a doublé en vingt ans. Et notre industrie agro-alimentaire rapporte 20 milliards par an... Donc, c'est quelque chose de très profitable pour la France ; mais il est normal que cela, ici ou là, nous oblige à certaines concessions. »

A propos de l'union européenne et du renforcement des institutions politiques de la Communauté, M. Mitterrand ajoute : « Je suis tout à fait favorable à un renforcement de l'union politique de l'Europe, parce que l'Europe, désormais, doit, en tant que telle, jouer son rôle sur la scène du monde. L'Europe actuelle, à dix, c'est la plus grande puissance commerciale du monde. Songez qu'à quatre, simplement, Italie, Angleterre, Allemagne, France, nous dépensons plus, nous consacrons plus d'argent à la recherche scientifique que le Japon ou que les Etats-Unis d'Amérique. Et, cependant, le résultat est très loin derrière. Pourquoi ? Parce que nous n'avons pas la volonté politique et, si nous n'avons pas la volonté politique, c'est parce que nous n'avons pas les moyens d'une volonté politique, il faut donc resserrer l'unité politique de l'Europe.

» Un référendum pour l'élargissement ? *Il faut*, je crois, *être clairs :* nous sommes dix, et nous devrions être douze le 1er janvier 1986 ; il *reste encore une négociation à faire* à ce sujet. M. Pompidou avait recouru au référendum lors de l'adhésion de la Grande-Bretagne, du Danemark et de l'Irlande, en 1972, je crois. C'est donc reconnaître qu'un référendum serait constitutionnel, même si on peut, sur quelques points d'aiguille, démontrer le contraire. Cela a donc été fait, je ne m'interdis pas de le faire, mais je n'ai pas pris de décision à cet égard, d'autant plus que l'élargissement n'est pas encore acquis (...).

» A mesure que l'Europe s'élargit, c'est plus difficile, elle perd un peu sa nature de marché privilégié, d'union douanière avec des tarifs préférentiels. C'est plus difficile, mais, politiquement, culturellement, géographiquement, c'est une nécessité il faut que l'Espagne, le Portugal, soient associés au sort de l'Europe intimement. »

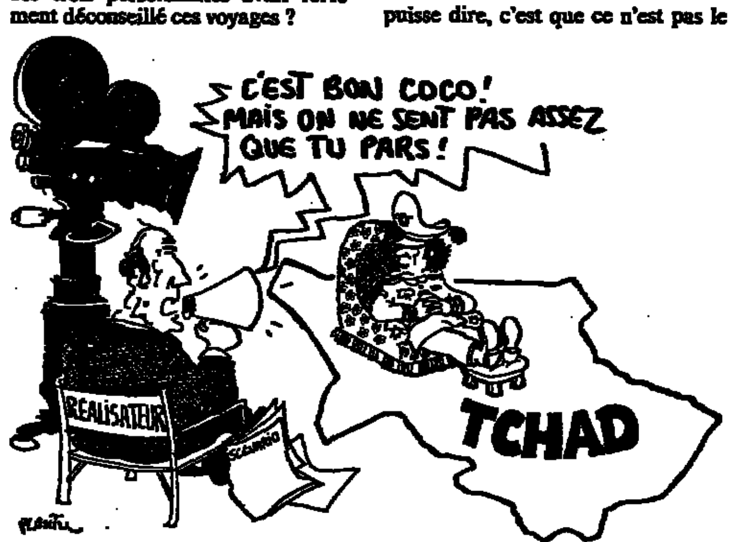
M. Mitterrand conclut l'entretien en indiquant qu'il souhaite intervenir à nouveau à la télévision, « si possible dans la première quinzaine de janvier », *à propos des problèmes de politique intérieure.*

La France ne fera pas la guerre pour le nord du Tchad

(Suite de la première page.)

La politique française a bien été modifiée au Tchad. Le problème à ce stade n'est pas tant de savoir si c'est une bonne ou une mauvaise chose, mais de savoir pourquoi cette modification est intervenue comme dans le secret, presque clandestinement. Et la question revient toujours : n'y a-t-il pas à l'origine une erreur d'interprétation sur les vrais objectifs du colonel Kadhafi ? Ce dernier a obtenu en tout cas la confirmation de ce dont il se doutait : il n'y aura pas d'emploi de la force par la France dans le Nord tchadien. C'est une affaire qui relève de la responsabilité de M. Hissène Habré, un allié pour lequel M. Mitterrand, on l'a senti à plusieurs reprises, n'éprouve aucune sympathie particulière.

Autre question : M. Mitterrand a déclaré qu'il s'était rendu le 15 novembre en Crète, pour y rencontrer le colonel Kadhafi, sachant pertinemment que ce dernier n'avait pas tenu *ses engagements. Mais* pourquoi avoir voulu tenir secret ce déplacement, comme on tient toujours secret aujourd'hui le *maintien* de contacts, à un niveau élevé, avec Tripoli ? Pourquoi dire que ce déplacement – ainsi que celui d'Ifrane – avait été « *longuement délibéré avec le premier ministre, le ministre des relations extérieures et le ministre des affaires européennes* » alors qu'il est notoire qu'une au moins de ces trois personnalités avait fortement déconseillé ces voyages ?



« *Je demande à être jugé sur la distance* », a dit M. Mitterrand. C'est une revendication juste. Mais lorsqu'il y a infléchissement d'une politique, les citoyens n'ont-ils pas le droit de connaître les nouveaux objectifs et les nouveaux moyens de cette politique ? Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce n'est pas le cas aujourd'hui dans l'affaire tchadienne.

« *Mon intention, ma volonté, est d'aboutir à la libération du Tchad par une pression constante et par les moyens que je décide et non pas par ceux qu'on veut m'imposer par la propagande ou par des invitations à aller sacrifier un certain nombre de soldats français, alors que la France n'y a nul intérêt* », a affirmé M. Mitterrand en conclusion de cette partie de son intervention sans qu'on soit autrement fixé.

L'affaire tchadienne et ses conséquences constituent la partie la plus difficile de l'exercice présidentiel. Non sans courage, M. Mitterrand a livré ensuite le fond de sa pensée face à l'imbroglio néo-calédonien où la démocratie et la justice font si mauvais ménage. Sa conviction qu'il n'existe pas de solution passant par la répression d'un sentiment nationaliste justifiable ne peut pas être mise en doute, même s'il faut attendre le retour à Paris de M. Pisani pour en savoir plus.

Même impression de cohérence lorsque le président parle des rapports Nord-Sud, de l'Europe et du Proche-Orient. Mais là, il n'infléchit pas. Il confirme une attitude morale et politique qui a besoin, en effet, de la durée pour porter ses fruits.

La partie la plus nouvelle, finalement, de l'intervention présidentielle concerne les *rapports* avec *l'URSS*. M. Mitterrand a en effet confirmé ce dont on se doutait depuis quelques semaines et qui n'a aucun rapport avec le changement de ministre des relations extérieures : pour lui, le moment est venu de rétablir des relations régulières, au plus haut niveau, avec Moscou. La sécurité de la France le veut aujourd'hui, comme elle commandait hier – pour ne pas torpiller l'installation des Pershing-2 et des missiles de croisière de l'OTAN – de mettre ces relations entre parenthèses.

L'évolution, à *condition qu'*elle soit maîtrisée, ne surprendra que ceux qui n'ont pas pris garde aux discours des dernières années, même si l'on peut s'étonner que le président de la République n'ait fait aucune allusion à la Pologne et à l'Afghanistan, qui étaient présentés naguère comme deux obstacles incontournables sur la voie de l'établissement de relations « normales » avec l'URSS.

JACQUES AMALRIC.

Le chèque à Mme Thatcher

C'est effectivement au conseil européen de Luxembourg en mai 1980 que MM. Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, à la surprise générale, proposèrent à Mme Thatcher une compensation budgétaire très sensiblement supérieure à ce qu'ils avaient annoncé auparavant comme possible. L'accord fut confirmé *quelques semaines plus tard sur* les montants suivants : 1 150 millions d'ECU pour 1980 et 1 410 millions d'ECU pour 1981. Il était en outre donné mandat à la Commission de proposer une solution durable à ce problème. Mme Thatcher, après chaque année d'épuisants débats, obtint 850 millions d'ECU en 1982 et 1 milliard d'ECU en 1983. L'accord de Fontainebleau *prévoit en faveur du Royaume-*Uni une compensation égale aux deux tiers de l'« écart » entre ce qu'il récupère du budget européen et ce qu'il lui verse au titre de TVA, soit effectivement un montant sensiblement inférieur, sur la base actuelle, à ce qui était consenti en 1980 et 1981. Mais les Français ont renoncé à leur position selon *laquelle, afin d'évi*ter de perpétuer la notion de *« juste retour »,* la compensation *à verser au Royaume-Uni devait* être *« forfaitaire, provisoire et dégressive ».* C'était le prix à payer pour débarrasser la Communauté d'un conflit qui a empoisonné le climat entre les Neuf, puis les Dix, depuis 1978.

Ph. L.

Une station spatiale européenne pour l'an 2020 ?

En reprenant l'objectif d'une *station spatiale européenne qu'il* avait déjà proposé à La Haye (*le Monde* du 9 février), le président de la République manifeste son désir de voir *« l'équilibre des forces dans le monde et en Europe (...) complété par une quatrième dimension, celle de l'espace et des océans ».* Il ne peut s'agir que d'un désir à long terme, car malgré l'existence de l'Agence spatiale européenne et les succès du lanceur Ariane, le retard de l'Europe sur les États-Unis en technologie spatiale n'est pas près d'être comblé.

Une station spatiale européenne est peut-être envisageable en 2020. Elle suppose que soient franchies plusieurs *étapes*, à commencer par la réalisation d'un lanceur assez puissant pour *apporter en orbite les éléments* qui serviront à la construire. L'Europe s'engage actuellement dans l'étude et la *réalisation* du gros moteur HM-60 de conception française. Il doit permettre, vers 1995, de disposer d'un lanceur, Ariane-5, qui aura les capacités de transport nécessaires.

Le projet Columbus, dont l'initiative revient à l'Allemagne fédérale et à l'Italie, est un prolongement du laboratoire Spacelab. Associé à la station spatiale américaine, Columbus doit per*mettre aux Européens d'appren*dre comment utiliser une station spatiale.

Ariane-5 et Columbus sont déjà acceptés à l'échelon européen. La France souhaite qu'il en *soit de même d'Hermès, une* mini-navette spatiale qu'Ariane-5 emporterait en orbite et qui reviendrait au sol par ses propres moyens. Hermès permettrait d'acquérir la maîtrise de plusieurs techniques essentielles, comme celle du rendez-vous spatial.

Ces trois projets requièrent un investissement global évalué à près de 50 milliards de francs, et chacun d'eux a un temps de réalisation qui atteint ou dépasse la décennie. Ce n'est qu'ensuite qu'une station spatiale européenne deviendrait envisageable.

En attendant, la France a proposé à l'Allemagne fédérale de mettre à l'étude un projet de satellite commun pour l'observation militaire, mais les discussions achoppent toujours sur les caractéristiques et les performances de ce satellite-espion telles qu'elles ont été présentées par les Français à des partenaires ouest-allemands qui les trouvent dépassées et insuffisantes.









L'INTERVENTION DE M. MITTERRAND

Les réactions politiques

Les responsables socialistes sont particulièrement satisfaits des déclarations de M. Mitterrand. Ainsi, selon M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, le chef de l'Etat a montré *« avec précision qu'on ne traite pas des affaires du monde ni celles de la France par des formules à l'emporte-pièce ou des jugements sommaires, mais qu'il fallait le faire sans schématisme, avec esprit de responsabilité et en pensant aux intérêts de la France. Parlant d'abord du Tchad, sur lequel la droite s'est tant démenée en paroles ces dernières semaines, il a montré que depuis 1981, et seulement depuis 1981, il y a recul constant de la présence libyenne dans ce pays. Sur tous les autres points, il a montré de façon probante les pas positifs qui ont été accomplis. »*

M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale est encore plus satisfait de la prestation présidentielle puisque : *« Les Français auront retrouvé François Mitterrand tel qu'ils l'ont connu pendant des années : direct, rapide, précis, ironique ou amusé, mordant (...). La démonstration était nécessaire et attendue de l'opinion publique, ballottée par les controverses et trop souvent en proie au doute du fait de contestations injustes et partisanes. Le président de la République a contre-attaqué avec efficacité et conviction. Il a sans aucun doute entraîné l'adhésion par des accents de profonde sincérité. »*

Selon M. André Billardon, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, *« chacun a pu entendre la voix de la France »*. Le Mouvement des radicaux de gauche félicite le président de ses positions à l'égard du tiers-monde et espère qu'en Nouvelle-Calédonie la solution *« tiendra compte des vœux légitimes de toutes les populations calédoniennes »*. M. Olivier Stirn, député non inscrit du Calvados, a jugé au total M. Mitterrand *« convaincant, équilibré et serein »*.

A l'opposé, la réaction de M. Michel Jobert est empreinte de scepticisme. Le président du Mouvement des démocrates estime que, malgré *« un semestre d'initiatives malheureuses »*, *« les bons sentiments et la bonne volonté du président ne sont pas en cause »*. Toutefois, pour l'ancien ministre des affaires étrangères, *« vouloir être l'ami de tous en période de guerre économique, c'est tromper les Français sur la réalité de la crise et masquer les difficultés du dialogue Nord-Sud »*.

Dans l'opposition, plusieurs reponsables de l'UDF ont fait connaître leurs sentiments alors qu'au RPR on s'est gardé de toute réaction précipitée. M. Jean Lecanuet, président de l'UDF dresse ainsi le « bilan » : *« La rencontre avec le colonel Kadhafi n'a été qu'une compromission. Le Tchad demeure exposé à la partition et l'Afrique noire à l'inquiétude. Quant à la Nouvelle-Calédonie, elle est livrée aux incertitudes. Il était hélas inévitable que la dégradation intérieure de la France depuis trois ans et demi entraîne son recul à l'extérieur. M. Mitterrand, malgré lui, en a fait l'aveu. »*

Pour M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, *« l'impression d'échec a mis fin au concensus sur la politique étrangère des premiers temps du septennat »*, et M. Mitterrand est intervenu trop tard.

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain assure : *« On peut certes parler avec tout le monde à condition de ne pas avoir plusieurs langages et à condition d'en avoir les moyens. En oubliant ces deux conditions, M. Mitterrand risque d'être le Janus du monde occidental. Il ne peut pas y avoir de consensus avec l'opposition sur les orientations présidentielles. (...) Les silences, c'est par exemple l'Afghanistan, l'Amérique latine et les droits de l'homme sur lesquels le président ne s'est pas exprimé. Les aveux, c'est l'échec de la réunion de Crète, c'est la partition du Tchad et c'est la prédétermination en Nouvelle-Calédonie. Les oublis, ce sont les Français caldoches à qui l'on préfère les indépendantistes, ce sont les chrétiens du Liban à qui l'on préfère les Palestiniens, ce sont les pays d'Afrique noire qui se tournent désormais vers les Etats-Unis. »*

Enfin pour M. André Rossinot, président du Parti radical, M. Mitterrand *« dilapide l'héritage et paie ses dettes car la situation de division et d'affaiblissement dont il est responsable dans la nation lui interdit hélas une action forte et respectée à l'extérieur des frontières »*.

Dans la presse parisienne

A la « une » du *Figaro*, deux anciens ministres de M. Valéry Giscard d'Estaing condamnent avec sévérité l'intervention présidentielle. Pour M. Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères, dans le domaine de la politique extérieure aussi, *« l'état de grâce a vécu »*. Le chef de l'État, à propos du Tchad, a donné pour vrai aux Français ce qu'il savait être faux en rencontrant le colonel Kadhafi. L'ancien ministre estime qu'aujourd'hui la diplomatie française est *« dépouillée des espoirs complaisants et sincères qu'elle avait fait naître »* et que désormais *« le roi est nu »*. M. Alain Peyrefitte, ancien garde des sceaux, salue à la même page l'*« habile homme »* qui se donne les allures d'un rassembleur le jour même où il envoie son premier ministre *« mordre l'opposition »*.

Pour M. Philippe Tesson, directeur du *Quotidien de Paris*, M. Mitterrand pratique le *« surf »*, puisqu'il *« se laisse aller au gré des circonstances, se pliant aux unes et aux autres avec une égale souplesse »*. Sa politique étrangère est donc dominée *« par le souci du moindre souci »*. Sur les problèmes qui touchent le plus la France, comme le Tchad ou la Nouvelle-Calédonie, *« l'obscurité, l'ambiguïté, le flou, sont désarmants »*, mais constituent une méthode de gouvernement, *« le non-choix, le contraire du volontarisme »*.

Pour M. Serge July, dans *Libération*, ce *« tour du monde en soixante minutes »* avait un objectif pédagogique, d'où le choix du style, le *« parlons simple »* de préférence au *« parlons vrai ou au parlons clair »*. Le défaut de communication sur lequel ironise Serge July, M. Cheysson en a été victime, puisqu'il *« avait mal entendu ce que lui disait Mitterrand »* sur le Tchad! Le maître mot de la diplomatie serait donc, paraphrasant une publicité célèbre, non pas *« é-li-mi-ner »* mais *« é-qui-li-brer »*.

M. Guy Claisse, dans *le Matin*, félicite le chef de l'État de mettre en œuvre deux notions qui sont dans la tradition de la Vᵉ République, celle du dialogue et celle de l'équilibre, et il ajoute : *« Le dialogue fondé sur l'équilibre n'est pas faiblesse. »*

Dans l'*Humanité*, M. Claude Cabanes rappelle curieusement le temps où *« le général de Gaulle affirmait sans ambages la souveraineté française inaliénable et sa vocation généreuse »*, pour demander aussitôt *« la politique de la France aujourd'hui s'inscrit-elle dans cette tradition claire et combattante? »*, et pour répondre que l'exposé de M. Mitterrand *« n'écarte pas les doutes »*. L'éditorial de l'organe du Parti communiste n'est-il pas simplement titré « Les périls » ?

PROCHE-ORIENT

Israël

Les partis religieux menacent de quitter la coalition

De notre correspondant

Jérusalem. – Après trois mois d'existence, le gouvernement d'union nationale connaît son premier accès de fièvre. Comme souvent dans l'histoire d'Israël, ce sont les petites formations religieuses qui jouent les trouble-fête. Du moins, cette fois, leur fronde était-elle prévisible.

Elle a, en effet, pour origine le compromis boiteux qui avait permis en septembre la formation du cabinet Pérès-Shamir. Pendant les laborieuses tractations estivales, les travaillistes avaient promis le ministère des cultes au Parti national religieux (PNR), déjà doté du portefeuille de l'intérieur, tandis que le Likoud faisait de même envers la petit Parti séfarade orthodoxe Chas. Chacun d'eux possède quatre sièges à la Knesset. Faute d'accord, on était convenu de laisser les deux ministères entre les mains du premier ministre pendant quelques semaines, en attendant une solution satisfaisante pour tous.

Cent jours ont passé pendant lesquels le chef du gouvernement a eu d'autres chats à fouetter. Le rabbin Yitzhak Peretz, patron de Chas et ministre sans portefeuille – titre à prendre au pied de la lettre – a périodiquement réclamé son dû avant de perdre patience. Résultat : il a fini par présenter sa démission dimanche 16 décembre, laquelle prendra effet mardi. La veille, M. Shimon Pérès avait rendu une visite infructueuse au Grand Rabbin Ovadia Yosef, membre du Conseil des sages de la Tora et mentor du parti Chas.

Nul n'ose croire que cette « mini-crise » menace sérieusement la coalition. Le chef du Likoud, M. Shamir, l'a pourtant jugée assez grave pour abréger un voyage officiel au Venezuela et pour rentrer dès lundi en Israël, c'est-à-dire avant l'échéance fatidique. Pour son adjoint, M. David Lévy, *« le départ de Chas remettra en cause l'existence même du gouvernement »*. De fait, cette décision entraînerait une rupture d'équilibre au profit des travaillistes et ruinerait la stricte parité qui régente le cabinet. Dès lors, le Likoud – dont Chas est l'allié – serait théoriquement fondé à rompre le pacte gouvernemental.

Même si, comme chacun le souhaite, tout rentre dans l'ordre au prix d'un nouveau compromis de dernière minute, cette affaire rappelle à tous l'extrême fragilité du gouvernement d'union. Des partenaires subalternes, mais obstinés, peuvent à tout moment le faire chavirer. D'autant que, pour les deux formations religieuses en conflit, l'enjeu est vital. Le PNR entend conjurer son déclin en gardant la haute main sur le vaste réseau d'institutions religieuses – écoles et tribunaux rabbiniques notamment, – dont le financement et la gestion quotidienne sont la source de son pouvoir. Fort de sa percée électorale, Chas conteste l'emprise de cette oligarchie ashkénaze (originaire d'Europe centrale).

On en viendrait presque à oublier que, aux yeux de MM. Pérès et Shamir, l'un des charmes de leur *« grande coalition »* tenait justement au fait qu'elle devait les préserver du chantage des groupuscules religieux.

J.-P. LANGELLIER.

Liban

Les chrétiens ont pris part à la grève anti-israélienne dans le Sud

De notre correspondant

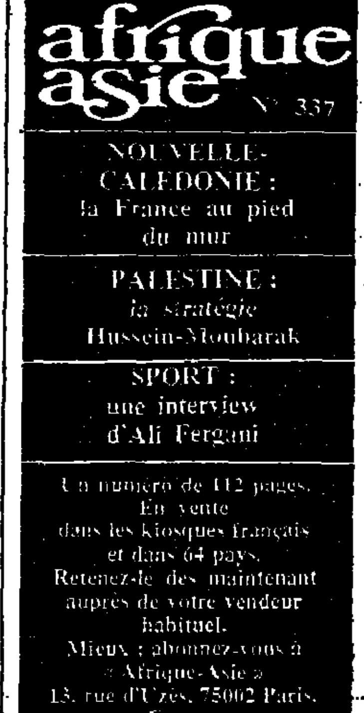
Beyrouth. – Après un mois de grave tension, émaillé de phases violentes, la « ligne de front » s'est quelque peu apaisée. Mais la trêve n'est pas totale, les attentats ayant pris le relais des combats. Pour l'instant, les druzes en sont la cible principale : six attentats à l'explosif les ont visés, dont deux à Beyrouth-Ouest et quatre en montagne. Un officier druze a été asassiné à Beyrouth-Ouest. Il s'agit sans doute de provocations, même s'il peut s'y mêler des règlements de comptes. Le PSP de M. Joumblatt n'a pas manqué de les dénoncer et de mettre en cause le deuxième bureau de l'armée, *« à la solde du pouvoir phalangiste »*.

Cette trêve fait suite à un accord sur le déploiement de l'armée libanaise (en fait d'une brigade de 1 200 hommes mise sur pied pour la circonstance) jusqu'aux lignes israéliennes de l'Awali. Les différentes factions associées au sein du gouvernement (chrétiens, chiites, sunnites), à l'exception notable des druzes, le voulaient ; la Syrie appuyait cette initiative, tout en laissant M. Joumblatt s'y opposer. Ce dernier a toutefois fini par se laisser forcer la main. Mais il reste suffisamment de points ambigus pour relancer le conflit à tout moment. Le déploiement est intimement lié aux conditions de retrait de l'armée israélienne du Sud, les soldats libanais étant censés être alors en mesure de remplir le vide qui se créerait. Or cette évacuation fait l'objet de négociations *« militaires »* israélo-libanaises, au poste frontière de Nakoura, qui sont dans l'impasse au moment où les deux délégations se retrouvent, ce lundi, pour la dixième fois. On redoute ici, que la négociation échouant, Israël ne procède à un retrait unilatéral alors que la tension est extrême, pour une part du fait de l'occupant.

Il est un point sur lequel les Libanais de toutes tendances, et en particulier les chrétiens, les sunnites et, les chiites, sont d'accord : leur hostilité à la fois à Israël et aux Palestiniens. Ils s'accommodent en revanche, tant bien que mal, de la Syrie, autre partenaire étranger majeur sur la scène libanaise. La solidarité dans l'opposition à Israël vient de se manifester de façon éclatante dans la participation, samedi, des chrétiens du Sud à une grève lancée à l'appel de la milice chiite Amal à la suite d'une opération israélienne contre six villages chiites du Sud, opération qui avait fait trois morts.

Amal a rendu un vibrant hommage à cette solidarité retrouvée. Toutefois, en dix ans de conflit, cette conjonction s'était déjà produite. Aujourd'hui, les différentes régions du pays s'éloignent néanmoins les unes des autres. Enfin, l'attitude des chrétiens du Sud est en partie dictée par la crainte du lendemain, qui les incite à ménager leurs compatriotes musulmans de la région.

LUCIEN GEORGE.



La guerre du Golfe

UN PÉTROLIER GREC A ÉTÉ TOUCHÉ A DEUX REPRISES EN VINGT-QUATRE HEURES PAR L'AVIATION IRAKIENNE

Manama (AFP). – Le superpétrolier grec *Ninemia*, attaqué par l'aviation irakienne samedi 15 décembre dans le nord-est du Golfe, a été touché une deuxième fois dimanche par un missile irakien, alors qu'il était assisté par deux remorqueurs qui n'ont pas été atteints. L'attaque n'a pas fait de victime. L'équipage du *Ninemia* avait été recueilli samedi par un autre pétrolier.

Un porte-parole militaire irakien avait revendiqué l'attaque dimanche en précisant que l'aviation irakienne avait touché et incendié un *« important objectif naval »* au sud du terminal iranien de l'île de Kharg.

A Athènes, le ministère grec de la marine marchande a indiqué que, à la suite de la première attaque, deux des vingt-sept membres d'équipage étaient portés disparus.

A TRAVERS LE MONDE

Afrique du sud

• UN INDIEN PROMU ARCHEVEQUE DU CAP. – Le père Stephen Naïdoo est devenu, dimanche 16 décembre, le premier archevêque indien du Cap en remplacement du cardinal Owen McCann, âgé de soixante-dix-sept ans, qui a pris sa retraite. Agé de quarante-sept ans, le nouvel archevêque est le premier asiatique à occuper le poste le plus élevé dans la hiérarchie catholique sud-africaine. – *(AFP, Reuter.)*

Bangladesh

• PROPOSITION CONDITIONNELLE D'ÉLECTIONS GÉNÉRALES. – Le chef de l'État, le général Ershad, a annoncé, samedi 15 décembre, un plan prévoyant des élections générales en avril, en échange d'un engagement ferme de participation de la part de l'opposition. Ce plan en cinq points prévoit la suppression de l'administration de la loi martiale ainsi que des tribunaux militaires spéciaux, le rétablissement de la Constitution suspendue par le régime militaire après la mise en place de l'Assemblée parlementaire, la restauration des droits fondamentaux et de la Haute Cour de justice. Le président a indiqué que son gouvernement donnerait sa démission le 15 janvier et qu'aucun de ses anciens ministres ne participerait à la consultation. – *(UPI.)*

Corée

• PROCHAINE REPRISE DES POURPARLERS NORD-SUD. – La Corée du Nord a accepté vendredi 14 décembre de reprendre, le 17 janvier, avec la Corée du Sud les conversations sur la coopération économique qu'elle avait unilatéralement suspendues le 27 novembre, à la suite d'un incident de frontière qui avait fait quatre morts sur la zone démilitarisée. D'autre part, les conversations sur les questions humanitaires entre la Croix-Rouge des deux pays reprendront le 23 janvier. – *(AFP, UPI).*

Ethiopie

• M. MENGUISTU A MOSCOU. – Le chef de l'État éthiopien est arrivé dimanche 16 décembre à Moscou, a annoncé l'agence Tass sans autre précision. Il a été accueilli à l'aéroport par MM. Grigori Romanov, secrétaire du comité central et membre du bureau politique du PC soviétique, et Boris Ponomarev, secrétaire du comité central et membre suppléant du bureau politique. La visite du président éthiopien n'a pas été annoncée à l'avance. L'ambassade d'Ethiopie à Moscou et le ministère soviétique des affaires étrangères n'étaient pas en mesure dimanche soir de fournir des indications sur la nature et la durée du séjour en URSS du président Menguistu qui, selon une source diplomatique, devrait être reçu par M. Constantin Tchernenko. Le président éthiopien s'était rendu en *« visite amicale de travail »* à Moscou en mars 1984. – *(AFP.)*

Italie

• SRÉSURGENCE DES BRIGADES ROUGES ? – Les Brigades Rouges ont revendiqué la responsabilité de trois attaques commises samedi 15 et dimanche 16 décembre à Rome contre une bijouterie et à Bologne contre un supermarché et une poste. Deux assaillants ont été tués dans ces attaques et quatre autres personnes blessées. – *(AFP.)*

Mongolie

• LE NUMÉRO UN DU PARTI NOMMÉ CHEF DE L'ÉTAT. – M. Jambyne Batmounkh, secrétaire général du PC mongol, a été nommé chef de l'Etat (dans la terminologie officielle, *« président du présidium du grand khoural populaire »*), vient d'annoncer l'agence TASS. Par la même occasion, M. Batmounkh a abandonné son poste de premier ministre, confié à M. Doumaaguine Sodnom, nommé un jour plus tôt membre du bureau politique. M. Batmounkh cumule désormais les mêmes charges que M. Tsedenbal, son prédécesseur, limogé en août dernier. – *(AFP.)*

Sri-Lanka

• LE PRÉSIDENT PRÉSENTE UN PLAN DE RÉFORME ADMINISTRATIVE. – Au cours de la table ronde réunie à Colombo sur les relations intercommunautaires, le président Jayewardene a proposé, vendredi 14 décembre, la création d'assemblées provinciales élues et la désignation de premiers ministres locaux détenant certains des pouvoirs du gouvernement fédéral. Ce plan prévoit également la formation d'un Conseil d'État doté de pouvoirs consultatifs sur les droits des minorités. Il est destiné à répondre aux revendications des Tamouls, mais le Front uni de libération tamoul (modéré) l'a rejeté et la délégation bouddhiste n'a pas participé aux travaux. Ceux-ci doivent reprendre le 21 décembre. – *(UPI, Reuter.)*

AFRIQUE

Algérie

Le président Chadli annonce des mesures tendant à une arabisation accrue

De notre correspondant

Alger. – Le président Chadli a annoncé, samedi 15 décembre, une action planifiée en vue de la généralisation de l'usage de l'arabe et une évaluation périodique des résultats devant le haut conseil de la langue nationale, organe réunissant les responsables des principaux ministères et des membres du comité central du FLN.

Tout en indiquant que ces directives n'impliquent pas le refus de s'ouvrir aux autres langues, le chef de l'Etat a insisté sur la nécessité d'abandonner progressivement le français *« dans les secteurs de souveraineté »* et l'administration en contact avec les citoyens. Il a annoncé la création d'une académie de langue arabe, dont la composition et les attributions exactes ne sont pas encore connues. Il a aussi estimé nécessaire d'arabiser les revues publiées sous l'égide du parti.

Selon le compte rendu de cette réunion fait par l'agence Algérie Presse service, *« le président de la République a relevé que certaines entreprises ont accusé un retard ou se sont arrêtées à mi-chemin quant à la généralisation de la langue nationale. Un tel comportement est inacceptable, quels qu'en soient les excuses ou les prétextes »*.

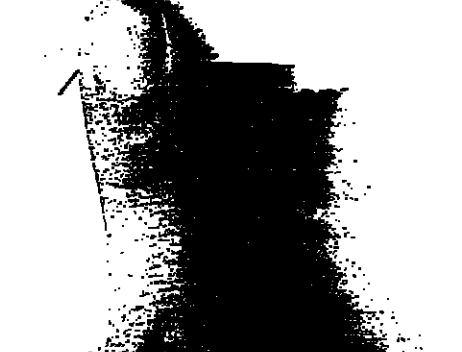
En revanche, le chef de l'Etat s'est félicité des bons résultats en matière d'arabisation au niveau des wilayas (départements) et des communes. Il a déploré que les efforts des collectivités locales soient limités par *« certaines instances centrales »*.

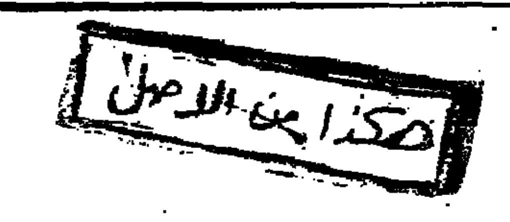
La réunion du haut conseil a eu lieu au lendemain de la proclamation des résultats officiels des élections aux assemblées populaires de wilayas (APW) et aux assemblées populaires communales (APC). Quelque 80 % des électeurs inscrits se sont déplacés pour choisir entre les deux candidats présentés par le parti unique pour chaque siège. C'est moins que pour l'élection du président Chadli, lors de laquelle le taux de participation a été de 96 %, mais c'est un peu plus qu'au précédent scrutin de 1979 pour le renouvellement des APC, où ce taux n'avait été *« que »* de 73 %.

Il y a cinq ans, près de la moitié de la population d'Alger avait boudé les urnes. Cette fois-ci, le taux de participation dans la capitale a été de 75 %, et c'est Oran qui est à la traîne avec 62 %. C'est également dans l'Algérois qu'ont été élues la majorité des candidates. Au total, il n'y aura que quelques centaines de femmes sur les 28 500 sièges des assemblées locales.

J. G.







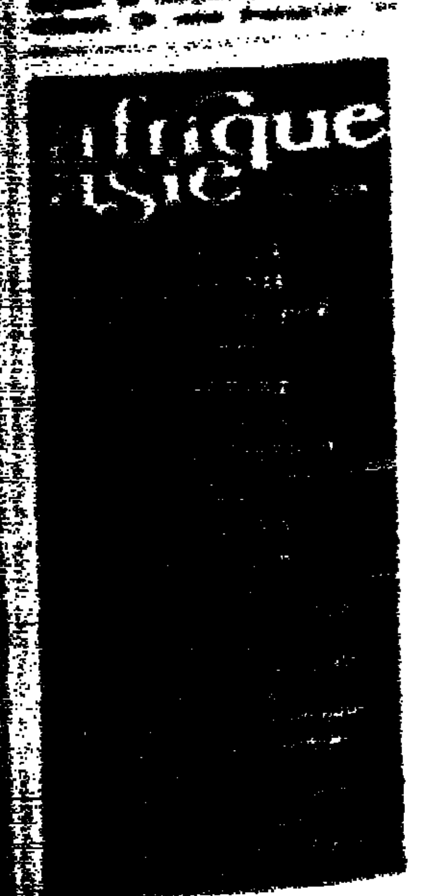
PROCHE-ORIENT

Israël

Les partis religieux menacent de quitter la coalition

Liban

Les chrétiens ont pris part à la grève anti-israélienne dans le Sud



EUROPE

Espagne

Le congrès du Parti socialiste se prononce pour le maintien dans l'alliance atlantique

De notre correspondant

Madrid. – C'est sans grande surprise que le trentième congrès du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), réuni à Madrid du 13 au 16 décembre, a donné son aval à la politique de modération préconisée par son secrétaire général et président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez. Si les thèses « officielles » ont été votées le plus souvent à une large majorité, elles en n'ont pas moins donné lieu à plusieurs reprises à des débats animés, qui témoignent du malaise diffus régnant au sein du parti.

Le thème le plus controversé a été celui de l'alliance atlantique. Les délégués ont finalement voté le texte présenté par M. Gonzalez. Rédigé en termes particulièrement ambigus, il permettra au gouvernement de maintenir l'Espagne dans l'OTAN. La résolution adoptée souligne la nécessité de *« tenir compte des équilibres actuellement établis »* et affirme vouloir *« conjuguer la coresponsabilité dans la sécurité de l'Occident et la coopération politique et économique dans le cadre européen »*, une façon implicite de lier le maintien dans l'alliance à l'adhésion à la Communauté.

En intervenant personnellement, tant en commission qu'en séance plénière, dans les débats consacrés à cette question, M. Gonzalez a jeté tout son poids dans la balance pour convaincre les réfractaires que la solution proposée constitue un « moindre mal ». Il a tenté de réfuter les arguments des délégués de la tendance Gauche socialiste et de la centrale syndicale UGT (Union générale des travailleurs), qui demandaient que le PSOE fasse campagne en faveur de la sortie de l'alliance lors du référendum prévu sur ce thème au début de 1986. Plusieurs d'entre eux ont reproché à M. Gonzalez de ne pas avoir clairement indiqué quelles étaient les *« raisons d'intérêt national »* qui inspiraient sa position. Ils ont affirmé que les *« menaces sur la stabilité interne et externe de l'Espagne »* invoquées par le président du gouvernement démentaient la thèse d'une décision prise en toute souveraineté.

Tout en affirmant que l'Espagne, malgré son appartenance à l'alliance, *« n'a pas perdu la moindre once d'autonomie pour déterminer sa politique extérieure »*, M. Gonzalez a reconnu que *« ceux qui croient que notre pays peut à la fois se permettre de quitter l'OTAN et de fermer les bases américaines sur notre territoire se trompent. »* Il a affirmé qu'une politique de neutralité n'était pas envisageable aujourd'hui pour l'Espagne pour des raisons tant d'ordre économique que stratégique.

Un compromis avec les syndicats

Dans le domaine de la politique économique, autre thème des débats, un *modus vivendi* a pu être dégagé entre la direction du parti et les contestataires de l'UGT. Le congrès n'a pas remis en cause la politique de rétablissement des grands équilibres financiers menée par l'équipe au pouvoir. Mais le texte initial a été amendé, suivant les termes d'un dirigeant syndical, *« dans un sens plus keynésien »*. Ainsi, le rôle de l'entreprise publique a été précisé avec plus de netteté, et la nécessité de faire participer les syndicats à la gestion de la Sécurité sociale a été réaffirmée. Les résolutions adoptées dans ce domaine apparaissent toutefois rédigées en des termes suffisamment vagues pour ne pas réduire la marge de manœuvre du gouvernement.

M. Gonzalez a, par ailleurs, procédé à des changements substantiels au sein de la commission exécutive du PSOE, le principal organe de direction du parti, qui ne comptera plus que dix-sept membres au lieu de vingt-cinq. Le secrétaire général des socialistes basques, M. Jose Maria Benegas, a été nommé secrétaire à l'organisation et porte-parole, devenant ainsi le virtuel numéro trois du parti, après le secrétaire général et le vice-secrétaire général, M. Guerra. La nouvelle commission exécutive apparaît avant tout composée de dirigeants partageant les vues de M. Gonzalez, désormais assuré d'un très large appui de son parti à la politique menée par le gouvernement.

THIERRY MALINIAK.

M. Felipe Gonzalez se félicite de l'amélioration des relations avec la France

De notre correspondant

Madrid. – *« Les relations entre la France et l'Espagne se sont améliorées de manière substantielle, et je crois qu'il s'agit-là d'un phénomène structurel et non seulement conjoncturel. La France a un grand rôle à jouer au sud de l'Europe, vu son poids spécifique dans cette région. L'Espagne, de son côté, va jouer progressivement un rôle plus important dans la construction européenne. On peut donc penser que ces deux pays doivent pouvoir agir de concert face à certains problèmes mondiaux, comme par exemple ceux qui se posent au nord de l'Afrique ou en Amérique latine. »*

Le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, a exprimé, le vendredi 7 décembre, lors d'un déjeuner organisé par l'association Amitié franco-espagnole-Dialogue, son optimisme sur l'avenir des relations entre Paris et Madrid, après des années d'incompréhension et de tiraillements (1). Le ton de M. Gonzalez contrastait avec les sévères critiques adressées il y a un an encore par les socialistes espagnols au « parti frère » français, accusé de ne pas collaborer avec Madrid dans la lutte contre l'ETA et de bloquer l'adhésion de l'Espagne à la CEE. *« Nous sommes encore mal connus en France*, a affirmé M. Gonzalez, *ce qui pourrait sembler paradoxal s'agissant d'un pays où ont vécu et vivent encore des centaines de milliers d'Espagnols. Mais beaucoup d'entre eux ont conservé une image de l'Espagne semblable à ce qu'elle était lorsqu'ils l'ont quittée, et c'est cette image qu'ils ont diffusée en France. »*

Faisant allusion à la visite qu'il avait effectuée à Paris en décembre 1983 et qui semble avoir marqué un tournant dans les relations entre les deux pays, M. Gonzalez a affirmé : *« Je crois que c'est en faisant comprendre en France quelle est la vraie réalité espagnole actuelle que nous avons pu transformer nos relations. Ce voyage m'a par exemple permis d'expliquer directement au président de la République française ce que signifiait pour nous le terrorisme ; j'ai pu lui dire que quatre cents membres des forces de l'ordre avaient été assassinés par l'ETA depuis l'amnistie dont avaient bénéficié tous ses militants. »*

M. Gonzalez, pour qui *« les Espagnols croient davantage en l'Europe que les autres Européens »*, a par ailleurs souligné que *« les pays de la Communauté ne doivent pas seulement s'unir pour régler leurs problèmes internes, qui en fin de compte ne sont pas si graves comparés à ceux d'autres régions de la planète, mais aussi pour renforcer leur influence et leur action dans le reste du monde, ce qui est la seule manière d'assurer l'avenir de l'Europe »*.

Th. M.

(1) L'association Dialogue a été créée à Madrid en décembre 1983 à l'initiative d'un groupe d'hommes d'affaires et d'intellectuels des deux pays alarmés par la constante détérioration des rapports bilatéraux. Elle est animée, à Madrid, par M. José Luis Leal, ministre de l'économie du gouvernement espagnol en 1979 et 1980, exilé à Paris à l'époque du franquisme et ancien professeur à la Sorbonne, et par M. Henri Lamarière, administrateur délégué de la Banque nationale de Paris en Espagne. La section française a été inaugurée à Versailles en octobre 1983, en présence de Mme Mitterrand et de M. Jack Lang. En un an, Dialogue a organisé plusieurs rencontres et séminaires entre intellectuels, scientifiques et hommes politiques des deux pays, consacrés notamment aux problèmes liés à l'adhésion de l'Espagne à la CEE.

DIPLOMATIE

M. Gorbatchev affirme les « bonnes intentions » du Kremlin

(Suite de la première page.)

A son arrivée, samedi, M. Gorbatchev a déclaré qu'il entendait manifester sa *« bonne volonté »* et ses *« bonnes intentions »*. Il a souligné que l'on ne devait manquer *« aucune occasion »* pour *« prévenir les risques d'un conflit nucléaire »*.

M. Gorbatchev a assuré que l'Union soviétique *« n'a jamais été et ne serait jamais* [le pays] *qui prendrait l'initiative d'une nouvelle étape dans la course aux armements »*. *« Il n'y a pas de types d'armements que l'Union soviétique n'accepterait pas de voir limités et, en fin de compte, bannis, en accord avec les autres Etats sur une base réciproque »*, a-t-il ajouté.

Après un déjeuner et trois heures d'entretien à la résidence de campagne du premier ministre, dimanche, la délégation soviétique a exprimé son inquiétude devant la *« course aux armements dans l'espace »*. Il s'agissait là d'une allusion au programme américain de la « guerre des étoiles », qui est l'un des sujets sur lesquels Londres, comme Paris, n'est pas sur la même longueur d'onde que Washington. Mme Thatcher n'a pas caché, récemment, qu'elle désapprouvait les projets du président Reagan à ce sujet.

Les dirigeants britanniques estiment que pareils projets sont non seulement coûteux, mais risquent de rendre totalement inutile la force de dissuasion de la Grande-Bretagne ou celle de la France. Un spécialiste de cette question de la non-militarisation de l'espace, l'académicien Evgueni Velikhov, est le « numéro deux » de la délégation soviétique en Grande-Bretagne. M. Gorbatchev devait rencontrer Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, ce lundi matin. Il séjournera une semaine en Grande-Bretagne, où l'on espère améliorer sensiblement les relations commerciales avec l'URSS.

Mme Thatcher devait quitter Londres lundi soir pour Pékin, où elle signera, le 19 décembre, l'accord conclu en septembre entre diplomates chinois et britanniques sur l'avenir de Hongkong. Le premier ministre, qui s'était déjà rendu en Chine en 1982 au début de la négociation, cherchera notamment à s'assurer de la solidité des « garanties » promises par les dirigeants chinois aux habitants de Hongkong pendant la cinquantaine d'années qui suivra la restitution de la colonie britannique. Le lendemain, Mme Thatcher tentera, une nouvelle fois, de rassurer la population de la colonie.

Le samedi 22 décembre, Mme Thatcher s'entretiendra à Camp David avec le président Reagan. Elle entend toujours montrer que la Grande-Bretagne est le plus fidèle allié des Etats-Unis. C'est un des principaux axes de sa politique étrangère et, à Londres, l'opposition lui reproche souvent un excès de zèle dans ce domaine. Alors que le président Reagan, après sa réélection, entame un nouveau mandat, Mme Thatcher ne voulait pas manquer l'occasion de faire avec lui un nouveau tour d'horizon.

FRANCIS CORNU.

URSS

ANCIEN MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

M. Chtchelokov est mort avant l'ouverture de son procès

De notre correspondant

Moscou. – Nicolaï Chtchelokov s'est-il « suicidé » ? La rumeur s'est répandue dimanche 16 décembre à Moscou après qu'on eut appris l'inhumation à la sauvette, la veille, de l'ancien ministre de l'intérieur dont le procès devait s'ouvrir prochainement. Contrairement aux traditions russes, son cercueil est resté fermé lors des obsèques (1). La mort, le 13 décembre, de celui qui fut ministre de l'intérieur de Brejnev pendant seize ans (de 1966 à 1982), et fut limogé par Andropov un mois à peine après l'accession de ce dernier au pouvoir, n'a fait l'objet d'aucune mention dans la presse.

Du temps de sa splendeur, M. Chtchelokov aurait eu droit au cimetière réservé aux membres de la Nomenklatura, près du monastère de Novodievitchi. Le fait de reposer désormais dans le plus modeste cimetière de Vakhtangovskoïe, non loin du poète Essénine, ne peut être une consolation. On ne sache pas que l'ancien ministre se soit beaucoup intéressé à la littérature. Il lui préférait les objets précieux, voire plus simplement encore les espèces sonnantes et trébuchantes.

Les malheurs de Chtchelokov ont commencé après la mort de son protecteur, Léonid Brejnev. Andropov, quand il était chef du KGB, avait accumulé des dossiers sur plusieurs affaires importantes de corruption éclaboussant l'entourage de Brejnev, en particulier sa fille Galina, mariée d'ailleurs au premier adjoint de Chtchelokov. Le limogeage du ministre, le 17 décembre 1982, était à l'évidence une retombée d'une sournoise lutte d'influence qui avait duré toute l'année entre un secrétaire général de plus en plus impotent et l'ambitieux chef du KGB.

Chtchelokov, dont l'amitié pour Brejnev remontait au début des années 30 lorsqu'ils étaient étudiants ensemble à l'Institut métallurgique de Dniepropetrovsk, en Ukraine, aurait, en tant que ministre de l'intérieur, étouffé les enquêtes qui risquaient d'atteindre la famille du « patron » et qu'Andropov poussait en sous-marin, utilisant et même dépassant les larges prérogatives du KGB. Chtchelokov aurait ainsi payé à la mort de Brejnev autant les services rendus à ce dernier que sa propre avidité. On trouva, dit-on, à son domicile, lors d'une perquisition, une quantité impressionnante de bijoux et d'objets précieux de provenance inexpliquée.

La maladie d'Andropov et surtout l'arrivée au pouvoir de M. Tchernenko lui-même, un fidèle de Brejnev, semblaient tout arranger. Certes, Chtchelokov n'était plus ministre, ni depuis juin 1983 membre du comité central du parti, mais on lui avait trouvé une sinécure au ministère de la défense (à l'inspection générale, semble-t-il) et surtout l'enquête ouverte sur l'origine de son enrichissement ne paraissait plus devoir aboutir.

La sortie la plus convenable ?

L'instruction contre l'ancien ministre aurait repris récemment à la demande, dit-on, d'un maréchal de l'Union soviétique qui jugeait la conduite de Chtchelokov incompatible avec une quelconque fonction au sein du ministère de la défense. La sinécure se serait donc révélée un piège. Ce souci à la fois militaire et purificateur expliquerait que l'intéressé ait été dépouillé, le 6 novembre dernier, de son grade de général pour avoir, selon Tass, *« abusé de son pouvoir »* et *« jeté le discrédit sur l'armée »*. L'ancien ministre risquait une humiliation au cours d'un procès dont l'ouverture aurait été imminente. Il n'encourait pas que le déshonneur, l'exemple du directeur du plus célèbre magasin d'alimentation de Moscou, le Gastronom numéro un (l'ancien Eliseev d'avant la Révolution), fusillé pour malversations, remontant seulement au mois de juillet.

Il est fort possible que Chtchelokov se soit suicidé, voire qu'on lui ait suggéré cette sortie comme étant la plus convenable.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Mme Chtchelokov s'était elle-même suicidée après le limogeage de son mari, indique l'AFP en citant des sources dignes de foi.

Pologne

Affrontements à Gdansk à l'occasion de l'anniversaire du 16 décembre 1970

La police a dispersé, dimanche 16 décembre, à la matraque et à l'aide de canons à eau un cortège d'une dizaine de milliers de personnes qui tentaient de déposer des fleurs au pied du monument érigé devant les chantiers navals de Gdansk à la mémoire des ouvriers tués par la milice quatorze ans plus tôt. Après avoir fait céder un premier barrage de policiers, la foule s'est heurtée à des détachements de Zomos en tenue de combat. M. Lech Walesa, qui se trouvait à la tête des manifestants, a déposé les fleurs qu'il destinait au monument au pied des policiers (selon sa propre expression, *« au pied du pouvoir populaire »*), ces derniers les ont immédiatement piétinées et dispersées à coups de bottes. M. Walesa s'est alors retiré, sans être frappé, mais les affrontements entre forces de l'ordre et manifestants ont duré plus d'une heure, au milieu des cris de *« assassins, gestapo, pas de liberté sans Solidarité »*.

De nombreux dirigeants élus du syndicat se trouvaient dans le cortège. La police a arrêté certains d'entre eux, en particulier M. Andrzej Gwiazda et Grzegorz Palka, anciens membres de la direction légale de Solidarité accusés de complot contre l'État et libérés l'été dernier en vertu de l'amnistie. Il y aurait eu au total une vingtaine d'interpellations.

D'autre manifestations ont été signalées à Katowice, en Silésie, et à Nowa-Huta, sans la banlieue de Cracovie.

Le 16 décembre, est, depuis quatorze ans, une date particulièrement « sensible » du calendrier polonais, les principaux militants pour un syndicalisme libre, qui furent aussi les fondateurs de Solidarité, ayant toujours tenu à manifester leur fidélité à la mémoire de leurs compagnons tués en 1970. Les autorités se sont toujours opposées à la célébration de cet anniversaire, sauf en 1980, année exceptionnelle où cette date fut aussi celle de l'inauguration d'un immense monument dédié aux victimes des émeutes.

Depuis, les autorités organisaient d'ordinaire une petite manifestation « officielle », à la sauvette, tandis que les abords du monument étaient envahis de forces de police pour empêcher tout hommage spontané, en particulier à l'heure de la sortie des chantiers. Cette année, la tentative de manifestation a été particulièrement importante, sans doute parce que c'était dimanche et que les gens s'étaient retrouvés en masse à l'église Sainte-Brigitte, toute proche. Les autorités, pour leur part, ont montré qu'elles étaient bien décidées à ne faire preuve d'aucune faiblesse, et que le récent assassinat du Père Popieluszko et l'attitude très modérée des dirigeants de Solidarité, n'avaient en rien changé les données de la situation.

J. K.

Répression douce

Médecin très réputé, Mme Zofia Kuratowska dirige aussi depuis trois ans, à titre bénévole évidemment, les services d'assistance médicale organisés par le comité d'aide aux prisonniers politiques – la plupart du temps au chômage après leur libération – et à leurs familles (leur nom officiel, moins compromettant pour l'épiscopat qui les « couvre », est celui de comité d'aide sociale auprès du primat). Tous ceux qui ont approché Mme Kuratowska connaissent ses qualités de cœur. Ses activités, ses sympathies affichées pour Solidarité lui ont valu quelques désagréments, mais le dernier en date est particulièrement significatif : le service d'hématologie et de gériatrie qu'elle dirige dans un hôpital de Varsovie va être supprimé.

Il s'agit théoriquement d'une décision « technique », mais personne n'est dupe. L'épiscopat, à un très haut niveau, a tenté en vain d'intervenir (l'an dernier, il avait réussi à écarter une première menace). Le comité du parti de la ville de Varsovie s'est aussi opposé à ce que Mme Kuratowska puisse être nommée chef de service dans un autre hôpital.

Certes, elle ne sera pas au chômage : elle pourra toujours donner des consultations dans un quelconque dispensaire, et son sort pourra paraître bien doux comparé à celui de beaucoup d'autres. Mais sa carrière professionnelle risque fort d'être terminée, tous les efforts déployés pour mettre sur pied un service hautement apprécié de ses malades réduits à néant. Son exemple illustre parfaitement le dilemme que connaissent actuellement bien des Polonais. Ils n'ont pas forcément à choisir entre la prison et la passivité, mais doivent savoir que leur engagement devra être payé, souvent de ce qui leur est le plus cher. La répression « douce » peut faire mal.

J.K.

Danemark

LA MARINE EST A LA RECHERCHE D'UN SOUS-MARIN NON IDENTIFIÉ

(De notre correspondante.)

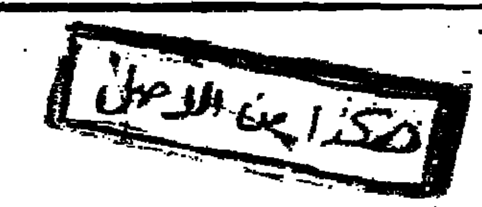
Copenhague. – Pour la première fois, la marine danoise s'est durant trois jours lancé à la poursuite d'un sous-marin non identifié. Deux sous-officiers attachés à la station d'observation de Horns-Herred l'avaient repéré, jeudi 13 décembre au début de l'après-midi, dans l'Isefjorden, au nord de l'île de Zélande. Une dizaine d'unités de la flotte ont été engagées dans cette opération qui a été arrêtée dimanche soir sans avoir donné aucun résultat.

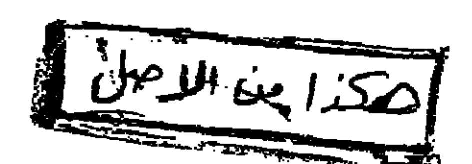
La géographie du Danemark – un pays de côtes plates – ne se prête pas, comme celle de la Suède ou celle de la Norvège, aux allées et venues de submersibles espions. Les experts estiment que si un sous-marin s'est glissé dans l'Isefjorden, au fond duquel se trouve une rampe de lancement de torpilles et un terrain de manœuvres, il n'a pu s'agir que d'un de ces mini-engins à chenilles dont on a beaucoup parlé ces derniers mois. La profondeur des eaux de l'Isefjorden est en effet de 7 mètres en moyenne.

Stratégiquement, le Danemark contrôle les détroits qui font communiquer la Baltique et la mer du Nord. Les sous-marins qui traversent ces détroits (même s'ils ne passent pas par les eaux territoriales du royaume) doivent toujours le faire en surface et après avoir hissé pavillon.

A deux reprises, l'an passé, des sous-marins non identifiés avaient été repérés le long des côtes groenlandaises.

C. O.





GOOD LORD, BOB,
WHAT'S GOING ON:
A FRENCH COMPANY
IS HOOKING UP
WITH
THE JAPANESE?

WALL STREET JOURNAL

*Bon sang, Bob, qu'est-ce qui se passe : une compagnie française s'associe aux Japonais ?

C'est vrai. Certains succès de Rhône-Poulenc étonnent ses concurrents étrangers.

Il faut dire que Rhône-Poulenc a appris le Japon, appris à parler en japonais, à penser en japonais, à rédiger ses factures en Yen... Rhône-Poulenc Japan limited réalise aujourd'hui 10 % du total des ventes françaises au Japon.

Mais un succès commercial ne suffit pas. Pour réussir vraiment au Japon, il faut être industriel. Rhône-Poulenc l'est devenu en s'associant à des Japonais, à égalité, avec Showa Denko, Chugai, Dai Nippon Ink & Chemicals, Toyobo, Mitsui Petrochemicals.

Rhône-Poulenc, au Japon, se développe dans l'industrie pharmaceutique, l'agrochimie, la chimie, les industries de la communication.

Associé à Toyobo, Rhône-Poulenc fabrique des films polyester minces pour les cassettes des magnétoscopes. Au Japon, sur le marché du n° 1 mondial de la vidéo, Rhône-Poulenc réussit.

Rhône-Poulenc nourrit, soigne, habille, construit, protège la vie et les cultures, permet aux hommes de communiquer.

Dans ses différents secteurs d'activité, Rhône-Poulenc gagne du terrain. Rhône-Poulenc investit pour l'avenir.



ASIE

Chine

PÉKIN ET LE MARXISME

Les réformes en cours portent beaucoup plus sur le domaine économique que sur les structures politiques

De notre correspondant

Pékin. — La publication par *le Quotidien du peuple* du 7 décembre d'un éditorial de première page intitulé « Le partiel et l'ensemble » a suscité de multiples réactions (*le Monde* daté 9-10 décembre). L'article critiquait, en effet, l'application trop dogmatique du marxisme et du léninisme, et estimait que la théorie, vieille de plus d'un siècle, avait besoin d'être dépoussiérée pour bien servir au développement de la Chine. Et ce dépoussiérage devait se faire aux dépens de la doctrine orthodoxe, en fait soviéto-stalinienne.

Pour ajouter à la confusion, l'organe du comité central du PC chinois publiait le lendemain, toujours à la « une », un rectificatif précisant que « *les œuvres de Marx et de Lénine ne peuvent résoudre* tous *les problèmes actuels* » et non « *les problèmes actuels* » en général, comme écrit la veille. En clair, ces œuvres, si elles ne permettent plus de faire face à tous les problèmes, *contribuent du moins* à *en résoudre* certains. On s'interrogea inévitablement ici sur le fait de savoir s'il s'agissait d'une coquille ou d'une rectification idéologique.

En fait, la Chine est aussi marxiste aujourd'hui qu'hier. Ses dirigeants insistent sur le fait que les moyens de production restent propriété collective, que le secteur privé, même encouragé, ne représente que 1 % de la valeur de la production industrielle, 24 % de celle de l'agriculture et 11,3 % de celle du commerce de détail, que les investissements étrangers, même de milliards de dollars, ne représentent qu'un très faible pourcentage du total des investissements nationaux... Pour l'organe théorique du parti, *le Drapeau rouge*, la politique d'appel aux capitaux étrangers par l'ouverture de ports, de zones économiques spéciales, ne représente qu'un « *supplément* », même s'il est « *nécessaire et bénéfique* ».

Le 15 octobre dernier, *le Quotidien du peuple* publiait un article théorique intitulé « Le socialisme et l'ouverture à l'étranger » pour rappeler que cette dernière n'impliquait nullement un abandon de l'idéologie officielle et pour dire aux militants inquiets ou frileux que le « *socialisme ne doit pas avoir peur du capitalisme* ». Il doit seulement se prémunir contre ses effets pervers. La résolution du troisième plénum du douzième congrès du PCC, datée du 20 octobre, ne parlait pas autrement : il faut, disait-elle, « *construire un socialisme de caractère chinois en intégrant les principes de base du marxisme aux conditions actuelles de la Chine* ». Une ligne préconisée depuis des années par M. Deng Xiaoping et qui lui valut, au début de la révolution culturelle, d'être accusé de vouloir restaurer le capitalisme.

La doctrine est malléable

L'article incriminé ne fait pourtant que reprendre l'une des bases de la philosophie maoïste originelle, c'est-à-dire la combinaison étroite de la théorie et de la pratique. Il est à ce titre intéressant de noter que l'article cite Mao, pourtant moins en odeur de sainteté que jamais, pour appuyer sa démonstration. Mao qui, en 1942, déclarait que les « *dogmes sont moins utiles que la merde* (...) *car ils ne peuvent ni enrichir les champs ni nourrir les chiens* » (1). Les dirigeants chinois ne considèrent le marxisme que comme un moyen de parvenir à la société communiste, et non pas comme une fin en soi. La doctrine est donc malléable et adaptable en fonction des circonstances. Elle a connu de profonds bouleversements depuis 1978, d'abord dans les campagnes et aujourd'hui dans les villes. Ces changements ont eu de quoi faire se retourner les théoriciens orthodoxes dans leur tombe, pour ne pas parler de Mao lui-même. Mais ils ont bien plus touché les structures économiques que politiques, ces dernières demeurant en grande partie inchangées. Le 10 décembre, le *China Daily* annonçait, en première page, que « *le rôle des communes populaires touche à sa fin* ». Le 26 novembre, *le Quotidien des ouvriers* faisait l'éloge du patron privé d'une mine d'or en Mandchourie, qui, en plus des membres de sa famille, employait soixante-dix mineurs. Le 21, le même journal racontait l'histoire de M. Wu Shaoan qui, dans le Sichuan, laboratoire expérimental des réformes actuelles, avait fondé, en quatre ans, trois entreprises privées employant cent quatre-vingts ouvriers. Au début de 1983, il existait déjà des fermes privées ayant une centaine d'ouvriers agricoles.

La « bureaucratie céleste »

Une publicité prudente est donnée à ces cas. Ils sont, en effet, en totale contradiction non seulement avec les recommandations actuelles — qui fixent le maximum d'employés d'une entreprise privée à sept ou huit — mais encore avec les fondements même du marxisme, censés protéger la classe ouvrière contre l'exploitation des patrons, du capitalisme. De même peut-on s'interroger sur la conscience de classe — socia*liste bien sûr — de certains patrons* d'entreprises d'Etat. Ils se plaignent de la lourdeur des charges sociales, et attendent avec espoir que les nouvelles réformes leur donnent, graduellement à partir de 1985, le droit de recruter et de licencier à leur choix, de fixer les salaires, et qu'elles les libèrent de toute obligation sociale une fois la cotisation de 15 % de la masse salariale versée aux autorités. Certains patrons rencontrés récemment, et qui sont fiers de ce titre — *laobans en* chinois, — sont en même temps secrétaire de la cellule d'entreprise du PCC, qui contrôle lui-même le syndicat.

Il faut dire qu'il y a beaucoup à faire pour dynamiser la bureaucratie *chinoise*, cette « *bureaucratie céleste* », frein millénaire à l'initiative et au développement et à laquelle le régime a donné encore plus de pouvoir. C'est elle, en partie, que la révolution culturelle voulait démanteler. C'est encore elle à laquelle les dirigeants actuels s'en prennent avec vigueur et persistance, conscients qu'ils sont que tout relâchement de leur pression sera mis à profit pour entraver les réformes. Car c'est paradoxalement cette bureaucratie qui est chargée de promouvoir les initiatives et qui les asphyxie. C'est elle qui, en combinant les pouvoirs du parti politiques, administratifs et économiques, s'efforce de conserver ses *prérogatives* face à des innovations qui ont pour but de donner plus de responsabilités à des gens plus dynamiques — technocrates, intellectuels, jeunes.

Mais, là aussi, il importe de ne *pas s'égarer. Le* Parti communiste reste le pilier du régime. C'est lui qui, en fait, dit le droit, nomme les gestionnaires, décide des grandes lignes de la politique économique, de la création des entreprises d'État, tout en en déléguant la gestion. Et si les bouleversements actuels peuvent sérieusement écorner le marxisme, voire le bouleverser radicalement, c'est au PCC qu'il appartient d'en juger.

PATRICE DE BEER.

(1) *Mao Tsé-Toung*, textes traduits et présentés par Stuart Schram, collection « U », Armand Colin, 1963.

Inde

LA NEUTRALISATION DU GAZ TOXIQUE A BHOPAL

« Opération foi » dans une ville fantôme

De notre envoyé spécial

Bhopal. — Samedi soir, quelques heures avant la remise en marche de l'usine de mort, Swaraj s'est enfui. Le petit garçon aux *yeux de biche affolée voulait* retrouver ses parents. « *Le gaz va revenir nous tuer, je veux maman.* » Les infirmiers du vieil orphelinat de la ville l'ont rattrapé, rassuré et réconforté. Swaraj a parlé de ses trois petits frères trouvés morts, étendus à ses côtés au matin du 3 décembre sur le tapis éculé de la hutte familiale.

Entre deux sanglots et une quinte de toux, il a dit qu'il avait onze ans et qu'il ne voulait pas mourir. L'infirmier n'a pas eu le courage de lui avouer que ses parents avaient été retrouvés, gazés au delà de tout espoir, et plus tard brûlés sur un bûcher funéraire collectif.

Dimanche matin 16 décembre, à l'heure où l'« *opération foi* » se mettait en branle à Bhopal, Swaraj était, avec dix-huit de ses compagnons d'infortune, dans une salle vide de l'institution. Les autorités de l'orphelinat n'avaient pas voulu « *ajouter à la panique* » en évacuant leurs enfants. « Opération foi » dans une ville fantôme. D'après le chef de la police locale, deux cent mille personnes « *au moins* » avaient fui la vieille ville avant le début des opérations. Ne restaient plus, autour de l'usine, que des journalistes et des politiciens, des soldats et des policiers, des médecins et des scientifiques, quelques courageux irréductibles et des malheureux, ignorants et fatalistes.

A 50 mètres de l'entrée d'Union Carbide, Narbadi, une jeune femme « intouchable », *s'affairait consciencieusement sur* la terre battue de sa hutte. Ses voisins sont morts, son fils est mort. Ne lui reste plus dans les bras qu'un bébé famélique et couvert de mouches, qui observe, affolé, le manège des hélicoptères dans le ciel tout bleu de Bhopal. « *Non* », elle ne sait pas ce qui se passe. Aujourd'hui, personne ne lui a rien dit. Ce dont elle est sûre, pourtant, c'est que « *si on doit mourir, autant mourir ici* ». Sur *ces 15 mètres carrés de terre* sèche offerts par le gouvernement, au temps où l'usine était une usine comme les autres...

« La science a ses limites »

Mais Narbadi ne mourra pas. M. Arjun Singh, le chef du gouver*nement local, l'avait dit : « L'opération a été entourée de toutes les précautions possibles. Il n'y a pas de danger.* » La preuve, c'est que lui-même allait passer la journée décisive près des turbines, avec son épouse. Il était arrivé vers *9 h 30 en fanfare, précédé d'un* cortège de véhicules officiels. Les journalistes s'étaient jetés sur lui. Pourquoi avoir ainsi baptisé une expérience scientifique, lui avait-on demandé. « *Parce que la science a ses limites, et qu'au-delà seule la foi sauve* », avait-il répondu. Avez-vous peur ? « *En ai-je l'air ?* », demanda-t-il tout sourire. Et les journalistes, fugitivement, se souviennent de ce passage du tract affiché par les *médecins à l'entrée de l'hôpital* municipal aujourd'hui déserté : « *Halte à la pollution politique.* »

Mais non, le chef du gouvernement et sa suite n'avaient pas peur. A dix jours d'un scrutin électoral capital pour son avenir, un homme politique ne peut pas avoir peur. Les fragiles toiles de jute tendues sur 3 mètres de hauteur autour de l'usine, et inlassablement aspergées par les pompiers, les citernes d'eau dispersées sur les routes alentour *et dans les ruelles* de la vieille cité, les gouttelettes dérisoires lâchées, de très haut, par les hélicoptères de l'armée : tout cela est fait pour rassurer.

A tout hasard, une équipe de *télévision américaine avait* apporté dans ses bagages une demi-douzaine de masques à gaz. Nos confrères d'outre-Atlantique sont toujours très bien équipés... Deux avocats français venus disputer à leurs collègues californiens une part du macabre gâteau en préparation dans les salles hospitalières de Bhopal cherchaient désespérément à s'en procurer pour poursuivre leur tournée des victimes en toute quiétude.

Heureusement, à l'intérieur de l'usine, il y avait quarante scientifiques indiens, quatre techniciens américains d'Union Carbide et d'autres spécialistes encore. A 8 h 30, ils avaient commencé d'insuffler du nitrogène dans le dernier réservoir de gaz pour pousser doucement le reste du poison dans les tuyauteries. La pression monta lentement : « *1 kilo, 1,2 kilo, 1,8 kilo... Tout va bien...* » En fin de journée, le poste de contrôle annonça que 4 tonnes de MIC étaient désormais converties en un innocent pesticide. « *Opération réussie.* » On se serait cru à Cap Kennedy...

Il reste 11 tonnes de gaz à neutraliser. D'ici à vendredi, tout devrait être terminé. Bhopal, la ville des lacs, amputée de plus de deux mille innocents, reprendra peut-être alors son rythme *d'antan. Et les charognards de* toute espèce quitteront la cité...

PATRICE CLAUDE.

Vietnam

Le procès d'espionnage à Ho-Chi-Minh-Ville

UN RESSORTISSANT FRANÇAIS FIGURE PARMI LES PRINCIPAUX ACCUSÉS

Ho-Chi-Minh-Ville (*AFP, Reuter*). — La peine « *la plus sévère* » a été réclamée, le lundi 17 décembre, à Ho-Chi-Minh-Ville, l'ancienne Saigon, pour cinq des vingt et une personnes impliquées dans un procès pour haute trahison et espionnage dans lequel le Vietnam a mis en cause la Chine et la Thaïlande (*le Monde* daté 16-17 décembre).

Le procureur n'a pas précisé la nature exacte des peines qu'il requérait. *Le maximum encouru* est la peine de mort.

Parmi les cinq principaux accusés figure M. Mai Van Hanh, cinquante-six ans, un métis de nationalité française, ancien officier français, ont indiqué des sources concordantes.

Un autre accusé pourrait également jouir de la nationalité française : M. Tran Van Ba, trente-neuf ans, ancien président d'une association d'étudiants d'origine vietnamienne à Paris, formée de partisans du régime pro-américain de Saigon vaincu, en 1975, par les communistes.

Le procureur a estimé que cinq des accusés avaient essentiellement joué un rôle de comparses.

Selon l'acte d'accusation, les prévenus auraient eu l'intention d'organiser, en 1985, l'enlèvement ou le meurtre de diplomates français et soviétiques pour nuire aux relations de Hanoï avec Paris et Moscou.

Sri-Lanka

• PROPOSITION AUX TAMOULS. — Le président Jayewardene a proposé, le vendredi 14 décembre, d'accorder une autonomie accrue aux provinces de l'île et de créer une seconde chambre au Parlement dans le but de régler le problème du séparatisme tamou. Le président a fait ces propositions au cours d'une conférence nationale réunissant douze parti politiques, dont des partis tamouls, qui s'est ouverte vendredi. Le plan de M. Jayewardene prévoit la création de conseil provinciaux dans les neuf provinces de l'île et la mise en place d'une seconde chambre, le conseil d'Etat, au Parlement. Son rôle serait essentiellement consultatif et concernerait des questions d'intérêt local. — *(AFP.)*

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Reagan veut limiter les coupes dans le budget de la défense

Correspondance

Washington. — Une sourde mais âpre bataille budgétaire est en cours au sein du gouvernement. Elle oppose M. Weinberger, secrétaire à la défense, à la majorité de ses collègues. Ceux-ci insistent pour une réduction substantielle des crédits prévus pour ce département dans le budget 1985-1986 ou, plus exactement, pour une pause dans le rythme d'accroissement des dépenses militaires. Si le Pentagone ne devait pas accepter une diminution de son enveloppe, disent les partisans de la pause, le président Reagan ne pourrait tenir l'une de ses priorités, consistant à réduire de moitié, d'ici à 1988, l'énorme déficit budgétaire. Celui-ci dépasse actuellement 200 milliards de dollars.

Jusqu'à nouvel ordre, le président Reagan soutient M. Weinberger dans la lutte menée par ce dernier contre une coalition réunissant les principaux ministres, l'état-major de la Maison Blanche, et une majorité d'élus républicains au Congrès. Cette alliance est d'autant plus impressionnante qu'elle rassemble des personnalités qui, jusqu'à présent n'avaient jamais lésiné sur les cré*dits militaires.*

« En dernier ressort »

Un de ces convertis n'est autre que M. Donald Regan, secrétaire aux finances, qui déclarait récemment : « *L'économie, qui est aussi importante que la défense, est menacée par d'énormes déficits* ». M. Reagan est solidaire du directeur du budget, M. Stockman, enclin naturellement à réduire toutes les dépenses, y compris celles du Pentagone. Le secrétaire d'État, M. Shultz, économiste de formation, soutient, lui aussi, M. Stockman. A leurs côtés, on trouve encore M. James Baker, le « chef d'état-major » de la Maison Blanche, le sénateur Dole, leader de la majorité républicaine au Sénat, le sénateur Goldwater, nouveau président de la commission des forces armées. De nombreux élus républicains craignent que l'absence de concessions sur les dépenses militaires ne crispe les démocrates, majoritaires à la Chambre, dans leur refus des réductions envisagées des programmes sociaux.

Jusqu'où le président est-il disposé à aller dans son soutien à M. Weinberger ? Ses conseillers déclarent que les négociations ne font que commencer et que le président, pragmatique par excellence, saura en temps utile faire les concessions nécessaires. A quoi bon, disent-ils, aller au-devant du Congrès qui incline toujours à refuser les demandes de crédits, même les plus raisonnables ?

Dans l'immédiat, le président ne paraît pas disposé à accepter les recommandations de M. Stockman, visant à réduire les dépenses militaires de 8 milliards de dollars en 1986, 20 milliards de dollars en 1987 et 30 milliards de dollars en 1988, soit un total de 58 milliards de dollars. M. Weinberger *n'envisage, lui, pour* les trois prochaines années qu'une réduction de 19 milliards, dont 4,5 milliards pour la prochaine année fiscale. Le président Reagan, dans ces conditions, se trouve dans une situation délicate. Ayant exclu de toucher à la Sécurité sociale et d'envisager, sauf « *ne dernier ressort* », une augmentation des impôts, il ne pourrait atteindre son objectif de réduire de moitié le déficit qu'en coupant encore plus largement dans les dépenses civiles. Bref, en sacrifiant un peu plus le « beurre » au bénéfice des « canons ».

Le président a expliqué son attitude en soulignant que réduire les dépenses militaires en ce moment *serait donner un faux* signal aux Soviétiques qui les renforcerait dans leur intransigeance au cours des prochaines négociations. Mais le Congrès, dans son humeur actuelle, n'est pas prêt à accepter de sacrifier les civils, surtout à la lumière de divers sondages indiquant que le public est préoccupé par l'ampleur du budget militaire et, plus encore, par le gaspillage des crédits de la défense.

HENRI PIERRE.

Belize

La victoire des conservateurs annonce une coopération plus active avec Washington

La victoire de l'opposition conservatrice aux élections du vendredi 14 décembre, à Belize, a pris l'allure d'un véritable raz de marée. En recueillant 54 % des voix, le Parti démocratique uni (PDU), dirigé par M. Manuel Esquivel, s'est adjugé 21 des 28 sièges du Parlement.

La déroute du Parti uni du peuple (PUP), de centre gauche, qui domine la vie politique du pays depuis une trentaine d'années, a surpris par son ampleur. L'actuel premier ministre, M. George C. Price, principal artisan de l'indépendance acquise en 1981, a été lui-même battu. Deux des ténors de l'aile gauche du parti, MM. Saïd Musa, ministre de l'éducation et du développement , et Assad Shoman, ministre de la santé, ont également perdu leur siège.

L'issue de ce scrutin marque un tournant pour Belize mais s'inscrit aussi dans l'évolution plus large du rapport des forces en Amérique centrale. Coincé entre le Mexique, le Guatemala et la mer des Caraïbes, ce petit territoire d'à peine 23 000 kilomètres carrés, recouvert en grande partie de forêt vierge, est devenu l'enjeu d'intérêts géopolitiques et des convoitises de ses voisins. Et d'abord du Guatemala, qui n'a toujours pas reconnu son indépendance, en vertu de la souveraineté exercée autrefois sur cette bande de territoire par la couronne d'Espagne.

Crise économique

Pour assurer la sécurité de son ancienne colonie, la Grande-Bretagne a maintenu sur place un contingent de près de deux mille hommes disposant de quelques avions et de vedettes rapides. Après avoir flirté avec Cuba et d'autres *pays réputés progressistes avant* l'accession à l'indépendance, M. Price avait amorcé un rapprochement avec les Etats-Unis pour tenter de développer son pays. Attaché aux principes de la démocratie à la manière britannique, il avait cru le moment favorable pour convoquer les premières élections générales depuis l'indépendance. Auparavant, il avait pris soin de procéder à un nouveau découpage électoral et de porter de dix-huit à vingt-huit le nombre de sièges à la Chambre des représentants. Il comptait sur quelques signes de décrispation perceptibles au Guatemala, de meilleures dispositions de Washington à son égard et l'annonce de nouveaux investissements américains dans les industries de la crevette et du poisson.

A soixante-cinq ans et avec son passé, M. Price ne s'attendait sans doute pas à une défaite aussi cinglante. L'usure du pouvoir, un certain désenchantement après l'indépendance et la crise économique sont autant de facteurs qui ont contribué à conforter la volonté de changement des électeurs. Les dissensions internes au sein du parti gouvernemental ont fait le reste.

L'opposition ne s'est pas privée de dénoncer le manque de cohérence de la politique économique du gouvernement. Elle lui reproche de n'avoir pas su attirer les investissements indispensables au développement du pays. En attendant la mise en valeur de probables richesses pétrolières, la canne à sucre et les oranges restent les deux principales cultures. Le chômage touche près de 20 % de la population active, la démographie est galopante et l'industrie embryonnaire n'offre guère de débouchés. Trente mille Bélicéens vivent à l'extérieur et près de mille s'expatrient chaque année aux Etats-Unis. L'opposition a également cherché à utiliser des arguments xénophobes contre la présence de treize mille réfugiés venant surtout du Guate*mala et du Salvador.*

Agé de quarante-quatre ans, M. Manuel Esquivel, qui prendra ses fonctions le 2 janvier, est un ancien professeur de physique. Proche des milieux d'affaires, il dirige l'opposition depuis quatre ans et s'est efforcé de la restructurer. Partisan résolu de la libre entreprise, il partage souvent les vues du gouvernement Reagan. Ainsi, il a dénoncé de prétendues ingérences de La Havane et des guérilléros guatémal*tèques. Il s'est aussi engagé à lutter* contre le trafic de drogue qui transiterait par Belize et refuse que son pays serve de plaque tournante aux ventes d'armes vers l'Amérique centrale. Sa victoir pourrait conduire à une coopération plus active avec les Etats-Unis, ce qui faciliterait peut-être aussi des accommodements avec le Guatemala si les militaires acceptent, l'an prochain, l'éventuelle élection d'un président centriste. Pour l'heure, toutefois, M. Esquivel s'est prononcé contre l'installation d'une base américaine dans son pays.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Monde

RÉU…

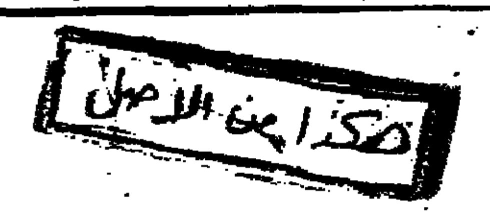
Le PS rode…

M. Fabius : …

Une austérité…

Oser faire sa politique





MÉRIQUES

Etats-Unis

Reagan veut limiter les coupes dans le budget de la défense

Le Monde

politique

RÉUNI EN CONVENTION NATIONALE A EVRY

Le PS rode les arguments de la campagne de 1986

Le PS a réuni, samedi 15 et dimanche 16 décembre à Evry, dans l'Essonne, une convention nationale sur le thème : « Modernisation et progrès social ». Au terme de cette convention, le texte préparatoire a été adopté à l'unanimité. Mais l'intérêt des délégués et des observateurs s'est surtout porté vers quelques interventions « vedettes », dont celle du ministre de l'agriculture, M. Michel Rocard (lire page 12), et celle du premier ministre, M. Laurent Fabius.

***M. Rocard a fait devant les socialistes** sa véritable rentrée, dont l'émission télévisée « L'heure de vérité » du 3 décembre n'aura été que le prélude. M. Rocard a donc respecté – ce qui a été apprécié – la loi non écrite du PS qui veut que l'on règle ses comptes en famille.*

M. Rocard savait qu'il s'exposait, en critiquant – sans citer de noms, mais d'une manière transparente, – la politique menée par les ministres actuels ou anciens (comme M. Jacques Delors, ancien ministre de l'économie, pour la politique monétaire).

En s'exprimant, comme il l'a fait, à travers un véritable discours programme (au moins en matière économique), M. Rocard a pris date et déclenché l'enthousiasme. Il a aussi établi une convergence objective particulièrement savoureuse et probablement momentanée avec M. André Laignel – l'un de ses adversaires socialistes – qui demande une *« relance sélective »*... Il a surtout rouvert les hostilités avec une partie du courant A (mitterrandiste) du PS, notamment M. Jean Poperen. Néanmoins, *le numéro deux du PS a choisi* un ton modéré pour lui répondre, qui constrastait avec l'agacement de M. Lionel Jospin.

Si M. Rocard avait à *« sortir du bois »*, M. Jean-Pierre Chevènement devait confirmé qu'il y est rentré, selon l'expression de l'un de ses amis. L'intervention de M. Chevènement et celle des autres orateurs du CERES ont montré que M. Chevènement prenait date, lui aussi, mais plus discrètement que M. Rocard. Le CERES a voulu se montrer à la fois *« lucide et solidaire »*, selon la formule employée par M. Georges Sarre.

L'intervention la mieux accueillie de toute cette convention aura été, après celle de M. Rocard samedi, celle, dimanche, de M. Laurent Fabius, qui a endossé l'habit de chef de la majorité pour les élections de 1986. Le premier ministre a proposé à MM. Raymond Barre et Jacques Chirac un face-à-face avec chacun d'entre eux. Il a confirmé qu'il entendait mener de front une lutte intransigeante contre les idées les plus extrêmes de la droite et les appels au rassemblement des Français. M. Fabius, *même s'il a été longuement* applaudi par les socialistes debout, n'a cependant répondu qu'en partie à l'attente du parti, telle que l'avait exprimée M. Jospin.

Cette convention promettait d'être délicate à gérer pour le premier secrétaire, sans doute traversé lui-même d'une partie des contradictions qui agitent les socialistes face à la modernisation, et qui, comme il l'a rappelé, doit avant tout assurer la cohésion de son parti. Au surplus, M. Jospin a vu son espace d'expression rétrécir entre M. Rocard et M. Fabius.

En outre, en adoptant un ton très ferme pour faire savoir à l'exécutif que le PS attendait désormais pour se mobiliser un *« signal »* précis de sa part, M. Jospin situait les limites de l'action du parti majoritaire et de son principal dirigeant. Il se plaçait aussi, et les socialistes avec lui, en situation délicate si le gouvernement ne répondait pas à cette pression. Or M. Fabius n'a envoyé qu' *« une partie de ce signal »*, selon les termes mêmes de M. Jospin, qui n'a pu que répéter, mi-figue mi-raisin : *« Si le signal vient, le temps de la mobilisation viendra aussi. »*

Enfin, M. Jospin rique d'être interpellé (à l'intérieur du parti), sur l'idée d'une *« recomposition interne »* du PS, qu'expriment certains socialistes, dont quelques-uns de ses proches. C'est sans doute pourquoi M. Jospin (sans s'exprimer à la tribune sur ce point) a voulu affirmer, lors de cette convention, qu'une telle idée n'est en rien la sienne.

J.-L. A.

M. Fabius : *je ne promets pas la fin de la rigueur*

M. Fabius a d'abord déclaré : *« Il y a des moments dans l'histoire d'un peuple où tout hésite et tout peut basculer. Selon que l'on sait ou non choisir et se tenir à ses choix, ou bien on gagne, – la liberté, le progrès, l'indépendance – ou on s'efface. La France vit un de ces moments. »* Le premier ministre, après avoir rappelé que la modernisation est un de ces choix constants, a souligné : *« C'est ici et maintenant,* a-t-il souligné, *que nous choisissons notre avenir. »*

M. Fabius s'est alors penché sur le passé, pour dresser un bilan complet de l'action de la gauche à mi-septennat et affirmer d'emblée : *« Notre pays a beaucoup de raisons d'être fier des choix qu'il a faits. »* Il a cité notamment la croissance (*« nettement plus forte que la moyenne des pays de la CEE »*), le pouvoir d'achat (*« la progression la plus forte de tous les pays de la CEE »*), la suppression des lois et tribunaux d'exception et l'abolition de la peine de mort : (*« on les critique durement, je les assume pleinement »*).

M. Fabius a néanmoins reconnu qu'un résultat *« vient tout obscurcir »*, celui du chômage : *« Ce drame-là éclabousse tout le reste et explique pour une bonne part la situation : si notre bilan est majoritairement positif, la majorité de l'opinion, elle, porte aujourd'hui sur nous un jugement défavorable. Ce jugement est sévère, il constitue cependant un fait. »*

Non à la culture de l'échec

M. Fabius a alors appelé la gauche à se méfier d'une *« sorte de culture de l'échec »* qu'on trouve dans ses rangs. *« La première condition pour que les autres croient en nous,* a-t-il affirmé, *c'est que nous y croyions nous-mêmes.* M. Fabius a critiqué la droite, qui *« a changé de visage »*, en dépit du maintien du *« trio archi-connu de ces rivaux archi-usés »*. Pour M. Fabius, la plupart des responsables de droite sont en réalité *« flous et irresponsables »*. M. Fabius a évoqué la *« distribution des rôles »* entre les membres de la droite : *« Les leaders,* a-t-il souligné, *s'affichent modérément libéraux, les lieutenants vantent l'ultra-libéralisme. Les penseurs alimentent le fonds de commerce extrémiste. La droite cherche à ratisser large »* évoquant les relations de l'opposition avec le Front national, M. Fabius a lancé : *« Quoi qu'elle en dise, la droite devra négocier avec l'extrême droite, offrir des sièges, donner des gages. »*

M. Fabius a notamment dénoncé les programmes de dénationalisation systématique, la *« volonté de démanteler l'Etat »*, en soulignant : *« Qui peut croire à cette société mythique (...) où « la seule addition des intérêts particuliers concourrait à la prospérité générale ? »* Il a estimé que le programme du RPR conduirait *« à une augmentation de 140 milliards de francs par an du déficit budgétaire de la France ou l'équivalent d'une hausse de 70 % de l'impôt sur le revenu »*. M. Fabius a encore dénoncé les prises de position de la droite – sous la pression de l'extrême droite – notamment sur les problèmes de société.

« Je ne souhaite pas voir au gouvernement de mon pays des hommes qui misent avant tout sur la peur et sur l'intolérance, a-t-il dit. *Il n'est pas possible qu'on troque l'effort contre la haine. Notre pays a une devise : liberté, égalité, fraternité. Ne les laissons pas abimer ».*

M. Fabius a alors affirmé qu'il était prêt à l'organisation de deux face-à-face avec M. Jacques Chirac et M. Raymond Barre.

M. Fabius a ensuite défini sa propre stratégie en affirmant notamment : *« Le rassemblement n'est pas la définition d'une sorte de politique molle dont personne ne reconnaîtrait plus les choix. Le rassemblement n'est pas non plus la volonté de débaucher tel ou tel politicien archicatalogué (...) Le rassemblement, c'est sur la base de choix clairs, la volonté de s'adresser au plus grand nombre de Français sans exclusive et de prendre en compte le désir d'union qui se trouve au cœur de chaque citoyen. Cette attitude appelle la tolérance et l'ouverture. Je continuerai dans cette voie. »*

Le premier ministre, qui a estimé que *« la modernisation en soi n'existe pas »* et *« n'est* (...) *pas en elle-même un objectif mais un moyen »*, a affirmé que la droite propose maintenant de moderniser à partir d'*« idées maîtresses »* qui sont : *« honneur aux forts, l'inégalité est une loi de la nature, vive le chacun pour soi, toute avancée sociale est un recul économique, le souci de l'homme est un solde »*, alors que la gauche envisage la modernisation dans la direction de *« la liberté* (...), *l'égalité,* (...), *la solidarité »*.

L'obligation

A titre d'exemple, M. Fabius a indiqué qu'il demanderait aux ministres de tutelle de faire en sorte que, dans les entreprises publiques, *« à chaque fois que nécessaire, des négociations soient ouvertes en 1985 dans le secteur public sur l'introduction des technologie et des équipements nouveaux »*.

Après avoir reconnu que la modernisation quotidienne dans l'industrie est souvent *« pénible à vivre »*, le premier ministre a souligné que *« la modernisation n'est pas une option, elle est une obligation »*. *« Croyez-vous,* a lancé M. Fabius, *que je ne sois pas ému et bouleversé lorsque certains demandent : « Est-» « ce bien la gauche au » pou« voir ? » (...) Au nom de quoi prendrions-nous les décisions que nous devons prendre et qui parfois mécontentent ceux qui nous ont élus, si ce n'était pas une obligation impérieuse pour la France ? Nous pourrions (...) dire oui à toutes les revendications. Mais ce serait de la démagogie et l'effondrement pour notre pays. »*

M. Fabius a continué : *« La modernisation peut impliquer des suppressions d'emplois, mais elle ne saurait servir de prétexte à la multiplication des licenciements »*, avant d'évoquer le risque que la modernisation soit *« rendue impossible ou tardive par les blocages sociaux qu'elle provoquent »*, ou conduise à *« une protection sociale à deux ou plusieurs vitesses »*. M. Fabius a alors annoncé qu'il a demandé à M. Michel Delebarre, ministre du travail, d'*« examiner activement »* un *« dispositif spécifique de formation-reclassement »*.

Le premier ministre s'est demandé ce *« que peut être un socialisme moderne dans un pays moderne à la fin du vingtième siècle »*, pour répondre, comme il l'avait fait dans *le Nouvel Observateur (le Monde* du 1er décembre), en insistant sur la science, l'administration, les médias et les *« contre-pouvoirs »* que doivent susciter ces trois instances. Dans la mesure où l'un de ces contre-pouvoirs est *« le partage du savoir »*, M. Fabius a, une nouvelle fois, souligné l'importance qu'il attache à la formation, et annoncé *« d'importantes initiatives en janvier »*.

M. Fabius a enfin abordé la question des élections de 1986 pour estimer que la victoire de la gauche permettrait *« que la grande modernisation entreprise soit poursuivie non pas à la hache, mais avec le souci du progrès social »*. Citant la planification, il a déclaré : *« Nous devons jeter des ponts bien au-delà de 1986. Je le ferai dès janvier prochain »*.

Mais il y a, en tout état de cause, un *« préalable »* pour M. Fabius : *« Cesser de douter de nous-mêmes »*. *« Il est important,* a-t-il dit, *que la gauche analyse son parcours. Mais il est essentiel que la gauche cesse de se demander, à chaque fois qu'elle fait un pas, si ce pas est le bon. Il est urgent qu'elle cesse de proclamer sa certitude d'être battu. »*

M. Fabius a conclu : *« Voilà que le réel nous gifle. Et alors ! Est-ce si compliqué de comprendre que nous n'en sortirons que par l'effort, l'effort ensemble et dans la justice ? Je ne tiens pas un discours de promesse. Je ne promets pas la fin de la rigueur au bout du trimestre. Je dis seulement qu'ensemble nous devons réussir. Faisons-nous confiance les uns les autres, non seulement entre hommes et femmes de gauche, mais simplement entre Français. Que cessent les discours de haine. Que cessent les ricanements blasés des professionnels de l'échec. Que cessent les calomnies qui abaissent la nation. Je vous demande de vous mobiliser. Non pas pour vous-mêmes, mais pour notre pays. »*

Une austérité plus « douce »...

Les socialistes – ils l'avaient dit – voulaient, avec cette convention nationale sur le thème « Modernisation et progrès social », que *« le parti s'adresse au gouvernement »*, plutôt que l'inverse. C'est ce qui s'est passé, mais d'une manière, à vrai dire, peu novatrice. Majoritairement en effet, les socialistes réunis à Evry ont tenu au gouvernement le discours qu'ils lui tiennent depuis qu'a été pris en juin 1982 le tournant de la rigueur, accentué en mars 1983.

Bien sûr, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a souligné que, seul parmi les forces politiques françaises, le PS incarne *« la modernité »* (*le Monde* daté 16-17 décembre). Certes, M. Jean Poperen, numéro deux du parti, a pu s'écrier : *« La France de l'an 2000, c'est nous. »* Sans doute deux des ministres concernés, Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, et M. Louis Mexandeau, ministre délégué chargé des PTT, ont-ils chacun « planché » devant la convention pour expliquer aux militants le travail de modernisation économique et industriel de la gauche.

Néanmoins, pour la plupart des intervenants, il s'est agi bien plus de mettre une nouvelle fois en garde le gouvernement à propos des risques sociaux, politiques, électoraux, que comportent pour la gauche la modernisation et la politique de rigueur, telles qu'elles sont menées actuellement. A cet égard, le ton qu'emploient bon nombre de socialistes pour s'adresser au gouvernement se durcit à mesure qu'approchent les échéances électorales. Il est significatif qu'un des dirigeants nationaux du PS, membre du courant A (mitterrandiste), ait pu expliquer dans les couloirs de la convention que les socialistes n'avaient pas le sentiment que le gouvernement ait *« choisi son camp »* entre patronat et salariés dans la gestion des restructurations.

M. Jospin lui-même, dès l'ouverture des travaux de la convention, avait signifié au gouvernement, avec fermeté, que le PS attendait pour se mobiliser un *« signal »* de sa part. Signal qui devrait porter notamment sur le pouvoir d'achat, les négociations sur la flexibilité de l'emploi, la situation des chômeurs en fin de droits, la planification.

La suite des débats devait s'inscrire dans la ligne définie par le premier secrétaire. M. Guy Allouche, sénateur et premier secrétaire (mauroyiste) de la fédération du Nord, affirmait que les travailleurs *« constateraient à juste titre que modernisation et progrès social sont antinomiques »* si la gauche différait plus longtemps des réformes telles que celle de la fiscalité ou des cumuls emploi-retraite.

Oser faire sa politique

« Si nous n'étions là, lançait M. Allouche, *que pour faire baisser le taux d'inflation et maintenir le pouvoir d'achat moyen, serions-nous vraiment la gauche ? » « Osons faire tout simplement la politique pour laquelle nous avons été élus »*, martelait à son tour M. Jean-Paul Bachy, membre du secrétariat national chargé du secteur entreprises.

A écouter nombre d'intervenants rappeler inlassablement la nécessité pour la gauche – si elle veut gagner – de ne pas mécontenter sa base sociale, il est apparu à l'évidence que la *« pédagogie de la crise »* n'a pas exactement eu sur les socialistes l'effet que certains attendaient.

Outre la nécessité de *« donner du grain à moudre »* au PS, la réunion de cette convention nationale semblait pouvoir être interprétée selon deux grilles complémentaires. D'une part, il s'agissait d'entamer avec la modernisation une période de réflexion des socialistes sur leurs propres valeurs afin de faire la part du *« changeant et de l'immuable »*, selon l'expression de M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national chargé des études. L'un des responsables de la préparation de cette convention n'affirmait-il pas, quelques jours avant la réunion d'Evry, qu'il souhaitait que les journaux puissent titrer au lendemain de la convention : *« Les socialistes entament leur évolution technologique et idéologique »* ?

En réalité, les réflexions de cet ordre n'ont pas été légion, tant il était clair que tout le monde a maintenant les yeux tournés vers 1986. A l'image de M. Jospin, les socialistes se sont préoccupés de rechercher – afin de les proposer au gouvernement – les voies d'une synthèse entre ce que sont pour la gauche les impératifs sociaux et les impératifs économiques d'une modernisation, dont la plupart se contentent d'admettre la nécessité.

La deuxième approche revenait à penser qu'il s'agissait pour le gouvernement et la direction du PS de faire accepter aux socialistes la pérennisation de la politique de rigueur, théâtre d'opérations des acteurs de la modernisation. Sans doute, à ce propos, M. Laignel a-t-il été le seul à réclamer explicitement une *« relance sélective »*, mais Mme Nicole Bricq, pour le CERES, a demandé *« comment, sans croissance »*, l'industrie pourra être restructurée, la mobilité de l'emploi encouragée, les compromis sociaux nécessaires passés et des *« couches sociales aux intérêts contradictoires rassemblées »*. Quant à l'intervention de M. Michel Rocard, qui a dégagé des axes économiques et financiers qui marquent des distances avec la politique actuelle, et qui s'efforce d'innover, elle apporte une caution de poids à ceux, nombreux, qui pensent plus ou moins confusément que la rigueur peut être au moins adoucie, voire différente.

Significatif, à cet égard, est le fait que, en dehors du gouvernement, il ne se soit trouvé qu'un seul socialiste, M. Christian Pierret, rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, pour défendre la rigueur – dont M. Fabius a souligné qu'elle est *« d'abord la connaissance des faits »* avant d'être une politique – comme une politique dont la logique économique est de durer longtemps, sans doute plusieurs années.

Ainsi M. Poperen, s'il n'en est *« pas encore au point »* de demander avec M. Laignel une relance immédiate, a le sentiment qu'il *« ne faudra pas trop tarder »*.

En somme, comme le disait en substance à Evry un dirigeant rocardien désabusé : *« On peut voir les choses de deux manières : ou bien on considère que les socialistes manifestent toujours le même manque d'intérêt pour l'économie, ou bien on considère que les intervenants exprimaient les inquiétudes de leurs régions... »*

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

POLITIQUE

LA CONVENTION NATIONALE DU PARTI SOCIALISTE

M. Rocard : *une autre manière de lutter contre l'inflation*

M. Michel Rocard a commencé par expliquer que la raison de la « *profonde* » cassure entre le gouvernement et le pays est politique et non économique. Car, dit-il, le seul échec dans ce domaine, c'est le chômage et, pour celui-ci, « *on nous en veut bien davantage d'avoir laissé rêver par des promesses intenables (...) que de la réalité des faits* ». C'est pourquoi il a insisté sur la nécessité « *de convenir de nos erreurs* ».

D'autant, a-t-il ajouté, que « *la gauche gagne quand son projet vaut pour tous, elle perd quand elle se définit en s'opposant* ». Il en veut pour exemple « *l'idéal laïque* », expliquant : « *Malmenée (...) par l'indifférence de deux Républiques successives, notre école publique est atteinte dans sa qualité et dans son rayonnement. Comment n'avons-nous pas compris à temps que le vrai défi laïque était là, au lieu de nous en prendre à la concurrence alors qu'aujourd'hui l'enseignement privé joue l'indispensable rôle de soupape de sécurité.* »

De même, à propos de l'immigration, M. Rocard a expliqué qu'il fallait « *peut-être imaginer de limiter le droit à vivre et à travailler en France à ceux qui y dépensent l'essentiel de leurs revenus ; ce serait un pacte plus conforme aux droits de l'homme que de freiner les regroupements familiaux* ».

Le chômage et les moyens de lutter contre lui ont constitué l'essentiel de son discours, car c'est, a-t-il dit, « *l'unique problème capable non seulement de mette un terme aux espérances dont nous sommes toujours porteurs, mais même de déstabiliser la société française* ».

Aussi il a proposé une série de remèdes :

— **Fiscalité des entreprises** : « *Je ne comprends pas pourquoi nous n'osons pas consentir une large déduction fiscale pour faciliter la naissance d'entreprises et asseoir leur développement pendant cinq ans* » ; il n'y aura pas perte de recettes pour l'Etat, dit-il, puisque sans cela, il n'y aura pas création de matière imposable.

— **Durée du travail** : si M. Rocard refuse à son sujet « *les raisonnements simplistes* », il pense que dans d'« *innombrables cas* » sa réduction « *sans compensation intégrale immédiate de salaire* » permettrait de fournir plus d'emplois tout en économisant sur les coûts de production, donc en réduisant l'inflation. A l'inverse, dans « *de nombreux cas* », il pense qu'une « *durée trop limitée du travail est une entrave à l'activité collective* ».

— **Financement de la Sécurité sociale** : il peut être adapté en répartissant la charge de chaque entreprise « *sur 90 % de l'effectif moyen des trois dernières années* », ce qui découragerait les licenciements, alors que les nouveaux embauchés n'entraîneraient des cotisations qu'« *au bout d'un an et demi environ* ».

— **Emploi** : trois cent mille à cinq cent mille emplois pourraient être ainsi créés en deux ans, pense M. Rocard. Mais, pour lui, « *la vraie solution* », c'est la croissance. Il reconnaît que l'on ne peut en parler en oubliant la balance des paiements et l'inflation, mais il pense que la politique d'assainissement suivie par le gouvernement « *laisse plus de marge que nous n'en utilisons* ». Aussi il propose de créer des emplois qui auraient « *pour objet d'améliorer l'équilibre extérieur* » : aide fiscale aux entreprises pour développer leurs services commerciaux à l'étranger ; réduction de l'impôt sur les sociétés proportionnellement à leurs exportations ; investissement (« *une vingtaine de milliards de francs* ») dans la maîtrise de l'énergie.

Tabous

Reste l'inflation, mais le ministre de l'agriculture pense que « *la bataille pour une conception audacieuse et moderne de la lutte* » contre elle n'a pas été engagée. « *Faute d'avoir nous-mêmes une pensée collective, il nous a bien fallu emprunter celle des autres* », dit-il, or celle-ci est faite de « *tabous non vérifiés scientifiquement* ». Ainsi, explique M. Rocard, quand on a « *dans la tête* » une analyse de l'inflation « *exclusivement par un excès de monnaie* », on ne sait que « *saigner* » le malade pour le guérir. Ce qui « *marche* », mais à un prix trop lourd.

Le ministre estime que « *l'inflation est un phénomène plus physique que monétaire* », ce qui veut dire que « *si le logement est cher, c'est parce qu'on en manque, et non parce qu'il y a trop de monnaie* ». Il propose donc, « *pour faire baisser les prix, de soulager les comptes d'exploitation des producteurs et des vendeurs* » en consolidant les dettes des entreprises. Si les techniques, pour ce faire, « *sont monétairement subversives, peu importe, nous n'avons plus le choix* ».

Tout cela, estime M. Rocard, permettrait de moins étrangler l'activité par manque de monnaie. D'autant qu'il juge que « *les cambistes, les banquiers et surtout nos administrations financières* » sont trop « *tatillons* » dans l'application des règles financières. Ainsi, il estime que « *l'austérité budgétaire a atteint un point tel que l'Etat est en situation de quasi-paralysie générale* ». Pourtant, il reconnaît que « *l'impôt a atteint la limite de l'intolérable* ». En conclusion de la partie économique de son intervention, le ministre de l'agriculture a prévenu : « *La bataille pour l'emploi est une bataille de gauche, mais la victoire dépend beaucoup des chefs d'entreprise.* »

Quant aux problèmes de société, il a, sur l'école, expliqué que la réhabilitation du savoir n'était pas suffisante car « *un message n'existe pas s'il n'est pas reçu* ». Pour lui, l'école ne doit pas proposer que « *l'écrit* » et l'enseignement général, car c'est à elle « *d'aller vers ses élèves au moins autant que l'inverse* ». M. Rocard a aussi constaté que si le « *combat* » des socialistes avait commencé « *contre les patrons* », aujourd'hui la réalisation de leurs « *espérances sociales* » dépendait de « *la vitalité de l'esprit d'entreprise* ». Il a ajouté qu'ils devaient admettre que « *l'écrasante majorité des hommes travaillent pour de l'argent* ». Enfin, il a regretté que la bataille « *pour l'égalité des chances ait dégénéré en bataille pour la sécurité* » : « *La sécurité est de toute évidence une exigence vitale, mais si l'horizon de la vie s'arrête à la sécurité, quel ennui !* »

Th. B.

M. Chevènement : *la troisième guerre mondiale*

M. Jean-Pierre Chevènement commence par reconnaître que l'« *autre politique économique* » qu'il avait appelée de ses vœux avant sa rentrée au gouvernement serait encore une « *bonne idée* », même si elle ne pourrait plus « *porter tous les fruits* » qu'il espérait. Il pense qu'il est toujours possible de « *renverser d'ici à 1986 la courbe du chômage* ». Seulement, pour lui, « *c'est sur le terrain politique que se joue la défaite ou la victoire* ».

Après avoir expliqué que nous vivons non pas « *une crise* » mais « *la troisième guerre mondiale* », une guerre « *économique, monétaire, technologique, culturelle* », il s'en est longuement pris à l'influence américaine, déclarant : « *Quand Washington éternue, il y a trop de gens en France qui s'enrhument.* » Puis il fit remarquer que l'Europe et les jeunes étaient les victimes de cette guerre : « *Hier l'Europe laissait faucher son blé en herbe à Verdun ou à Stalingrad ; aujourd'hui, elle le laisse pourrir sur pied.* » Pourtant, il affirme que « *la jeunesse comprend le langage de l'effort* ».

Le ministre de l'éducation nationale explique aussi : « *le pays n'est pas à droite ! Certes, il n'est pas à gauche* » ; aussi, ce qui est à l'ordre du jour, « *c'est la construction d'une République moderne* ».

M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national, chargé des études, demande au gouvernement d'aller au-delà des TUC en matière d'emploi, de mettre fin aux cumuls emploi-retraite, de régler la situation des chômeurs en fin de droit. Il souhaite aussi que le financement de la Sécurité sociale soit en partie assuré par quelque chose ayant les « *mêmes caractéristiques* » que le « 1 % », car il doit être « *au moins proportionnel* [au revenu] *si ce n'est progressif* ». Il affirme enfin qu'il fallait « *aller vers une réduction du temps de travail, même sans compensation intégrale* ».

M. Pierre Mauroy a envoyé un message à la convention où il souligne que la modernisation a été « *engagée dès le mois de mai 1981 sur tous les fronts* » mais en en « *limitant les conséquences sociales et humaines* ». S'il n'est pas à Evry, c'est qu'il est à Managua où « *le peuple du Nicaragua est en lutte* ».

M. Christian Pierret a souligné que la modernisation « *est un problème international* » car « *pour continuer et intensifier le progrès social chez nous, il faut encourager ce progrès chez nos voisins* ». Après avoir mis l'accent sur les contraintes économiques, il a affirmé que le « *volontarisme politique* » ne pouvait constituer une réponse. D'autant, explique-t-il, que l'état de la dette fait qu'il n'y a pas d'argent pour une relance ou des actions spécifiques, et que « *les contraintes vont s'imposer à nous pour plusieurs années encore* ».

M. POPEREN : le front de classe

M. Jean Poperen, après avoir expliqué que l'on ne vivait pas « *une crise cyclique traditionnelle du capitalisme* », a constaté que « *le changement est plus rapide que sa prise de conscience* ». A propos de l'emploi, il a remarqué que les solutions avancées par MM. Rocard et Laignel « *doivent être efficaces en s'ajoutant à celles mises en place par le gouvernement* ». Mais si, pour lui, « *la vraie solution est un autre rythme de croissance* », si le moment de la lancer « *ne doit pas trop tarder, il n'est pas encore venu* ».

Après avoir expliqué que « *le front de classe* » est « *une réalité* », et qu'il n'est pas question « *d'en finir au détour d'une phrase avec la lutte des classes* ». M. Poperen fait remarquer à M. Rocard que les conquêtes de la gauche ne sont devenues celles de tous qu'après que la gauche les eut imposées, et que « *les inégalités les plus importantes* » ne sont pas celles « *du savoir* », car elles ne sont que « *les conséquences d'inégalités de caractères économiques et sociales* ». De même, il affirme que les idées scolaires défendues par le ministre de l'agriculture correspondent à « *une mode qui commence à faire vieillotte* ».

Th. B.

Les néo-rocardiens font bande à part

Avant d'être adopté par la commission des résolutions, puis par la convention nationale, le texte préparatoire avait été soumis aux conventions fédérales du PS, qui l'ont approuvé à 90,90 % des suffrages (1,27 % de votes contre, 6,77 % d'abstentions et 1,06 % de refus de vote). Les quatre amendements présentés à l'échelon national par les néo-rocardiens ont recueilli 19,88 % des voix pour le premier (amendement sur le « *temps choisi* »), 15,35 % des voix pour le deuxième (suppression de la référence au « *front de classe* »), 13,24 % pour le troisième (rôle de l'Etat, affirmation que la baisse des prélèvements obligatoires est une « *exigence* »), et 17,22 % pour le dernier (« *créer des espaces collectifs et une citoyenneté active* »).

Pendant la discussion en commission des résolutions, treize amendements ont été adoptés. Ils portent notamment sur la lutte contre la fraude fiscale, l'immigration, l'emploi des femmes, la nécessité d'une réforme fiscale et du statut des cumuls emploi-retraites.

Le CERES a demandé et obtenu l'insertion d'une référence explicite au « *projet socialiste* » de 1980. Dans l'esprit des membres du CERES, l'introduction de cette référence devait couper court à toute interprétation de ce texte dans le sens d'une « dérive » du PS. La référence ayant été inscrite, non dans l'introduction, comme le souhaitait le CERES, mais dans le corps du texte, le CERES s'est abstenu. Mitterrandistes et rocardiens ont voté pour. Les néo-rocardiens ont voté contre, ainsi que les mauroyistes, mais, semble-t-il, par suite d'une erreur tactique pour ces derniers.

Le texte ainsi amendé a été adopté à l'unanimité des membres de la commission des résolutions (avant d'être soumis à l'ensemble de la convention), moins les néo-rocardiens qui se sont abstenus, compte tenu notamment de l'introduction de la référence au projet socialiste, dont ils contestent la logique, en particulier en matière de croissance.

Une élection cantonale

PYRÉNÉES-ORIENTALES : canton de Perpignan I (2e tour).

Inscr. 8 333 ; vot., 2 647 ; suff. expr., 2 338. MM. Coder, opp., 1318, *ÉLU* ; Armengol, FN, 1 020.

[Il s'agissait de pourvoir le siège laissé vacant par le décès, survenu en octobre dernier, de Jean Catala, PC. Il avait été élu conseiller général de ce canton au second tour des élections de mars 1979 avec 5 125 voix contre 4 592 à M. Vigué, div. d., pour 9 717 suffrages exprimés, 10 247 votants et 17 470 inscrits.

M. Aimé Coder, qui bénéficiait du soutien du RPR et de l'UDF, est élu avec 56,37 % des suffrages exprimés. Mais il ne recueille que 15,81 % des inscrits, en raison d'un taux d'abstentions massif (68,23 %). Au premier tour de ce scrutin partiel, déjà, la participation des électeurs avait été très faible (38,12 %), et, des six candidats en présence, seul M. Coder avait franchi le seuil des 10 % des inscrits indispensable pour se maintenir au second tour. (Le candidat arrivé en seconde position est autorisé automatiquement à se présenter à ce second tour.)

L'intérêt de ce second tour, qui mettait face à face deux candidats d'opposition, résidait essentiellement dans le score de M. Armengol, candidat du Front national. Celui-ci améliore son résultat du premier tour tant en voix qu'en pourcentage. Le Front national, qui avait recueilli 20,66 % des suffrages exprimés aux élections européennes et 21,28 % au premier tour de ce scrutin partiel, confirme que son implantation dans ce canton est bien réelle. Le 9 décembre, les résultats avaient été les suivants :

Inscr., 8 333 ; vot., 3 177 ; suff. expr., 3 086. MM. Coder (un. opp.) 1034 ; Armengol, FN, 657 ; Mme Tignères, PC, 597 ; M. Vuillemin, PS, 546 ; Mme Mouret, PR, 197 ; M. Plane, LCR, 55.

● *Le maire (RPR) de Reims suspend l'un de ses adjoints (UDF).* — M. Jean Falala (RPR), maire de Reims (Marne), a suspendu la délégation d'un de ses adjoints, Mme Yger, pour manquement à la solidarité municipale.

Mme Yger (UDF-PR) a annoncé qu'elle se présenterait aux prochaines élections cantonales, dans un canton de la ville, alors qu'un autre conseiller municipal également UDF-PR, était déjà candidat dans ce canton.

ALE DU PARTI SOCIALISTE

ière de lutter contre l'inf

Les néo-rocardiens font bans

Une élection canton

AU CONGRÈS DU PSU

Un représentant du courant hostile à la politique gouvernementale est élu secrétaire national

Bourges. – Deux jours et demi de congrès n'ont pas permis au Parti socialiste unifié (PSU) de résoudre la crise dans laquelle l'ont précipité les élections européennes (*le Monde* du 15 décembre). Après son élection au poste de secrétaire national « provisoire », M. Jean-Claude Le Scornet, représentant de l'ancienne minorité du parti, devenue majorité relative, a souligné lui-même le caractère *« tout à fait exceptionnel »* de ce vote. Rarement le PSU, représenté au gouvernement par Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement, aura donné à ce point l'impression d'un parti désorienté, à bout de souffle.

Sur les cinq textes d'orientation soumis au vote des militants, deux se situaient clairement dans la majorité qui s'était dégagée au congrès de Vénissieux, en juin 1983, pour la participation au gouvernement, tandis qu'un troisième texte, présenté par des militants issus, en partie, de la même coalition, réclamait un changement dans le fonctionnement et les méthodes de travail du parti. Ce courant, avec 13,07 % des voix dans les votes des fédérations, pouvait arbitrer entre la majorité sortante, qui totalisait 46 % des voix, et la minorité, dont les deux textes réunissaient 40,92 % des voix. Cet arbitrage paraissait d'autant plus délicat, au soir de la première demi-journée du congrès, le 14 décembre, qu'un signe décisif du rejet de la direction sortante venait d'être donné par les délégués lors du vote sur le rapport d'activité, repoussé par 3 486 mandats contre 3 467 (avec 2 645 abstentions et 1 590 refus de vote).

Le terrain était ainsi préparé pour la transformation de l'alliance qui dirigeait le PSU depuis un an et demi. Forts de leurs 24,26 % des voix – contre 21,74 % pour les amis de Mme Bouchardeau et de M. Serge Depaquit, secrétaire national sortant, – M. Jacques Salvator et ses partisans faisaient du choix de leur chef de file comme secrétaire national le préalable à la reconduction de cette alliance. La première nuit blanche des animateurs des courants s'achevait, le 15 décembre, à 4 heures, sur le constat d'un désaccord, apparemment insurmontable, entre MM. Depaquit et Salvator.

La direction du PSU allait-elle passer à la minorité ? Pour les amis de Mme Bouchardeau et de M. Depaquit, une telle éventualité devait être à tout prix évitée. La fédération bretonne, dont le texte n'avait recueilli, il est vrai, que 9,55 % des voix, n'exigeait-elle pas le départ de

De notre envoyé spécial

Mme Bouchardeau du gouvernement ou son exclusion du PSU ? Le principal courant de la minorité (31,37 % des voix) ne se prononçait-il pas pour une rupture avec la logique de la politique gouvernementale, sinon avec le gouvernement lui-même ? M. Michel Mousel, directeur du cabinet de Mme Bouchardeau et son prédécesseur au secrétariat national du PSU, mettait en garde le congrès, le 15 au soir, contre l'abandon de ce qui avait toujours été, selon lui, la ligne de ce parti : tenir un discours différent, mais en se situant au sein de la gauche.

Un étrange vote « pour » ou « contre » chacun des textes présentés au congrès – les deux courants de la minorité ayant rédigé, cette fois, un document commun, qui ne demandait pas la démission de Mme Bouchardeau, – ne permettait pas de dessiner une majorité possible, sinon autour de l'opposition d'hier (41,2 % de « pour »). Les tractations menées, pendant une seconde nuit blanche, dans toutes les directions, n'aboutissaient à aucun résultat. Le dimanche 16 décembre, en milieu de journée, les quatre textes étaient de nouveau soumis au vote des délégués : 24,27 % des mandats pour le courant Bouchardeau-Depaquit, 23,35 % pour le courant Salvator, 42,22 % pour la « minorité », 10,16 % pour les « réformateurs ».

« Proposer du dedans »

Défendant son texte à la tribune, M. Salvator avait officialisé la *« rupture de la majorité de Vénissieux »* et reproché à ses alliés d'hier de refuser toute évolution de la politique du PSU au nom de la préservation de sa *« place dans les institutions »*. Cette ultime ouverture en direction de l'opposition allait se révéler vaine, mais elle a pu, sur le moment, contribuer à convaincre Mme Bouchardeau de la nécessité d'accepter la condition posée par celui qui occupait, dans la direction sortante, le poste de porte-parole adjoint. Venue à Bourges pour, d'abord, rencontrer le maire, M. Jacques Rimbault (PCF), puis s'adresser aux délégués au hall des congrès, le ministre de l'environnement, lors d'un entretien avec M. Depaquit, persuadait celui-ci de céder la place à M. Salvator.

La négociation entre les deux courants se concluait, dans l'après-midi, par un accord, tandis que Mme Bouchardeau s'adressait aux congressistes et leur déclarait : *« Ce qui est important, à la fin d'un congrès, c'est d'être capables de répondre aux questions que d'autres peuvent se poser sur nous. »* Elle affirmait encore : *« Pour peser* [sur la politique de gauche], *il ne sert à rien de critiquer du dehors : il faut proposer du dedans. »* Le ministre récusait toute perspective de fusion du PSU dans le PS et se prononçait pour la formation, en 1986, d'une *« sorte de « front démocratique »*.

Cependant la rumeur de l'accord conclu entre les deux courants de la direction sortante se répandait dans les couloirs du congrès. Le président de séance réclamait que cet accord fût exposé clairement à la tribune, avant la réunion de la direction politique, formée à la proportionnelle des courants et qui devait élire le secrétaire national. L'un des animateurs du courant Bouchardeau-Depaquit ayant, finalement, confirmé que ses amis s'inclinaient devant l'exigence présentée par M. Salvator, des huées ont accueilli cette reddition. M. Bernard Ravenel, l'un des animateurs de la minorité, a, le premier, exprimé son indignation devant la *« liquidation politique »* de M. Depaquit, parti pour Paris sans avoir reparu au congrès depuis la fin de la matinée. *« Je ne sais pas si la solution trouvée est la meilleure,* a répondu M. Salvator, *terminer le congrès sans solution aurait été la pire des choses. »* Une motion de défiance a recueilli, à mains levées, 67 voix contre 35 (avec 20 abstentions et 2 refus de vote).

Devant la direction politique, deux candidatures au secrétariat national ont été déposées, celle de M. Salvator et celle de M. Le Scornet, animateur de l'ancienne minorité, responsable des élus dans le bureau politique sortant. La défection d'un ou deux membres du courant Bourchardeau-Depaquit et le vote des « réformateurs » ont permis l'élection de M. Le Scornet, avec 34 voix contre 29 à M. Salvator (il y a eu 2 abstentions et 3 refus de vote). Ce que Mme Bouchardeau et ses amis redoutaient plus que tout est arrivé. Quelles conséquences en tireront-ils ?

PATRICK JARREAU.

[Né le 12 février 1943 à Paris, technicien supérieur à l'Institut physique nucléaire du CNRS, M. Jean-Claude Le Scornet est membre du PSU depuis 1975, conseiller municipal des Ulis (Essonne) depuis mars 1977. Il était entré au bureau politique du PSU au congrès de Vénissieux, en juin 1983.]

MM. Giscard d'Estaing et Chirac : des liens privilégiés par clubs interposés

Tandis que M. François Léotard, secrétaire général du PR, s'efforce de calmer les ardeurs barristes qui se manifestent au sein de son parti et que l'UDF s'interroge sur l'urgence d'établir une plate-forme commune avec le RPR, MM. Chirac et Giscard d'Estaing, par clubs interposés, continuent d'avancer sur le chemin de l'union.

Deux mois après leurs « embrassades » de Joinville-le-Pont, ils s'apprêtent à se retrouver de nouveau au cours d'une réunion de travail regroupant des représentants des clubs Perspectives et Réalités et du *club 89*.

Les clubs giscardiens et le club chiraquien se rencontrent régulièrement depuis 1982. Il leur est même arrivé de publier des déclarations communes, notamment sur le budget militaire. *Aujourd'hui, ils ont décidé* de multiplier les contacts pour préparer les *« objectifs de gouvernement »* que devrait se donner l'opposition dans la perspective des élections législatives en 1986. Pour harmoniser leur *réflexion et coordonner leur travail*, ils vont mettre en place une *« cellule d'observation »* qui comprendra trois membres des clubs Perspectives et Réalités – MM. Alain Lamassoure, délégué général, Paul Mentré et *Raymond-François Labris* – et trois membres du club 89 – MM. Michel Aurillac, président, Alain Juppé, secrétaire général, et Jacques Toubon, nouveau numéro deux du RPR, – chacune de ces délégations étant accompagnée d'un « expert ». *Cette* cellule d'orientation, placée sous le double parrainage de MM. Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, devrait se réunir pour la première fois et avec quelque solennité le *jeudi 20 décembre*. M. Jacques Chirac semble souhaiter que ce soit à l'Hôtel de Ville, M. Giscard d'Estaing paraît plus réticent.

« Nous voulons débroussailler le terrain avant les élections législatives de 1986, mettre à plat nos divergences et nos convergences », explique notamment M. Lamassoure. *« Nous voulons travailler en amont des partis, préparer un certain nombre de propositions que nous leur livrerons »,* ajoute-t-il. Un texte commun sur la culture, élaboré par une commission mixte présidée par M. Michel Guy, ancien ministre, est déjà prêt. Il devait être rendu public dans le courant du mois de janvier.

Ce rapprochement entre les clubs giscardiens et le club chiraquien avait été souhaité par l'ancien chef de l'Etat, président *fondateur des clubs Perspectives* et Réalités. Il répond aussi, en partie, au vœu de M. Chirac, qui avait récemment proposé à M. Giscard d'Estaing et à M. Barre – qui avait décliné l'offre – de former une commis*sion d'experts pour établir le* bilan de l'action gouvernementale. Les deux hommes estiment urgent l'établissement d'une plate-forme commune de l'opposition. En choisissant de mettre en avant les clubs Perspectives *et Réalités et le club 89, ils* accentuent la formation d'un axe privilégié entre le RPR et le PR tel qu'il avait pu apparaître lors du conseil national du PR en octobre, axe qui laisse de côté les barristes. Ils peuvent aussi espérer donner le ton à l'opposition et forcer certaines réticences de l'UDF, qui régulièrement craint d'être trop assimilée au RPR.

C. F.-M.

● *Les communes et l'urbanisme.* – L'assemblée nationale a achevé vendredi 14 décembre la discussion du projet de loi sur le maîtred'œuvre qui régit les rapports entre l'Etat et les collectivités locales d'une part, les organismes et les entreprises du bâtiment d'autre part. Cette discussion avait commencé le mercredi 12 décembre (*le Monde* du 14 décembre). Les députés du RPR et de l'UDF ont voté contre, ceux du PC se sont abstenus.

Comme prévu, le principal de la discussion a porté sur la participation des entreprises aux commissions nationales qui détermineront les missions et les rémunérations des maîtres d'œuvre privés. L'opposition et le PC ont jugé que ce n'était pas acceptable, que les entreprises allaient être *« juges et parties »*. Les socialistes ont suivi le gouvernement

● *M. Lajoinie et les chômeurs.* – M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, propose d'accorder une allocation exceptionnelle de fin d'année aux foyers modestes comportant des chômeurs non indemnisés. Dans une lettre à M. Fabius, rendue publique vendredi 7 décembre, M. Lajoinie suggère que *« cette prime, dont le montant devrait être substantiel, pourrait être prise en charge par l'Etat et éventuellement complétée par les caisses d'allocations familiales »*.

Regroupements à droite

M. GÉRARD DEUIL (SNPMI) ADHÈRE AU CNIP ET M. J.-M. LÉVÊQUE (UNIR) S'EN RAPPROCHE

M. Gérard Deuil, président du SNPMI (Syndicat national du patronat moderne et indépendant) a annoncé, vendredi soir 14 décembre, à Albi, son adhésion au Centre national des indépendants et paysans (CNIP), que préside M. Philippe Malaud, ancien ministre, membre de l'Assemblée des communautés européennes. *« Ce parti est le seul à dire publiquement qu'il n'y a pas d'antagonismes envers les autres partis de l'opposition,* a-t-il expliqué. *Le CNIP est aussi près des radicaux valoisiens que du Front national. »* Le CNIP a enregistré ce renfort *« avec la plus grande satisfaction »* et son comité directeur a décidé, à l'unanimité, de nommer M. Deuil en son sein *« au titre des personnalités cooptées »*.

Autre rapprochement : l'Union nationale pour l'initiative et la responsabilité (UNIR), que dirige M. Jean-Maxime Lévêque, a décidé de s'allier au CNIP, en vue des prochaines élections législatives, en créant avec le parti de M. Malaud une Confédération des républicains libéraux, dont la constitution doit être officiellement annoncée le mardi après-midi 18 décembre au cours d'une conférence de presse conjointe.

Ces deux initiatives traduisent les rivalités qui opposent, au CNIP, les options de la nouvelle équipe dirigeante, qui s'inspirent des orientations des anciens fondateurs du Parti des forces nouvelles (PFN, extrême droite), aujourd'hui ralliés à M. Philippe Malaud, et les orientations, devenues minoritaires, de certains des notables du parti de M. Antoine Pinay, qui, rassemblés autour de M. Raymond Bourgine, sénateur de Paris, s'efforcent de contrarier, en vain jusqu'à présent, cette dérive du CNIP vers l'extrême droite.

La présence de M. Jean-Maxime Lévêque auprès du CNIP avait été souhaitée par ces derniers pour essayer de « recentrer » le parti. L'adhésion de M. Deuil, dont les convictions pétainistes et les sympathies pour le Front national sont connues, a été suscitée pour contrebalancer cette tentative.

A. R.

Propos et débats

M. Delors : les bruits de bottes

M. Jacques Delors, président désigné de la Commission européenne, interrogé le dimanche 16 décembre, à l'émission « Midi-Presse » sur TF 1, a souhaité « un rassemblement de 70 à 75 % des Français sur un projet *qui leur paraisse acceptable », et demandé :* « Pourquoi serions-nous condamnés à un camp contre l'autre ? Il peut même y avoir un changement du système électoral qui facilite le rassemblement », *a-t-il dit. M. Delors a dénoncé* « les bruits de bottes de la droite qui conteste tout » *et remarqué que, lorsqu'on voit* « son équipe jouer sur le terrain, par moment acculée dans les buts, on a parfois envie de demander à l'entraîneur de vous faire rentrer ».

M. Marchais : quelle gauche ?

M. Georges Marchais, samedi 15 décembre à Trappes, a regretté que l'« on continue dans les commentaires de parler benoîtement de « la gauche » indistinctement. (...) Comme si on pouvait confondre le Parti socialiste et le Parti communiste. (...) Comme si on ignorait que c'est le Parti socialiste qui mène la politique d'austérité actuellement en vigueur et que le Parti communiste, lui, critique durement. »

M. Monory : une bonne idée

M. René Monory, invité le dimanche 16 décembre de l'émission « Forum » sur RMC, a approuvé la proposition de M. Fabius d'organiser des face-à-face avec les leaders de l'opposition, mais il a souhaité que l'ancien premier ministre de M. Mitterrand, M. Pierre Mauroy, participe lui aussi à ces débats. Il s'est d'autre part opposé à une réforme électorale : « Si on devait faire un mélange du scrutin majoritaire et du scrutin proportionnel, personne n'y comprendrait rien, et cela apparaîtrait comme une magouille politique. »

M. Léotard : les abstentionnistes

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, a déclaré le vendredi 14 décembre à Tarbes : « Il n'y aura pas d'alternance en 1986 s'il n'y a pas de notre part, avant, des alternatives *proposées aux* Français *sur la plupart des sujets qui les touchent au* quotidien. Il nous faut prendre garde qu'un vaste parti progresse, celui des abstentionnistes, qui s'écartent de la vie politique ». *A Pau, le même jour, il avait souligné :* « Je suis un adversaire résolu de M. Mitterrand, mais je reconnais qu'il est élu jusqu'en 1988. (...) Il ne faut pas aller plus vite que la Constitution, sinon on va à côté de la Constitution. »

M. Guéna : « les copains »

M. Yves Guéna (RPR), maire de Périgueux, a déclaré, le samedi 15 décembre à Bellac (Haute-Vienne), que le ministère de M. Fabius était « un gouvernement de copains. C'est comme si je constituais un gouvernement avec mes voisins de palier ». *Il a affirmé aussi que, pour l'opposition, l'objectif devait être* « de gagner les cantonales car les présidents de conseils généraux sont les patrons de leur département. » *Aussi il a souhaité :* « Partout où ce sera possible, un seul candidat, qu'il soit RPR ou UDF. »

Les Verts vont mener campagne pour la réduction du temps de travail et le partage des revenus

De notre correspondand régional

Lyon. – Les Verts ont réuni, le samedi 15 et le dimanche 16 décembre, à Ecully, dans la banlieue lyonnaise, leur conseil national interrégional. Celui-ci a défini les thèmes d'action du mouvement pour la période à venir : une campagne nationale sur le chômage ; des campagnes pour l'arrêt des essais nucléaires dans le Pacifique et contre la présence de plomb dans les carburants automobiles.

« L'actualité semble nous donner raison », a déclaré M. Didier Anger, tête de la liste des Verts aux élections européennes de juin dernier, au cours d'une conférence de presse. *Les catastrophes écologico-*industrielles de Mexico et Bhopal, les récentes déclarations du président d'EDF sur l'avenir économique incertain de la filière française des surgénérateurs, nourrissent un regain d'ardeur chez les Verts. Annonçant que son mouvement participera aux élections cantonales *« là où il est bien implanté »*, M. Anger a indiqué que le « principal » thème de campagne sera la *« lutte contre le chômage »*, avec des propositions qui seront très prochainement négociées avec des syndicats *« ouvriers et agricoles »*, à partir de l'idée de *« réduction du temps de travail, impliquant un meilleur partage des revenus et des salaires »*. Les revendications écologistes « classiques » sont maintenues. Outre l'opposition aux essais nucléaires français dans le Pacifique – les Verts participeront à une journée internationale de protestation le 1er mars prochain, – Mme Solange Fernex a mis l'accent sur la *« nécessaire prise de conscience »* de la dégradation de la forêt française, une dégradation sensible, selon elle, bien au-delà des Vosges, dans la région lyonnaise et dans les Alpes. Les Verts réclament un diagnostic public de la qualité de l'air, un moratoire des projets autoroutiers, des moyens réglementaires (création d'une « agence de l'air », dotée de moyens comparables à ceux des agences de bassin). Quant à la question du plomb dans l'essence des automobiles, elle entraîne cette interrogation de Mme Fernex : *« Où les automobilistes allemands, équipés de pots catalytiques, pourront-ils passer leurs vacances si l'essence française contient toujours du plomb, qui détériore ces nouveaux pots d'échappement ? »*

Les Verts espèrent, enfin, faire entendre leur voix dans le concert médiatique du Jour de l'an, pour le départ du raid Paris-Dakar. A propos de la Nouvelle-Calédonie, l'attitude des Verts a été résumée par M. Jean Brière : *« L'urgence,* a-t-il dit, *c'est la décolonisation. »*

CLAUDE RÉGENT.

société

Paris a répondu à l'appel de l'abbé Pierre

De la pièce de 10 francs au chèque de 10 000 francs, en passant par des tonnes de dons en nature de toute sorte (denrées alimentaires, vêtements, jouets, etc.), les Parisiens ont répondu, dimanche 16 décembre, au « Noël de l'abbé Pierre ».

Sans connaître l'ampleur du mouvement de 1954, l'appel du fondateur des communautés Emmaüs en faveur des plus démunis a été entendu, particulièrement par les personnes de modeste condition. Environ 5 millions de francs ont été recueillis, sans compter les dons en nature et cinq mille tonnes de vivres ont été distribués à Paris et en province où des collectes comparables à celle de Paris ont été organisées.

L'élan de solidarité, de générosité a donc été réel, sans considérations politiques, même si, dans cette opération, l'opposition a tenu à se mettre en évidence.

La foule des braves gens

« Pourvu que cela fasse des heureux, c'est tout ce que je demande » : deux bambins accrochés à ses basques, cette jeune femme, capeline bleue et sourire de madone, résume, par ces mots tout simples, le « Noël de l'abbé Pierre », *auquel elle vient de participer*, en déposant un gros sac de vêtements neufs. Ils ont été des centaines comme elle, à venir, en cet après-midi du dimanche 16 décembre, à la mairie du treizième arrondissement à Paris, place d'Italie, pour offrir des dons du cœur. La foule des braves gens.

« Apportez tout ce que vous pouvez », avait lancé l'abbé Pierre, par l'intermédiaire des médias. S'il n'était aussi humble, le fondateur des communautés Emmaüs pourrait s'enorgueillir d'avoir focalisé, sur son seul nom, tant de bonnes volontés. Car c'est, *« pour l'abbé Pierre »*, qu'ils se sont dérangés. Dans le fief de M. Jacques Toubon, nouveau *secrétaire général du RPR, il n'était pas question*, dimanche après-midi, de politique, même si l'absence remarquée d'élus de gauche a paru regrettable, maladroite, à beaucoup, donnant ainsi du poids à la petite phrase, selon laquelle *« la gauche n'a pas le monopole du cœur »*.

On admet tout ce qu'il y a pu avoir d'irritant, dans le battage publicitaire mené par la presse de M. Robert Hersant, tout ce qu'il y a pu avoir d'incongru et même d'indécent à entendre des appels de gens du spectacle au cœur d'artichaut, pour mener à bien cette opération. On comprend aussi l'agacement provoqué par l'abbé Pierre lui-même, s'en prenant, mal conseillé ou d'une manière inconsciente, *à l'ensemble* des fonctionnaires – dont la majorité sont chichement payés, – et cela devant des millions de téléspectateurs. *Mais*, ce n'était pas des raisons suffisantes pour faire la sourde oreille.

Car les clivages politiques ont *été* oubliés, au moins pour un après-midi dominical, dans ce hall de la mairie du treizième arrondissement, *où l'on peut lire sur une* plaque : *« Défense de jeter du riz »*. Prosaïquement, c'est pour ne pas se casser la margoulette, lors des mariages, dans l'escalier tapissé de velours rouge. Symboliquement, on y a vu – l'occasion s'y prêtait – comme un effort de lutte contre le gaspillage des denrées alimentaires, si vivement dénoncé par l'abbé Pierre... Et des *dizaines*, des centaines de kilos de conserves se sont accumulés au bas des marches.

Une ombre au tableau

Est-il de gauche, l'athlétique *barbu qui vient donner une pile de* linge ? Est-elle de droite, cette femme en toque de fourrure qui signe un chèque de 1 000 F ? Chaque fois, la réponse est la même : *« C'est pour l'abbé Pierre, pour son œuvre. »* Des mètres cubes de sacs soigneusement ficelés s'amoncellent sur le trottoir de la mairie. Il y a de tout dedans... Mais rares sont les vieilleries, dont a profité pour se débarrasser. Des vêtements, de beaux costumes, sont même apportés dans des housses. A contempler les objets s'empilant dans le hall, c'est même de la folie : des jouets très sophistiqués, *électroniques*, visiblement achetés de prime abord pour ses propres enfants ; un téléviseur-couleur ; une chaise roulante pour handicapé physique, etc.

Dans ce défilé de la bonté – *« Je veux faire du bien, parce que moi aussi j'ai souffert »*, entend-on souvent – figurent beaucoup de personnes âgées, dignement endimanchées, grands-pères à tabatière, *grands-mères à confitures*, sortis tout droit d'un conte d'Alphonse Daudet. *« Cet arrondissement est généreux et solidaire »*, commentent Mme Marie-Michelle Bataille, chef de cabinet de M. Toubon, et Me Jacques Miquel, troisième adjoint au maire.

Outre les dons en nature, on comptabilise, à la clôture des opérations, vers 18 heures, 74 000 F en espèces ou en chèques, allant de 50 F à 1000 F. *« Je m'excuse de ne pas pouvoir faire plus »*, dit cette dame de soixante-dix-sept ans en donnant 100 F.

Une ombre au tableau, cependant : dans cet arrondissement, où l'on compte, notamment, près de vingt mille Asiatiques, très rares ont été les ressortissants étrangers à venir apporter leur soutien. Mustapha, neuf ans, sourire éclatant directement importé de Marrakech, fait exception en faisant cadeau d'un vélo : *« Il est trop petit pour moi, maintenant »*, dit-il, sous l'œil complice d'un père, qui n'a pas ainsi besoin de se creuser la tête pour savoir quoi offrir à Noël. Les appels de l'abbé Pierre, ne contenaient, bien évidemment, aucune exclusive. Mais, sont-ce les « véhicules » choisis, qui les ont fait renoncer à prendre le train en marche ? Est-ce par réaction contre le climat ambiant ? Est-ce par peur d'être « récupérés » ?

On a beaucoup parlé de « récupération », *l'Humanité* la première, à propos de ce « Noël de l'abbé Pierre », en raison de la participation, particulièrement active, de la marie de Paris. Mais, *tous les donateurs, qui se sont* pressés, dimanche après-midi place d'Italie, ont attribué au mot « récupération » un autre sens : celui vécu, tous les jours, par les chiffonniers d'Emmaüs.

MICHEL CASTAING.

UN RAPPORT PESSIMISTE SUR LES UNIVERSITÉS AMÉRICAINES

Etudiants sans humanités

Correspondance

Washington. – Selon un rapport préparé par un groupe de trente et un professeurs d'universités pour le compte du National Endowment for the Humanities (Fonds national pour les arts et lettres), les collèges et universités américains n'assurent plus à leurs étudiants *« l'éducation suffisante sur la culture et la civilisation dont ils font partie »*.

« L'étude des humanités et de la civilisation occidentales a perdu sa place centrale dans les programmes pour les étudiants du premier cycle, si bien qu'aujourd'hui, indique le rapport, *la plupart des diplômés manquent de la plus élémentaire connaissance des fondements de leur nation. »* Le document ajoute que, dans près de trois collèges et universités sur quatre, un étudiant peut obtenir sa licence sans avoir jamais étudié l'histoire des Etats-Unis ou de l'Europe. On ne s'étonne pas que dans 86 % des établissements d'enseignement supérieur les diplômés n'aient jamais étudié la civilisation grecque ou latine.

Le rapport déplore également la mauvaise qualité des enseignants. Dans trop de collèges, l'étude des humanités est limitée aux deux premières années et il est confié à des étudiants licenciés ou à des professeurs à temps partiel. Or, note le rapport, les étudiants *qui sont* rebutés par un enseignement insuffisant des humanités ne s'y intéresseront jamais plus par la suite.

La désaffection envers les disciplines littéraires est confirmée par les statistiques indiquant qu'entre 1980 et 1982 le nombre de licenciés d'anglais a baissé de 50 %, celui des licenciés en philosophie de 41 %. La diminution est de 62 % pour les licenciés d'histoire et de 50 % pour les diplômés de langues modernes. Un déclin impressionnant dans la mesure où le chiffre total des licenciés a augmenté de 11 %.

Selon le document, les raisons de ce déclin tiennent sans doute au désir des étudiants de choisir des matières de nature à leur assurer un bon emploi immédiatement après leurs études. Mais les professeurs d'université et l'ensemble du corps enseignant portent la lourde responsabilité, explique le rapport, d'avoir cédé à la pression des étudiants activistes de la fin des années 60 qui contestaient l'autorité de leurs maîtres et ont réussi à définir eux-mêmes leurs programmes : *« Nous avons abandonné l'autorité intellectuelle nécessaire pour dire aux étudiants ce que devrait être un bon enseignement universitaire »*, reconnaissent-ils.

Regain des langues étrangères

En ce qui concerne l'étude des langues étrangères, le groupe des professeurs constate que seulement 47 % des collèges ont fait de l'étude d'une langue étrangère une matière obligatoire de la licence. Néanmoins, une étude récente de la Modern Language Association donne une note plus optimiste en constatant, en ce domaine, une regain d'intérêt. Après dix ans de déclin, le nombre des étudiants inscrits pour des cours de langue s'est accru dans les proportions suivantes : 40 % pour le japonais, 26 % pour le russe, 15,9 % pour le chinois, 11,2 % pour l'italien. L'accroissement du nombre des étudiants en français est important (+ 8,8 %), mais ceux-ci sont moins nombreux que les étudiants en espagnol (386 000), qui représentent le contingent le plus fort, ce qui est compréhensible étant donné l'accroissement de la population d'origine hispanique. En tout cas, les inscrits dans ces deux langues devancent nettement ceux qui choisissent l'allemand (126 000), le russe (30 000). Les étudiants en chinois (13 000) et en japonais (15 000) sont, malgré un accroissement significatif, très loin derrière.

Les professeurs regrettent cependant que les étudiants en langues n'entendent pas aller au-delà d'une simple connaissance pratique et surtout commerciale de la langue, obtenue après des cours intensifs, en ignorant la littérature. Le nombre des enseignants est également insuffisant pour certaines langues dont le chinois, le japonais et le russe. D'autre part, les professeurs d'université souhaiteraient que les établissements du secondaire *(high schools)* fassent de l'étude d'une langue étrangère une matière obligatoire afin que les collèges et universités y soient dispensés des cours élémentaires pour mieux se concentrer sur la formation des étudiants déjà plus avancés. Toutefois, outre que le nombre de professeurs pour ces matières est insuffisant, il conviendrait de stimuler également l'intérêt des élèves. Une enquête récente a établi que, bien que 80 % des élèves des *high schools* aient la possibilité d'étudier une langue étrangère, moins de la moitié profitent de cet avantage.

HENRI PIERRE.

● *Fermeture d'un centre de prévention contre la toxicomanie.* – Le préfet de Côte-d'Or a décidé, le vendredi 14 décembre, la fermeture provisoire du centre Narconon de Grancey-sur-Ource (Côte-d'Or), un institut dit *« de prévention et de réhabilitation de la toxicomanie »*, où une pensionnaire, Jocelyne Dorfmann, était décédée le 24 novembre, douze heures après son arrivée *(le Monde* daté 9-10 décembre).

M. Bernard Mahieu, *cinquante-cinq ans*, le *directeur*, avait *été* inculpé de non assistance à personne en danger et écroué le 7 décembre à la maison d'arrêt de Dijon.

L'AFFAIRE DE L'HOPITAL DE POITIERS

Les mystères du respirateur

De notre envoyé spécial

Poitiers. – Après la libération sous contrôle judiciaire des deux médecins inculpés d'assassinat dans l'affaire du CHU de Poitiers, les causes de la mort de Nicole Berneron, décédée le 30 octobre dernier à 12 h 15 dans le bloc opératoire numéro 2, ne sont toujours pas éclaircies. Lentement, cependant, le puzzle se reconstitue, en même temps qu'il se complique. On peut, aujourd'hui, y apporter de nouvelles pièces. Au cours de l'instruction, le professeur Pierre Mériel, chef du département d'anesthésie-réanimation, a varié dans ses déclarations, qualifiant au départ l'inversion des tuyaux d'oxygène et de protoxyde d'azote, d'*« acte criminel » « imparable »*, avant d'estimer, ensuite, qu'il ne s'agissait que d'une manœuvre ayant pour but de le mettre en situation difficile.

Il apparaît, aujourd'hui, que cette inversion – mise en évidence en début d'après-midi par le professeur Mériel accompagné des docteurs Bertin et Jacqueline Bessac – n'était pas la seule anomalie de l'appreil. Il semble notamment que deux autres *incidents ont pu être mis en* évidence.

Le premier concerne la valve de Rottemberg, valve située en aval des systèmes d'alarme, et qui assure une bonne unification de la ventilation en même temps qu'un contrôle des gaz *arrivant* au malade. Il semble que cette valve ait *été* retrouvée le 30 au matin – juste avant l'intervention – démontée et posée sur le respirateur. Il semble aussi qu'elle ait été remontée sans le joint en caoutchouc qui est indispensable à son bon fonctionnement, joint dont la présence peut pourtant être vérifiée sur le respirateur au travers du cadran.

Le second incident, aussi grave, porte sur la valve de Peep, instrument qui permet de maintenir à des niveaux variables une *« pression positive »* dans les poumons du malade. Cette valve avait été poussée à fond (ce qui aurait eu pour conséquence une très mauvaise ventilation de la malade) avant d'être remise en position normale avant l'intervention.

Un fait inhabituel

Comment interpréter ces deux éléments ? S'agit-il, comme le pensent certains, de *« signaux d'alarme »* destinés à mettre en éveil l'attention de celui qui aurait à utiliser le respirateur ? S'agit-il au contraire d'éléments totalement étrangers à l'inversion des tuyaux ? En théorie, ces deux incidents ne pouvaient entraîner la mort de la malade. *« Il faut néanmoins souligner*, nous a expliqué un spécialiste, *que l'absence du joint en caoutchouc sur la valve de Rottemberg peut avoir de graves conséquences sur les fonctions respiratoires et cardiaques »*.

Qui a découvert et remonté cette valve ? Est-il établi que le joint en caoutchouc était absent durant la totalité de l'intervention ? Qui a vérifié, ou qui devait le faire, le bon fonctionnement du respirateur avant le début de l'intervention, vérification d'autant plus aisée que cette intervention a commencé avec une heure de retard, compte tenu de l'absence de médecin anesthésiste-réanimateur ? Ces questions apparaissent aujourd'hui de toute première importance. Elles doivent être posées à la lumière d'un nouvel élément. Il apparaît, en effet, que ce n'est pas Mme Colette Bombel (l'infirmière-anesthésiste présente durant toute la durée de l'intervention et de la réanimation sur Nicole Berneron) qui a assuré, comme c'est la règle, la préparation du matériel pour l'anesthésie. Il semble que lorsqu'elle est arrivée vers 7 h 15 au bloc opératoire numéro 2, elle a trouvé une de ses collègues, Mlle Françoise Rouault. Celle-ci *avait, fait très inhabituel, déjà* préparé le matériel d'intubation et branché le respirateur. Entendue à trois reprises au cours de l'instruction (les 31 octobre, 4 et 5 novembre), Mlle Rouault aurait justifié ses initiatives en expliquant qu'elle prévoyait quelques difficultés au cours de cette matinée à cause, sans doute, du vent de fronde qui soufflait alors chez les médecins-anesthésistes après la mutation, la veille, du docteur Diallo.

Autant d'éléments qui justifient qu'on trouve, au plus vite, une explication au décès de Nicole Berneron, les docteurs Archambeau et Diallo continuant, pour leur part, d'être inculpés d'assassinat.

JEAN-YVES NAU.

● RECTIFICATIF. – Une erreur de transmission a modifié le sens d'un passage de l'article consacré à l'affaire de Poitiers dans notre édition datée du 15 décembre. A propos du texte de l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Poitiers, il fallait lire : *« En outre un prérapport d'expertise a été déposé le 4 décembre 1984 par les docteurs Payen et Babin, commis pour procéder à l'examen anato-pathologique des viscères prélevés le 31 octobre 1984. Ces derniers considèrent que si le dosage en protoxyde d'azote se révèle normal dans les bouteilles ayant servi à l'anesthésie de Mme Berneron, les lésions observées plaident en faveur d'une forte concentration en protoxyde d'azote au moment du réveil. »*

EN BREF

111 kilos de hachich saisis à Paris

Dix trafiquants internationaux de drogue inculpés, samedi 15 décembre, d'infraction à la législation sur les *stupéfiants, par M. Jean-Louis* Debré, juge d'instruction à Paris, ont été écroués. 111 kilos de hachich ont été saisis. Cette inculpation fait suite à un coup de filet réalisé au milieu de la semaine dernière à Paris par la brigade des stupéfiants pour *démanteler un réseau important* d'approvisionnement de hachich entre le Maroc et la France.

Les quatre principaux inculpés sont Pierre Frésus, quarante-huit ans, gérant d'un bar à Paris, sa compagne Françoise Michalot, son *demi-frère Jean-Marie Cordevu*, cinquante-sept ans, garagiste, chez qui on a découvert les 111 kilos de drogue, Michel Olivesi, trente-six ans, dresseur de chevaux, et Philippe Ibanez, vingt-deux ans, barman chez Pierre Frésus, qui détenait à son domicile 200 000 F en espèces.

Un enfant atteint du SIDA en Italie

Un enfant âgé de deux ans est atteint du SIDA à Brescia, dans le nord de l'Italie. Ses parents sont tous les deux toxicomanes et c'est, semble-t-il, par eux qu'il a été contaminé. L'Italie dénombre à ce jour vingt-quatre cas de SIDA, avec une mortalité de 50 % et une croissance rapide du nombre des victimes. Quelques autres cas de SIDA ont *été signalés*, aux *Etats-Unis* notamment, chez des nourrissons ou des enfants contaminés par les parents, ou à la suite de transfusions sanguines.

D'autre part, les responsables sanitaires de la ville de San-Francisco sont préoccupés par l'accroissement rapide du nombre des cas de SIDA et surtout par l'apparition de la maladie chez des hétérosexuels (quatre cas en six mois) contaminés par des prostituées. Les autorités ont fait fermer un certain nombre d'établissements « de rencontre » et ont lancé des conseils préventifs recommandant notamment l'usage systématique de préservatifs pour les hommes.

● *Six avions ATR-42 pour l'Italie.* – La compagnie italienne Alitalia *a acheté* six avions bimoteurs ATR-42, de cinquante places, et pris une option pour quatre autres exemplaires. Cette commande répond au besoin de la compagnie d'étendre son réseau national et régional en Italie, à partir de 1986. L'ATR-42 est conçu, en coopération, par la société italienne Aeritalia et par la société française Aérospatiale.

TRANSMETTRE LE NOM DE LA MÈRE

M. Jean-Louis Masson, député (RPR) de Moselle, souhaite que les parents puissent transmettre à leurs enfants le nom de *leur* choix. *Actuellement*, l'enfant légitime porte automatiquement celui de son père. M. Masson voudrait que les parents puissent transmettre aussi le nom de la mère, s'ils préfèrent cette solution. Il est l'auteur d'une proposition de résolution diffusée il y a quelques jours par les services de l'Assemblée nationale et qui demande la création d'une commission d'enquête sur ce sujet.

M. Masson estime que la règle actuelle de transmission du nom fait disparaître nombre de patronymes et *« multiplie corrélativement les homonymes »*. Il la juge *« incompatible avec le principe général d'égalité entre les sexes »* et regrette l'*« immobilisme »* du ministère de la justice dans ce domaine. De nombreuses propositions de loi ont déjà été déposées en ce sens (*le Monde* daté 26-27 juin 1983), sans résultat jusqu'à présent.

● *Corse : un militant indépendantiste emprisonné « désapprouve » l'assassinat du CRS à Bastia.* – Dans une lettre adressée à l'AFP, le 15 décembre, François Gaggini, militant indépendantiste corse *emprisonné* à Paris, après sa condamnation pour avoir participé à divers attentats, *« désapprouve »* l'assassinat à Bastia d'un jeune CRS dans la nuit du 1er au 2 décembre. *« Je considère*, a écrit F. Gaggini, *qu'on ne doit pas imposer au peuple corse une idéologie qui n'est pas la sienne. »*

● *Suicide à Fleury-Mérogis.* – Une détenue du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis s'est pendue dans sa cellule au cours de la nuit du 14 au 15 décembre. Incarcérée depuis un mois pour vol et tentative de vol, Bahia Saïdi, vingt-huit ans, de nationalité algérienne, s'est pendue au montant d'un lit superposé à l'aide d'une paire de collants.

Les carnets radioactifs de Pierre et Marie Curie

Deux carnets de laboratoire tenus par Pierre et Marie Curie à l'époque où ils découvraient le radium et le polonium ont été vendus aux enchères, jeudi 13 décembre, à l'hôtel Drouot à Paris.

Ces deux carnets ont la particularité d'émettre un niveau anormal, amis non dangereux, de rayons alpha. Ils portent la trace indélébile d'une pollution radioactive qui, *trente ans plus tard, devait entraîner* la mort de Marie Curie. Pierre Curie est morts accidentellement en 1905.

L'un des carnets de notes a été tenu par Marie Curie, juste après la mort de son mari. Il a été acquis pour 360 000 francs par le représentant d'un éditeur et collectionneur parisien, qui a gardé l'anonymat. Un autre carnet, de la main de Pierre Curie, a été préempté pour 55 000 francs par la Bibliothèque nationale. Celle-ci possède l'essentiel des notes prises par le couple, qui lui ont été léguées par les descendants de Pierre et Marie Curie. Mais les deux carnets vendus jeudi, dont on ne connaît pas la provenance, n'étaient pas en possession de la famille.

● *Sonde soviétique vers Vénus.* – L'Union soviétique a lancé, samedi 15 décembre, à 10 heures (heure française), en direction de Vénus la sonde spatiale Vega-1, pour l'étude, en juin 1985, du sol et de l'atmosphère de la planète. A cette fin, un module de descente et un ballon météo seront largués dans l'atmosphère de la planète, tandis que l'autre partie de la sonde continuera vers la comète de Halley qu'elle rencontrera en mars 1986. Une deuxième sonde, sœur jumelle de la première, Vega-2, sera lancée le 21 décembre.

مكرر عن الاصل

Le Monde

culture

CINÉMA

UNE RÉTROSPECTIVE A PARIS

Pasolini, l'incendiaire des idéologies

Parmi les nombreuses manifestations du Festival d'automne, cette année, l'hommage à Pier Paolo Pasolini occupe une place particulière (*le Monde* daté 28-29 octobre). Neuf ans après sa mort, il est là, tout entier : poète, romancier, dessinateur, homme de théâtre, cinéaste. On lui consacre des expositions, des colloques. D'une certaine manière, on le redécouvre.

En France, c'est par le cinéma *que Pasolini était le mieux connu*. La rétrospective de ses films à la Maison des cultures du monde (jusqu'au 21 décembre) comprend quelques inédits, des repérages, des séquences coupées ou non montées. On ne va pas se livrer à une réévaluation. L'important, c'est de voir l'homme à travers les images qu'il a créées, le cheminement de son destin.

En 1949, à Casarca, dans le Frioul, Pasolini, jeune professeur inscrit au Parti communiste, est inculpé, sur la foi de la rumeur publique, de détournement de mineurs et d'attentat à la pudeur (1). Le voilà marqué par sa différence, exclu du PCI, *auquel il* gardera, pourtant, une fidélité, persécuté, pendant toute sa vie, par des procès pour immoralité. Au contraire de Luchino Visconti, aristocrate marxiste et homosexuel, il ne sera jamais « accepté ». Contre une société qu'il méprise, et qui l'a voulu scandaleux, il réagit, au cinéma comme ailleurs, mais plus qu'ailleurs peut-être, par le défi.

Son premier film, *Accatone* (1961) trace le chemin de croix d'un souteneur, voyou à la Jean Genet, sur une musique de Bach. L'année suivante, *Mamma Roma* (longtemps inédit en France) est le calvaire d'une prostituée romaine déchirée par l'amour maternel, dont le fils, vagabond et voleur, agonisera, les bras en croix, dans un hôpital psychiatrique. Points de repère : Franco Citti, la Magnani, Ettore Garofolo, sont des marginaux irrécupérables, rejetés dans la lumière blanche et funèbre d'une poésie de cinéma à nulle autre pareille. Et Vivaldi accompagne, musicalement, les déambulations de *Mamma Roma*.

Dans *la Ricotta*, (sketch de *Rogopag* 1963), un figurant dans un film sur la Passion du Christ meurt sur sa croix d'une indigestion de fromage blanc. Les catholiques protestent. Mais le respect à la lettre de *l'Évangile selon saint Matthieu* (1964) vaut au film le Grand Prix de l'Office catholique du cinéma, accordé, de nouveau, quatre ans plus tard à *Théorème*, visitation charnelle et spirituelle d'une famille grande bourgeoise de Milan par un ange à la beauté équivoque. Ce qui n'empêche pas le scandale.

Or Pasolini échappe aux chrétiens comme aux marxistes qu'aurait pu tenter la métaphore socio-politique d'*Uccellacci e uccellini* (1965). Il bâtit son monde d'artiste anticonformiste, il refuse les compromis, il s'affirme incendiaire des idéologies, fait une symphonie dramatique d'*Œdipe roi*, de Sophocle, un poème de révolte et d'horreur avec *Porcherie*, ressuscite un monde barbare dans *Médée*, où Maria Callas est tragédienne sublime.

Meurtres, violence, mort, angoisse et souffrance : le cinéma du défi devient noir et sauvage. Est-ce pour se protéger de lui-même que, après 1970, Pasolini sacrifie aux illustrations grivoises, à la licence sexuelle du *Décaméron*, des *Contes de Canterbury* et des *Mille et Une Nuits ?* Son dernier film, *les Cent Vingt Journées de Sodome* (1975, Sade transposé dans République sociale italienne de Salo, à l'agonie du fascisme), est l'ultime métaphore de la misère humaine et d'un désespoir sans recours. Création autonome défiant même l'exégèse, le cinéma pasolinien a posé un fer rouge indélébile sur la production italienne et s'est achevé par le meurtre sur la plage d'Ostie.

Pourtant, le gêneur, l'« enragé », *est plus grand que jamais*.

JACQUES SICLIER.

(1) *Pasolini : chronique judiciaire, persécution, exécution*, ouvrage collectif dirigé par Laura Betti, éditions Seghers, 1979.

★ Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, 75006 Paris. Tél. : 544-72-30.

LES ATTEINTES A LA LIBERTÉ DE CRÉATION EN URSS

André Tarkovski explique pourquoi il a dû s'installer en Occident

Le metteur en scène soviétique André Tarkovski a réuni une conférence de presse, dimanche 16 décembre, après une projection de *Nostalghia*, son dernier film, dans les locaux de l'Agence Havas à Neuilly-sur-Seine, pour expliquer les raisons qui l'ont amené à s'installer en Occident et inviter la presse internationale à le soutenir dans ses efforts pour faire venir d'URSS son fils cadet (quatorze ans) et sa belle-mère (quatre-vingt-trois ans). Sa femme, Larissa Tarkovski, était à ses côtés.

En compétition à Cannes en 1983, sous le drapeau italien, *Nostalghia* avait partagé avec *l'Argent*, de Robert Bresson, le Grand Prix de la création. Le film, déjà projeté en Allemagne fédérale, dans une version doublée, et en Grande-Bretagne, en version originale, n'a *pas encore été montré en France par* suite d'un désaccord entre la RAI (la télévision italienne, productrice) et la Gaumont, qui doit le distribuer. Ce conflit semble en voie de résolution, et *Nostalghia* devrait être présenté sur les écrans français début 1985.

Le metteur en scène de *André Roublev*, du *Miroir*, de *Stalker*, a fait l'historique de la production de *Nostalghia*. Un accord avait été signé entre Goskino, l'organisme officiel responsable du cinéma en URSS, et la RAI. « *Contrat assez difficile*, a déclaré le cinéaste. *Goskino n'était pas très enthousiaste, comme on peut l'imaginer.* » Mais, à la veille du Festival de Cannes, André Tarkovski était loin d'imaginer qu'il s'agissait pour lui d'un « *départ sans retour* ». « *Ne jamais revoir l'URSS*, a-t-il dit dimanche, *je ne l'aurais jamais cru !* » Sa plus grande surprise fut de voir son collègue Serge Bondartchouk siéger au jury. « *Serge Bondartchouk a été envoyé à Cannes pour aider à mieux participer à la compétition* », lui a répondu Goskino. Tarkovski doute de l'exactitude de cette réponse. « *Le comportement de Bondartchouk*, selon lui, *était programmé. Il a tout fait pour que le film n'ait pas de prix... La direction du cinéma soviétique a fait sentir que le film était inacceptable. J'ai dû tirer un trait dans ma vie.* »

André Tarkovski écrit après Cannes à la direction de Goskino pour demander la permission de travailler trois ans en Occident – il a plusieurs propositions au théâtre et au cinéma. Il voudrait que sa famille le rejoigne. La lettre reste sans réponse, ainsi que trois lettres ultérieures, deux à Iouri Andropov, puis une à M. Constantin Tchernenko. « *Je ne me suis jamais fait d'illusions sur mon travail en URSS comme en Occident. La création au cinéma est difficile à l'Est et à l'Ouest... Mais j'étais devenu inutile* [en URSS] *pour les dirigeants du cinéma. Les ponts étaient coupés. Je ne peux que regretter d'avoir perdu le contact avec le public soviétique.* »

André Tarkovski va bientôt recevoir un passeport international qui lui permettra de se déplacer librement. A une question sur les rumeurs concernant son installation éventuelle aux Etats-Unis, le cinéaste s'est contenté de répondre qu'il préparait à Stockholm une coproduction entre la France (avec une aide du ministère de la culture), la Grande-Bretagne, l'Italie et la Suède.

Robert Chazal, président du syndicat français de la critique de cinéma, organisateur de cette rencontre qui se voulait apolitique et purement humanitaire, a annoncé la création d'un comité Tarkovski dans le courant de la semaine, pour permettre au cinéaste de faire venir les siens. « *Notre fils cadet avait onze ans quand nous l'avons quitté*, ajouta Larissa Tarkovski, *il en a aujourd'hui quatorze. Il y a quelque chose de monstrueux à ce qu'il soit gardé en otage.* »

LOUIS MARCORELLES.

THÉATRE

« L'ILE DES MORTS », jouée par Alain Cuny

Un Strindberg inconnu

Un événement dramatique d'une rare hauteur de vues au Théâtre de la Bastille : la rencontre d'un grand texte, peu connu, d'August Strindberg, et d'un grand acteur, Alain Cuny. Ce spectacle s'appelle *l'Ile des morts*.

Alain Cuny n'est pas là, présent. C'est son image, noire et blanche, que nous avons, et sa voix, par l'entremise d'un récepteur de télévision placé sur le devant de la scène. Il est assis devant une table. Il porte, ôte, remet, de maigres lunettes de fer. Le carré de mer agitée de ses cheveux surplombe un visage d'une « spiritualité » frappante, on dirait l'empreinte d'une pomme du paradis toute striée de hachures du soleil. Mais ce qui envahit le théâtre et notre for intérieur, c'est la voix d'Alain Cuny, cet « orage bien tempéré », comme l'aile d'un ange, une aile d'argent pur, courbée comme un soc, qui labourerait lentement et presque amoureusement le limon de la conscience, la pulpe du poème – que l'on pardonne ce charabia, il faut bien aller ramasser, hors de la route, des images, pour tenter de rendre compte des chefs-d'œuvre immatériels, fugitifs, que crée seconde par seconde un immense acteur.

Le texte que dit Alain Cuny est sublime. Strindberg nous met avec lui dans la chambre d'un homme qui vient de cesser de vivre. Il est étendu peut-être plutôt sur un divan, ou une table. La femme, les deux enfants sont là. Or cet homme, que la vie a bien quitté, parle. Il répond aux questions d'un être présent dans la chambre, non visible, un esprit, quelque chose comme un passeur.

Le mort a été professeur toute sa vie, et, par dessus la mort, il est tourmenté par des choses terre à terre, comme le manque d'argent, des factures en retard. Comme souvent, la vision de Strindberg est ici très aiguë, très forte : la question matérielle est un partenaire fondamental de *l'être humain dans les minutes* où la porte bat entre la vie et la mort, et il est hors de doute que nombre de gens se refusent à se suicider pour la seule raison que, dans l'immédiat, c'est leur salaire qui va permettre de régler le loyer, l'électricité, la nourriture.

Cette magnifique heure de théâtre, mise en scène par Hans-Peter Litscher, est étrangement placée sous le parrainage du célèbre tableau d'Arnold Böcklin, *l'Ile des morts*, aussi répandu en Suisse que l'a été en France, par exemple, *l'Angelus* de Millet. Pourquoi ne serait-il pas permis de voir dans cette *Ile des morts* un abominable chromo, dont le paysage insulaire romantique, les cyprès tragiques, le suaire blanc debout fantastique dans sa barque symbolique, tout cet étalage racoleur de farces et attrapes funéraires, sont aux antipodes de la rigueur de Strindberg et de l'austérité brûlante d'Alain Cuny ? Mais ce diorama super-pompier de Böcklin, dont Patrice Chéreau s'était inspiré pour mettre en scène Wagner à Bayreuth, ne tient presque aucun rôle dans ce très beau duo Strindberg-Cuny. La traduction française de Carl Bjurström et André Mathieu paraît, à l'entendre, sans défaut.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de la Bastille, 20 heures et 23 heures.

MUSIQUE

« LE CHEVALIER A LA ROSE », à Marseille

La Maréchale Rysanek

Une célèbre Maréchale fêtée à New-York, à Londres et surtout à l'Opéra de Vienne (mais non à Paris) est le plus bel ornement du *Chevalier à la rose* de Richard Strauss dans la nouvelle production de l'Opéra de Marseille. Léonie Rysanek qui joue le rôle depuis 1953 a sans doute un peu dépassé l'âge. Mais cette grande dame reste une femme charmante, tendre, chaleureuse, recréant chaque mot avec ce phrasé incomparable qui révèle la moindre nuance du texte. Et, lorsque, après avoir chassé Ochs, elle entonne le dernier trio à l'unisson du hautbois et du violon, avec cette voix, un peu sourde parfois qui a retrouvé splendeur et plénitude, on n'entend plus qu'elle, tant elle rayonne au-dessus des voix vigoureuses et droites d'Octave et de Sophie encore en quête d'épanouissement. Avec ce geste d'adieu si émouvant de la main qui passe rapidement et doucement sur le visage du jeune amant qui la quitte (1).

Ce Chevalier à la rose est peuplé de souvenirs. Suzanne Sarroca fut naguère le Quinquin favori du palais Garnier et se retrouve ici en l'intrigante Annina ; et aussi Manfred Jungwirth, Baron Ochs indéracinable, savoureux mélange de hobereau et de maquignon, qui joue sagement, un peu par habitude. Il n'a plus l'air surpris ni furieux de ce qui lui arrive, simplement débonnaire, avec une diction mâchonnante et pleine d'humour. Mais le jeune couple est vibrant et sympathique : Ute Trekel-Burckhardt, un Octave très vif et masculin à la voix un peu dure, impatiente, qui s'attendrit délicieusement dans les duos : Christine Weindinger, Sophie touchante, gauche, affolée par cette avalanche d'événements inattendus, rossignol frileux qui déploie ses ailes avec ce timbre ardent aux couleurs délicates.

Autour d'eux, on citera encore le Faninal de Jean-Christophe Benoît, amusant bourgeois gentilhomme, Gérard Garino, chanteur italien qui semble interpréter le rôle de sa vie, *le Valzacchi inquiétant de Ragnard* Ulfung, dans une distribution nombreuse et colorée qui s'agite beaucoup, de manière quelque peu artificielle parfois. Le metteur en scène, Daniel Bohr, d'origine chilienne, n'a sans doute pas disposé d'assez de temps pour régler cette comédie aux mille rebondissements, dont la précision est celle d'un mécanisme d'horlogerie, mais l'ensemble est agréable, comme les décors de Tim Goodchild. On regrettera seulement que, malgré la fougue de Janos Fürst, l'Orchestre de Marseille se *montre fort banal dans une partition* aussi complexe et raffinée.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Léonie Rysanek a fait d'elle-même en Maréchale un portrait frappant dans l'excellent numéro de *l'Avant-Scène Opéra* sur *le Chevalier à la rose*, un des plus riches de la série, qui vient de paraître (nº 69-70, 258 p., 88 F).

CONCERTS A L'ARC

Les repentirs de Marc Monnet

Pour sa première manifestation de la saison, l'association Musique en théâtre (émanation de l'ARC du Musée d'art moderne de la Ville de Paris) avait invité Marc Monnet. L'idée était excellente puisque ce compositeur (né en 1947) a écrit plusieurs œuvres où, comme chez Kagel, l'aspect visuel est étroitement lié à l'écriture instrumentale. Mais les auteurs évoluent, et la timide mise en espace et en lumière tentée *le 4 décembre au grand audi*torium (ainsi nommé non à cause de sa taille mais parce qu'on y entend grandement le bruit continue de la chaufferie) a surtout prouvé que rien, dans les partitions récentes de Marc Monnet, ne les destine au spectacle : un podium jaune sous un projecteur ne transforme pas un violoncelliste en acteur.

On n'en a pas moins réentendu avec plaisir *la Fantasia simplice* (1981) pour violoncelle seul par Yvan Chiffoleau, une réussite instrumentale et musicale presque classique d'écriture mais sans regards en arrière. En comparaison, la *Fantasia dolorosa* (1982) pour violon par Jean Leber, et la *Fantasia bruta* (1982) pour alto par G. Knox, nées sous le signe continu du trémolo et du trille, semblent moins inspirées ; on est loin des *Musique (s) en boite (s) à retour à...* (1977) pour deux pianos, percussions et contre-ténor, dont le joyeux vacarme, abrutissant au bout de quelques minutes, se révèle, par la suite, singulièrement tonique : sans doute est-ce là une monstruosité remplie de chocs, mais les monstres ont leurs bons côtés.

On redoutait un peu de réentendre *Patatras*, après la création à Metz, qui avait laissé une impression mitigée. Peut-être l'interprétation de l'Ensemble 2e2m était-elle plus proche de ce que voulait l'auteur, peut-être est-ce un effet de l'accoutumance, mais l'œuvre semble à la fois plus contrastée, plus violente et plus attendue dans la mesure où on en rattacherait volontiers l'esthétique à celle du Xenakis des années 60, avec des glissandos pathétiques de clarinette ou de violon dans l'aigu, auxquels répondent de terribles grondements de basses.

Incontestablement, Marc Monnet s'assagit ; on ne saurait lui en tenir rigueur, mais vue de l'extérieur sa sagesse réjouit moins que ses folies d'antan, cela précisément au moment où paraît son premier disque (MFA-Harmonia Mundi HNC 5143) qui devrait permettre à un plus large public de faire connaissance avec quelques-unes de ses œuvres.

GÉRARD CONDÉ.

« Ivan le Terrible » à Pleyel

Parmi les nombreuses musiques de film, illustres ou non, que composa Prokofiev, celle destinée à *Ivan le Terrible*, d'Einsenstein, écrite entre 1942 et 1945, occupe une place particulière parce que c'est la dernière et qu'elle est le fruit d'une collaboration extrêmement poussée entre le musicien et le cinéaste, l'un modelant à tour de rôle son inspiration sur celle de l'autre.

Cependant, la version en oratorio pour récitant, mezzo-soprano, basse, chœur mixte et orchestre, que Radio-France présentera à la salle Pleyel, n'est pas due à Prokofiev mais à Abraham Stassevitch, qui avait dirigé l'enregistrement de la bande-son du film. Huit ans après la mort du compositeur, survenue en 1953, il assembla vingt-cinq séquences de la partition originale et dirigea cet oratorio posthume en 1961.

Mais ce mélange des genres, profane et religieux, de l'archaïsme et du modernisme possède une force évocatrice assez puissante pour se suffire à elle-même, surtout servie par de tels interprètes : I. Arkhipova, S. Nimsger, l'Orchestre national et les Chœurs de Radio-France, tous placés sous la direction de R. Muti.

★ Salle Pleyel, jeudi 20 décembre à 20 h 30.

Un nouveau festival à Montpellier

Grandes manœuvres d'été dans le Midi : la ville de Montpellier, qui célébrera son millénaire, et Radio-France organisent un nouveau festival musical international qui aura lieu du 8 juillet au 11 août (soit à la même période qu'à Aix-en-Provence, à Orange, à Avignon, à Carpentras et tant d'autres manifestations) et qui semble avoir les dents longues : quatre-vingt-dix concerts, des académies d'été, des colloques d'intellectuels et d'éditeurs, une Nuit de la poésie, dans un grand nombre de lieux entre Arles et Béziers. L'opéra, le jazz, la musique traditionnelle, la chanson et le rock seront aussi de la partie. France-Musique s'installera à Montpellier pendant toute la durée du festival, auquel collaboreront aussi France-Culture, France-Inter et Radio-France internationale. Le Languedoc-Roussillon paraît bien décidé à battre en brèche la suprématie de la Provence-Côte d'Azur.

★ Hôtel de Castelnau, centre Sully, rue d'En-Barrat, 34000 Montpellier. Radio-France, pièces 6413-6415, 116 avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris.

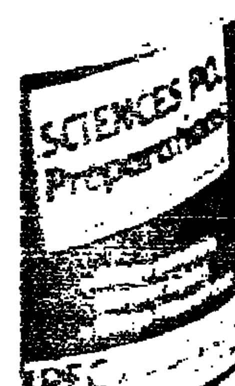
Une exposition Mahler en 1985

La Bibliothèque nationale et l'Association Gustav Mahler organiseront à Paris la première exposition importante sur le compositeur autrichien. Elle sera consacrée à une évocation de la vie personnelle de l'homme (1860-1971), de son œuvre et de *son époque*, du 24 janvier au 31 mars au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Quelque trois cents pièces seront présentées à cette occasion : manuscrits, autographes, lettres, programmes, bustes originaux de Rodin, costumes et maquettes de décors d'opéra de l'Opéra de Vienne (1897-1907), objets et tableaux témoignant de la richesse de la *vie artistique et intellectuelle* de la capitale autrichienne à cette époque. Le responsable de cette exposition est Henry-Louis de la Grange, dont la biographie monumentale de Mahler s'achève avec la parution du troisième volume aux Editions Fayard.

Les prix de la SACEM

Les huit grands prix de la Société des auteurs, compositeurs, éditeurs de musique (SACEM) ont été décernés le 14 décembre. Voici la liste des lauréats :

Alain Bancquart, compositeur et altiste, inspecteur général de la musique au ministère de la culture (musique symphonique) ; Claude Bolling, compositeur et pianiste de jazz (musique de film) ; Jean-Loup Dabadie, scénariste et dialoguiste (humour) ; Léo Ferré (chanson) ; André Hodeir, *compositeur et écrivain du jazz* (jazz) ; les Percussions de Strasbourg (interprétation musicale contemporaine) ; Pierre Seghers, poète et éditeur (poésie) ; Régis Talar, éditeur des musiques de Sardou, Polnareff, Hallyday, etc. (édition).



SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

KIDNAPPING : Poche (548-92-97), 21 h.
JE DEMANDE DU BONHEUR : Lucernaire (549-57-34), 20 h.

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : Commedia dell'Arte (Arlequin, magicien par amour ; Carnaval ; le Bourgeois gentilhomme).

BEAUBOURG (277-12-33), Débats : Pour Jean Paulhan : de 15 h à 19 h : Projections de films de l'INA ; 21 h : Lecture par Michael Lonsdale ; Concerts : 20 h 30 : Iannis Xénakis (dir. M. Tabachnik, New London Choir, dir. J. Wood) ; Cinéma-vidéo : 16 h : Encyclopédie audiovisuelle du cinéma : Louis Feuillade, de C.-J. Philippe ; 19 h : Naissance de la nouvelle vague, de C.-J. Philippe ; Le cinéma chinois : 17 h 30 : Shangai d'hier et d'aujourd'hui, de S. Dongshan ; 20 h 30 : la Marche de la jeunesse, de S. Dongshan.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), Concert : 18 h 30 : T. Zylis Gara, J.-L. Bourre, AM Fontaine (Locatelli, Dvorak, Rossini, Verdi...) ; 20 h 30 : P. Dervaux, Ph. Entremont (concerto pour piano nº 4 en sol maj., variations symphoniques concerto en sol (Beethoven, Franck, Ravel).

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 ; le Chevalier à la rose ; 20 h 30 : Ensemble intercontemporain.

Les autres salles

A DÉJAZET (887-97-34), 20 h 15 : Métamorphose d'une mélodie.

ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 21 h : le Chandelier.

BOURVIL (373-47-84), 20 h : Elles nous parlaient d'amour.

CARTOUCHERIE, Epée de Bois (808-39-74), 20 h : Paradoxe sur le comédien.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : Zaba ; 21 h : Et si je mettais un peu de musique.

DIX HEURES (606-07-48), 20 h : Quasimodo ; 21 h : Repas de famille.

EPICERIE (272-23-41), 21 h : De Lucifer à Satan.

ESPACE MARAIS (271-10-19), 20 h : le Misanthrope.

FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : les Trois Jeanne ; 22 h : Games.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

LA BRUYÈRE (874-76-99), 20 h 30 : Guérison américaine.

LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : le Prophète ; 20 h 15 : Ubu enchaîné ; 22 h : Bréviaire d'amour d'un haltérophile. – II. 18 h 30 : Bibli-Chocs ; 20 h 15 : Pour Thomas ; 22 h 15 : Hiroshima mon amour. Petite salle, 18 h 30 : Parlons français, nº 2 ; 20 h : Je demande du bonheur ; 21 h 30 : Cocktail Bloody M.

LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), 20 h : l'Ecole des filles ; 22 h 30 : Waiting for the Sun ou la Nef des fous.

MATHURINS (265-90-00), 20h45 : Meli-Meloman II. – Petite salle 21 h : Louki que quoi dont où.

NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 30 : Le théâtre est notre métier.

PLAISANCE (320-00-06), 20 h 30 : l'Orphelinat.

POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), 21 h : Kidnapping.

TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79). I. 20 h 30 : l'Ecume des jours.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Lundi 17 décembre

THÉÂTRE DE L'ILE SAINT-LOUIS (633-48-65), 21 h : la Nouvelle Figurante d'opéra.

THÉÂTRE TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 22 h 30 : Ça.

TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : Calamity Jane.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 15 : Rhinocéros ; 21 h 30 : Baby or not baby ; 22 h 45 : le Président.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II. 20 h 15 : Super Lucette ; 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !

BOURVIL (373-47-84), 20 h : Elles nous parlaient d'amour.

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 21 h : Impasse des morts.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y a pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Bonjour les ordures.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : la Gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26), 21 h : Les zéros sont fatigués.

Le music-hall

A DEJAZET (887-97-34), 22 h : Fantomas-drame musical instantané.

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

PALAIS DES CONGRÈS (758-17-94), 20 h 30 : G. Lenorman.

La danse

AMERICAN CENTER (335-21-50), 20 h 30 : J. West.

Opéra

CIRQUE D'HIVER (338-24-19), 20 h 30 : l'Arlésienne.

Les concerts

Théâtre La Bruyère, 20 h 30 : Ensemble instrumental La Bruyère, Keiko Abe (Bach, Telemann, Zelenka...).

Lucernaire, 20 h 30 : M. Lourie (chansons et mélodies slaves).

Théâtre de l'Epicerie, 19 h 30 : Concert du Marais (Guédron, Dowland, Lawes...).

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30 : E. Guilels (Scriabine, Prokofiev, Beethoven).

Salle Gaveau, 20 h 30 : Les arts florissants, dir. : W. Christie (d'Indie, Gesualdo, Castello...).

Théâtre du Rond-Point, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, Quatuor via Nova (Debussy, Messiaen).

Athénée, 20 h 30 : S. Burrows, J. Constable.

Eglise Saint-Germain l'Auxerrois, 20 h : Madrigal de Paris et l'« Orchestre », dir. : P. Vizard (Haydn, Mozart).

Théâtre du musée Grévin, 20 h 30 : G. Fallot, R. Possa (Beethoven, Brahms, Strauss).

Eglise Saint-Eustache, 20 h 30 : Chœurs d'enfants de la radio-télévision soviétique de Moscou.

Salle Cortot, 20 h 30 : Ensemble Musique oblique, dir. : M. Swierczewski (Maderna, Dallapiccola, Vacchi...).

En région parisienne

IVRY, Th. des Quartiers (672-37-43), 20 h 30 : D'Azincourt à Verdun.

MONTREUIL, Studio Berthelot (857-96-81), 21 h : le Fou et la Nonne.

SARTROUVILLE, Théâtre (914-23-77), 21 h : Cl. Nougaro.

Quinzaine des jeunes spectateurs

Ivry, Théâtre des quartiers (672-37-43) 20 h 30 : D'Azincourt à Verdun.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
Relâche. (A partir de 20 h, séance réservée aux abonnés.

BEAUBOURG (278-35-57)
Festival des trois continents-Nantes 1984, 15 h : le Mirage, de N.N. Mohapatra ; 17 h : Chaque jour plein de jeunesse, de H. Hsiao-Hsien ; 19 h, cinéma japonais (adaptation littéraire) : Monsieur merci, de H. Shimizu.

Les exclusivités

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).

ALSINO EL CONDOR (Nicaragua, v.o.), Républic-Cinéma, 11e (805-51-33).

AMADEUS (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Calypso, 17e (380-30-11). – V. f. Rex, 2e (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

L'AMOUR PAR TERRE (Fr.) : Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20).

L'ANNEE DES MEDUSES (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paris Ciné, 10e (770-21-71).

L'ARBALETE (Fr.) (*) : George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

AVE MARIA (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LE BAL (Fr.-It.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

BOY MEETS GIRL (F.) : 7e Art-Beaubourg, 7e (278-34-15) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic, 14e (544-43-14) ; Parnassiens, 14e (325-21-21).

BROADWAY DANNY ROSE (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Reflet Logos, 5e (354-42-34) ; George-V, 8e (562-41-46).

CAL (Irl., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

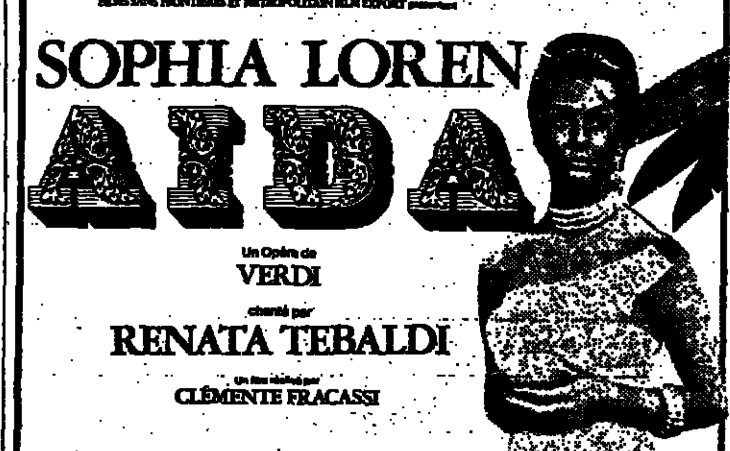
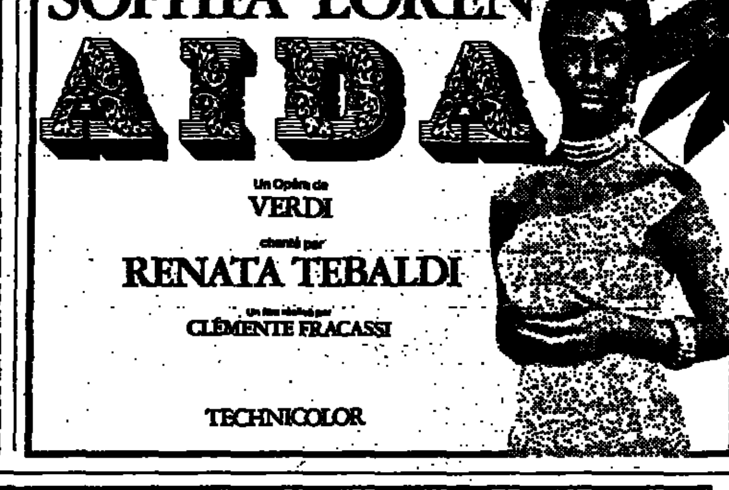
CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

CARMEN (Franco-it.) : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32).

DON GIOVANNI (It., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).

EMMANUELLE IV (**) (V. ang., v.f.) : George-V, 8e (562-41-46).





Le Monde

ECONOMIE

Un autre regard sur le patronat dans les pays industriels

C'est un CNPF plus près de lui-même qui va tenir à Paris son assemblée générale. Parmi les autres grands pays industriels d'Europe, c'est sans doute en Italie que l'on note le changement le plus notable depuis quelques années : la Cofindustria (Confédération générale de l'industrie) a incontestablement marqué des points vis-à-vis des syndicats, et sa position d'ensemble s'est beaucoup renforcée.

En Grande-Bretagne, la situation est compliquée par le fait que, si le patronat appuie chaleureusement la politique du gouvernement visant à réduire l'influence des syndicats, il se plaint des effets de la rigueur. En Allemagne, pour des raisons essentiellement politiques, le rôle du patronat n'a jamais été autant discuté sur la place publique.

Au Japon, les grandes orientations économiques sont définies conjointement par le grand patronat et le gouvernement.

FRANCE : maintenir la flamme du dialogue

DEUX ans avant le terme de son mandat, M. Yvon Gattaz, élu pour cinq ans à la tête du CNPF (Confédération nationale du patronat français) en décembre 1981, se retrouve le 18 décembre devant l'assemblée générale du CNPF réunie à Paris à l'hôtel Méridien. C'est l'occasion pour le patron des patrons de dresser devant cinq cents soixante de ses pairs un bilan de son action vis-à-vis du pouvoir, des partenaires sociaux et surtout de l'opinion, qui, plaide-t-on avenue Pierre-Ier-de-Serbie, *« comprend désormais le rôle irremplaçable de l'entreprise et commence à acquérir un bagage libéral minimum »*.

Le message que délivrera M. Gattaz s'articulera autour de quelques « mots-phares » qui constituent les références obligées du discours patronal aujourd'hui et qui ont un dénominateur commun : la reconquête de la liberté d'action.

Tout ce qui a été fait par les gouvernements de gauche depuis juin 1981 aura coûté très cher aux entreprises. Elles sont aujourd'hui encore « affaiblies », mais dans une *« phase de convalescence »*.

Une convalescence qui peut se traduire par un nouvel élan – si les conditions économiques générales sont réunies, – car les Français ont progressivement adopté vis-à-vis de l'entreprise une attitude *« plus réaliste, voire plus adhésive »*. Le redressement en cours est certes perceptible (reconstitution des marges, assainissement financier, début du traitement des sureffectifs), mais il n'est ni *« assez rapide »* ni assez *« volontaire »*, alors que la concurrence des pays étrangers ne désarme pas, loin de là.

Autre idée développée par M. Gattaz : le souci de ne jamais laisser éteindre la flamme du dialogue que ce soit avec les gouvernements (la libération des prix, la limitation des charges) ou avec les syndicats (la flexibilité). Le CNPF, fera valoir le patron des patrons, a cherché à circonscrire depuis trois ans le débat sur des terrains techniques et quantifiables en s'abstenant – même s'il y a eu ici ou là quelques dérapages – d'enfourcher des chevaux de bataille polémique. Peut-être parce que l'essentiel a été préservé : la question du pouvoir dans l'entreprise, par exemple, n'est pas devenue un enjeu politique ni, par conséquent, un thème de croisade.

Des yeux de velours

Et demain ? Poser la question revient à s'interroger sur l'opportunité pour le CNPF de s'engager sur le terrain politique à la veille d'échéances électorales essentielles. Rien ne lui paraît plus important que de consolider le consensus (en voie d'être retrouvé ou partagé) autour de l'entreprise et du libéralisme. Même si le CNPF ne cache pas des yeux de velours pour les programmes de l'opposition, et même s'il reconnaît dans le nouveau cours du pouvoir des *« bonnes intentions »*, des *« essais »* pour aborder les problèmes *« avec pragmatisme »* et une volonté d'atténuer les contraintes, il se défend de prendre parti officiellement. La liberté n'est l'apanage d'aucun parti politique.

Il est plus important de renforcer la cohésion du monde patronal autour du CNPF, seule organisation, au dire de l'entourage de M. Gattaz, valablement représentative, même si l'ETHIC, Entreprise et Progrès, tel industriel à titre personnel, la CGPME, le SNPMI ou d'autres cherchent à créer des courants spécifiques voire centrifuges.

Deux siècles après la loi Le Chapelier, qui interdisait les associations et coalitions tant d'entrepreneurs que d'ouvriers, cent ans exactement après celle de 1884 qui a donné au contraire une impulsion à la création d'organismes patronaux nationaux et régionaux, le CNPF est plus que jamais sous les feux de la rampe.

On souscrit à ses thèses ou il est mis à l'index ; on cherche son appui ou l'on rejette ses rengaines pleurnichardes. Mais on peut difficilement l'ignorer.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

GRANDE-BRETAGNE : meilleure humeur dans le soutien à Mme Thatcher

« *LE congrès estime consternant qu'après quatre ans au pouvoir le gouvernement ait fait si peu pour encourager la reprise économique »* ; *« il est très alarmant de constater la persistance de la récession et du malaise social dans de vastes secteurs du nord de l'Angleterre, d'Ecosse, du Pays de Galles ou d'Irlande »* et *« le chômage de trois millions de personnes est une tragédie nationale* (...) ; *la politique gouvernementale se résume à des opérations de façade et relève d'un amateurisme marginal »*.

Non il ne s'agit pas de résolutions adoptées par le Parti travailliste ou un syndicat, mais des motions soumises l'an dernier au congrès de la principale organisation patronale en Grande-Bretagne, la Confédération de l'industrie britannique (CBI), qui n'a vraiment pas pour habitude de joindre sa voix à celle de l'opposition actuelle. Ces textes jugés « extrêmes » ont été vite rejetés par les dirigeants de la Confédération, mais le seul fait que des chefs d'entreprise puissent émettre de telles opinions montre que l'institution n'est pas monolithique et que ses membres ne sont pas tous, tant s'en faut, des inconditionnels du « thatchérisme ».

Un rapport trimestriel très attendu

La CBI rassemble les chefs de deux cent soixante-trois mille entreprises – privées ou nationalisées – des plus importantes aux plus modestes, et ce dans tous les secteurs de l'économie (industrie, agriculture et services) (1). Cette grande diversité suffit déjà à expliquer les différences de points de vue au sein de cette organisation où sont également représentées les chambres de commerce. L'activité de la CBI est souvent liée à celle de l'Institute of Directors, association de cadres supérieurs d'entreprises, bien que celle-ci soit généralement plus proche du gouvernement. Chaque trimestre, la CBI publie un rapport très suivi sur la situation des entreprises et le sentiment de leurs dirigeants.

La CBI joue encore un rôle important dans plusieurs organismes de concertation avec les syndicats et le gouvernement, notamment au Conseil de développement économique national ainsi qu'avec le service chargé de médiation dans les conflits, l'ACAS (Advisory conciliation and arbitration service), auquel il a été récemment fait appel pour tenter de trouver un terrain d'entente entre le syndicat des mineurs et le direction des charbonnages. La CBI dénonce souvent la *« bureaucratie européenne »* et la *« pesanteur »* des réglementations communautaires.

En 1983, quelques mois après les élections, Sir Terence Beckett, directeur général de la Confédération, avait souligné que la *« relance de la croissance »* était *« aussi importante que la lutte contre l'inflation »* et qu'il n'y avait là rien de contradictoire, une façon de laisser entendre que le gouvernement accorde trop la priorité à sa politique de rigueur. A une quasi-unanimité le congrès devait le suivre en votant une motion réclamant davantage de *« souplesse »* pour *« assurer une reprise durable »*.

De manière générale la CBI semble déplorer le néolibéralisme de fer du cabinet de Mme Thatcher. La Confédération a paru en regretter encore les excès, lors du dernier congrès en novembre, en adoptant deux motions demandant au gouvernement d'apporter une aide urgente à l'investissement des industries manufacturières et de faire un réel effort pour améliorer les infrastructures d'équipements (routes, transports, construction), deux domaines où le déclin continue d'être particulièrement inquiétant. Le patronat sait qu'il n'est pas seul à faire cette constatation. La CBI s'en prend là à l'une des orientations majeures de la politique de « restructuration » et de « reconversion » du gouvernement. Elle consiste à favoriser les services au détriment de la production manufacturière en difficulté.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 20.)

(1) La totalité des sociétés représentées à la CBI emploient plus de la moitié de la main-d'œuvre nationale.

ITALIE : quand Fiat fait tache d'huile

CONSOLIDATION de la reprise économique (+ 2,8 % de croissance en 1984) ; meilleure image de l'entreprise dans l'opinion publique liée tant aux résultats obtenus qu'à la peur du chômage ; affaiblissement des syndicats : la Confindustria (Confédération générale de l'industrie) jouit actuellement d'une position de force qu'elle n'avait pas il y a quelques années. Elle recueille les fruits d'une politique de restructuration industrielle dynamique. Cette politique ne se fait sans doute pas sans coûts sociaux, mais elle prend de court un syndicalisme désormais divisé et qu'elle a de plus en plus de mal à déterminer des priorités à la suite de l'éclatement des vieilles solidarités. Elle bénéficie enfin de l'appui du gouvernement.

La Confindustria ne représente sans doute pas tout le patronat : il existe aussi l'association des industries à participation d'Etat et la confédération des PME qui exprime souvent des idées divergentes. Elle n'en constitue pas moins l'organisation la plus représentative des entreprises industrielles privées. Le renforcement de sa position qui lui permet de tenir tête aux syndicats est la conséquence des mutations sociales que l'Italie a connues depuis le début des années 80.

Le tournant, ce fut la reprise en main opérée par la direction de Fiat à l'automne 1980. Cet événement, qui garde encore aujourd'hui toute sa valeur de symbole, a marqué le recul des syndicats et le début d'une transformation de l'image de l'entreprise. Dans les deux années qui ont suivi, le bras de fer entre un patronat plus déterminé, influencé par le succès de Fiat, et un syndicat plus arc-bouté sur les privilèges acquis qu'à même de formuler une nouvelle stratégie adaptée aux transformations technologiques en cours, avait conduit à une situation bloquée. Les gouvernements de l'époque, ceux de M. Spadolini puis de M. Fanfani, ont dû jouer les médiateurs, afin de parvenir à une sorte de pacte social entre patronat et syndicats avec la garantie de l'Etat.

Ce type de négociation tripartite était pour l'Italie une nouveauté : jusqu'alors, même les négociations au niveau des confédérations syndicales étaient exceptionnelles (sauf pour des problèmes identiques à toutes les catégories professionnelles). Les contrats de branches étaient renouvelables tous les trois ans au niveau des fédérations avec l'intervention éventuelle du ministre du travail afin de surmonter les difficultés. Un système donc très flexible qui n'avait jamais été institutionnalisé.

Le premier accord tripartite dit accord Scotti, du nom du ministre du travail de l'époque, fut signé en février 1983. Il avait été rendu d'autant plus nécessaire que le patronat avait dénoncé avec un préavis de six mois l'accord de 1975 sur l'indexation des salaires. Cette décision avait eu pour conséquence de bloquer les négociations sur les conventions collectives, le patronat n'entendant pas les reprendre avant d'avoir précisément obtenu des certitudes sur l'échelle mobile des salaires. L'accord Scotti fut le résultat d'un vaste marchandage : il comportait une série de mesures devant s'équilibrer les unes les autres : sur l'échelle mobile, la dynamique du coût du travail, la politique de l'emploi, la réduction de la pression fiscale, les allocations familiales. Bien qu'ayant obtenu des avantages économiques, les syndicats ont globalement considéré cet accord décevant, le gouvernement n'ayant pas toujours tenu les engagements qu'il avait pris, notamment en matière de politique économique globale et de législation sur l'emploi.

Une expérience peu concluante

La seconde expérience de négociation à trois au début de 1984 fut encore moins concluante. L'accord intervenu fut en effet signé seulement par deux confédérations syndicales (CISL et UIL) mais rejeté par la CGIL. Pour la première fois dans l'histoire de l'Italie, le gouvernement Craxi imposa cet accord par un décret-loi. Pour la CGIL et le Parti communiste, le gouvernement abandonnait sa position d'arbitre pour privilégier les thèses d'une partie du mouvement syndical. Cette mesure autoritaire ne s'en imposait pas moins : sans elle, le gouvernement voyait l'ensemble de son programme économique remis en cause.

On estime généralement que ce type d'intervention ne devrait pas se reproduire (elle provoqua d'ailleurs d'importantes réactions dans le pays). Aux yeux du patronat, elle eut cependant le mérite de démontrer que le gouvernement était déterminé à respecter ses engagements. Une détermination qui eut un effet psychologique favorable sur le monde industriel, estime-t-on à la Confindustria.

Pourtant, le patronat, pas plus que les syndicats, n'entend persévérer dans cette voie. La Confindustria est nettement favorable à une négociation directe. Les syndicats le sont aussi dans leur majorité. La CISL, même si elle insiste sur la validité de la méthode, la juge néanmoins inopportune pour le moment. La UIL et la CGIL sont contre.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 20.)

Le colloque de San-Feliu-de-Guixols

Les économistes catalans s'expriment en catalan

A SAN-FELIU-DE-GUIXOLS (prononcez : « guichols »), haut-lieu de la Costa Brava, s'est récemment tenu un colloque sur le thème : « Les économistes catalans et l'intervention publique dans l'activité économique ». Due à l'initiative de l'Universitat catalana d'estiu (université catalane d'été), qui organise chaque année, au mois d'août, à Prades, avec un grand succès, deux semaines de cours-conférences donnés sur les sujets les plus variés (littérature, sociologie, physique nucléaire, médecine, linguistique, etc.) par des professeurs bénévoles venus des deux universités de Barcelone et aussi de la « diaspora » catalane à travers le monde, cette manifestation avait, dans l'esprit de ses promoteurs, et notamment du très actif professeur Joan Trullen Ithomas, une juste ambition à servir. Elle a incontestablement tenu ses promesses, et cela dans des conditions qui seraient difficilement imaginables en France. Les enseignements qu'on peut en tirer, positivement ou négativement, sont cependant susceptibles au premier chef d'intéresser les Français.

Et d'abord, l'aspect qui paraîtra peut-être, de ce côté-ci des Pyrénées, le plus exotique : conçoit-on, en France, un congrès d'économistes bretons ou occitans ? Difficilement. Encore moins un congrès d'économistes bretons ou occitans s'exprimant en breton ou en occitan. La vitalité et l'universalité (dans le sens où elle peut servir à tout exprimer) de la langue catalane n'est plus à démontrer. Il reste que cette suite de communications, dont la plupart auraient pu être présentées aussi bien à Cambridge, à Stanford, à Londres qu'à Paris, données dans une langue souvent excellente (sans castillanismes et avec juste ce qu'il faut d'anglicismes), avait quelque chose d'impressionnant.

Scepticisme

Y-aura-t-il place demain pour des travaux de sciences économiques (ou de médecine ou de physique nucléaire) rédigés en français, étant donné le fait, contre lequel on ne peut en réalité pas grand-chose, qu'un chercheur français, pour se faire connaître, doit utiliser l'anglais ? Ce qui est vrai pour un Français est infiniment plus vrai pour un Catalan, qui n'a aucune chance d'être compris en dehors des limites étroites de la Généralitat de Catalunya. Pourquoi, à défaut de l'anglais (qu'il pratique, du reste, aujourd'hui aussi couramment que tout un chacun), ne choisit-il pas au moins l'espagnol, dont la diffusion est comparablement plus grande que sa propre langue ? En écoutant les différents intervenants de San-Feliu, on était enclin à penser que la question se poserait de moins en moins dans ces termes. A partir du moment où il existe une langue internationale de fait (l'anglais), pourquoi ne pas employer aussi la langue dans laquelle on se sent tout à fait à l'aise, celle-ci eût-elle un rayonnement (géographique) restreint ?

Les nombreuses communications présentées en l'espace de deux jours se rangeaient en trois catégories. La première était composée d'exposés théoriques qui auraient aussi bien trouvé leur place dans n'importe quel cadre : c'est ainsi que le professeur Josep Bricall s'est livré à une réflexion méthodologique sur les fondements de l'intervention publique, en essayant sinon de *« combler le vide »* devant lequel se trouvent aujourd'hui les théoriciens, au dire de l'économiste Steindl (cité par Bricall), du moins d'en expliquer les raisons. Il en fut encore de même des réflexions présentées par Jordi Bacaria i Colom pour analyser en quoi la théorie moderne du « choix public » (s'exerçant en dehors du marché) pouvait aider à définir le domaine et l'objet des interventions de la puissance publique dans l'activité économique. Encore le professeur Bacaria s'est-il montré plus pratique en donnant avec discrétion plusieurs conseils de prudence, bien dans le ton du scepticisme qui a succédé à l'enthousiasme d'hier sur l'efficacité des politiques d'intervention systématique (planification, soutien artificiel des marchés, subventions, etc.) : *« Un marché imparfait est parfois une meilleure solution qu'une réglementation imparfaite »*, et encore *« il faut partir d'un niveau d'intervention minimal pour pratiquer ensuite une politique ponctuelle de stimulation et non pas faire l'inverse, qui consisterait à considérer l'intervention comme la norme, quitte à libéraliser telle ou tel secteur de l'économie. »*

Une deuxième série d'exposés portaient sur une réflexion théorique quant aux problèmes d'adaptation au cas de la Catalogne ou de l'Espagne de telle ou telle technique, par exemple des communications concernant les normes communautaires de la statistique (les professeurs Amadeu Petitbo, Modest Guinjoan) et les propositions très intéressantes faites en matière d'organisation des enchères publiques avancées par le professeur Joan Pascual i Rocabert. La troisième catégorie de ces interventions consistait en monographies (le port de Barcelone et son Hinterland, de Joan Aleman Llovera...) et en études concernant le pays valencien, que les Catalans se résignent mal à voir perdu à terme pour la langue catalane). Professeur d'économie de son état, le ministre de la santé et de la consommation du gouvernement de Madrid, M. Ernest Lluc, devait parler de l'évolution de la science économique en Catalogne, rappelant qu'il serait trop simple d'opposer au pouvoir centralisateur de la Castille une Catalogne ouverte sur le monde extérieur : les économistes catalans du dix-huitième siècle étaient beaucoup plus protectionnistes que leurs homologues castillans. Au côté du bureau personnel du maire (socialiste) de San-Feliu-de-Guixols, M. Josep Vicente, est dressé un drapeau catalan, au-dessous de la photographie du roi Juan Carlos et de la reine Sophie : l'intégration culturelle de l'Espagne est en train de devenir une réalité. Le maire voudrait faire des vestiges d'un magnifique monastère du quatorzième siècle un lieu de rencontres culturelles, dans le style de l'abbaye de Royaumont. Le colloque d'économistes catalans augure bien de ce projet.

PAUL FABRA.

UN AUTRE REGARD SUR LE PATRONAT DANS LES PAYS INDUSTRIELS

RFA : en froid avec le public

L'IMAGE de marque du patronat allemand traverse une mauvaise passe. Dans un pays où l'on s'enorgueillit du consensus social qui règne depuis la guerre, jamais les patrons allemands n'ont autant paru se situer en porte à faux de l'intérêt général. On leur *attribue une part de responsabilité* dans le chômage, qui frappe plus de deux millions de personnes. Ils font figure d'épouvantail dans le *domaine écologique, et on leur* reproche d'abuser de leur pouvoir pour influencer la politique. Les derniers rebondissements de l'affaire Flick n'ont pu que confirmer à cet égard une opinion déjà répandue. Les liens qui unissent le patronat au Parti conservateur et au Parti libéral allemands n'ont certes rien d'anormal en soi.

De tout temps, les groupes d'intérêts, qu'ils soient syndicaux, patronaux ou religieux, ont, chacun à sa manière, essayé d'utiliser au mieux leur capacité d'influencer la politique.

Comme les syndicats eux-mêmes, le patronat s'est doté d'une structure pyramidale, avec un organe central, la Fédération des syndicats patronaux allemands (BDA), qui assure la coordination d'environ huit cents unions professionnelles déjà regroupées elles-mêmes dans quarante-trois syndicats de branche. La BDA, qui abrite sous le même toit non seulement l'industrie, mais également le commerce, l'artisanat, l'agriculture, passe pour représenter 90 % des entreprises privées, petites, moyennes et grandes. Elle a pour rôle de définir les grandes lignes de la politique patronale en matière de *conventions collectives et de faire* entendre la voix du patronat auprès des pouvoirs publics et du Parlement.

Que, par ce biais, la BDA pèse lourd dans la vie publique, que les chanceliers aient toujours cherché à être en étroit contact avec ses présidents comme avec ceux des plus importants syndicats de branche, telle l'Union fédérale de l'industrie allemande (BDI), avec ses cent mille entreprises, rien de plus normal.

Mais ce que les enquêtes effectuées depuis la fin des années 70 par les agents du fisc ont révélé au public c'est tout un écheveau compliqué de relations financières, liant directement les firmes aux milieux politiques, dont personne ne soupçonnait l'importance.

Un millier de procédures judiciaires en cours

Plus d'un millier de procédures judiciaires sont en cours aussi bien contre des personnes que contre les plus grandes sociétés du pays accusées d'avoir versé des fonds illicites aux partis, généralement au Parti conservateur. Les inspecteurs des impôts ont mis au jour de véritables *sociétés secrètes qui agissaient en* sous-main avec des pouvoirs exorbitants. Telle cette Staatsbürgerliche Vereinigung, qui, sous couvert d'une association pour la défense de l'économie de marché, centralisait les donations d'une cinquantaine des plus grosses entreprises bancaires et industrielles de la RFA. Pour citer un exemple déjà ancien, qui n'en défraie pas moins la chronique, lors des élections législatives de 1957, cette association a versé 11 millions de deutschemarks à la CDU, 4,3 millions au Parti libéral et 3,3 millions au FVP bavarois.

Quand deux anciens ministres libéraux de l'économie, MM. Friedrichs et Otto Lambsdorf, se retrouvent sur le même banc des accusés que l'ex-fondé de pouvoir du groupe Flick, Ebrhard von Brauchitsch, pour y répondre de corruption, il est bien difficile à l'opinion de faire la part des choses. Sans doute, le groupe Flick, dont toute l'histoire est entremêlée de scandales du même ordre depuis le début du siècle et qui a largement bénéficié sous le III[e] Reich de ses relations privilégiées avec le régime nazi, est-il un cas extrême. Mais, comme le soulignait un député social-démocrate, cela vient fâcheusement rappeler que, *« jamais dans l'histoire contemporaine allemande, le patronat ne s'est situé du côté de la démocratie »*.

Du coup, tout s'emmêle. Sur la lancée du miracle économique allemand, le patronat bénéficiait dans les années 70 encore d'une cote d'amour particulièrement élevée. L'ex-chancelier social-démocrate Helmut Schmidt soignait particulièrement ses relations avec les principaux représentants des grandes organisations professionnelles patronales comme la Fédération des syndicats patronaux allemands (BDA) ou l'Union fédérale de l'industrie allemande (BDI). On se félicitait du dynamisme, de l'efficacité de ses employeurs. Ces qualités ne sont pas aujourd'hui remises en cause, comme le prouve un sondage de l'Institut Allensbach réalisé en 1983. Mais ce même sondage révèle également le développement d'une image négative associée au rôle que le patronat joue d'une manière générale dans la société : 46 % des personnes interrogées jugent *« trop importante l'influence du patronat »*, 50 % que les patrons *« ont leur main partout dans la politique, ont beaucoup d'influence sur la politique »*.

Est-ce un hasard si ces réponses intervenaient un an après le changement de coalition à Bonn ? Sans doute pas. Les efforts du gouvernement conservateur pour réduire le déficit budgétaire en taillant dans les prestations sociales, l'appui massif qu'il a apporté au patronat dans le conflit sur la réduction du temps de travail, ont ancré l'idée dans une bonne partie de la gauche d'une coalition entre « le cabinet et le capital » qui est loin de servir l'intérêt des patrons.

Le sondage Allensbach, comme d'ailleurs le succès des « Verts », a sonné l'alerte chez les patrons, grands ou petits. *« On se sent mal aimé »*, reconnaît le propriétaire d'une *entreprise moyenne. Les* réponses au problème, il est vrai, ne se laissent pas facilement trouver. D'autant qu'une partie du patronat, comme le montre l'affrontement du printemps dernier avec le syndicat IG Metall sur les trente-cinq heures, ne semble pas convaincue que la défensive soit la meilleure solution.

HENRI DE BRESSON.

Fiat a fait tache d'huile

(Suite de la page 19.)

La Confindustria juge globalement positive l'action du gouvernement, celle-ci étant perçue en revanche par la CGIL comme excessivement favorable au patronat, notamment par la levée des contrôles sur l'embauche et un encouragement à la remise en cause du système des automatismes de l'échelle mobile. En fait, le gouvernement n'est plus un interlocuteur privilégié du syndicat comme il le fut du temps des cabinets d'union nationale par l'entremise du PC.

Fort du soutien du gouvernement, la Confindustria entend négocier avec les syndicats en position de force. C'est du moins ainsi qu'est interprétée par celui-ci sa décision de ne pas payer les décimales de points de l'échelle mobile (les syndicats estimant qu'il y a là une interprétation unilatérale des accords de 1983). Pour la Confindustria, il ne s'agit en rien d'un prétexte pour contraindre les syndicats à venir à la table des négociations pour parvenir à un vaste accord de réformes des salaires, mais d'une mesure visant à faire disparaître deux points de l'échelle mobile des salaires sur *l'ensemble de l'année 1985*. Pour les syndicats, cela revient à terme à mettre en cause le système même de l'indexation.

Au-delà des problèmes techniques, cette décision de la Confindustria tend à confirmer qu'elle n'entend pas renoncer à la fermeté qui l'a jusqu'à présent servie. C'est du moins ainsi que les syndicats ressentent par exemple le recours aux licenciements collectifs sans négociation préalable qui ont eu lieu chez Marelli à Milan, une société qui fait partie du groupe Fiat.

Si, à l'heure des choix et de définition des stratégies globales, la Confindustria fait preuve d'unité, elle n'en comporte pas moins des courants témoignant d'approches différentes des problèmes. Certains sont favorables à une position plus ouverte, évitant de mettre les syndicats au pied du mur. D'autres, en revanche, entendent profiter de la situation de force actuelle du patronat pour « maîtriser l'outil de travail » et parvenir au plus tôt à une *réforme du système des salaires.*

Le patronat italien veut clairement récupérer une marge de manœuvre dans la détermination du *salaire afin de récompenser la qualification* et le mérite, et en éliminant au maximum les automatismes. Les syndicats l'accusent de chercher *ainsi à se constituer des « clientèles »*, mais ils ne sont pas en mesure de présenter une alternative tenant compte des transformations *en cours dans l'entreprise et* répondant à l'attente de nouvelles catégories professionnelles. La Confindustria voudrait profiter de ce *flottement pour imposer le « modèle* Fiat » de reprise en main au plus grand nombre des entreprises possible.

PHILIPPE PONS.

Le soutien à M[me] Thatcher

(Suite de la page 19.)

Sans être approuvé pour la verdeur et le tranchant de son langage, l'un des congressistes, M. Roland Long, PDG de International Harvester (matériel agricole), a traduit le mécontentement de beaucoup en déclarant qu'en 1979 le gouvernement *avait décidé de sacrifier* la production manufacturière au profit du secteur des services. Et il a lancé ces questions : *« Sans une base industrielle solide à quoi servent les services ? A se servir eux-mêmes ? Y a-t-il un intérêt dans l'inceste économique ? »*

Toutefois la relative mauvaise humeur des patrons était cette année moins évidente que douze mois plus tôt. La CBI semble avoir implicitement reconnu s'être montrée trop sceptique l'an dernier quant aux possibilités de maintien de la reprise alors que celle-ci s'est confirmée en 1984 malgré la grève dans les houillères. A ce propos, Sir James Cleminson, président de la CBI, a vivement soutenu l'attitude de fermeté de la direction des charbonnages face au syndicat des mineurs et condamné fortement l'attitude « politique » de ce dernier. Quelles que soient leurs objections, les patrons britanniques ne sont pas disposés à virer de bord et, notamment, pour lutter contre le « pouvoir syndical », Mme Thatcher peut toujours compter sur eux.

FRANCIS CORNU.

Japon : des querelles mineures avec le gouvernement

« LA Fédération des organisations économiques (Keidanren) et le ministère des finances s'opposent à propos de l'impôt sur les sociétés (...). Une confrontation publique rare dans l'histoire de leurs relations amicales et sans heurts... La politique économique du Japon n'est pas le fait du premier ministre M. Nakasone, ni du MITI (ministère du commerce extérieur et de l'industrie), des finances ou du plan, elle est d'abord due à trois vieillards placés à la tête du grand patronat.

» Le premier est Toshiwo Doko, ex-président du Keidanren, chargé par le gouvernement de définir et d'appliquer la réforme administrative.

» Le second est Yoshihiro Inayama, président en exercice du Keidanren, chargé d'imposer (avec succès) la politique patronale aux politiciens et à l'administration. Le troisième est Bunpei Otsuki, président de la fédération des associations d'employeurs (Nikkeiren), sœur siamoise du Keidanren chargée de conseiller et soutenir les patrons dans leurs relations avec les syndicats.

» L'élite des affaires (Zakai) — des hommes de soixante-dix à quatre-vingts ans — reste convaincue que ce qui est bon pour elle est bon pour le Japon. Opinion souvent partagée par les politiciens et les fonctionnaires. »

Ces quelques notations relevées dans la presse montrent, s'il en était besoin, à quel point les relations entre le grand patronat et le gouvernement japonais restent intimes et coordonnées pour tout ce qui touche à la définition des grandes orientations, sans toutefois être exemptes de désaccords et de frictions : le contraire serait d'ailleurs étonnant dans une économie d'une telle diversité et d'un tel dynamisme.

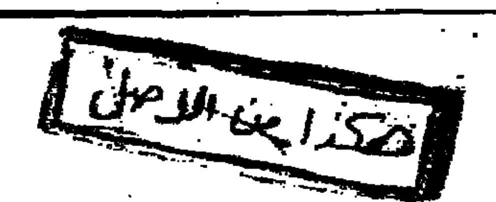
L'antagonisme qui caractérise parfois ailleurs les relations entre gouvernement et milieux d'affaires apparaît comme l'antithèse du « modèle japonais » (ce qui n'exclut pas, dans l'élaboration du « consensus », les oppositions et les contraintes). Ici, le succès doit autant à cette coopération systématique entre les élites du monde des affaires, de l'administration et de la politique qu'à d'autres facteurs. Et, dans ce système, le Keidanren est une pièce maîtresse.

Après la défaite du Japon, le Keidanren fut chargé par les Américains, soucieux de démanteler les trusts impliqués dans la guerre, de s'occuper des intérêts des PME. Quelques années plus tard la Fédération regroupait au contraire le monde des grandes affaires, et, du même coup, la dualité du modèle était prise en compte par cet organisme. Depuis la Fédération s'est constituée en groupe de pression d'une puissance sans pareille. Le Keidanren fonctionne au travers d'une quarantaine de comités spécialisés, véritables réseaux d'information, de négociation et de persuasion entre le siège et les entreprises membres d'une part, l'administration et les politiciens de l'autre. Double fonction permanente : forger patiemment la politique du patronat d'un côté, la faire accepter aux ministères et aux politiciens de l'autre. Outre ce travail quotidien, des réunions de haut niveau ont lieu régulièrement au Keidanren. Hauts fonctionnaires, ministre et même premier ministre, viennent écouter, généralement d'une oreille bienveillante, les analyses et les suggestions des plus prestigieux patrons nippons. Cette coopération intime est renforcée par d'autres éléments. Dans un pays où la politique coûte cher, le Keidanren demeure le meilleur bailleur de fonds du Parti libéral démocratique (PLD) au pouvoir depuis bientôt quarante ans. Ses dirigeants partagent les idées et les sentiments des dirigeants politiques, et ont le même âge qu'eux. Les uns et les autres, élevés dans les valeurs et la rigueur de l'empire, sont passés par les mêmes écoles, la même défaite militaire, la même résurrection économique. La pratique de l'Amakudari, qui revient à faire pantoufler les hauts fonctionnaires dans les grandes sociétés privées, resserre encore ces liens.

Tout cela n'empêche pas les dissensions. On le voit depuis peu, avec l'offensive du Keidanren contre le ministère des finances. Le but est d'obtenir une aide à l'investissement en réduisant la fiscalité des entreprises, que le Keidanren juge nettement plus élevée que chez ses concurrents occidentaux. De même la Fédération, par crainte de retours de bâtons protectionnistes sur les produits industriels, demande-t-elle une levée des barrières douanières qui protègent l'agriculture japonaise. Cela dit, le grand patronat soutient sans faillir la politique d'austérité budgétaire du gouvernement, notamment en matière d'équipements collectifs, de couverture sociale et de salaires. C'est une politique qui favorise une croissance des exportations plutôt qu'une relance de la consommation intérieure, et aussi un réinvestissement des surplus dans la multinationalisation des grandes sociétés nippones. Le Keidanren est pour la réduction du rôle de l'État, pour la déréglementation des entreprises nationalisées et pour une révision de la loi antimonopoles. D'ailleurs, le sobriquet donné par la presse à son président est « Monsieur Cartel » ; enfin, le Keidanren ne s'occupe pas directement des relations syndicales ; son bras droit, Nikkeiren, s'en charge pour lui. Depuis plusieurs années, son président appelle à la « croissance zéro » des salaires.

R.-P. PARINGAUX.





INDUSTRIELS

Fiat a fait tache d'huile

Mme Thatcher

Japon : des querelles mineures avec le gouvernement

SPECTACLES

ET LA VIE ET LES LARMES ET L'AMOUR, (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

FLEURS DE PAPIER (Indien, v.o.) : St-André des Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic *Entrepôt, 14e (544-43-14).*

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A., v.f.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50).

GREMLINS (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Action Rive gauche, 5e (329-44-40) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; *Paramount Bastille, 11e* (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Pathé-Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; *Parnassiens, 14e (320-30-19).* – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

L'HISTOIRE SANS FIN, (All., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94).

HOLLYWOOD VIXENS (A., v.o.) (**) : Ciné Beaubourg (H. sp.), 3e (271-52-36).

HOTEL NEW-YORK (A., v.o.) : Forum 1er (297-53-74).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77).

J'AI RENCONTRÉ LE PÈRE NOËL (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94).

JOYEUSES PAQUES (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; George V, 8e (562-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) : Fauvette, 13e (331-56-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; *Pathé Clichy, 18e (522-46-01).*

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; v.f. : UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-50) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52).

MATAGI LE VIEUX CHASSEUR D'OURS (Jap., v.f.) : Reflet Logos II, 5e (354-42-34).

LE MEILLEUR (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

1984 (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; v.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).

MOSCOU A NEW-YORK (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40).

NEMO (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Movies les Halles, 1er (260-43-99) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) : Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : UGC Opéra, 2e (574-93-50).

PAR OU T'ES RENTRÉ, ON T'A PAS VU SORTIR (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (H.sp.), 15e (554-46-85).

QUILOMBO *(Brésilien v.o.) : Ciné Beaubourg,* 3e (271-52-36) ; Denfert, 14e (321-41-01).

LES RIPOUX (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94).

ROCKING SILVER (dan., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

RIVE DROITE RIVE GAUCHE (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

REUBEN REUBEN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Montparnasse 14e (335-30-40).

LES RUES DE FEU (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

SOLLERS JOUE DIDEROT (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

SOUVENIRS SOUVENIRS (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46).

SPLASH (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.), **LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI** : Escurial, 13e (707-28-04).

LA TÊTE DANS LE SAC (Fr.) : Balzac, 8e (561-10-60).

THE HIT (angl., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).

TOP SECRET (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) : (v.f.) UGC Opéra, 2e (574-93-50).

LES FILMS NOUVEAUX

ATTENTION LES DÉGATS, film italien de E.-B. Clucher. V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (339-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; *Secrétan, 19e (241-77-99).*

LE BÉBÉ SCHTROUMPF, dessin animé belge de Peyo : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Grand Pavois, 15e (554-48-85) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

CINEMA MARIONNETTE UNE PREMIÈRE, film inédit : **L'EXIL DES AMANTS,** film japonais de Marty Gross. V.o. : Templiers, 3e (272-94-56), *voir festivals.*

LE PAYS OU RÊVENT LES FOURMIS VERTES, film allemand de Werner Herzog. V.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Olympic, 14e (544-43-14) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

RÉVEILLON CHEZ BOB, film français de Denys Granier-Deferre : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e *(325-59-83) ; Paramount Mercury,* 8e (562-75-90) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Les Images, 18e (522-47-94).

SAUVAGE ET BEAU, film français de Frédéric Rossif : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

SOS FANTOMES (Ghostbusters), film américain d'Ivan Reitman. V.o. ; Forum, 1er (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; *Lumière,* 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Les Images, 18e (522-47-94).

UN ÉTÉ D'ENFER (*), film français de Mickaël Schock : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).



SPECTACLES

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).
UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Studio Galande, 5e (H. sp.) (354-72-71).
UN AMOUR INTERDIT (franco-ital.) (*) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).
UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Rialto, 19e (607-87-61).
LA VENGEANCE DU SERPENT A PLUMES (Fr.) : Forum, 1er (233-42-26) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; *Bastille, 11e (307-54-40)* ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; *Montparnasse-Pathé*, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) : Pathé-Wepler, 18e (522-46-01) ; *Pathé Wepler, 18e (522-46-01)* ; Gambetta, 20e (636-10-96).
VIOL (Fr.) (**) : Arcades, 2e (233-54-58).

Les grandes reprises

ALICE DANS LES VILLES (All., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
L'AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Lumière, 9e (246-49-07).
L'AMI AMÉRICAIN (All., v.o.) : Olympic, 14e (544-43-14).
ASSURANCE SUR LA MORT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
L'AVENTURE DE Mme MUIR (A., v.o.) : Action Christine bis, 6e (329-11-30).
BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : St-Lambert, 15e (532-91-68).
BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H.sp.), 14e (321-41-01).
BIQUEFARRE (Fr.) : Olympic, 14e (544-43-14).
BLUES BROTHERS (A.,v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).
LES CHARIOTS DE FEU (Ind., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).
LE CHAT QUI VENAIT DE L'ESPACE (v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).
DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*) : Boîte à films, 17e (622-44-21).
LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots. A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
DUEL (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). — V.f., Lumière, 9e (246-49-07).
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
L'ÉNIGME DE KASPAR HAUSER (All., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16).
L'ÉTAT DES CHOSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).
EXCALIBUR (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
FARREBIQUE (Fr.) : Olympic, 14e (544-43-14).
GEORGIA (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
HOTEL DU NORD (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
INDIA SONG (Fr.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films, 17e (H.sp.) (622-44-21).
JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LILI MARLEEN (All., v.o.) : Rivoli, 4e (272-63-32).
LOLITA (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).
METROPOLIS (All.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
OTHELLO (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17).
PAPY FAIT DE LA RÉSISTANCE (Fr.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).
PARIS NOUS APPARTIENT (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
PEAU D'ANE (Fr.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).
PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Club de l'Etoile, 17e (380-42-05).
LE PONT DU NORD (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
QU'EST-CE QUI FAIT COURIR DAVID ? (Fr.) : Ciné 13, 18e (259-62-75).
RASHOMON (Jap., v.o.) : St-Lambert, 15e (532-91-68).
ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UCG Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (267-63-42) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
ROCCO ET SES FRÈRES (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
ROSEMARY'S BABY (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97).
RUE CASES-NEGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-56-85).
LE SANG D'UN POÈTE (Fr.) : Septième Art Beaubourg, 4e (278-34-15).
TCHAO PANTIN (Fr.) : Grand Pavois, 15e (H.sp.) (554-46-85).
THÉORÈME (It., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (633-63-20).
THE ROSE (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
LA VIPÈRE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07) ; Action La Fayette, 9e (878-80-50).
WHISKY A GOGO (A., v.o.) Reflet Logos, 5e (354-42-34) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic, 14e (544-43-14).
ZELIG (A.) Épée de Bois, 5e (337-57-47).

COMMUNICATION

La radiotélévision « n'appartient pas seulement à ceux qui la font »

estime le Conseil national de la communication audiovisuelle

Le Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA) a présenté, le 13 décembre, son bilan pour 1984, après dix-huit mois d'existence. Organisme de consultation, sorte de « parlement » de l'audiovisuel, le CNCA se veut, selon l'expression de son président, M. Lucien Sfez, professeur à l'université de Paris-Dauphine, « une pièce importante dans un processus de décisions ».

Qui connaît le CNCA ? Nommés *par décret du 19 mars 1983, les* quarante-neuf personnes qui composent les sept collèges du Conseil (1) *ont été plus que discrètes.* Tout comme les huit administrateurs nommés par lui dans les sociétés de l'audiovisuel public. On a surtout retenu quelques avis, à propos de l'« affaire Fabius » et du droit de réplique, à propos des réseaux câblés ou des radios locales, et une mini-polémique avec la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, s'agaçant de l'ardeur de « *néophyte* » dudit Conseil (*le Monde* du 14 octobre 1983).

Néophytes ? Le mot est fort pour caractériser ces militants ou ces personnalités du monde associatif, culturel, syndical, religieux ou médiatique, que M. Lucien Sfez définit avec le terme déjà un peu suranné de « *forces vives* », comme au bon vieux temps de l'éducation populaire. « *Le CNCA n'est ni une instance de décision ou de pouvoir,* précise-t-il, *ni un lieu d'expertise. C'est un relais d'opinion, dont la force repose sur sa composition et l'indépendance de ses membres, tous bénévoles.* » Une représentation, donc, des courants de la société, qui ne peut agir qu'en « *influençant les décisions* » qui sont prises ailleurs : au gouvernement, à la Haute Autorité.

S'agissant des neuf sages réunis autour de Mme Michèle Cotta, le président Sfez estime que le rôle du Conseil est de « *soutenir le pouvoir de décision* » d'une instance qui a « *déjà fait ses preuves* ». On s'efforcera donc de minimiser les querelles, de tenter d'exister avec, et non contre. Le président « délégué auprès de la Haute Autorité » en vertu de la loi participe « *parfois* » aux réunions plénières des neuf...

Le CNCA a lui-même les siennes. Pas plus de cinq par an, en raison notamment des frais que cela suppose. Mais il compte cinq commissions qui travaillent en permanence sur l'information, la *régionalisation*, les programmes, les technologies et la production. Un bureau de sept *membres (2) coordonne.* Après des débuts difficiles, le Conseil dispose maintenant de 250 mètres carrés de bureaux (3) ; une équipe de cinq chargés de mission travaille autour du secrétaire général, M. Francis Mercury (mis à disposition par TF 1), avec un petit budget de fonctionnement (1,6 million de francs).

Depuis sa création, le CNCA a formulé dix avis. Il doit en effet être saisi obligatoirement, dans certains cas, par la Haute Autorité ; celle-ci peut également saisir d'elle-même le Conseil (elle ne l'a pas encore fait) ; d'autre part, le gouvernement peut lui demander un avis : il l'a fait deux fois, pour les radios locales privées et sur les coproductions internationales. Enfin — c'est une différence avec l'ancien Haut Conseil de l'audiovisuel, — il peut se saisir d'une question touchant à la communication audiovisuelle ; ses compétences sont, du reste, plus larges que celles de la Haute Autorité.

Sa composition, sa liberté d'action, permettent au CNCA d'aller parfois à contre-courant du *conformisme ambiant* dans le *monde* de l'audiovisuel. Ainsi en matière d'information télévisée, qui constitue l'une des pièces de *son rapport.* Le CNCA juge que la télévision fait preuve « *d'une prudence excessive dans l'exposé des faits, dans le choix des sujets et dans le commentaire* », qui conduit à « *un discours filmé d'une faible originalité et d'une parfaite innocuité (...). Le choix de l'audience maximale (et de la manne publicitaire) apparaît exclusif de l'audace, de l'originalité, de la densité* ». Alors, propose le CNCA, pratiquons davantage, à la TV, le « *journalisme d'explication* » et faisons plus de place aux non-professionnels pour « *démarginaliser les marginaux, développer l'associatif, redécouvrir les choses de la vie* ».

L'une des lignes de force — des « *thèmes doctrinaux* », comme l'explique M. Sfez — du CNCA est en effet que « *l'audiovisuel n'appartient pas seulement à ceux qui le font* » et « *pas plus aux seules forces politiques et institutionnelles officielles* ». Un souhait ? « *Décloisonner* » ; faire pénétrer davantage la culture au sens large dans la radiotélévision, puisque, aussi bien, « *la communication, c'est la société* ».

Un message que le Conseil s'efforcera de porter plus loin et plus fort en 1985, avec notamment, à l'automne, un colloque sur « Création et technologie », organisé avec la mission « TV-câble ».

Y. A.

(1) Le huitième devrait être composé des représentants des conseils régionaux de la communication audiovisuelle prévus par la loi du 29 juillet 1982, *mais toujours dans les limbes.*

(2) Outre M. Sfez : M. Bernard Lacombe (CGT), M. Roger Leray (*Grand* Orient de France), Mme Maïté Mathieu (Confédération syndicale du cadre de vie), M. Nelson Paillou (Comité national *olympique*), M. Jean-Pierre Ramsay, Mme Françoise Seligmann (Ligue des droits de l'homme).

(3) *34, rue de Bassano, 75008 Paris.* Tél. 720-63-00.

POLÉMIQUE A FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE-CENTRE

(De notre correspondant.)

Orléans. — Un vif incident a *opposé, vendredi 14 décembre, la* majorité et l'opposition au cours d'une réunion du conseil régional du *Centre à Orléans. M. Jean-Pierre* Sueur, député socialiste du Loiret, a accusé le président du conseil régio*nal, M. Daniel Bernardet* (modéré, opposition) d'avoir utilisé à des fins de propagande une série d'émissions *télévisées diffusées* par *FR 3* Centre, et financées par le conseil régional. Le député socialiste a saisi la *présidence de la Haute Autorité de* la communication audiovisuelle, Mme Michèle Cotta : deux de ces *émissions intitulées* « Au cœur du Centre » réalisées par M. Jacques Ourewitch, d'une durée de *cinquante-deux minutes,* ont déjà été programmées ; la troisième est prévue pour le 24 décembre.

Ces émissions sont le résultat d'un accord, comme cela se fait couramment dans toutes les régions, entre la direction régionale de *FR 3 Paris-*Ile-de-France-Centre et le conseil régional du Centre, où l'opposition est majoritaire, pour valoriser une région et mieux faire connaître son action. M. Jean-Pierre Sueur a fait *remarquer que, lors de la première* émission, deux membres de la majorité présidentielle seulement ont pu *s'exprimer* (contre onze de l'opposition) et, dans la seconde, aucun. L'intersyndicale des journalistes *SNJ-CFDT* de la station de FR 3-Centre s'était déjà élevé au cours d'une conférence de presse, jeudi 13 décembre, contre cette série d'émissions, réalisées sans le concours des journalistes de la station, estimant qu'il s'agissait en fait de « *publi-reportages que l'on tentait de faire passer pour de l'information* ». Force ouvrière s'est, en revanche, désolidarisée de cette position. La direction régionale de FR 3 Paris-Ile-de-France-Centre a précisé que cette série d'émissions ne relevait pas de la responsabilité des journalistes mais des programmes. La direction de la chaîne n'a pas encore fait connaître sa position.

R. G.

● *Les cent vingt-cinq ans du « Progrès ».* — Fondé en 1859, le quotidien lyonnais *le Progrès* célèbre *ce mois-ci son cent vingt-*cinquième anniversaire. Un supplément gratuit relatant les progrès accomplis par la *société française* depuis cette date est publié à cette occasion. Rappelons que le PDG du *Progrès* depuis 1979, M. Jean-Charles Lignel, est le petit-fils du fondateur du journal, Léon Delaroche, et le gendre de M. Edgard Pisani, haut commissaire du gouvernement en Nouvelle-Calédonie.

● *Les anciens journalistes des* Dépêches *réclament leurs indemnités à M. Lignel.* — Après la cession, en *1980*, du quotidien *les Dépêches*, de Dijon, à M. Jean-Charles Lignel, propriétaire du *Progrès de Lyon*, vingt et un journalistes des *Dépêches* s'étaient vu accorder le bénéfice de la clause de conscience par la Cour d'appel de Dijon le 13 décembre 1983. Les magistrats dijonnais devaient appliquer le code du *travail* en ce qui concerne les journalistes ayant moins de quinze ans d'ancienneté et la règle de la commission d'arbitrage pour les autres. En attendant, ils demandaient à la société Delaroche (*le Progrès*) de verser une provision de 50 000 francs. Un an après, dix des journalistes qui n'ont toujours rien touché, sont allés à Lyon réclamer leur dû au cours d'une conférence organisée jeudi 13 décembre, jour anniversaire du jugement.

● *Le bureau de l'UNSJ.* — Le *comité directeur de l'Union* nationale des syndicats de journalistes (SNJ, CFDT, CGT) a désigné son bureau pour l'année *1984-1985. Président* : Gérard Gatinot (CGT). *Vice-président* : Jean Delbecchi (CFDT). *Secrétaire général : Majhoub Fawzi (SNJ).*

Lundi 17 décembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma : les Nerfs à vif.
Film américain de J. Lee Thompson (1962), avec G. Peck, R. Mitchum, P. Bergen, L. Martin, M. Balsam, T. Savalas.
Un sadique a purgé une peine de prison pour viol. Libéré, il s'attaque à la femme et à la petite-fille de l'avocat qui l'avait fait condamner. Atmosphère de perversion et d'angoisse provoquée par des effets calculés. L'interprétation de Mitchum dépasse les conventions de la mise en scène.
22 h 15 Etoiles et toiles.
Emission de Frédéric Mitterrand et Martine Jouando.
Portrait de Nastassja Kinski interviewée en compagnie d'A. Konchalovski, le metteur en scène de Maria's Lovers ; le cinéma du diable : sorcières, possession, *avec Bunuel, Polanski, Lubitsch.*
23 h 10 Journal.
23 h 30 Tennis : Finale de la Coupe Davis (résumé).
23 h 50 C'est à lire.
23 h 55 Clignotant.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Le grand échiquier.
De J. Chancel. Premiers de cordée.
Ceux qui pourraient occuper dans les années à venir un rang dans le domaine des arts. Autour de trois artistes : Gérard Caussé (altiste), Alain Meunier (violoncelliste), Pierre Amoyal (violoniste), ainsi que le Quatuor Ivaldi, le violoniste Teddy Papavrami, etc.
23 h 15 Journal.
23 h 30 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Tout feu tout flamme.
Film de Jean-Paul Rappeneau (1981), avec Y. Montand, I. Adjani, L. Hutton, A. Souchon, J.-L. Bideau, P. Braun.
Sortie de polytechnique, assurant un métier et des responsabilités d'homme, une jeune femme se retrouve aux prises avec son père, aventurier de charme réapparaissant après des années d'absence. Brillante comédie psychologique sur la féminité moderne et la tendresse des liens du cœur. Composition subtile et dominante d'Isabelle Adjani.
22 h 25 Journal.
22 h 45 Thalassa.
Magazine de la mer, de G. Pernoud.
« La Nioulargue », l'un des grands rendez-vous annuels de la voile non sponsorisée, à Saint-Tropez.
23 h 35 Divertissement : Fat's blues ou les confidences d'un dinosaure.
Série de R. Mille et M. Tournier
23 h 40 Prélude à la nuit.
Cassation pour cuivres, *de Pétrovitch, interprété par les Philharmonistes de Châteauroux à Budapest.*

FR 3 PARIS - ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Poésie au jour le jour : 17 h 10, Chœur basque ; 17 h 20, Mulhouse en pente douce ; 17 h 40, La médecine par les plantes ; 17 h 55, Le pétrole en Seine-et-Marne ; 18 h 5, Inspecteur Gadget ; 18 h 30, Sports ; 19 h, Feuilleton : Foncouverte ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Les dits de la vie.

CANAL PLUS

20 h 30, Family Rock, film de J. Pinheiro (comédie) ; 21 h 55, Sports ; 22 h 55, Football américain ; 0 h 55, Tendres Cousines, film de D. Hamilton (érotique).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Sylvia Plath : « Trois Femmes », poème à trois voix. Avec Garance, D. van Bercheycke, S. Herbert.
21 h 40 Musique : latitudes.
22 h 30 Nuits magnétiques : « Ça suit son cours ».

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de l'université de Warwick) : *Sensemaya*, de Revueltas ; *Sinfonia de Antigona*, de Chavez ; *Concerto pour piano n° 1*, de Ginastera, par l'Orchestre symphonique de la BBC et les « BBC Singers », dir. E. Mata, premier violon, B. Dekany, sol. B. Nissman, piano. Entracte : *Tres versiones sinfonicas*, d'Orbon ; *Choros 10*, de Villa-Lobos.
22 h 45 Les soirées de France-Musique : les entretiens de Francis Poulenc et de Claude Rostand ; à 23 h 5, Mélodies : Yvon Le Marc'Hadour, ténor.

Mardi 18 décembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 TF1 Vision plus.
11 h 45 La Une chez vous.
12 h Feuilleton : le jeune Fabre.
12 h 30 La bouteille à la mer.
13 h Journal.
13 h 45 A pleine vie.
Série : La petite maison dans la prairie ; 14 h 45, Ces chers disparus : Louis Jouvet ; 14 h 55, Documentaire : un rêve d'adolescent ; 15 h 50, Les choses du mardi : les plaisirs de la table ; 17 h 20, Histoires naturelles : savoir chasser avec son chien.
17 h 55 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 10 Le village dans les nuages.
18 h 30 Série : Danse avec moi.
19 h 10 Tify, s'il te plaît, raconte-moi une puce.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Cocoricocoboy.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 L'Odyssée sous-marine de l'équipe du commandant Cousteau.
Clipperton : île de la Solitude, petit atoll perdu au large d'Acapulco dans le Pacifique. L'équipe du commandant explore les eaux chargées de débris organiques en décomposition.
21 h 35 Contre-enquête.
Magazine des faits divers de Anne Hoang.
Un Lotto peut rapporter gros ; Je sais ; Enquête sur la vie du prince Raimondi di Sangro.
22 h 30 Documentaires : les couleurs de la musique.
Emission de Brigitte Massin.
Au sommaire : un reportage sur les carillons de Douai ; les cadeaux de Noël ; les percussions de Strasbourg ; des extraits d'opéras et de concerts. La Vie parisienne, *mise en scène par Jean-Louis Barrault en 1967.*
23 h Journal.
23 h 20 Tennis : Coupe Davis (résumé).
23 h 40 C'est à lire.
23 h 45 Clignotant.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50.
13 h 45 Aujourd'hui la vie.
Un amour de chien (les professionnels du monde canin).
14 h 50 Série : La légende d'Adams et de l'ours Benjamin.
15 h 40 Reprise : Le grand raid.
(Diffusé le 16 décembre.)
16 h 45 Le journal d'un siècle.
De L. Bériot.
1896 : Becquerel découvre la radioactivité ; Marconi invente le télégraphe ; les premiers JO s'ouvrent à Athènes.
17 h 45 Récré A2
Poochie ; les devinettes d'Epinal ; les quat'z'amis ; Sido Rémi ; Latulu et Lireli ; Terre des bêtes ; C'est chouette ; Téléchat.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 40 Cinéma : le Parrain II.
Film français de F. Ford Coppola (1974), avec Al Pacino, R. Duvall, D. Keaton, R. de Niro, L. Strasberg.
Après la mort de son père, Michael Corleone prend le contrôle de sa famille, tente une transaction avec le chef de la Mafia juive et se trouve, peu à peu, entouré d'ennemis. Le grand succès du Parrain (1972) incita cette chronique de la deuxième génération, avec retours en arrière sur les débuts de la famille, et une intéressante dimension sociale et politique.
23 h 50 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.
20 h 5 Les petits papiers de Noël.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 La dernière séance : soirée Errol Flynn.
Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui.
Actualités (1953) ; dessin animé ; présentation du premier film ; à 22 h 15, Tex Avery ; réclames de l'époque ; entracte ; attraction.
20 h 50 Premier film : le Vagabond des mers.
Film américain de W. Keighley (1953), avec E. Flynn, R. Livesy, A. Steel, B. Champbell, Y. Furneaux.
Au dix-huitième siècle, un gentilhomme écossais, proscrit après la défaite du prince Stuart, se fait flibustier. On le croit mort. Il revient pour se venger de son frère qu'il soupçonne de l'avoir trahi. Film d'aventures dans la tradition hollywoodienne, d'après le Maître de Ballantrae, *roman de R.L. Stevenson.*
22 h 40 Journal.
23 h Deuxième film : la Caravane héroïque.
Film américain de M. Curtiz (1940), avec E. Flynn, M. Hopkins, R. Scott, H. Bogart, F. McHugh, A. Hale (v.o. sous-titrée. N.).
Pendant la guerre de Sécession, un officier nordiste cherche à détourner un convoi d'or que les habitants d'une cité minière du Nevada destinent à la cause sudiste. Action mouvementée, mise en scène dynamique. Errol Flynn fait assaut d'héroïsme et d'esprit chevaleresque avec Randolph Scott, le sudiste. Le vrai méchant est Humphrey Bogart.

CANAL PLUS

7 h, 7/9 M. Denisot ; 9 h, l'Australienne ; 9 h 45, Ingrid Bergman ; 10 h 40, Family Rock, film de J. Pinheiro (comédie) ; 12 h 25, Dessin animé ; 12 h 30, Cabou Cadin (Paul et les Dizygotes) ; 13 h 5, Jeu ; 13 h 30, Rue Carnot (et à 18 h 45) ; 14 h 10, la Chambre des tortures, film de R. Corman (horreur) ; 15 h 15, Paris pour tous, film d'A. Jessua (comédie fantastique) ; 17 h 5, Cabou Cadin (Sherlock Holmes, Max Romana) ; 18 h 5, Surtout l'après-midi ; 19 h 15, Tous en scène ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 30, Les babas cools, film de F. Letterrier (comédie) ; 21 h 55, Next stop Greenwich village, film de P. Mazursky (comédie dramatique) ; 23 h 40, Tous en scène ; 0 h 25, Autopsie d'un meurtre, film d'O. Preminger (suspense).

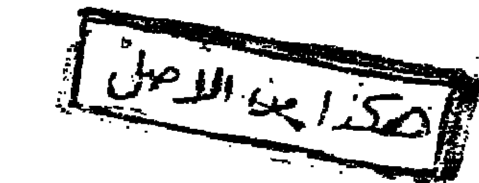
FRANCE-CULTURE

7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : Malcolm Lowry et la Kabbale (et à 10 h 50 : les minorités au Proche-Orient) ; 9 h 5, La matinée des autres : les livres des autres ; 10 h 30, Musique : Miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école des parents et des éducateurs : le téléphone, une réponse à tout ? ; 11 h 30, Du côté de O'Henry : un Noël inattendu ; 12 h, Panorama ; 13 h 40, Instantané : magazine musical ; 14 h, Un livre, des voix : « Chronique de la source rouge », de Berthe Burko Falcman ; 14 h 30, « Les Mangeurs de mouettes », de C. Loveid. Avec F. Bouffard, N. Nerval, P. Mazzotti... ; 15 h 30, Les mardis du cinéma : Metropolis, ou la ville-mère, de Fritz Lang ; 17 h 10, Le pays d'ici : en direct de Franche-Comté : le jouet, hier et aujourd'hui ; 18 h, Subjectif : Agora, avec J. Grapin ; à 18 h 35, Tire ta langue... ; à 19 h 15, Rétro ; à 19 h 25, Jazz à l'ancienne ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : poussière d'étoiles ; 20 h, Musique, mode d'emploi : Jolivet.
20 h 30 Pour ainsi dire : les revues de poésie.
21 h Les croquis d'Ipoustéguy.
21 h 30 Musique : Diagonale ou l'actualité de la chanson ; libre-parcours variétés.
22 h 30 Nuits magnétiques : séance tenante.

FRANCE-MUSIQUE

6 h, Musique légère : œuvres de Veneux, Künneke, Rixner, Gardner ; 7 h 10, Actualité du disque ; 9 h 8, Le matin des musiciens : *Charles Ives ou la quête solitaire* — son *Amérique* et celle des autres ; 12 h 5, Les Provinciales : Radio-France Toulouse propose « Archives », avec G. Fauré ; 13 h 32, *Repères contemporains ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée :* Espace pour un conte ; 15 h, « Le Triton » : œuvres de Schoeck, Milhaud, Roussel ; 16 h, Stars and Sounds : œuvres de Rimski-Korsakov, Moussorgski, Russo, par l'Orchestre de San-Francisco ; 18 h, L'imprévu ; 19 h 15, Avant-concert.
19 h 30 Concert (en direct du Théâtre royal de la Monnaie à Bruxelles) : *Pelleas et Mélisande*, de Debussy, par l'orchestre du Théâtre royal de la Monnaie à Bruxelles, dir. S. Cambreling ; sol., J. Pruett, C. Barbaux, R. Gorr, J. Ban Dam, L. Sommen, X. Tamalet.
23 h Les soirées de France-Musique : Jazz club (en direct du Petit Journal).







emplois internationaux — emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

Pour notre Filiale Européenne à OBERURSEL (Allemagne Fédérale) nous recherchons un

Ingénieur des Ventes

Une expérience en matériel et en exploitation d'une unité industrielle constituerait un avantage.
Ses fonctions consisteront à étudier et à négocier avec nos clients des applications du vide tant au point de vue technique que commercial.
En dehors d'une connaissance parfaite de la langue française, de bonnes notions d'anglais et/ou d'allemand sont indispensables.

NASH PUMPEN G.m.b.H.
Hohemarkstrasse 15 - D-6370 OBERURSEL (R.F.A.)
Tél. 19.49.6171.56084 + 56085

Socíété d'engineering recherche d'urgence

PROJECT-MANAGER

Génie civil pour réalisation *Centre hospitalier 150 lits.* Définition du poste : supervision des études et des plans, préparation des appels d'offres, sélection des entreprises. Négociations, planification. Suivi de chantier. Réception de l'hôpital. Anglais courant obligatoire. Expérience chantiers hospitaliers obligatoire. Lieu de travail : Malaisie.
Envoyer c.v. et prétentions à A.T.I., 65, avenue d'Iéna, 75116 PARIS.

Société export textile cherche J.H. CÉLIBATAIRE AIMANT VOYAGES parlant anglais pour visite clientèle pays lointains. Téléphoner au 280-09-94.

J. famille allem. rech. jeune fille au Pair pour 1 an. Env. C.V., photo à Famille Mueller, Friedrich-Ebert-Str. 61, 6104 SEEHEIM 1 (R.F.A.).

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
555-91-82

---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

---

hatier international

(Editions **hatier**, **foucher**, et **didier**)
recherche

RESPONSABLE POUR L'ESPAGNE

et le monde hispanophone

Export - Déplacements fréquents
Résidence Paris, puis Madrid ou Barcelone

FONCTIONS :

- **Promotion et diffusion de livres et matériels scolaires ;**
- **Actions suivies auprès des libraires, établissements scolaires et organismes officiels ;**
- **Mise au point de projets éditoriaux.**

NIVEAU :

- **Diplôme Enseignement Supérieur ;**
- **Forte motivation pour la pédagogie ;**
- **Sens commercial ;**
- **Bilingue espagnol-français.**

Adresser lettre manuscrite + CV + photo à Mme Hélène CHAMBON

hatier international
8, rue d'Assas, 75278 Paris Cedex 06.

HEXCEL S.A., filiale d'un groupe mondial pionnier dans le développement de matériaux composites, recherche un ingénieur expérimenté qui occupera une fonction de haut niveau en tant que

PRODUCT MANAGER

Profil : – Diplôme universitaire dans une branche similaire ;
– Plusieurs années d'expérience dans les matériaux composites est une nécessité (expérience en industrie ou laboratoire des produits renforcés tels que les fibres de carbone);
– Expérience et connaissance de l'utilisation de ces matériaux dans l'industrie aéronautique ;
– Langues : français, anglais ;
– Acceptant de voyager en Europe.

Avantages : – Rémunération en rapport avec la position et l'expérience ;
– Voiture de la société, aide quant à l'emménagement dans les environs du siège social, avantages extra-légaux.

Envoyer c.v. + photo à l'attention du Directeur du Personnel
HEXCEL S.A., rue Trois-Bourdons, 54 à b-4840 WELKENRAEDT (Belgique).



DIRECTIONS

USINE 500 PERSONNES
350 km Ouest Paris

LEADER sur le marché de la PUÉRICULTURE
Petites et moyennes séries
Nombreuses références et matériaux divers
recrute

DIRECTEUR D'USINE

250.000 F (+)

DÉFINITION LARGE DE LA FONCTION, l'accent étant mis sur la PRODUCTIVITÉ optimum, la QUALITÉ, LES DÉLAIS et l'ANIMATION DES HOMMES.

Réelle opportunité
POUR UN HOMME DE TERRAIN «BATTANT»
si
- INGÉNIEUR diplômé
- DES TALENTS ET UNE EXPÉRIENCE RÉUSSIE D'ORGANISATION DE PRODUCTION et/ou DE DIRECTION D'USINE, avec utilisation de l'INFORMATIQUE.

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et rémunération) sous réf. 8153 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Le Ministère du Commerce de la République de Côte-d'Ivoire propose une offre internationale pour le recrutement d'

UN MEMBRE DU STAFF DE DIRECTION

POUR LE COMPTE DU

CENTRE DE COMMERCE INTERNATIONAL D'ABIDJAN

DONT LE PROFIL EST LE SUIVANT :

- diplôme H.E.C. ou d'Études Supérieures Commerciales ;
- spécialiste en Commerce International ;
- grande expérience dans la Gestion des Entreprises avec expérience dans la gestion des immeubles à grande hauteur ;
- bonne connaissance de l'Afrique ;
- langues parlées et écrites : Français - Anglais.

Les candidatures sont reçues à la Délégation du **CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL D'ABIDJAN - 21, avenue de Saxe, 75007 PARIS, jusqu'au 15 janvier 1985 à minuit.**

Elles comporteront les dossiers ci-après :

- un curriculum vitae certifié sincère ;
- les copies légalisées des diplômes ;
- les attestations des références professionnelles ;
- une demande manuscrite avec les prétentions de rémunération.

Le candidat retenu résidera à ABIDJAN en République de Côte-d'Ivoire et devra être disponible pour compter du 1er FÉVRIER 1985 pour exercer ses nouvelles fonctions.

GROUPEMENT INTERNATIONAL
recherche
POUR SON SIÈGE A PARIS

SON DIRECTEUR

SON PROFIL IDÉAL :
- 40 ANS
- JURISTE
- PARFAITEMENT BILINGUE FRANÇAIS/ANGLAIS, ALLEMAND PARLÉ.

SA FONCTION :
- INTERNATIONALE
- ADMINISTRATIVE
- JURIDIQUE

SON SALAIRE :
à débattre en fonction de son expérience.

Candidatures à adresser à M. LOISY, Société COREFI, 372, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.

Importante société de transports internationaux recherche pour ses filiales d'**AFRIQUE NOIRE**

un chef de projet informatique

Sous l'autorité du directeur informatique de la division Afrique, il sera chargé d'améliorer les systèmes en place (IBM 36 + terminaux), et de développer des projets futurs en liaison avec les responsables des services informatiques des filiales.

Ayant acquis une formation et une expérience informatique sur du matériel proche, le candidat retenu, outre sa compétence technique, devra prouver de réelles qualités de communication pour réussir dans sa fonction.

Connaissances IBM 36 / GAP II et anglais nécessaires.

Le poste est basé à **Abidjan** mais comporte de nombreux déplacements dans les différents territoires africains.

Ce poste bénéficie des avantages sociaux et matériels liés au statut d'expatrié : salaire, congés, retraite, prévoyance, logement etc...

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae et photo d'identité à **PIERRE LICHAU S.A.**, sous réf. **8058**, BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

---

emplois régionaux



BEFS INGENIERIE

BEFS ENGINEERING en fort développement à l'exportation, après restructuration recherche pour :





MULHOUSE

DEPARTEMENT PROABD

INGENIEUR EN CHEF

pouvant prendre responsabilités du département (laboratoire process, basic, mise en service) pour clés en mains en France et à l'exportation dans domaine carbochimie et chimie. Toutefois la spécialisation est moins importante que les capacités de direction et d'organisation. Réf. 1

INGENIEUR PROCESS-CRISTALLISATION :

GENIE CHIMIQUE, expérience 5 ans minimum pour développer nouveau procédé de cristallisation. Expérience laboratoire de recherche appliquée dans industrie chimique. Connaissances en informatique et modélisation souhaitées. Réf. 2

INGENIEUR PROCESS-CARBOCHIMIE :

GENIE CHIMIQUE, expérience 10 ans environ pour assurer le développement technique et commercial des procédés en carbochimie (traitement gaz de cokerie distillation goudron et valorisation des sous-produits). Expérience cokerie et exportation. Réf. 3

INGENIEUR D'AFFAIRES, CHEF DE PROJET,

pour prendre en charge la réalisation de projets industriels à l'exportation. Sa responsabilité sera entière depuis l'établissement des devis jusqu'à la réception définitive des projets. Réf. 4

CHEF DE PRODUIT MANUTENTION :

GRANDE ECOLE. Compétence en tant que chef de projet. Expérience réussie de 5 à 10 ans environ en manutention et logistique industrielle pour prendre en charge le développement de cette activité en France et à l'exportation. Réf. 5

LYON

INGENIEUR GRANDE ECOLE

d'origine lyonnaise connaissant l'industrie et l'engineering industriel pour développer implantation existante mais à étendre à Rhone-Alpes. Réf. 6

PARIS

INGENIEUR D'AFFAIRES, CHEF DE PROJET

ayant expérience industrie (et bâtiment) pour prendre responsabilités de projets du devis à la réalisation. Réf. 7

INGENIEUR GRANDE ECOLE

connaissant l'industrie et l'engineering industriel pour développer l'action dans les sociétés indusrielles de l'Ile de France. Réf. 8

Tous ces postes ne sont valables que pour les ingénieurs parfaitement bilingues anglais, personnalité dynamique, ayant le sens des responsabilités complètes.

Adresser C.V. prétentions, photos à B.E.F.S. (Mme HOUILLE) 74, avenue Paul Doumer 75116 PARIS en précisant références.

UN PROJET AMBITIEUX

- ***Innover dans les conditions de travail.***
- ***Améliorer la productivité.***
- ***Développer le dialogue social.***

Tels sont les trois volets de la mission que nous vous proposons.

Nous sommes une entreprise de 1.300 personnes et nous faisons partie d'un groupe leader comprenant plus de 30 filiales.
Notre personnel travaille en continu et nous avons le souci permanent de trouver des systèmes qui améliorent à la fois leurs conditions de travail et la productivité de l'entreprise.
Nous recherchons un Responsable capable de mener un projet impliquant :
- l'étude de nouvelles formes d'organisation ;
- leur discussion avec le personnel, ses représentants, la hiérarchie et les services de l'entreprise ;
- le pilotage de la mise en œuvre des résolutions adoptées après négociation.

Ce poste peut convenir à un candidat de formation supérieure (ingénieur, ESC, école de gestion...) ayant environ 5 ans d'expérience impliquant soit animation de personnel ouvrier, soit négociations sociales, témoignant de qualités d'imagination, d'organisation et de dialogue.
La réussite dans cette mission permettra l'evolution vers des fonctions de direction dans la société ou dans le Groupe.
Poste : ville nord de la France.
Écrire sous référ. NY 272 CM.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

etap 4, rue Massenet 75116 Paris

PRÈS DE LYON, CENTRE DE RECHERCHES
recrute son

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Le candidat retenu aura pour mission :
- De développer l'utilisation de l'informatique par les chercheurs (physiciens et chimistes);
- D'animer une équipe pluridisciplinaire ;
- De superviser l'exploitation de l'ordinateur IBM.43XX du centre (VM/DOS. CICS/VTAM).

Diplômé d'une école d'ingénieurs, il devra avoir une grande expérience de l'informatique, des statistiques et du calcul numérique.

Envoyer c.v. et prétentions à HAVAS-RÉGION 15739, B.P.1000, 69222 LYON CEDEX 01.

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col*	La mm/col. TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur des ventes patron d'une nouvelle gamme poterie culinaire

250/280 000 F + voiture — **Paris**

L'art culinaire est un de nos axes de diversification. Nous y avons déjà fait nos preuves : notre taux de progression est de 40 % l'an.

Notre objectif : Lancer de nouveaux articles haut de gamme, cible : grands magasins, boutiques spécialisées, et réaliser dans ce créneau 15 millions de francs de chiffre d'affaires en 1987.

Avec l'appui d'une structure d'accueil existante et des produits prêts à être commercialisés, autonome et rendant compte au directeur commercial de notre société, vous aurez pour mission de :
- définir une stratégie commerciale adaptée à ce nouveau réseau de distribution ;
- mettre en œuvre les moyens publi-promotionnels appropriés que vous chiffrez et budgétisez ;
- négocier les marchés les plus importants auprès des centrales d'achats ;
- créer et animer une force de vente en rapport avec le type de distribution visé ;
- faire évoluer cette nouvelle gamme de produits, en liaison avec le bureau d'études et la production.

Agé d'au moins 30 ans, diplômé d'une grande école de commerce, vous justifiez d'une expérience réussie et confirmée de l'animation d'une force de vente dans la distribution d'articles haut de gamme. Vous avez également participé à la définition d'une politique commerciale. Autonome, battant, vif d'esprit et rigoureux dans votre gestion, vous souhaitez relever un challenge en créant cette nouvelle fonction.

Gilbert RAYNAUD, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement, sous la réf. 5121/LM, à l'adresse suivante :

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, av. de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : (1) 227.96.49

AFCOREM — MEDIA BA



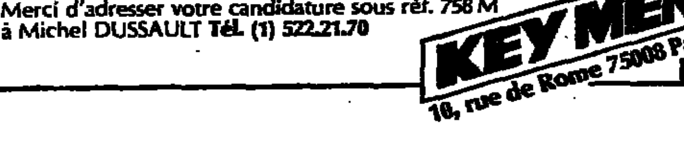
Région Parisienne
300.000 +

Notre groupe comprend 6 sociétés et emploie 250 personnes. Nous avons doublé notre C.A. en 5 ans et notre expansion est réalisée par autofinancement.

Pour notre société principale qui met en œuvre des **matériels de transformation papetière et d'impression** nous souhaitons intégrer un ingénieur A. & M. ou équivalent, pour lui confier, après période d'adaptation, la gestion et le développement de notre outil de production.
- Direction et animation d'un service production de 100 personnes dans le cadre d'une politique sociale dynamique.
- Etude et choix des matériels optima en fonction de notre développement (aucune machine n'a plus de 5 ans) et de nos projets de diversification.
- Conseil auprès des autres sociétés du groupe sur le plan technique et travaux neufs.

Ce poste nécessite une expérience similaire de 3 à 5 ans minimum dans le domaine d'équipements industriels tels que : fabrication de machines, matériels pour emballage, matériels d'édition et d'impression, industrie papetière, machines textile, etc...

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 758 M à Michel DUSSAULT Tél. (1) 522.21.70



LEVI TOURNAY



triplex OUTILLAGE PARIS — Un directeur de production pour piloter notre avenir industriel

Leader de son marché pour perceuses de bricolage, notre PMI (175 personnes, 110 millions de CA en 1983, progression de 40% à l'export) s'est imposée en s'exprimant sur le triptyque suivant :
- le potentiel et capital humain investis dans l'esprit d'entreprise,
- le professionnalisme sérieux et inventif,
- le pragmatisme de sa démarche marketing sous-tendu par sa capacité à anticiper les besoins du marché.

Pour conforter notre avenir et nos structures, nous vous offrons de devenir le Directeur de la fonction Production.

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, vous avez, à 35 ans environ, acquis une expérience solide de la gestion et de la direction d'unités de fabrication de produits de grande consommation ou produits techniques moyennes et grandes séries. Vous avez de plus une bonne connaissance de la fonction approvisionnements et êtes déjà sensibilisé aux techniques de gestion informatisée.

Vous serez le garant et le responsable de l'ensemble de notre politique industrielle : organisation et rationalisation efficace des moyens de production, évolution technologique, animation et direction de la politique d'achats, d'approvisionnements et sous-traitance.

Ce collaborateur devra tenir compte qu'il aura à être 50% de son temps présent à l'usine située en Seine et Marne.

Merci de nous faire part de vos motivations manuscrites en adressant votre dossier de candidature avec photo et salaire actuel sous référence 6190TM à notre Conseil,

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

MORENO CONSULTANTS — Recrutement Structures et Communication
58 avenue de Wagram - 75017 Paris.
17 rue Courmeaux - 51054 Reims Cedex.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Société industrielle - banlieue ouest - C.A. 800 Millions de Francs, plus de 1.000 personnes, recherche son Directeur Administratif et Financier. Rattaché à la Direction, celui-ci assume la responsabilité de la comptabilité générale et industrielle, le contrôle budgétaire et de gestion, la gestion de trésorerie, les relations avec les organismes financiers, le reporting auprès de la maison mère. Il anime un service de 50 personnes.

Pour ce poste essentiel dans l'organisation, nous recherchons un professionnel d'au moins 35 ans, justifiant d'une formation de base solide, complétée par une expérience réussie si possible en milieu anglo-saxon. La connaissance de l'anglais est un atout supplémentaire important.

La rémunération liée à ce poste de haut niveau sera attractive pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions s/réf. SA 17 à Serge AUDOUIN - TR Consultants 185 av. Charles de Gaulle - BP 223 92201 NEUILLY S/SEINE Cedex

TR Consultants

triplex OUTILLAGE PARIS — Un directeur des ventes pour développer notre image de marque

Leader, de son marché pour perceuses de bricolage, notre PMI de 175 personnes, a réalisé en 1983 un CA de 110 millions de francs et sa progression à l'export est de 40%. Notre professionnalisme, notre marketing concret et réaliste, notre volonté d'innovation ont engendré une certaine façon de vivre l'entreprise.

Dynamiser nos ventes par une présence active sur le terrain, c'est le challenge que nous proposons à notre futur Directeur des Ventes France. Ses missions :
- participer à la définition de la politique commerciale,
- accroître nos ventes en confirmant notre implantation sur tout le territoire,
- diriger, animer et motiver une équipe déjà solide et responsable.

Nous confierons ce poste de haut niveau, basé à Paris, à un candidat d'environ 35 ans, de formation commerciale supérieure, ayant déjà fait ses preuves dans la direction et l'animation de forces de vente ou de réseaux de distribution, acquise dans des sociétés de produits grande consommation ou grand public. Bien sûr, une solide connaissance des circuits de grande distribution moderne et traditionnelle est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser dans un premier temps, votre dossier de candidature (lettre, CV manuscrit et salaire actuel) sous référence 6200TM à notre Conseil,



MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

MORENO CONSULTANTS — Recrutement Structures et Communication
58 avenue de Wagram - 75017 Paris.
17 rue Courmeaux - 51054 Reims Cedex.

BANQUE RÉGIONALE EN EXPANSION

(100 km de Paris)
recherche

son DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT ÉTRANGER

- Il sera chargé de gérer le Département et d'assurer son développement ;
- Le candidat, si possible diplômé de l'Enseignement Supérieur, devra posséder une solide formation bancaire (CESB ou ITB apprécié) ainsi qu'une bonne maîtrise de la langue anglaise ;
- Il justifiera d'une expérience d'au moins 5 ans dans la pratique des opérations de banque avec l'étranger ainsi que d'une bonne aptitude aux relations commerciales ;

Veuillez adresser c.v. détaillé, avec lettre manuscrite, photo et prétentions à notre Conseil en Recrutement :

Michel MORACCHINI (département Sélébanque), réf. 1084, 22 bis, rue des Belles-Feuilles, 75116 PARIS.

En Picardie, le directeur technique d'un grand féculier

Notre société se situe parmi les 3 leaders de la féculerie en France : avec 65 personnes, nous avons réalisé un chiffre d'affaires de 137 millions de francs en 1983, dont 55% à l'export. Ambitieux, nous avons de nombreux projets d'expansion, pour lesquels nous consacrons 9% de notre CA.

Nous recherchons aujourd'hui le collaborateur qui saura, auprès de notre Directeur Général, développer notre savoir-faire industriel. A ce titre, il devra diriger, gérer et animer l'ensemble de nos moyens de production, actuels et futurs, dans un souci constant d'efficacité et de rentabilité.

Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole (ENSIA, A&M...), vous avez, à 35 ans environ, acquis une solide expérience d'au moins 5 ans dans une fonction équivalente, associant la direction d'unités de production (lignes à process fortement automatisé) avec les travaux neufs ou l'ingénierie. Nous souhaiterions que cela soit dans le secteur agro-alimentaire (sucrerie, distillerie, conserverie...) ou chimique, et que vous maîtrisiez bien la langue anglaise.

Pour ce poste de haut niveau, nous vous remercions de faire part de vos motivations manuscrites avec photo et salaire actuel, sous référence FVM 6180 à notre Conseil,

58 avenue de Wagram - 75017 Paris. 17 rue Courmeaux - 51054 Reims Cedex.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

MORENO CONSULTANTS — Recrutement Structures et Communication

IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION

recherche

pour activité de gros - BRETAGNE - NORD
tournée vers le bâtiment et l'agriculture

DIRECTEUR

Justifiant dans les secteurs indiqués d'une expérience de vente ou d'animation des ventes doublée d'aptitude à la gestion.

La rémunération sera liée à l'expérience et à la valeur du candidat retenu.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous réf. 83327 M à BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra



Paris — Directeur administratif et financier — 240 000 F+

Groupe de PME – 450 personnes, 180 millions de chiffre d'affaires en 1984 –, nous occupons, par la qualité de nos services, une place privilégiée dans le domaine du nettoyage et de la maintenance industriels.

Pour assurer la Direction administrative et financière de notre Groupe, nous recherchons un collaborateur de bonne formation.

Disposant d'une expérience réussie dans une fonction similaire, vous avez pu développer des connaissances pratiques en finances, gestion de trésorerie, fiscalité et vous familiariser avec l'outil informatique.

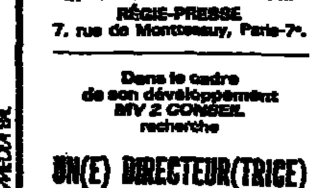
Nous souhaitons vous confier l'entière responsabilité de cette Direction et l'animation d'une équipe administrative et informatique de 20 personnes.

Si l'ensemble de ces responsabilités vous motive, téléphonez au (1) 296.15.16 du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h (précisez la réf. 301).

Vous pouvez également nous adresser votre candidature sous la réf. 301/LM à ALLO-CARRIERES - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

(1) 296.15.16

MEDIA BA



COTE D'AZUR
CENTRE DE CONVALESCENCE ET RETRAITE
50 lits, recherche

DIRECTEUR

Situation stable, exp., sérieuses références exigées.

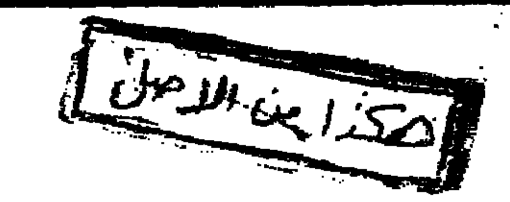
Ecrire sous le n° T 068.461 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7e.

Dans le cadre de son développement
MV 2 CONSEIL
recherche

UN(E) DIRECTEUR(TRICE) D'ÉTUDES QUANTITATIVES

Rém. 240.000 F. +, en fonction de l'exp. Exp. : 5 a. min., dt Stés d'ét. Env. c.v. + photo à Emmanuel BRIZART, MV2 CONSEIL, 41, av. du Gal-Leclerc, 92100 BOULOGNE.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.





SCIENCES

LE PROJET DE SYNCHROTRON EUROPÉEN

Le conseil régional d'Alsace veut attaquer l'État en justice

(De notre correspondant)

Strasbourg. – La région Alsace ira en justice après avoir été privée de l'anneau de rayonnement synchrotron. Son conseil régional a donné mandat à son président, Mᵉ Marcel Rudloff, sénateur (UDF-CDS) du Bas-Rhin, et maire de Strasbourg, de la représenter dans toute procédure qui pourrait être engagée dans ce litige avec l'État.

Le président du conseil régional, qui avait annoncé son intention avant même le déplacement de M. Mitterrand en Alsace (*le Monde* du 22 novembre), a jugé que c'était *« la démarche normale qu'un citoyen, dans un pays libre, doit accomplir »*. L'engagement de défendre la candidature strasbourgeoise avait été pris, dit-il, lors d'un comité interministériel d'aménagement du territoire le 20 décembre 1982, et scellé dans le contrat de plan signé entre *l'État et la région Alsace* le 28 avril 1984. Il a été violé lorsque M. Louis Mermaz, président (PS) du conseil général de l'Isère et président de l'Assemblée nationale, a annoncé le 18 octobre que le gouvernement défendrait dorénavant le site de Grenoble.

M. Rudloff tentera d'obtenir un sursis à exécution pour « geler » le dossier tant que les juges administratifs n'auront pas rendu leur arrêt. L'ancien bâtonnier du barreau de Strasbourg attend beaucoup de cette procédure : c'est la valeur même des contrats de plan négociés *et signés par les régions* avec l'État, qui est en jeu : acte de gouvernement ou véritable « traité » de droit interne.

Le parallélisme de forme n'a pas non plus été respecté dans l'affaire du synchrotron : seul un comité interministériel, estime-t-on à la région Alsace, pouvait défaire ce qu'un comité interministériel a fait.

M. Jean Oehler, député (PS) du Bas-Rhin, a jugé qu'on n'avait pas, pour autant, *« le droit d'entretenir des illusions et de faire croire à un retour en arrière »*, qui rendrait le synchrotron à Strasbourg.

LE CARNET DU Monde

Naissances

– Gaële, Guillaume et Amélie ont la joie de faire part de la naissance de

Adeline,

le 24 octobre 1984.

M. Luc-Jean GOUTELLE et Mᵐᵉ, née Bernadette Genton.

18, rue de la Grande-Chaumière,
75006 Paris.

Mariages

– Le professeur
et Mᵐᵉ Claude JACQUILLAT,
M. et Mᵐᵉ Roland DUSSEAUX,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Laurence et Hugues,

qui sera célébré le samedi 22 décembre 1984 en l'église réformée de Saint-Agrève (Ardèche).

30, rue Boissière, 75116 Paris.
« Les Abondances »,
3, allée des Sycomores,
92100 Boulogne.

Décès

– Albert Toutain-Bloch
Et toute la famille
ont la grande douleur de faire part du décès de

Jean BLOCH,
officier de la Légion d'honneur,
président de chambre honoraire
au tribunal de commerce de Paris,

survenu le 9 décembre 1984, à Paris-16ᵉ, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, le mardi 18 décembre, à 13 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, avenue Rodin, 75116 Paris.

[Né le 12 juin 1899 à Paris, Jean Bloch, licencié en droit, attaché au cabinet de Georges Clemenceau en 1919, est avocat stagiaire à la cour de Paris en 1922. Conseiller du commerce extérieur de la France de 1930 à 1940, il est en même temps juge au tribunal de commerce de Paris à partir de 1931. Dès 1940, il est radié, sous l'occupation allemande, puis réintégré en 1945, avant de devenir président de chambre honoraire en 1948.

Sur le plan militaire, Jean Bloch, engagé volontaire en 1916, devait, après la guerre, obtenir son brevet de pilote militaire pour terminer comme commandant honoraire de l'armée de l'air.

Jean Bloch fut également journaliste professionnel (« le rayon laser » de la Nation), puis rédacteur-réviseur à l'ORTF. Il avait collaboré à plusieurs reprises à notre journal.]

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– Monique Roggero,
Christophe Roggero
Et leur famille,
Ses collègues et amis de l'université de Provence

ont la douleur de faire part du décès, survenu le 15 décembre 1984, de

Jacques ROGGERO,

maître-assistant
à l'université de Provence.

UER d'anglais,
29, avenue Robert-Schuman,
Aix-en-Provence.

– M. et Mᵐᵉ Jean-Pierre Unger
et leurs enfants,
M. et Mᵐᵉ François Unger
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

Marguerite UNGER,

survenu le 12 décembre, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Saint-Mandé.

120, avenue de Joinville,
94100 Saint-Maur.
49, avenue Marinville,
94100 Saint-Maur.

Anniversaires

– Le 20 décembre,
premier anniversaire de la mort de

Colette ASTIER,
infirmière.

Sa famille, ses amis, ensemble ou dispersés, seront unis dans la même prière ou la même pensée.

Eric, Franck, Gérard Astier,
Lyon. Aix-en-Provence. Tain-l'Hermitage.
« Haute-Plainte », Rochefort-Samson.

Communications diverses

– Le Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ), 101, quai Branly, 75015 Paris, sera fermé au public du 17 au 26 décembre 1984 inclus, pour procéder à des travaux dans le hall d'accueil.

– Le breton par correspondance : outre des cours de gallois, d'esperanto, d'irlandais et d'histoire de Bretagne, l'association Skol Ober assure, et ce depuis plus de cinquante ans, des cours par correspondance de breton. (Ober, Gwaremn Leurven Plufur, 22310 Plestin-les-Grèves.)

– Au cours d'une cérémonie amicale, lundi 10 décembre, au sein de l'ambassade de Somalie à Paris, organisée par M. Ahmed Gure, chargé d'affaires, M. J.-C. Thenault, directeur du personnel de la Compagnie française de prospection sismique qui opère en Somalie, accompagné de M. J. Tubiana, président de l'Association française pour le développement de la recherche scientifique en Afrique de l'Est, a remis au nom de M. R. MW. Haskett, président de la compagnie, une participation à Mᵐᵉ Mariam Barre pour soutenir son effort afin de faire mieux connaître la culture, la langue et la littérature somaliennes en France.

Assistaient à cette réunion deux représentants de la direction des relations culturelles secteur Afrique et M. Michel Perret, représentant l'INALCO.

Entraide

LA SEMAINE DE LA BONTÉ

(Reconnue d'utilité publique)

CAS nº 28

Depuis le décès de son mari, il y a dix-huit ans, Madame assume seule la charge de son fils âgé de vingt ans, aveugle et malentendant. Madame travaille comme aide ménagère et subvient à la scolarité de son fils, qui a réussi son CAP d'employé de bureau. Pour aider son enfant à acquérir le maximum d'autonomie, Madame a pu acheter un chien guide... mais ces frais importants la laissent démunie devant l'obligation récente d'un changement d'appareils auditifs pour son fils. L'aide apportée par la Caisse primaire d'assurance- maladie ne couvre qu'une mince partie de la dépense, qui s'élève à 8 120 F.

Pour aider cette mère courageuse et efficace pour l'avenir de son fils, il faut au moins : 4 000 F.

★ Prière d'adresser les dons à la Semaine de la bonté, 175, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris. CCP Paris 4-52 X ou chèques bancaires.

Aucune quête n'est faite à domicile.

– A l'approche de Noël, pensons à ceux qui ont faim ! Les Salésiennes missionnaires du Tamilnadu (Inde du Sud) rappellent qu'elles ont de grandes difficultés pour assurer le riz quotidien à tous les enfants de leurs écoles-orphelinats : 100 F seraient, à l'heure actuelle, une aide efficace pour prendre en charge un enfant pendant un mois, mais le moindre don sera reçu avec reconnaissance par l'association (loi 1901) Premdan, 67, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris, CCP Paris 22 275 91 A.

SOS AMITIÉ LANCE UN CRI D'ALARME

Pendant vingt-cinq ans, SOS Amitié a fait face. Ses 2 300 bénévoles répondent par téléphone à d'innombrables appels au secours (500 000 environ en 1983). SOS Amitié est aidé par l'Etat qui reconnaît le caractère d'utilité publique de son action d'urgence en couvrant, au titre de la prévention du suicide, une part de ses besoins.

Aujourd'hui, l'association, qui compte quarante-neuf postes d'écoute au 1ᵉʳ janvier 1985 sur l'ensemble de la France, ne peut plus, sur le plan financier, terminer l'année. Plus grave encore, il lui faut trouver deux millions de francs pour 1985, sans lesquels la poursuite de son action est compromise. SOS Amitié lance donc un appel à la générosité de tous.

★ Fédération SOS Amitié France, 12, rue du Havre, 75009 Paris, CCP : 11 409 45 N.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

– Université Paris-I, mardi 18 décembre, à 14 heures, salle appartement Decanal (centre Panthéon), M. Georges Labaki : « La fiscalité de l'habitat au Liban ».

RELIGION

AVEC L'AUTORISATION DU CARDINAL LUSTIGER

Plusieurs milliers de Parisiens ont assisté à une messe en latin, selon l'ancien rituel

Petit événement samedi 15 décembre, à Paris, dans les milieux catholiques traditionalistes : la première messe en latin, selon le rite ancien de saint Pie V, autorisée par le cardinal Jean-Marie Lustiger a été un franc succès. L'église Saint-Etienne-du-Mont (trois mille places), près du Panthéon, était trop petite pour accueillir les fidèles, venus nombreux célébrer le vingtième anniversaire de l'association « Una Voce », qui milite en faveur de la liturgie latine et du chant grégorien.

L'autorisation de l'archevêque de Paris a été donnée à la suite de l'indult publié par Jean-Paul II en octobre, permettant de célébrer l'ancienne messe à une condition : *« celle de la reconnaissance publique, par ceux qui feront la demande de cette permission, de la légitimité et de la rectitude de la messe de Paul VI, et donc aussi de l'enseignement même du concile »* (*le Monde* du 17 octobre). Dans une lettre, qui a été lue à Saint-Etienne-du-Mont, le cardinal Lustiger a rappelé la nécessaire fidélité à l'Eglise et au concile.

La décision de Jean-Paul II avait surpris – puisque Paul VI avait interdit formellement aux évêques d'autoriser l'ancien rite – et provoqué de nombreuses critiques, jusqu'au sein de la conférence liturgique internationale qui a réuni les représentants des commissions liturgiques de trente-deux pays, début novembre, à Rome. Le pape avait expliqué son geste d'apaisement comme un moyen de *« ramener la paix »* dans l'Eglise.

La déception des intégristes

Le souhait de Jean-Paul II paraît loin d'être réalisé. Si de nombreux catholiques se sont déclarés heureux de retrouver le charme désuet des messes de leur enfance, les intégristes n'en désarment pas pour autant. Certains, comme M. Jacques de Ricaumont, ont trouvé que la messe à Saint-Etienne-du-Mont n'était qu'un pâle reflet des vraies messes d'antan.

« Elle était dite à l'envers, c'est-à-dire face au public, écrit M. de Ricaumont dans *le Figaro* de lundi. *La chasuble gothique du célébrant était si pâle et si simple qu'elle se confondait avec l'autel, et il n'y eut qu'un seul* Domine non sum dignus. *Bref, sont actuellement célébrées dans plusieurs églises de Paris des messes conciliaires plus traditionnelles et plus solennelles que celle-ci. La réconciliation de la dissidence intégriste avec la hiérarchie n'est pas pour demain... »*

Mgr Marcel Lefebvre, fondateur du séminaire traditionaliste d'Ecône (Suisse), renchérit. Selon M. Bourillon, un de ses porte-parole, *« tout en exprimant sa satisfaction que le rite traditionnel cesse d'être injustement proscrit par les autorités hiérarchiques, il juge cependant inacceptables certaines conditions mises par le document romain pour la célébration de cette messe – d'autant plus qu'il reste fermement attaché au contenu du catéchisme traditionnel, c'est-à-dire à la foi ainsi qu'aux rites traditionnels de l'administration des sacrements. Il conseille aux fidèles d'assister de plus en plus nombreux à la messe de toujours, et aux prêtres de multiplier les occasions de cette célébration »*. *« Que prêtres et fidèles,* ajoute-t-il, *ne craignent pas d'intervenir fréquemment auprès des évêques afin de pouvoir profiter de leurs droits à la messe sans rien céder de leur position doctrinale. »*

A. W.

MÉDECINE

● *Le grand prix Claude-Bernard de la Ville de Paris pour la recherche médicale* a été attribué au professeur Gérard Milhaud, chef de service de médecine nucléaire de l'hôpital Saint-Antoine, pour ses travaux sur la calcitonine, qui permet de lutter contre la décalcification.

Le Monde

sports

TENNIS

Connors « crache » dans la Coupe

La Suède semble bien partie pour gagner la deuxième finale de la Coupe Davis, après son premier succès contre la Tchécoslovaquie en 1975 avec Bjorn Borg. Avant le double, qui doit mettre en présence lundi 17 Jarryd et Edberg d'une part, McEnroe et Fleming d'autre part, les Suédois menaient en effet 2-0 face aux Américains. Wilander et Sundström se sont imposés le 16 décembre, respectivement devant Connors (6-1, 6-3, 6-3) et McEnroe (13-11, 6-4, 6-3). Pour avoir fait des gestes obscènes et tenu des propos qui ne l'étaient pas moins, Connors, qui a été pénalisé en cours de match, a été également menacé par le juge-arbitre de la rencontre d'une amende, qui pourrait éventuellement se doubler d'une disqualification.

De notre envoyé spécial

Göteborg. – La Coupe Davis, octogénaire, est décidement un miracle du tennis. Avec ses retournements imprévus, les aléas de ses matches en cinq sets sans tie-break, ses surfaces insolites et ses dépaysements, aucune épreuve ne provoque un suspense aussi théâtral. Seuls les vrais joueurs, les joueurs de poker, qui ont dans le sang la passion de la glorieuse incertitude, peuvent apprécier quel inventeur extraordinaire fut, à l'orée du siècle, M. Dwight Davis, quand il dota son célèbre saladier d'un règlement triple qui vaut la règle des trois unités.

Qui aurait cru, dimanche 16 décembre à Göteborg, au terme de la première journée comptant pour la finale de la Coupe Davis, que la Suède mènerait par deux victoires à zéro sur les Etats-Unis, et que les deux super-champions américains, John McEnroe et Jimmy Connors, numéro un et numéro deux mondiaux, seraient battus en trois sets à zéro par leurs adversaires respectifs, Henrik Sundström et Mats Wilander.

C'était faire preuve de grande prétention de la part des joueurs américains de ne débarquer qu'à la dernière minute sur le central en terre battue du Scandinavium pour affronter la plus forte équipe que la Suède ait pu aligner dans toute l'histoire du tennis. Avant la guerre, les joueurs d'Europe centrale passaient pour imbattables sur la brique pilée. Aujourd'hui, depuis l'avènement de Bjorn Borg, le précurseur, qui à lui seul avait remporté la finale de la Coupe déjà pour la Suède, à la veille de Noël 1975, ce sont les Suédois.

Si encore McEnroe et Connors avaient montré bon visage dans la défaite, ils auraient eu tous leurs admirateurs pour eux. Mais non ! Quand ils ont vu leur chance tourner, ils sont devenus, à la lettre, des affreux, devant un public de 14 000 spectateurs. Malheureusement, il se trouvait que leurs adversaires étaient en pleine forme, aux nerfs en acier trempé, modèle scandinave déposé, cognant à tour de bras, ayant réplique à toutes les balles.

Mats Wilander, âgé de vingt ans, tout récent champion d'Australie sur herbe, retrouva devant Connors, écrasé sur le score de 6-1, 6-3, 6-3, cette domination qui lui avait permis d'enlever les Internationaux de Roland-Garros en 1982.

Après les échanges liminaires où Connors avait vigoureusement asséné les trajectoires tendues qu'il affectionne, on s'aperçut très vite que le Suédois avait réplique à tout et poussait la coquetterie jusqu'à finir des points au filet et à écraser des smashes imparables, comme s'il se trouvait à Melbourne.

Virtuose sans volée

Mené 1-4 dans le premier set et pas content du tout de ce qu'il considérait comme une erreur d'arbitrage, Connors écopait alors d'un avertissement pour gestes obcènes à l'égard de l'arbitre de chaise. Indéchiffrable, implacable, inexorable, Wilander poursuivit sa marche en avant : 6-1 d'abord et bientôt 6-3. Au troisième set, Wilander accélère encore grâce à un arsenal de coups d'attaque plus complet que n'a jamais eu Borg à son âge.

Au changement de côté, mené 2-3, Connors est derechef pénalisé sur son service pour propos obcènes : cette fois, il s'agit d'un point, et Wilander, qui n'en demandait pas tant, démarre à 0-15. Les échanges reprennent à boulets rouges. Connors lutte pied à pied sur la ligne de fond, mais vite il décroche ostensiblement, privé de sa vitesse de relance comme on l'a vu ces dernières années, besognant sans pouvoir apprivoiser tout à fait la terre battue de Roland-Garros. Cette impuissance le met en fureur. Mené dans cette troisième manche par 3 jeux à 4, et 15-30 sur son service, il sort son plus joli chapelet de jurons directement adressés à l'arbitre.

Celui-ci est un ancien de la RAF qui a connu les écarts de « Jimbo » à Wimbledon. Il siège parmi les meilleurs juges anglais : pas question qu'il s'en laisse conter sur le mode ordurier. Un avertissement plus deux points de pénalisation égalent un jeu de pénalisation. C'est le règlement aussitôt appliqué. Dans les tribunes, peu d'effervescence. Sur le court, en revanche, palabres, tempête, discussions : le juge-arbitre anglais, Alan Mills, soutient sans *réserve* le juge de chaise. Jeu donc à la Suède. Les derniers points ne sont q'une formalité pour Wilander, qui court au poteau et boucle le set et la partie par 6-3.

Par extraordinaire, tout en se montrant parfaitement désagréable sur les points litigieux, John McEnroe – qui devait encore avoir en mémoire les vingt et un jours de suspension provoqués par son inconduite au Tournoi de Stockholm – *parut moins* mal *embouché que son* aîné dans le cours du match qui fit suite. Il pensait certainement, au début, jouer les épouvantails devant Henrik Sundström qu'il n'avait jamais rencontré. Mais le Suédois, âgé lui aussi de vingt ans, lui opposait un moral d'airain et, plus encore, une pugnacité dans la contre-attaque et le passing-shot, qu'avantageait un jeu de jambes à toute épreuve. Néanmoins, quand, au premier set, McEnroe a mené par 8 jeux à 7 et 40-15 avec deux balles de set, puis par 11 jeux à 10 et avec deux balles de set sur son service, nous n'imaginions pas la suite. Or Sundström enleva bel et bien cette première manche 13-11, après avoir bataillé deux heures. Il fit mieux – ô surprise ! – à la seconde, remportée par 6-4. Au troisième set, le volleyeur virtuose aurait dû se reprendre. Mais le virtuose n'avait plus de volée ; pis, il n'avait plus de service, plus un ace ne passait pis encore, il faisait des fautes ! Le court couvert, la lumière artificielle, la longue patience de la terre battue, ne sont pas faits décidément pour un zéphyr comme lui, épris d'émancipations *fulgurantes à l'air libre*.

A 3-5, alors qu'il est au service, McEnroe est contré par un lob lifté que Sundström a eu l'inspiration de distiller en plein milieu d'un échange atomique. Après cela, sur la balle de match, il est laissé sur place par une diagonale en contre-pied. C'en est fini pour la première journée désastreuse du génie !

OLIVIER MERLIN.

SKI NORDIQUE

Le demi-pas de patineur

De notre envoyé spécial

Davos. – La deuxième étape de la Coupe du monde de ski de fond a été remportée par le Norvégien Ove Aunli, le 15 décembre à Davos (Suisse), sur la distance de 30 kilomètres *parcourus en 1 h 18 mn 34 s.* Sévèrement battus aux Jeux olympiques de Sarajevo l'hiver dernier, les Norvégiens sont en pleine résurrection. Six d'entre eux occupent les sept première places de l'épreuve. Mais cet événement a été occulté par un sujet brûlant relatif à une évolution technique spectaculaire qui bouleverse la physionomie du ski de fond.

Ove Aunli triomphait à l'arrivée. Cet élan de joie dépassait le simple contexte d'un succès lui assurant la sélection pour les championnats du monde, qui auront lieu du 17 au 27 janvier à Seefeld (Autriche). Il s'adressait également aux notables de la Fédération internationale de ski, responsables de sa disqualification aux Jeux d'hiver de Sarajevo dans le 15 kilomètres, qu'il avait terminé en cinquième position. Epuisé, Ove Aunli avait alors « oublié » une règle imposée de fraîche date en utilisant dans les 200 derniers mètres un geste connu sous le nom de « demi-pas de patineur ».

Merveilleux pied de nez le 15 décembre : c'est en l'utilisant comme un forcené durant 29 kilomètres et 800 mètres qu'il a bâti sa victoire, au moment même où les « gardiens de la loi » nordiques veulent renforcer la chasse à ce mouvement. Ils voudraient même l'interdire mais ne peuvent pas placer un gardien à chaque hectomètre de la piste.

En quoi consiste ce geste ? Depuis des décennies, l'arsenal technique du skieur de fond repose sur des mouvements variés car adaptés au profil du terrain et conçus dans leur majorité pour faire avancer les lattes dans des rails creusés dans la neige. Le « demi-pas de patineur » prend maintenant le dessus sur tous les gestes pratiqués en terrain plat et en montée. Le fondeur garde un ski *dans un des deux rails et se propulse* en exerçant une pression de côté et vers l'arrière, grâce à l'autre ski, « mordant » ainsi la neige dans la partie damée de la piste pour trouver un appui. Les Français ont parfaitement imagé la situation en le baptisant « pas de mouche ».

Glisser en montée

S'il fait rage actuellement, c'est parce que les compétiteurs ont vérifié son efficacité. Ceux qui pensaient à une mode, aux premiers temps de son utilisation, se trompaient lourdement. L'irruption aura été foudroyante.

Au milieu des années 70, un Finlandais, Pauli Siitonen, spécialiste des courses de longue distance, fut à l'origine de cette innovation qui lui permettait de garder une vitesse élevée en terrain plat tout en offrant une autre forme de sollicitation musculaire. Glissant derrière lui à l'occasion d'une épreuve au Canada en 1978, l'Américain Bill Koch – médaillé aux Jeux de 1976 et aux championnats du monde de 1982 – s'empressa de copier le demi-pas de patineur, de le rendre encore plus efficace et de le transposer sur les circuits des distances dites courtes (15 km, 30 km et 50 km), où il s'imposa de manière définitive l'hiver dernier. Avec un travail de musculation, son utilisation pouvait être élargie aux montées les plus sévères.

Bouleversement fondamental pour un skieur de fond : il devenait envisageable de ne plus appliquer du fart de retenue sur les semelles, pour faire adhérer les skis à la neige et d'exercer aussi des appuis. C'est ce qu'ont fait dix concurrents, dont Ove Aunli, samedi à Davos, qui purent réaliser ce que personne n'imaginait il y a encore un an : glisser en montée grâce à une puissante sollicitation des cuisses et des bras.

L'opposition à cette révolution vient des dirigeants nordiques. Ils craignent que *le ski de fond* ne verse dans l'uniformité, qu'il ne perde son incontestable variété esthétique et qu'il ne génère des athlètes taillés comme des patineurs de vitesse. La polémique fait rage. En majorité, les *champions rétorquent* que le principe de la compétition est d'avancer le plus vite possible. Leur capacité d'invention et de progrès heurte la sensibilité des traditionalistes.

LLIBERT TARRAGO.

LES RÉSULTATS

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Dizième journée)

Caen b. *Tours 82-77
Avignon b. *Le Mans 80-79
Antibes b. *Monaco 88-68
Challans b. *Mulhouse 91-90
*Villeurbanne b. Stade Français 117-98
*Limoges b. Saint-Etienne ... 137-105
*Orthez b. Vichy 93-75

Classement. – 1. Limoges, Villeurbanne, 28 pts ; 3. Stade Français, 26 ; etc.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Vingtième journée)

Toulon b. *Brest 1-0
*Lille b. *Paris SG* 3-2
*Bordeaux b. Nancy 3-1
*Bastia b. Toulouse 4-0
*Tours b. Monaco 2-1
*Auxerre b. Laval 2-1
*Metz b. Strasbourg 1-0
*Lens b. RC Paris 1-0
Nantes b. *Marseille 2-0
*Sochaux b. Rouen 4-0

Classement. – 1. Nantes, 33 pts ; 2. Bordeaux, 31 ; 3. Auxerre, 26 ; 4. Lens, Toulon, Metz, 23 ; 7. Paris SG, Bastia, 22 ; 9. Brest, 21 ; 10. Monaco, Laval, 19 ; 12. Sochaux, 18 ; 13. Lille, 17 ; 14. Tours, Marseille, 16 ; 16. Strasbourg, Toulouse, Nancy, 15 ; 19. Rouen, 14 ; 20. RC Paris, 12.

Deuxième division
(Dix-neuvième journée)
Groupe A

*Mulhouse b. Angers 9-0
*Orléans et Rennes 0-0
Le Havre b. *Valenciennes .. 1-0
*Dunkerque b. Stade Français 2-1
*Red Star b. Abbeville 1-0
*Amiens et Sedan 1-1
*Quimper b. Caen 1-0
*Guingamp et Besançon 0-0
*Reims et Châteauroux 1-1

Classement. – 1. Mulhouse, 28 pts ; 2. Le Havre, 27 ; 3. Rennes, Orléans, 26 ; etc.

Groupe B

*Limoges et Montpellier 1-1
*Lyon b. Grenoble 2-0
*Alès b. Béziers 1-0
Saint-Etienne b. *Valence .. 4-2
Martigues b. *La Roche 2-0
*Gueugnon b. Thonon 1-0
*Nice b. Cuiseaux-Louhans .. 2-0
*Le Puy b. Cannes 3-0
Nîmes b. Sète 2-0

Classement. – 1. Nice, 27 pts ; 2. Nîmes, 25 ; 3. Montpellier, 24 ; etc.

Handball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Huitième journée)

*Nîmes b. Stade Marseillais UC 24-20
*Gagny b. Saint-Maur 28-26
Paris UC b. *Ivry 33-21
*Dijon b. Boulogne-Billancourt 26-18
*St-Martin-d'Hères b. St. Messin 19-17

Classement. – 1. Gagny, 23 pts ; 2. SMUC, 18 ; 3. Saint-Maur, Nîmes, 17 ; etc.

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Dix-huitième journée)

*Français volants b. Villard .. 8-3
*Briançon b. Viry 6-0
*Gap b. Saint-Gervais 5-3
Grenoble b. *Amiens 6-3
*Chamonix b. Caen 9-6

Match en retard

*Megève b. Français volants .. 10-4

Classement. – 1. Saint-Gervais, 30 pts ; 2. Gap, 27 ; 3. Grenoble, 25 ; 4. Megève, 24 ; 5. Français volants, 23.

Patinage artistique

CHAMPIONNATS DE FRANCE

Les titres nationaux, disputés à Belfort, ont été remportés en individuel par Fernand Fedronic (Champigny), Agnès Gosselin (Argenteuil) et, en couples, par Sylvie Vaquero (Pessac) et Didier Manaud (Franconville).

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Douzième journée)
Poule 1

*Carcassonne b. Tyrosse 28-12
*Tarbes b. Racing CF 15-12
St. Toulousain b. *Aire/l'Adour 17-13
*Narbonne b. Aurillac 22-3
*Béziers b. Montauban 26-6

Classement. – 1. Stade Toulousain, 32 pts ; 2. Béziers, 31 ; 3. Montauban, Tarbes, 26.

Poule 2

*Hyères b. Oloron 18-13
Romans b. *La Rochelle 12-9
*Dax b. Biarritz 18-9
*Valence b. Boucau 16-11
*Bègles-Bordeaux b. Agen ... 16-12

Classement. – 1. Agen, 30 pts ; 2. Biarritz, 28 ; 3. Dax, Le Boucau, 26.

Poule 3

*Bayonne b. Le Creusot 19-12
*Montferrand b. Brive 22-15
*Grenoble b. Angoulême 27-12
Lourdes b. *Pau 17-7
*La Voulte b. Bagnères 10-3

Classement. – 1. Montferrand, 32 pts ; 2. Lourdes, 31 ; 3. Bayonne, 25 ; 4. Brive, 24.

Poule 4

*Perpignan b. Mont-de-Marsan 19-10
*Castres b. Bourgoin 18-0
*Tulle b. Toulon 19-11
*Nîmes b. Albi 38-4
*Nice b. Graulhet 20-9

Classement. – 1. Nice, Toulon, 32 pts ; 3. Graulhet, 28 ; 4. Bourgoin, 25.

TOURNÉE AUSTRALIENNE EN GRANDE-BRETAGNE

Australie bat Barbarians britanniques à Londres, 37-30. Bilan de la tournée (18 matches) : 13 victoires, dont les 4 tests, 1 nul, 4 défaites.

Ski alpin

COUPE DU MONDE
A MADONNA DI CAMPIGLIO
SLALOM SPÉCIAL MASCULIN

1. Bojan Krizaj (You.), 1 mn 36 s 46 ; 2. Andreas Wenzel (Lie.), à 63/100 ; 3. Petar Popangelov (Bul.), à 82/100 ; 4. Ingemar Stenmark (Suè.), à 85/100 ; 5. Thomas Stangassinger (Aut.), à 93/100.

SLALOM GÉANT FÉMININ

1. Marina Kiehl (RFA), 2 mn 49 s 65 ; 2. Maria Walliser (Sui.), à 92/100 ; 3. Zoé Haas (Sui.), à 1 s 02 ; 4. Elisabeth Kirchler (Aut.), à 1 s 47 ; 5. Debbie Armstrong (E-U), à 1 s 72 ; ...10. Catherine Quittet (Fra.), à 3 s 66.

A VAL GARDENA
DESCENCE MASCULINE

1. Helmut Hoeflehner (Aut.), 2 mn 6 s 82 ; 2. Conradin Cathomen (Sui.), à 74/100 ; 3. Peter Wirnsberger (Aut.), à 1 s 43 ; 4. Klaus Gattermann (RFA), à 1 s 52 ; 5. Karl Alpiger (Sui.), à 1 s 60.

Volley-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Septième journée)

Cannes b. *Bordeaux 3-1
Montpellier b. *Sète 3-1
Stade Français b. *RC France .. 2-3

Classement. – 1. Montpellier, 13 pts ; 2. Cannes, 12 ; 3. Asnières, Stade Français, 11.

SPORTS ÉQUESTRES

Campagne électorale au jumping de Paris

Organisé à la porte de Versailles à l'occasion du Salon du Cheval, le grand prix du Concours de saut international de Paris (CSI) a été gagné le 15 décembre, par le Suisse Willi Melliger sur *Beethoven* devant l'Américaine Leslie Burr sur *Boeing*, championne olympique par équipe aux Jeux de Los Angeles et le Français Hervé Godignon sur *Lude du Chatellier*.

Dans les coulisses du jumping international, la politique de la Fédération équestre française (FEF) a été mise sévèrement en cause par Mme Nelly Commergnat, député (PS) de la Creuse et présidente du Conseil supérieur de l'équitation (CSE). M. Jean-François Chary, vétérinaire, professeur agrégé de chirurgie à l'école d'Alfort, a annoncé sa candidature à la présidence de la FEF contre M. Christian Legrez.

« De vieux caciques décadents bloquent le développement des sports équestres. La haute compétition est nécessaire, mais elle ne saurait faire oublier l'équitation de loisirs. » Mme Nelly Commergnat persiste et signe. Un an après avoir vertement critiqué la Fédération équestre française, elle vient de porter une nouvelle attaque contre les instances fédérales, à l'occasion de la publication d'un rapport sur l'équitation de loisirs que lui a confié M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture.

« Les cavaliers se retirent des structures officielles inadaptées à la demande, constate Mme Commergnat. *« La FEF rejette 95 % des gens qui font du cheval leur loisir. La nécessité s'impose de revoir ses statuts. »* Trois cent mille Français montent à cheval. Cent cinquante mille seulement sont inscrits à la Fédération. Ces effectifs, qui étaient passés de soixante-quatre mille à cent mille de 1972 à 1977, sont aujourd'hui en régression de 2 % environ. En revanche, ceux du Poney-club de France sont en augmentation de 11 %.

Rénovation

Dans son réquisitoire, Mme Commergnat explique : *« Sur 35 millions de francs de subventions, la FEF a consacré, en 1984, 19 millions aux activités sportives, dont 13 millions à la compétition et seulement 6 millions à l'équitation de loisir. »* La présidente du CSE frappe tous azimuts. *« Les résultats de notre sélection aux Jeux olympiques,* dit-elle, *ne justifiaient en rien pareille répartition. »*

Cette attaque en règle de Mme Commergnat n'épargne pas M. Christian Legrez, président de cette Fédération. Elle intervient quelques jours après l'annonce de la candidature de M. Jean-François Chary, âgé de quarante ans, aux élections à la présidence de la FEF, qui doivent avoir lieu en avril prochain. Entre Mme la présidente du CSE et le candidat à la succession de M. Legrez, il y a plus que des convergences. *« Mme Commergnat a le mérite de bousculer les idées reçues,* constate M. Chary. *Elle pose des problèmes et préconise des solutions. »*

Excellent cavalier, M. Chary a été écarté *« sans raison »* du commissariat général du CSIO de France en 1983. Il a repris à son compte l'organisation du CSI de Paris et en a fait un concours-spectacle. *« L'équitation française,* dit-il, *est à un tournant de son existence. Saura-t-on prendre le virage, qui a notamment permis au tennis de décoller vraiment ? »* Le président du Jumping international de Paris a la volonté *« de rénover les structures, de donner aux ligues régionales un véritable pouvoir de décision, d'accroître les moyens financiers des centres équestres »*, dont certains, faute d'aides sérieuses, sont en train de fermer leurs portes. Il propose également de créer la Maison du cheval, qui permettrait la cohabitation de l'Association nationale du tourisme équestre (ANTE) et du Poney-club de France. Sa candidature a reçu de nombreux soutiens, dont celui du service des haras.

Elu président en 1977, M. Christian Legrez s'est fait, au sein du monde équestre, de solides inimitiés. Membre de deux cabinets ministériels sous la précédente majorité, il connaît mieux que personne les milieux de la politique. Il a, le premier, ouvert la campagne électorale fédérale en juin dernier à l'occasion de la présentation à la presse de la sélection nationale en vue des Jeux. Son intervention a été mal reçue.

L'appréciation eût peut-être été différente s'il avait mieux mesuré le bilan de son action et n'avait repris à son compte le programme de ses adversaires. M. Legrez est-il victime de sa personnalité et de son tempérament trop bouillant ? Absente du CSI de Paris, la Fédération a nettement marqué son hostilité à l'organisateur de ce jumping.

Cette attitude, dénoncée par Mme Commergnat, apporte de l'eau au moulin des adversaires de M. Legrez, qui lui reprochent de faire passer ses rancœurs personnelles avant le développement des sports équestres.

GILLES MARTINEAU.

ATHLÉTISME

Francis Gonzalez s'impose au bois de Boulogne

Pour sa vingt-quatrième édition, le Cross du Figaro *a réagi à la concurrence des courses sur route, qui attirent de plus en plus de spécialistes de l'endurance, en créant une épreuve de 16 kilomètres dans le bois de Boulogne, ouverte aux femmes et aux hommes. Avec succès. Quelque cinq mille concurrents ont, en effet, étrenné le 15 décembre, dans la foulée d'un marathonien djiboutien, ce nouveau parcours auquel il manquait seulement des repérages kilométriques pour être parfait. Ces Africains, coureurs à pied anonymes, étaient, pour la plupart, dans une éclatante condition physique. Aussi éclatante, dans sa manifestation particulière, que celle du Bordelais Francis Gonzalez, vainqueur à trente-deux ans du traditionnel Cross des « as » disputé sur 12 kilomètres, le lendemain 16 décembre. Spécialiste de la piste, il a mis à profit un sol sec et une course tactique menée par les principaux favoris – Prianon, Watrice, Legrand et Laventure – pour enlever sa première victoire au bois de Boulogne, au sprint, devant l'Agenais Alex Gonzalez, âgé de trente-trois ans, et le Sochalien Jacky Boxberger, âgé de trente-cinq ans.*

Si les « vieux » ont fait la loi chez les hommes, chez les femmes, la relève est arrivée avec Annette Sergent, âgée de vingt-trois ans, qui a brillamment confirmé ses titres de championne de France des 1 500 et 3 000 mètres, en attaquant dans le dernier tour pour prendre la tête.

A. G.

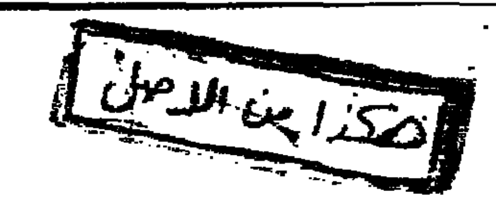
VOILE

Poupon cinq fois plus rapide que Colomb

En reliant Palos-de-la-Frontera (Espagne) à San Salvador (Bahamas) en 12 jours 21 heures 21 minutes et 17 secondes, Philippe Poupon et son catamaran Fleury-Michon VII *se sont montrés bien plus rapides que Christophe Colomb et sa caravelle* Santa Maria *qui avaient mis 69 jours et 18 heures pour faire le même parcours en 1492. Cette performance du navigateur français ne lui assure pourtant pas la victoire dans la Route de la découverte, dont l'arrivée devrait être jugée à Saint-Domingue ce lundi 17 décembre ou au plus tard le lendemain.*

A moins de 500 milles de l'arrivée, Fleury-Michon-VII *et son sister-ship (bateau jumeau)* Charente-Maritime-2, *de Pierre Follenfant, ont navigué à vue dans la journée du dimanche 16. Comme la récente Transat Québec-Saint-Malo, la Route de la découverte devrait donc se terminer par une belle régate pour la première place. La journée de dimanche a également été marquée par le chavirage du trimaran* Pour Médecins sans frontières, *de Jean-Yves Terlain, sans doute à cause de la rupture d'un foil. Le skipper et ses quatre équipiers ont pu être rapidement récupérés sains et saufs par un super pétrolier japonais.*





INVESTIR EN AFRIQUE

Appel à l'initiative privée pour soutenir le développement

« *INVESTISSEZ en Afrique* » : tel est le message que viennent d'adresser aux pays industrialisés les chefs d'Etat de la Communauté économique de développement de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui ont tenu leur sommet annuel à Lomé, capitale du Togo.

C'est dans cette même ville qu'avait eu lieu, au début du mois de novembre, un important colloque du Club d'Afrique, réunissant des responsables politiques de divers horizons, entre autres M. Pali Tchalla, ministre du commerce et des transports, représentant le général Eyadema, président de la République togolaise, MM. Iba der Thiam, ministre de l'enseignement du Sénégal, Asdrubal Pinto de Ulyssea, ambassadeur du Brésil, Mohamed Wafik Hosney, ambassadeur d'Egypte, ainsi que des émissaires de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement, des chambres de commerce et d'industrie de l'Afrique de l'Ouest, et des économistes aussi réputés que le professeur Paul Kuznets, de l'université de l'Indiana.

La France, pour sa part, était représentée par un certain nombre d'universitaires (1). Tous ont également lancé un appel aux investissements privés, relais nécessaires, selon eux, d'un secteur public souvent défaillant dans cette partie du globe.

Ce n'est pas un hasard, en effet, si le Club d'Afrique, organisme international de culture et de développement, avait choisi cette année ce thème ambitieux : « Croissance, équité, autosuffisance : l'initiative privée en Afrique, le défi des années 80. » Pas plus que n'était fortuite la présence, parmi les organisateurs, du docteur Michael A. Samuels, du Centre pour l'entreprise *privée internationale* de Washington, qui avait pratiquement financé cette manifestation.

Une bombe à retardement

Cela dit, *comment ne pas comprendre* M. Ampah Johnson, recteur de l'université du Bénin à Lomé et président du Club d'Afrique, lorsqu'il se réjouit de l'intérêt manifesté aujourd'hui par les hommes d'affaires américains – ou autres – à l'égard d'un continent en pleine banqueroute financière ? N'est-ce pas M. Claude Cheysson lui-même qui déclarait récemment devant *l'Assemblée nationale que l'on ne* pourrait résoudre le problème de l'endettement du tiers-monde sans l'aide privée américaine ?

« *Nous sommes assis sur une bombe à retardement* », ont déclaré les animateurs du colloque, en rappelant les *données du drame africain* : la sécheresse bien sûr, mais surtout une démographie galopante, l'un des plus bas revenus moyens du monde par habitant, une croissance pratiquement nulle, une production alimentaire insuffisante en quantité et en qualité – plusieurs dizaines de millions de personnes subissent la famine. Le tout est amplifié par les divisions politiques et le désordre monétaire international.

Face à cette conjoncture, la plupart des initiatives publiques des États *africains ont échoué*, et nombre de leurs gouvernements estiment qu'il est temps de faire participer davantage l'industrie privée à la promotion « *en souplesse* » d'un développement « *endogène, auto-centré et auto-entretenu* ». Cependant, *nombreux sont les obstacles, à commencer* par l'instabilité politique des pays africains – ce dont les experts de Lomé ont bien peu parlé. En revanche, ils ont recensé un certain nombre de barrages, d'abord technologiques et financiers : taille trop *faible du marché, nombre limité de* produits à transformer, faiblesse du cadre institutionnel, protectionnisme des États africains, faiblesse du réseau de communications, manque d'expérience des responsables, et trop souvent... leur corruption. En regard de ce sombre tableau, *certains éléments favorables* apparaissent : le coût peu élevé des salaires, le nombre des activités potentielles, la multiplicité des choix technologiques.

C'est pourquoi il a été demandé au Club d'Afrique de créer un *Centre d'études, de recherche et d'application* chargé de la relance de l'initiative individuelle en Afrique, travaillant en collaboration avec la Fédération africaine des chambres de commerce et avec les institutions nationales et internationales. L'objectif : une coopération plus efficace entre l'État et l'entreprise privée, fût-elle étrangère...

Les tontines

Pour y parvenir, le recteur Ampah Johnson, résumant les conclusions pratiques du colloque de Lomé, a préconisé de nombreuses réformes : notamment la réglementation des tontines, associations d'épargnants – souvent des femmes – *finançant à tour de rôle une* affaire commerciale par le biais de cotisations, remboursées ensuite sous forme de rentes. Il s'agirait, selon Mlle Kokoé Kuevidjen, analyste-économiste à Lomé, de mieux maîtriser ce système de financement original, afin de l'intégrer dans une politique d'expansion de la libre entreprise.

Dans le même ordre d'idée, les experts souhaitent la reconnaissance du rôle de la femme dans le monde rural, l'artisanat, le commerce de détail, d'où la nécessité d'assurer sa formation dans ces domaines. Autres suggestions : la promotion, *au niveau de l'ensemble du continent*, des meilleurs agriculteurs, artisans, industriels, commerçants et artistes, en vue de favoriser « *l'autonomie créatrice africaine* », le renforcement des exportations, notamment interafricaines, en vue de l'établissement d'un marché commun africain. Encore faudrait-il, comme l'a proposé le professeur Mario Velo, de l'université de Pavie, que l'*Afrique puisse s'*appuyer sur une union monétaire d'abord européenne et, dans un second temps, africaine, pour contrebalancer la puissance financière des Etats-Unis.

JEAN BENOIT.

(1) Notamment MM. Masini, de Paris-I, Austruy, de Paris-II, du Bois Gaudusson, de Bordeaux-I, *Mme* Geneviève Causse, de l'Ecole supérieure de commerce de Paris, MM. Lafay, de l'université de Poitiers, Mathonnat, de *l'université de Clermont-Ferrand*, Servet, de l'université de Lyon, Gargouil, de l'Institut de recherches, Sevrier, de Suresnes, ainsi que M. Degallais, chef de la mission de coopération à Lomé.

« Les Yankees sont là ! »

A l'est de Lomé, entre le marché aux fétiches et le vieux wharf rouillé qui s'enfonce progressivement dans l'océan, la zone industrielle de la capitale togolaise abrite un certain nombre d'entreprises privées. Certaines sont gérées conjointement par des Togolais et des Français.

Ainsi, cette petite fabrique de tubes et de panneaux en plastique, qui se maintient, dit le patron, *« malgré le coût de plus en plus élevé des matières premières »*. Le polyvinyl-chloride, sorte de résine à base d'acétylène, qui arrive de France, est acheté au prix de 500 F CFA le kilo, avant transformation. Or, explique notre interlocuteur, on trouve désormais sur le marché local des pièces entièrement fabriquées, au prix de 350 F CFA le kilo. Et d'ajouter, en soupirant : *« Les Yankees sont là, leur concurrence est imbattable ! »*

Investir dans le privé ? *« Cela me paraît prématuré,* dit le directeur d'un autre établissement. *Il y a peu de débouchés ici pour l'entreprise privée »*.

Tel n'est pas, bien sûr, l'avis de cet homme d'affaires américain, M. John Moore, qui vient de louer pour dix ans les installations de l'ancienne aciérie nationale togolaise – une mini-aciérie construite par un groupe européen en 1979, – à proximité du complexe portuaire de Lomé. Le nouvel établissement s'appelle la Société togolaise de sidérurgie (STS). S'appuyant sur une expérience acquise au Panama, où il a développé l'aciérie « nationale » de statut privé, M. Moore a l'intention de diversifier la gamme de produits finis fabriqués à Lomé, et d'y ajouter la production de profilés. Il s'agit là du premier investissement américain important au Togo.

Pourquoi M. Moore a-t-il choisi ce pays ? *« Parce que le Togo,* nous répond-on, *est un peu la Suisse de l'Afrique – climat politique stable, régime d'investissement libéral, main-d'œuvre qualifiée, moyens de transport et de communication – et qu'il présente également des possibilités d'investissement dans d'autres entreprises d'Etat, notamment dans l'industrie du textile et la raffinerie nationale du pétrole. »* – J. B.

CONJONCTURE

Du blé qui vaut de l'or

EN 1984, la croissance devrait être de l'ordre de 1,5 %. C'est un score qui placerait la France dans la moyenne de la Communauté européenne. Les deux principaux moteurs auront été l'agriculture et l'industrie.

Cette année, la croissance proviendra pour un tiers de l'agriculture : la récolte a été exceptionnelle. La production agricole est supérieure de 8 % à celle de l'année dernière.

L'agriculture en vedette

Les rendements à l'hectare sont en hausse de 25 % pour le blé, qui a bénéficié d'un climat remarquable l'hiver dernier. En revanche, les récoltes de maïs, de tournesol et de vin sont médiocres à cause de l'automne « pourri ».

La nouvelle réglementation en ce qui concerne les quotas laitiers *« aboutira à une production de bovins en hausse de 10 % par rapport à 1983 et à une légère baisse de la production laitière »*, selon un expert agricole. *« Les abattages de bovins sont importants depuis l'été du fait des primes et du point haut du cycle animal ; ils devraient se poursuivre encore pendant un semestre. Les dossiers se règlent rapidement et concernent principalement les éleveurs de cinquante-cinq - soixante-cinq ans. »* Quel que soit l'indicateur retenu, la production industrielle est en hausse *(voir notre graphique)*. On observe des hausses parmi *les biens intermédiaires*, en particulier les industries chimiques et le secteur du papier-carton. De même, la production sidérurgique est en reprise depuis avril. En revanche, la construction électrique marque le pas, et la production automobile est toujours sur une pente déclinante si on élimine les variations au mois le mois : sur l'année, elle sera en baisse de 8 % par rapport à 1983.

La production d'énergie participe aussi à la croissance : les centrales nucléaires tournent à plein régime. Sur les dix premiers mois de l'année, la production d'origine nucléaire a augmenté de plus d'un tiers et représente maintenant 56 % de la production d'électricité. 40 % de l'énergie consommée est d'origine nationale contre 37 % il y a un an.

Les stocks ont une part importante dans l'explication de la croissance de cette année. Ce qu'il y a de paradoxal dans la situation présente, c'est l'augmentation des stocks avec des perspectives maussades. Dans une phase de reprise, il est naturel que les industriels accroissent leurs stocks afin de pouvoir répondre dans les meilleurs délais aux commandes. De la même manière, si la demande perdure, des investissements deviennent nécessaires pour accroître les capacités de production.

Les enquêtes de conjoncture ne laissent pourtant guère de doute : la production devrait stagner dans les prochains mois, mais à un niveau somme toute élevé. Les commandes s'affaiblissent sous l'effet d'une baisse de la demande étrangère. On touche là au deuxième facteur qui a permis à la production, aussi bien agricole qu'industrielle, de progresser.

Les exportations en danger

Les exportations ont crû fortement depuis un an : 7,6 % en volume dans l'industrie, 8 % pour l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire.

Mais ce dopant pour l'économie française risque de faire moins d'effet dans les mois à venir. Le boom qu'a connu l'économie américaine touche à sa fin. Les économies européennes ne reproduiront pas les performances d'outre-Atlantique. Il ne faut pas s'attendre non plus à une reprise dans les pays du tiers-monde et de l'OPEP. La répartition des *exportations par zone pénalisera* la France.

En outre, les prix à l'exportation continuent d'augmenter rapidement dans l'industrie par rapport aux prix de production : 11,4 % contre 7,6 % de la mi-83 à la mi-84. Les exportateurs ont accru leurs marges grâce à la progression du dollar mais ils risquent d'être à courte échéance de plus en plus confrontés à des problèmes de compétitivité.

Si le commerce extérieur joue encore un rôle positif dans la croissance, les espoirs qui avaient été mis dans les investissement ont été relativement déçus. Ils sont sélectifs et concernent un nombre restreint d'entreprises.

Les commandes adressées au secteur de la mécanique sont toujours sur une tendance déclinante, et les achats d'équipements électriques et électroniques ne semblent pas suffisamment importants pour compenser cette tendance. Sans doute des commandes ont-elles été reportées à l'année prochaine, mais là non plus *on ne devrait pas assister* à une reprise spectaculaire.

Reste la consommation : depuis la fin 1982, elle n'a pratiquement pas varié (+ 0,5 %). Mais cette stagnation masque une transformation accélérée de structure : moins de produits industriels et plus de services. La baisse de la consommation de produits manufacturés atteint 5,4 % entre le dernier trimestre 1982 et le troisième trimestre de 1984.

La consommation de produits industriels s'est véritablement effondrée en octobre à un niveau analogue à celui de 1980. Pis : si on exclut l'automobile et la pharmacie, il faut remonter à 1976 pour retrouver une consommation du même ordre. Il faut situer cette baisse dans le déclin qui affecte les produits manufacturés depuis plusieurs trimestres *(voir notre graphique)*.

Il semble que désormais le renouvellement des produits se fasse à un rythme plus lent. *« La durée moyenne de vie des produits s'accroît. De ce fait, le marché de rééquipement est médiocre »*, déclare le directeur du marketing *d'une entreprise de distribution* d'électroménager. Il poursuit : *« Cela n'empêche pas les pointes d'achats. D'où des difficultés de gestion de stocks. En revanche, les achats dits d'impulsions se portent bien. Mais ils représentent une faible part du chiffre d'affaires. »*

L'indice de vente en recul

On touche là un point important : au sein de chaque grand type de produit, il s'opère un glissement vers le « bas de gamme », au détriment du *« moyen », sans que pour autant les* produits onéreux soient affectés. Ainsi, les féculents remplacent les légumes frais, mais les produits alimentaires de luxe se vendent bien. On retarde les achats de literie, mais les meubles de rangement, surtout en kit, s'écoulent aisément. Dans le textile, on préfère les petites pièces (jupe, veste) aux grosses (robe, costume).

Un grand garage de la région parisienne fait le même constat dans son secteur : *« Le Salon de l'automobile a donné une impulsion à la vente, mais moins qu'on ne l'espérait. Les ventes se concentrent sur un nombre très restreint de modèles. La gamme n'est pas assez large pour contenter toute notre clientèle. »* A propos des véhicules d'occasion, il ajoute : *« La demande est forte mais concerne uniquement les petites cylindrées ayant peu roulé. »* Comme si le renouvellement du parc était nécessaire mais que le prix des véhicules neufs était jugé trop élevé. Ce glissement est confirmé par un autre indicateur : sur les dix premiers mois, l'indice de vente construit par *la Banque de* France est en recul de 3 % ; les hypermarchés – qui pratiquent des prix plus bas et de nombreuses opérations promotionnelles – se défendent relativement mieux que les magasins plus traditionnels (succursalistes, indépendants, grands magasins).

Quelle est l'origine de cette baisse et de cette recherche de produits meilleur marché ? La perte de pouvoir d'achat importante à la rentrée : le taux de salaire horaire n'a progressé que de 1 % au troisième trimestre. Du jamais vu depuis un quart de siècle, si on excepte la période de blocage des prix et des salaires de l'été 1982. Bien sûr, ce taux dépend du SMIC, et celui-ci n'a pas été relevé entre juillet et novembre. Mais, avec des prix qui ont progressé de 1,7 % durant la même période, cela donne une perte de pouvoir d'achat de 0,7 % ; encore un record. La perte est encore plus importante si on tient compte de la diminution de l'emploi.

On doit ajouter l'impact des prélèvements fiscaux : *on ne peut* exclure l'hypothèse d'une constitution de réserves afin d'acquitter les impôts de la rentrée. Alors on s'est privé du moins nécessaire : électroménager, ameublement, photo, bijouterie, parfumerie, produits de loisirs (jouets, articles de sport).

Comme nous l'annoncions dès le printemps (voir *le Monde* du 3 avril), 1984 devrait être la troisième année de baisse de revenu réel depuis la guerre (1980, 1983 et 1984).

L'épargne financière attire les économies de certains ménages. De nombreuses dispositions avantageuses y concourent : relèvement des plafonds des livrets de caisses d'épargne, bonne tendance enregistrée à la Bourse, émission d'emprunts et surtout taux d'intérêt qui deviennent attrayants en raison du ralentissement de la hausse des prix. Cependant, ce mouvement ne touche qu'une partie réduite des ménages : dans un contexte de baisse du taux d'épargne, le taux d'épargne financier ne varie guère autour de 5,5 % du revenu. Les perspectives d'augmentation des salaires sont très modérées pour le début de l'année prochaine. Les achats ne devraient donc pas se redresser sensiblement avant le second semestre quand interviendront les réductions d'impôts...

Cette page a été rédigée par GSI-ECO en association avec *le Monde*

TABLEAUX DE BORD

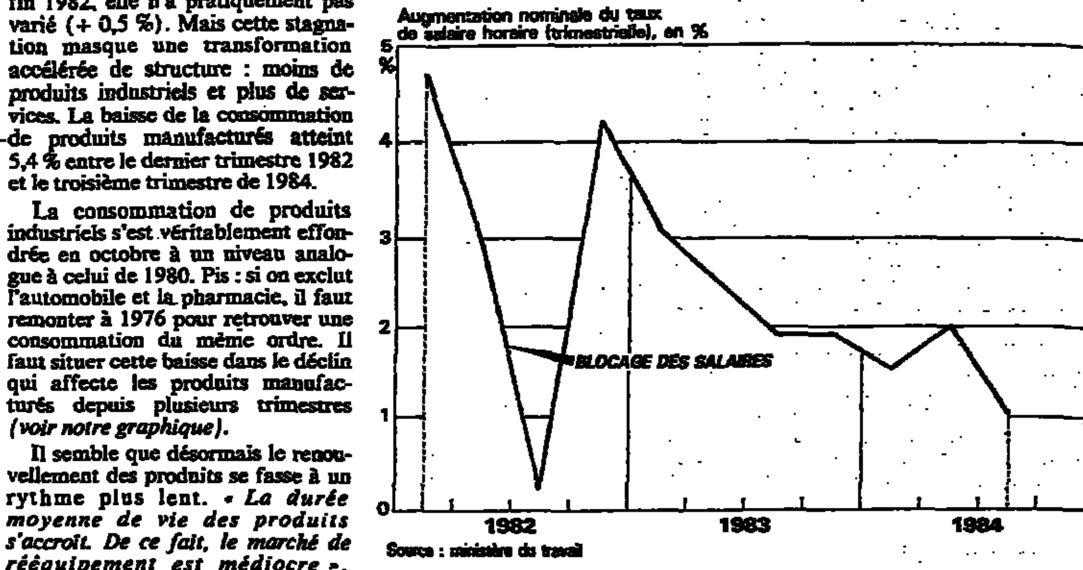
STATISTIQUES MENSUELLES (corrigées des variations saisonnières)	NOVEMBRE 1984	EVOLUTION SUR 3 mois (en termes annuels)	EVOLUTION SUR un an
Production industrielle (hors BTP) base 100 en 1970 (septembre)	131	0 %	+ 1,6 %
Indice de prix (base 100 en 1980), valeurs brutes	152,8	+ 6 %	+ 6,9 %
Demandeurs d'emplois (en milliers) (octobre)	2 367,3	+ 4,2 %	+ 16,4 %
Solde commercial FAB/FAB (en milliards de francs) (octobre)	– 3,4	+ 2,4* en MRDS FF	– 23,1** en MRDS FF
Immatriculations de voitures neuves (en milliers)	145	1 800, * en milliers	1 795,9** en milliers

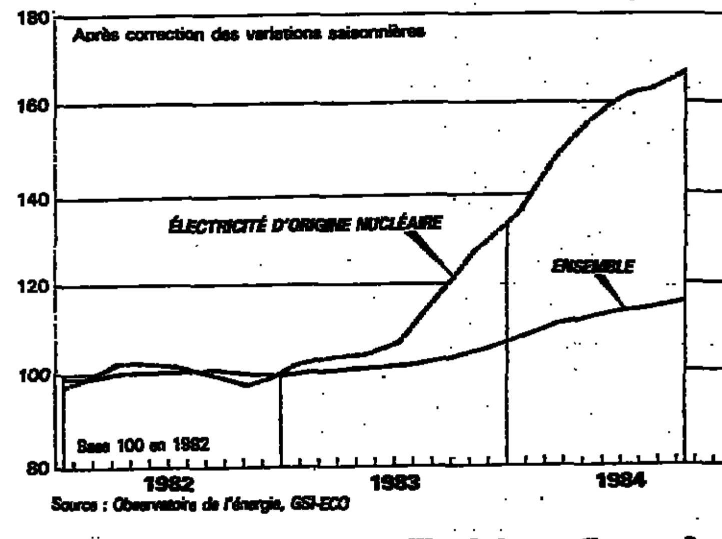
Sources : GSI-ECO d'après INSEE, ministère du travail, ministère du commerce extérieur, chambre syndicale des constructeurs automobiles.

* : cumul annualisé; ** : cumul sur les douze derniers mois; FAB : franco à bord.

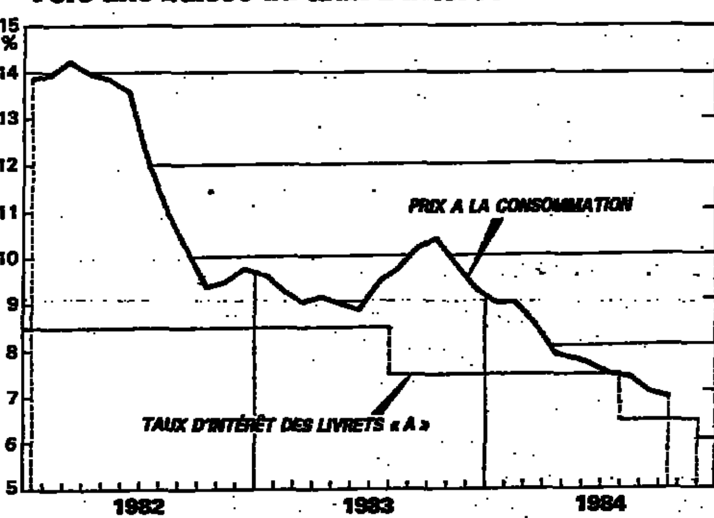
COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS en volume (3e trimestre 1984)	EVOLUTION (en %) DEPUIS Un trimestre	EVOLUTION (en %) DEPUIS Un an
Produit intérieur brut marchand	+ 1,0	+ 2,2
Importations	– 0,8	+ 4,6
Consommation des ménages	– 0,2	+ 0,5
Investissements des entreprises	– 0,9	– 0,2
Investissements (logement) des ménages	– 1,9	– 7,5
Demande intérieure totale	+ 0,2	+ 1,8
Exportations	+ 3,1	+ 6,9

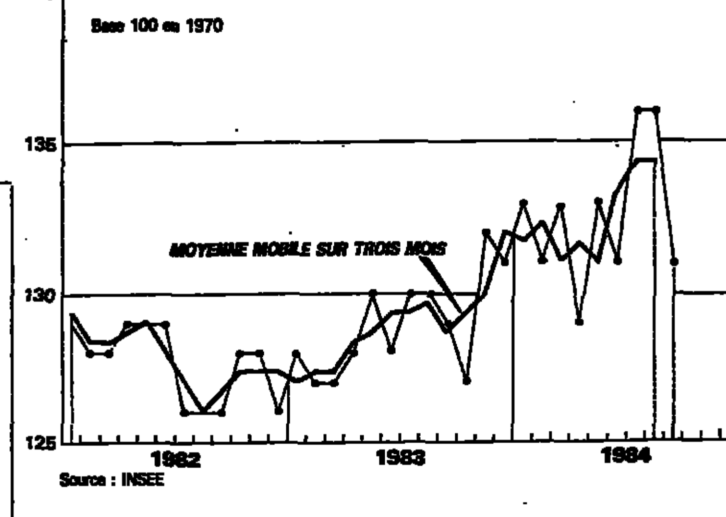
Source : INSEE.

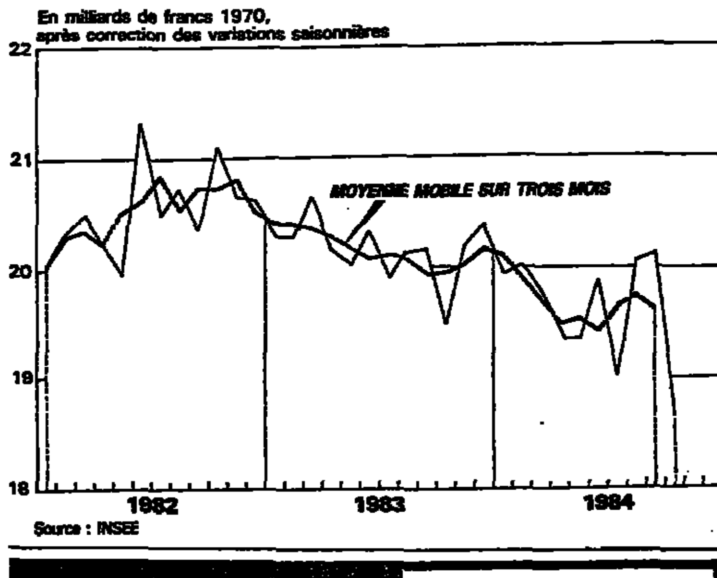


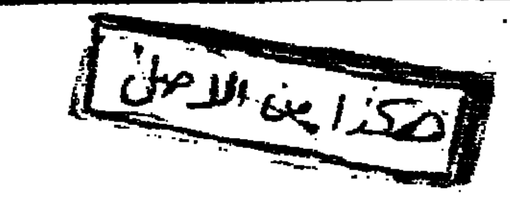












l'or

Salaire horaire : un automne rigoureux

Électricité : forte progression

Vers une baisse du taux



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Nantes

RESPONSABLE SERVICE METHODES

Cette société, filiale française d'un puissant groupe industriel possède une position de leader sur son marché. Sa croissance régulière est dûe tant à une politique commerciale dynamique qu'à la maîtrise de son développement industriel. Elle renforce actuellement ses services techniques et notamment son service Méthodes.

Rattaché directement au Responsable Ingénierie, il a pour mission d'optimiser l'environnement relatif aux moyens et outils de production : organisation du travail, qualification des postes, support formation, enrichissement des tâches, organisation des flux, simplification des procédés, conditions de travail, etc... Il collabore étroitement avec les services techniques et de production.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur généraliste qui aurait, si possible, acquis une expérience à la fois en Production et aux Méthodes. Le fait d'avoir animé des cercles de qualité serait un plus. Mais avant tout, il possède une solide personnalité et des idées...

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 1/RTM, à :

EGOR INDUSTRIE
8, rue de Berri 75008 Paris.
ou
EGOR OUEST ATLANTIQUE
15 rue Charles Monselet - 44000 Nantes.



PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

média-system

Madame ou Monsieur Tourisme

Votre métier, c'est le tourisme. Mais c'est aussi votre passion. Voilà pourquoi, votre BTS ou votre licence en poche, vous n'avez cessé d'élargir vos compétences et après quelques années d'expérience, vous êtes aussi à l'aise en matière de gestion et d'animation qu'en matière de commercialisation.

Peut-être même avez-vous été confronté aux problèmes de l'aménagement. Vous seriez alors le candidat idéal.
En tout cas, vous maîtrisez deux langues vivantes dont l'anglais et vous possédez le permis de conduire B.

Nous vous proposons de transmettre vos connaissances et votre passion à des adultes stagiaires que vous formerez à votre métier pour qu'à leur tour, ils puissent développer le tourisme en **Provence, Alpes, Côte d'Azur.**

C'est donc en qualité de **Formateur A.F.P.A.** que vous intègrerez notre Centre de Formation Professionnelle de **Nice** pour un salaire annuel de départ de 170.000 F +



Si cette offre vous intéresse, adressez votre C.V. détaillé avant le 28 décembre à Nicole LARDREAU
C.P.T.A. - Z.I. Les Chanoux - 63, rue Ampère - B.P 155
93330 NEUILLY SUR MARNE.

emplois internationaux
(et departements d'Outre Mer)

La Banque Mondiale, institution internationale de premier plan qui se consacre au développement économique, offre d'intéressantes possibilités de carrière à des spécialistes, hommes et femmes, justifiant d'une solide expérience dans le domaine de la gestion financière du secteur public. Elle sollicite des candidatures pour les postes suivants:

SPECIALISTE EN GESTION FINANCIERE

Fonctions:

- Conçoit, met en place et analyse la comptabilité des régies des entreprises publiques au niveau de l'administration centrale, de celle des États et des collectivités locales; les régimes fiscaux locaux et notamment les impôts fonciers; et les tarifs et les redevances d'utilisation.
- Aide les pays membres à définir, planifier, exécuter et suivre les programmes et projets de développement urbain.
- Étudie et, le cas échéant, conçoit des systèmes de gestion financière, de comptabilité, d'audit et d'organisation pour les entreprises, l'administration centrale, celle des États et les collectivités locales.
- Recommande des moyens d'améliorer la base de ressources des institutions du secteur public, notamment en élaborant des méthodes de financement des programmes passant par le recouvrement des coûts et la participation du secteur privé.

Qualifications:

- Diplôme d'une grande école de gestion, option finances, avec une spécialisation dans les méthodes de développement des systèmes d'information de gestion du secteur public et autres techniques analytiques.
- Minimum de 10 ans d'expérience dans la gestion financière du secteur public de plus d'un pays, y compris, de préférence, des pays en développement.
- Connaissance et, de préférence, expérience a) de la formulation et du fonctionnement des régimes fiscaux et des systèmes de recettes et des dépenses des collectivités locales; b) de la gestion financière des entreprises du secteur public; c) de la gestion de la dette; d) des systèmes de soutien financier des autorités centrales et/ou régionales aux collectivités locales, et e) de la formation du personnel du secteur public à la gestion financière.
- Excellente maîtrise de l'anglais; bonne connaissance du français ou de l'espagnol très souhaitable.

CHARGE DE FORMATION DANS LE DOMAINE DE LA GESTION ET DES FINANCES MUNICIPALES

Fonctions:

- Préparer un programme de formation en cours d'emploi dans le domaine de la gestion et du financement de la croissance urbaine dans les pays en développement.
- Préparer et diriger des cours et des séminaires dans ce domaine pour les décideurs, administrateurs et techniciens responsables du développement urbain.
- Préparer les matériels didactiques, y compris les études de cas devant servir à ces cours et séminaires.
- Aider les institutions de formation des pays en développement à établir des programmes semblables.

Qualifications:

- Bonne formation en gestion, économie, finances publiques, et/ou planification urbaine.
- Minimum de cinq ans d'expérience à des postes de haut niveau dans les domaines de la gestion et des finances urbaines, y compris dans un ou plusieurs pays en développement.
- Bonnes facilités de communication et compétences pédagogiques; expérience de l'enseignement aux adultes souhaitable.
- Excellente maîtrise de l'anglais et du français parlés et écrits; bonne connaissance de l'espagnol également souhaitable.
- Bonne connaissance des institutions des pays en développement francophones.

Ces deux postes sont offerts au siège de la Banque à Washington, D.C., mais leurs titulaires seront appelés à faire des voyages à l'étranger. Milieu professionnel très stimulant. Rémunération et avantages intéressants. Prière d'envoyer un curriculum vitae détaillé portant la référence voulue (Spécialiste en gestion financière No 52-FRA-0102; Chargé de formation dans le domaine de la gestion et des finances municipales No 51-FRA-0103) à l'adresse suivante:



Répondez, s'il vous plaît, en anglais
Staffing Division
The World Bank
1818 H Street.N.W.
Washington D.C. 20433
U.S.A.

C.R.I.H.
de BASSE-NORMANDIE
recherche

1 CHEF DE PROJET

Les conditions de recrutement sont les suivantes :
Diplôme d'une Ecole d'Ingénieurs ou de l'Université.
Rens. et candidatures à la Direction du Personnel du C.H.R.U. de CAEN (téléphoner au 94-81-12, poste 40-12).

Entreprise publique
recherche

INGÉNIEUR MÉTALLURGISTE

3 à 5 ans d'exp. industrielle, qui serait chargé d'études et expertises en laboratoire. Formation souhaitée : CNAM, docteur-ingén. ou équivalent. Contrat d'un an renouvelable. Lieu de travail : BESANÇON. Ecr. s/nº 8.730 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Société de promotion
IMMOBILIÈRE
recherche pour région
PYRÉNÉES

CADRE 35-50 ANS

entièrement polyvalent

Adresser CV, photo + prétentions à HAVAS PAU - D141-722, Palais des Pyrénées,
qui transmettra (discrétion assurée).

CENTRE HOSPITALIER
GÉNÉRAL D'AURILLAC
Recrute

1 ANALYSTE PROGRAMMEUR

Pour participer au développement d'applications temps réel

- Formation supérieure exigée, MIAGE, diplôme d'ingénieur, DUT informatique ou équivalent.
- Connaissances matériel BULL DPS 7 appréciées.
- Avantages sociaux.

Ecrire avec C.V. à :
Monsieur le directeur
Centre hospitalier général d'Aurillac
50, avenue de la République
B.P. Nº 229
15002 AURILLAC CEDEX.

L'ACTION : UN PARTI PRIS POUR THOMSON SEMICONDUCTEURS

GRENOBLE

Au cœur de la révolution électronique, face à la compétition internationale, THOMSON SEMICONDUCTEURS se devait d'agir. Analyser. Structurer. Investir : nous avons tout remis en question. Nos stratégies, nos technologies. Avec l'appui du Groupe THOMSON, l'un des plus grands professionnels de l'électronique mondiale, nous nous sommes dotés de moyens considérables en matière de PRODUCTION. Notre outil industriel est devenu des plus performants : nous produisons mieux, nous produisons plus. Mais nous devons persévérer : nous doublons cette année nos investissements dans ce secteur et affirmons ainsi notre volonté d'agir. Pour gagner.

*A vous, **INGÉNIEURS** et **TECHNICIENS**, de vous engager pleinement dans notre enjeu industriel et de prendre avec nous, le parti d'agir : rejoignez notre Filiale **THOMSON EFCIS, à GRENOBLE.***

Cette unité, spécialisée dans l'étude et la fabrication de circuits intégrés MOS connaît une progression rapide vers une structure hautement industrialisée.

INGÉNIEURS DE CONCEPTION
GRANDES ÉCOLES : ÉLECTRONIQUE

Vous participerez à la définition du cahier des charges, à la conception des blocs fonctionnels, contrôlerez leur implantation, effectuerez la simulation logique et électrique de ces blocs à l'aide des moyens informatiques (CAO). Vous réaliserez la validation des prototypes par analyse sur banc de test.
Ces postes peuvent s'adresser à des Ingénieurs débutants capables de manager une équipe. Anglais indispensable.
Réf. 90208/1.

INGÉNIEURS PRODUIT
GRANDES ÉCOLES : ÉLECTRONIQUE

Issu d'une Grande École d'Ingénieurs, vous êtes débutant ou avez déjà une expérience en production de semiconducteurs.
Vous assurerez l'industrialisation des nouveaux produits MOS et le suivi en production des produits stabilisés.
Vous participerez aux étapes de développement, à la définition et à la mise en place des moyens de test et de production.

Vous définirez et mettrez en œuvre des plans de rentabilité produits dont les objectifs sont : coûts de production/marges/délais/qualité.

Vous apporterez le soutien nécessaire au marketing produit. La maîtrise de l'Anglais est indispensable.
Réf. 90208/2.

INGÉNIEURS DE MAINTENANCE
CENTRALE, AM, ÉLECTRONICIEN

Votre large culture scientifique et technique vous permet d'aborder des domaines aussi variés que l'informatique, l'optique, le vide, la mécanique, l'électronique. Votre mission :
- *Maintenir le caractère opérationnel d'équipements de production très sophistiqués et en constante évolution : maintenance préventive et sur appel.*
- *Améliorer la fiabilité et l'adaptation de ces équipements pour permettre l'atteinte des objectifs industriels.*

Une première expérience de maintenance chez un fabricant micro-électronique ou dans un secteur utilisant des technologies industrielles très évoluées (salles blanches, informatique...), ainsi que la maîtrise de l'anglais sont indispensables.
Réf. 90208/3

INGÉNIEURS PROCÉDÉS
PHYSICO-CHIMISTES

Diplômé d'une École d'Ingénieurs ou d'un 3e cycle d'Université, vous serez responsable du développement, de la mise en place et de l'optimisation des procédés de fabrication des semiconducteurs.
Support technique de la production, vous participerez au choix des équipements et assurerez les liaisons avec les équipes fabrication, maintenance et les fournisseurs d'équipements.
La maîtrise de l'anglais est indispensable ainsi qu'une première expérience technique dans l'industrie des semiconducteurs ou chez un constructeur d'équipements pour la micro-électronique.
Réf. 90208/4

INGÉNIEURS DE PRODUCTION
GRANDES ÉCOLES : CENTRALE, AM, ÉLECTRONIQUE, MICROMÉCANIQUE

Pour prendre la responsabilité de la réalisation des programmes de production (plaquettes ou assemblage) dans le respect des objectifs qualité/coûts/délais. Dans ce cadre, vous assurerez l'encadrement d'équipes de production, leur formation et leur adaptation à des moyens de production très évolutifs.
Des qualités d'animateur, une mentalité véritablement industrielle et une grande disponibilité sont les atouts indispensables pour réussir dans cette fonction.
Réf. 90208/5

SUPERVISEURS DE PRODUCTION
BTS, IUT ÉLECTRONIQUE

Vous possédez 3 à 5 ans d'expérience de l'encadrement d'équipes de fabrication. Vous serez responsable de la production (qualité, productivité, délais).
Pour faire face à notre développement et optimiser notre outil industriel, notre Unité travaille en continu : une grande disponibilité est donc nécessaire dans l'exercice de cette fonction.

Réf. 90208/6

Nous vous remercions d'adresser rapidement votre candidature (en précisant la référence du poste et votre rémunération actuelle) à notre Conseil qui l'étudiera en toute discrétion.

ALGOE *Association Lyonnaise d'Ingénieurs Conseils, 9 bis, route de Champagne, 69134 Ecully Cedex.*

THOMSON
SEMICONDUCTEURS

HAVAS CONTACT

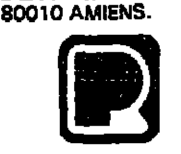
Au sein de notre cabinet international d'expertise comptable et audit, notre bureau de Nantes est l'un des leaders de la région. Dans un tissu économique et industriel dense, nos missions sont particulièrement variées et évoluent vers le conseil. Nous recherchons trois collaborateurs souhaitant assurer leur épanouissement professionnel dans une structure jeune et performante. Une organisation très opérationnelle vous permettra d'être en contact étroit avec des professionnels de haut niveau, pour des missions enrichissantes. Si vous voulez changer pour évoluer... merci d'écrire à Cérard Pont 15 rue du Louvre 75001 Paris, qui traitera confidentiellement votre dossier.

Expert Comptable ou Mémorialiste. Réf. 421.48

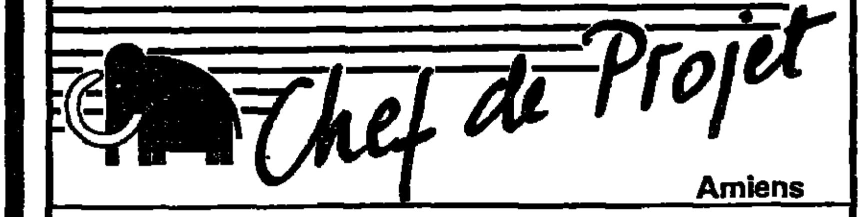
Auditeur confirmé. Réf. 421.49

Fiscaliste confirmé. Réf. 421.50

Curriculum



nervet pont conseil



Amiens

Nous sommes une des filiales de l'un des premiers groupes français de distribution, LES DOCKS DE FRANCE, 5 000 collaborateurs concourent à la réussite de nos 10 hypermarchés MAMMOUTH, 38 supermarchés et 10 supérettes NOVA, 250 magasins de proximité RUCHE SERVICE, 9 cafétérias MIAMI, 3 « HOT'GRILL ».

Notre service informatique, qui compte actuellement 40 personnes, est en plein développement. Equipé principalement de 2 IBM 4341 sous DOS/VSE, il assure l'ensemble de la gestion (produits, finance, personnel).

Vous avez une bonne connaissance COBOL, CICS, Bases de Données et réseau, 3 ans d'expérience minimum dans la fonction, un esprit de challenge et le sens de l'organisation, nous vous proposons de rejoindre notre équipe.

Merci d'adresser C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant la réf. LM/CP à LA RUCHE PICARDE - Direction du Personnel - 75, rue Sully - 80010 AMIENS.

LA RUCHE PICARDE

MEDIA BA



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

PRENDRE DE RÉELLES RESPONSABILITÉS...
ACQUÉRIR UNE EXPÉRIENCE DE HAUT NIVEAU DANS LES TECHNOLOGIES DE POINTE...

L'E.F.A.B. est à l'avant-garde des technologies de systèmes d'armes.

efab GIAT

Nous sommes un établissement de 2500 personnes responsables d'importants programmes d'études et de fabrications pour le Ministère de la Défense, au sein du GIAT, groupement industriel de 17000 personnes.
Nos activités s'étendent de la recherche appliquée à la production industrielle et à l'assistance technique. Nous disposons de moyens importants renouvelés en permanence par une politique d'investissements très active, axée plus particulièrement sur les technologies de pointe (CAO/DAO/CFAO, ateliers flexibles, robotique, détonique...).

Pour renforcer nos équipes de Recherche et Développement, Projets et Production, nous souhaitons accueillir des :

JEUNES INGÉNIEURS

Électroniciens
- Coordination et analyse des projets confiés aux industriels.
- Étude et développement de composants de système.

Mécaniciens
- Étude et développement de systèmes d'armes.
- Gestion de moyens directs de production (investissements et maintenance).
- Assurance de la qualité.

Mécanicien (Motivé par l'informatique).
- Chef de projet informatique CFAO, mise en place d'atelier flexible.

Mécanicien (Ingénieur ou Universitaire formé en analyse numérique et probabilités).
- Étude de sécurité et de fiabilité de systèmes d'armes.

INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ

Contrôle Qualité Adjoint au chef de service assurant le contrôle technique des approvisionnements et de la production (Ingénieur mécanicien et expérience de 2 à 3 ans en production de préférence).

Ces postes nécessitent des capacités d'autonomie, d'initiative et de contact dans un large environnement scientifique et technologique. Vous y apprécierez la variété dans le travail et le niveau des responsabilités qui vous seront confiées.
Dans le cadre agréable de nos installations de Bourges, nous vous proposons de rejoindre un milieu professionnel stimulant et exigeant.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 84.46 M, à notre conseil EUREQUIP à qui nous avons confié la recherche et qui vous garantit la plus grande discrétion

EUREQUIP
19, rue Yves-du-Manoir 92420 Vaucresson. Tél. 741.79.19.

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

MEMBRE DE SYNTEC — HAVAS CONTACT

Le Groupe Casino, + de 20 milliards de F de CA, est surtout connu en France pour ses activités de distribution. Il développe aussi avec succès 4 formes de restauration grand public : fast food, pizza, cafétéria, grill, sous différentes enseignes. Aujourd'hui 130 unités, très prochainement plus de 150.
Pour cela, il lui faut structurer le service approvisionnement restauration par le recrutement d'un

Ingénieur agro-alimentaire

Véritable interface entre les filiales restauration et le secteur production (en France à et à l'étranger), sa mission sera triple :
• détecter les besoins des différentes chaînes, en matière d'approvisionnement (plats cuisinés, préparations élaborées...), • informer le secteur production et orienter ses recherches, • faire connaître aux filiales les nouveautés du marché.
Il sera ainsi amené à établir les cahiers des charges, analyser les coûts et les procédures, contrôler la qualité, suivre les innovations.
Quelques années d'expérience (élaboration et fabrication de plats cuisinés par exemple) seront appréciées.

Basé à Saint-Etienne, il effectuera des déplacements fréquents mais de courte durée auprès des fournisseurs et des utilisateurs.
C'est donc non seulement un ingénieur compétent mais aussi un homme très relationnel dont la situation pourra évoluer en fonction du développement du groupe.
Écrire avec CV, photo et prétentions sous réf. M 124, à Casino, Service Recrutement, BP 306, 42008 Saint-Etienne Cédex.

Casino

média-system

A Angers, la biotechnologie

Le Centre Européen de Biotechnologie, jeune entreprise performante, conçoit et fabrique des produits à usage *unique de **haute définition** destinés aux laboratoires de recherche, de biologie, d'industrie. Nous recherchons notre*

Assistante qualité

pharmacienne ou biologiste confirmée Adjointe au Directeur Général

- Vous traduirez les exigences de notre clientèle en milieu de production et serez l'éducatrice attentive de chacun en matière de qualité...
- Vous connaissez les techniques et les produits de laboratoire, notamment en culture cellulaire.
- *Vous avez des dons de pédagogue : chaleur humaine, patience et fermeté.*
- Vous créerez votre laboratoire de contrôle et vous participerez à l'élaboration des procédures et des techniques de fabrication afin de perfectionner en permanence la fiabilité de nos produits.

Merci d'adresser votre dossier détaillé (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions), sous la référence *L/AQ/LM*, à Alain CHABANE qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Ingénieurs grandes écoles, devenez

EXPERT CONSTRUCTION

Une profession passionnante, variée et presque... libérale.

Vous avez 32 ans minimum et vous exercez actuellement dans un Bureau de Contrôle, une Entreprise Générale ou un B.E.T. La pratique du chantier vous a permis d'acquérir la maîtrise de la technologie de l'ensemble des disciplines de la construction.
Vos qualités de diplomate alliées à votre autorité naturelle vous portent à négocier, convaincre et diriger des réunions.
Sans être forcément compétent en matière d'assurances et de droit de la construction, vous vous intéressez à ces questions et recevrez une formation complémentaire.

Notre société, leader en France de l'Expertise Technique de la Construction, bénéficie, par la compétence de ses Experts et le sérieux de ses prestations, d'une large audience auprès des Sociétés d'Assurances françaises et étrangères.

Nous vous proposons deux postes à **NICE** et **TOULON**.

SARETEC

Si cette offre vous intéresse J.M. DUPAIGNE vous remercie de lui écrire en précisant la ville souhaitée à SARETEC - 9/11, rue Georges Enesco *94008 CRETEIL CEDEX.*

INGENIEURS INFORMATICIENS

MIEUX ETRE BIEN TRANSMETTRE.

Intégrer l'A.F.P.A., principal organe d'intervention du Ministère de la Formation professionnelle chargé de la formation professionnelle des adultes (10.000 personnes 150 établissements) pour accompagner le développement de ses formations dans le secteur informatique.

Elargir votre horizon en transmettant à des adultes désireux de devenir à leur tour des spécialistes, votre compétence et votre vécu dans l'entreprise

Enseigner dans un centre.

Vivre en contact avec les stagiaires.

Contribuer à leur avenir en leur dispensant un enseignement toujours actualisé grâce entre autres, à vos rapports avec les entreprises (leurs besoins, leurs réalisations, leurs matériels) et à votre participation à l'étude de nouvelles formations.

Cette orientation nouvelle, nous vous la proposons dans les centres F.P.A. : d'**Amiens,** de **Blois,** de **Boulogne sur Mer,** de **Clermont-Ferrand,** de **Roubaix,**
si vous avez une solide expérience en informatique de gestion et si vous avez acquis la maîtrise d'une méthode (MERISE LCS) et d'une technique (SGBD, télétraitement, réseaux etc).

afpa

Votre propre formation pédagogique, assurée par nos soins, durera environ six mois. **Rémunération janvier 85 : 195.000 F +**

Merci d'envoyer votre candidature avec C.V. très complet, à Nicole LARDREAU CPTA - 63, rue Ampère, B.P.155 - Z.I Les Chanoux 93330 NEUILLY SUR MARNE.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

555-91-82

La Nantaise

LA BISCUITERIE NANTAISE, première filiale européenne du Groupe GENERAL MILLS, occupe une position de leader sur de nombreux créneaux. Son développement constant est dû notamment à un appareil de production des plus performants en Europe, et à une importante politique d'investissements. Dans ce contexte évolutif, la Direction Industrielle (deux sites industriels : l'un à NANTES et l'autre à COMPIEGNE), renforce ses équipes :

Nantes ou Compiègne Réf. M 7/950 H

JEUNE RESPONSABLE GESTION INDUSTRIELLE

Sous l'autorité du Directeur d'Etablissement, il a pour mission de mettre en place le système d'information de gestion industrielle, en respectant les procédures du siège. Il élabore les analyses d'écart et prépare le reporting aux services centraux. Il prend en charge et développe les outils de gestion du site et collabore étroitement avec l'ensemble des services.
Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif, un jeune diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou du DECS, justifiant d'une première expérience de gestion industrielle de 3 à 5 ans, acquise *en milieu informatisé, et si possible en PMI.*

Nantes Réf. M 7/950 J

JEUNE RESPONSABLE DE PRODUCTION

Sous l'autorité du Directeur d'Etablissement, il s'initie à la conduite d'un atelier de fabrication sous les aspects de la qualité, de la productivité et de la gestion. Dans un premier temps, il assure à titre de formation, des missions ponctuelles dans les services et établissements de la société.
Nous souhaitons rencontrer pour ce poste opérationnel, *un jeune ingénieur, diplômé AM ou équivalent,* justifiant si possible, d'une première expérience de la production en grande série et ayant le sens du management.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la réf. choisie, à :

EGOR INDUSTRIE 8, rue de Berri 75008 Paris. ou **EGOR OUEST ATLANTIQUE** 15, rue Charles Monselet - 44000 Nantes.

egor
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

média-system

Société d'expertise comptable

(30 personnes - CHERBOURG) recherche, dans le cadre de son développement, plusieurs

Chefs de groupe

CHERBOURG

Si vous avez 3 ans d'expérience dans un cabinet d'expertise, un diplôme supérieur comptable et si vous souhaitez évoluer, rejoignez-nous ! (Un autodidacte motivé peut valablement postuler.)

Vos missions seront variées :
- gestion d'un portefeuille de clientèle,
- conseil et développement,
- animation d'une petite équipe.

Si vous souhaitez réussir avec nous et, pourquoi pas, à terme, en tant qu'associé, envoyez lettre manus., C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 3293 à **MEDIA P.A.** - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA

Analystes-programmeurs

à la recherche d'opportunités intéressantes de développement en milieu bancaire, vous souhaitez :

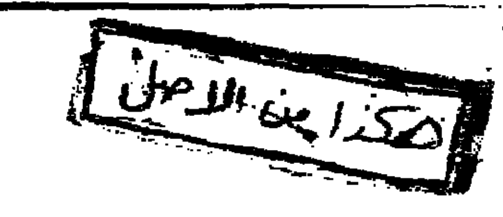
- vous intégrer à une équipe jeune (Etudes et Réalisations) - environnement Bull - esprit temps réel.
- *mettre en œuvre les nouvelles technologies (vidéotex, cartes à mémoire, télétraitement...)*
- vivre dans une région géographiquement privilégiée,

La BANQUE POPULAIRE DE SAONE ET LOIRE ET DE L'AIN à MACON
propose 3 postes.
Il vous faut avoir au minimum un DUT, 1 an à 4 ans d'expérience, des connaissances en DPS8 et des notions en base de données.



Adressez CV manuscrit avec prétentions sous réf. PRMB à **Hommes et Structures,**
Chambre Syndicale des Banques Populaires
131 avenue de Wagram 75847 PARIS Cédex 17





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

FAITES ÉQUIPE AVEC SOREP!

Pour faire face à la forte croissance de son activité en micro-électronique hybride et circuits prédiffusés, SOREP recherche :

DES INGÉNIEURS (H.F.) :

- Ingénieur de test confirmé en circuits logiques et analogiques. Il devra assurer le soutien technique de l'équipe de test de production et la coordination production/études. (Réf. 001).
- Ingénieur électronicien expérimenté. (minimum 2 à 4 ans d'expérience en micro-électronique et sous-ensemble électronique). Il assurera la coordination études/qualité, procédera aux expertises des modules hybrides et analysera le cahier des charges clients (aspects : qualité, fiabilité). (Réf. 002).
- Ingénieur électronicien avec expérience souhaitée en test composants. Il procédera au test d'évaluation/qualification composants logiques, analogiques et passifs, à l'analyse, la mise en forme, l'exploitation des résultats ainsi qu'à la conduite des essais de fiabilité et d'expertise composants. (Réf. 003).
- Ingénieur concepteur sur réseaux prédiffusés logiques avec quelques années d'expérience en conception de circuits logiques et mise en œuvre d'outils C.A.O. (Réf. 004).
- Ingénieur marketing pour élaboration de produits standards. Il aura quelques années d'expérience technique et disposera d'une grande disponibilité. (Réf. 005).
- Ingénieur expérimenté ou technicien supérieur confirmé dans le domaine de la conception et du test des circuits logiques complexes. Connaissance test automatique. (Réf. 006).

DES TECHNICIENS SUPÉRIEURS (H.F.) :

- Technicien supérieur de test confirmé pour poste en production :
  - responsabilité du test des circuits hybrides ;
  - encadrement d'une équipe de 3 ou 4 techniciens. (Réf. 007).
- Technicien supérieur (BTS micromécanique ou électrotechnique) ayant 2 ans d'expérience minimum en petite mécanique. (Réf. 008).

UN ACHETEUR (H.F.) :

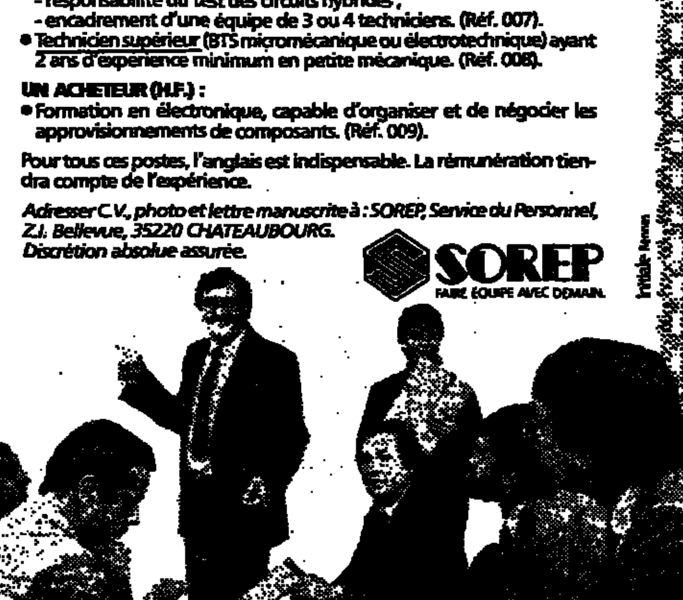
- Formation en électronique, capable d'organiser et de négocier les approvisionnements de composants. (Réf. 009).

Pour tous ces postes, l'anglais est indispensable. La rémunération tiendra compte de l'expérience.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à : SOREP, Service du Personnel, Z.I. Bellevue, 35220 CHATEAUBOURG. Discrétion absolue assurée.

SOREP
FAIRE ÉQUIPE AVEC DEMAIN.

Initiale Rennes



SOCIETE D'IMPORTANCE NATIONALE
bien positionnée sur un marché
en développement et sûr
recherche pour l'une de ses Directions Régionales

UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (DECS, SUP de CO option comptabilité - contrôle de gestion ou équivalent) et votre expérience d'au moins 5 années des problèmes administratifs, comptables et de personnel doit vous permettre de prendre en charge tous les problèmes autres que techniques de cette Direction décentralisée.

Sous l'autorité du Directeur et en étroite liaison avec les services centraux du siège, vous aurez pour missions principales : • le suivi et le contrôle de la comptabilité • l'établissement des situations périodiques, des déclarations sociales, fiscales... • la gestion du Personnel • la connaissance et la pratique de l'informatique décentralisée et conversationnelle sont indispensables • anglais apprécié.

Statut cadre, avantages sociaux, 13e mois.

Résidence : ville moyenne de la Région Poitou - Charentes.

Disponibilité pour une mutation ultérieure dans d'autres régions, ou l'étranger, souhaitée.

Adresser votre candidature manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions s/réf. 1624 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 *qui transmettra.*

IMPORTANTE ASSOCIATION
DU SECTEUR SOCIAL
AIDE A DOMICILE EN MILIEU RURAL
recrute son

RESPONSABLE RÉGIONAL POITOU/CHARENTES LIMOUSIN/AUVERGNE

Bonne connaissance du milieu rural et associatif.
Motivé par l'action sociale.
Aura à mettre en place la formation
des personnels administratifs au plan national.
Très grande mobilité demandée.
Formation supérieure ou expérience analogue souhaitée.
Poste à pourvoir immédiatement.

Adresser c.v., lettre manuscrite, photo et prétentions à l'attention du Directeur Général A.D.M.R.
12, rue Jacquemont 75017 PARIS.

VOTRE AVENIR NOUS INTERESSE

Constructeur des filtres de dépoussiérage *industriel INVERSAIR, désireux de renforcer sa* position dans un marché porteur, offre à:

TECHNICO-COMMERCIAL

l'opportunité de réaliser ses AMBITIONS.

Après une sérieuse formation à nos produits, directement rattaché au PDG, vous aurez la responsabilité de développer et de conseiller une clientèle industrielle.

Homme de terrain, vous avez une expérience réussie de la vente, obligatoirement acquise en milieu industriel.

Votre rémunération et votre avenir seront à la hauteur de vos ambitions réussies.

vendez-nous vos prétentions à :
SLAERI S.A. BP 4 ENNERY 57640 VIGY

---

le Crédit d'équipement des PME

a pour vocation de financer le développement des entreprises.

Il recherche pour renforcer son action commerciale dans la région
CENTRE à ORLEANS

délégué commercial

DIPLOME SUP DE CO, MAITRISE SCIENCES ECO à ORIENTATION FINANCIERE.

Après formation, il pourra développer son aptitude aux contacts commerciaux et acquérir une compétence, aussi bien dans l'analyse financière des entreprises que dans l'appréciation du risque dans le domaine du crédit.

Envoyer C.V., photo, prétentions à Mr. PUIG
Directeur Régional CEPME
15, rue Parisie 45000 ORLEANS.

Tioxide

FILIALE DE TIOXIDE GROUP PLC (GB)
PREMIER PRODUCTEUR EUROPEEN
D'OXYDE DE TITANE
recherche pour son service
Assistance à la clientèle

INGENIEUR CHIMISTE H/F

Maîtrisant parfaitement l'Anglais et l'Allemand.

Il mettra au service de notre clientèle sa disponibilité pour des déplacements de courte durée, son sens des contacts humains et les compétences techniques qu'il aura acquises au sein de notre Société au cours d'une période d'adaptation.

Si vous êtes intéressé envoyez votre CV manuscrit avec photo et prétentions à TIOXIDE FRANCE - Direction des Relations Sociales, B.P. 89, 62102 CALAIS.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 256.10.05

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Jeune responsable marketing
200.000 F

La filiale française d'un important groupe américain, spécialisée dans la vente directe de produits cosmétiques et d'entretien, recherche un jeune responsable marketing. Basé dans la proche banlieue sud de Paris, il sera placé sous l'autorité immédiate du directeur commercial de cette filiale (160 personnes, chiffre d'affaires de l'ordre de 250 millions de francs) et sera assisté d'une équipe de 3 collaborateurs. Il aura la responsabilité des études de marchés, assurera les liaisons nécessaires avec les distributeurs, concevra les produits nouveaux, sera l'interlocuteur direct des fabricants et fournisseurs et participera à l'élaboration des campagnes promotionnelles et de publicité. Il aura, enfin, des relations fréquentes avec la maison-mère aux Etats-Unis et d'autres filiales européennes. Ce poste s'adresse à un jeune cadre âgé de 26 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur, possédant une première expérience de chef de produit ou de responsable marketing et désireux d'évoluer. La connaissance du secteur des produits de grande consommation et la pratique courante de l'anglais sont indispensables. *Le candidat* retenu devra en outre posséder les connaissances techniques nécessaires aux discussions avec les fabricants des produits concernés (cosmétiques, produits d'entretien...). La rémunération annuelle brute, fonction de l'expérience, ne sera pas inférieure à 200.000 francs. Ecrire à J.P. ROUGIER en précisant la référence A/R9085M.

MEMBRE DE SYNTEC



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable process de semi-conducteurs

La fabrication des composants hyperfréquence nécessite un savoir-faire et des équipements sophistiqués. Appartenant à l'un des premiers groupes industriels français, nous répondons à ces exigences et occupons une place de premier plan sur le marché des télécommunications. Nous recherchons un ingénieur confirmé, pour notre unité industrielle située en proche banlieue parisienne. Il assurera pour la gamme des diodes silicium, la responsabilité du process : suivi et synthèse des spécifications de réalisation, encadrement de cellules de fabrication. Ce poste évolutif pour lequel nous proposons une rémunération motivante conviendrait à un ingénieur diplômé (chimie Paris, Céramique Sèvres, INSA...) ayant 3 à 5 ans d'expérience des semi-conducteurs. Ecrire à Brigitte DAUMARIE en précisant la référence A/2610M.

MEMBRE DE SYNTEC



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

L'AGENCE RÉGIONALE
POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA LORRAINE
recrute

1 CHARGÉ DE MISSION

chargé du secrétariat du plan régional

Il devra analyser l'exécution du plan régional, en évaluer l'impact grâce à des indicateurs qu'il devra mettre au point et proposer les ajustements nécessaires compte tenu des orientations définies par l'assemblée régionale.

Un doctorat d'Etat ou de 3e cycle ou un diplôme « grande école » est impérativement requis.

Le poste est à pourvoir à METZ.

Les candidatures sont à adresser avant le 31 déc. 1984.

Accompagnées d'un c.v. détaillé, d'une photo d'identité, en précisant la rémunération demandée à :
Monsieur le Président de l'ARAL
1, place Saint-Clément, 57036 METZ CEDEX 1.

SOCIÉTÉ DE TÉLÉMATIQUE

recherche sur RÉGION PARISIENNE

CORRESPONDANT TÉLÉMATIQUE

(Statut mandataire éventuellement en annexe à autres activités) connaissant l'un des secteurs suivants :

Mécanique, chimie, automobile, aéronautique, bois, agro-alimentaire, imprimerie.

Pour y commercialiser services télématiques professionnels

Envoyer C.V. + photo à INDUSTEL
TOUR MAINE-MONTPARNASSE
75756 PARIS CEDEX 15.

CHARGEURS S.A.

UTA

UTA : 6 500 personnes, une flotte jeune, un rayonnement en Afrique, dans le Pacifique, en *Extrême-Orient, s'affirme dans* l'environnement très concurrentiel du transport aérien, par sa gestion rigoureuse et son dynamisme.

UTA est une société de CHARGEURS S.A., première entreprise privée française dans le domaine des transports mais aussi groupe industriel en Europe et sur le continent américain.

CHARGEURS S.A. comporte parmi ses principales filiales : Chargeurs Réunis, Paquet, Spontex, Walon.

Audit interne
HEC - ESSEC - ESC...

Nous souhaiterions confier à un diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, et si possible titulaire du DECS complet, des missions d'audit de nos représentations et délégations en France et à l'étranger.

Pour réussir dans cette fonction, vous avez acquis en 3 années, dans un cabinet d'audit international ou dans le service audit d'une grande société, la maîtrise de votre profession.

Ce poste implique de nombreux déplacements de courte durée et une parfaite maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à UTA - Service du Recrutement - 50, rue Arago - 92806 PUTEAUX.

MEDIA PA

---

adjoint au commissaire aux comptes

Un cabinet de Tours (12 personnes) recherche un collaborateur de niveau DECS ayant 4 ans d'expérience de révision en cabinet. Vous êtes disponible fin janvier ? Nous vous proposons un salaire supérieur à votre salaire actuel.

Votre dossier de *candidature envoyé* sous la référence LM 8444 sera étudié confidentiellement par notre Conseil Gilles Delalandre Consultant
3, rue du Maréchal Foch - 37000 TOURS

ENTREPRISE BANLIEUE SUD
recherche
INGÉNIEUR DÉBUTANT
ou
QUELQUES ANNÉES D'EXPÉRIENCE

Connaissances souhaitées dans les domaines suivants :

- Réseaux de transmissions de données ;
- Etudes de *systèmes temps réel* à base de *micro-processeurs ;*
- Formation souhaitée : ESE ou TELECOM.

Les candidats devront être libérés des obligations militaires et de nationalité française.
Horaires de travail : 38 heures par semaine.
Avantages sociaux : restaurant d'entreprise, transport.

Adresser curriculum vitae détaillé à RÉGIE-PRESSE sous n° T069459 M
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Ingénieurs commerciaux HF
Grands comptes

Société de services et d'ingénierie informatique de *haut niveau recherche, dans le cadre de son expansion,* 2 ingénieurs commerciaux h/f.

Deux types de postes :
- vente de prestations intellectuelles ; une partie de notre activité étant basée sur le détachement de spécialistes de haut niveau,
- commercialisation de logiciels financiers et économétriques.

Notre clientèle :
grands comptes BANQUE, ASSURANCE, INDUSTRIE...

Votre profil :
de formation supérieure (école d'ingénieur ou sup. de co.), vous êtes attiré par une activité commerciale dans un secteur en plein essor ou avez déjà une première expérience similaire, ce qui est mieux !

En outre vous connaissez si possible IBM et HB.

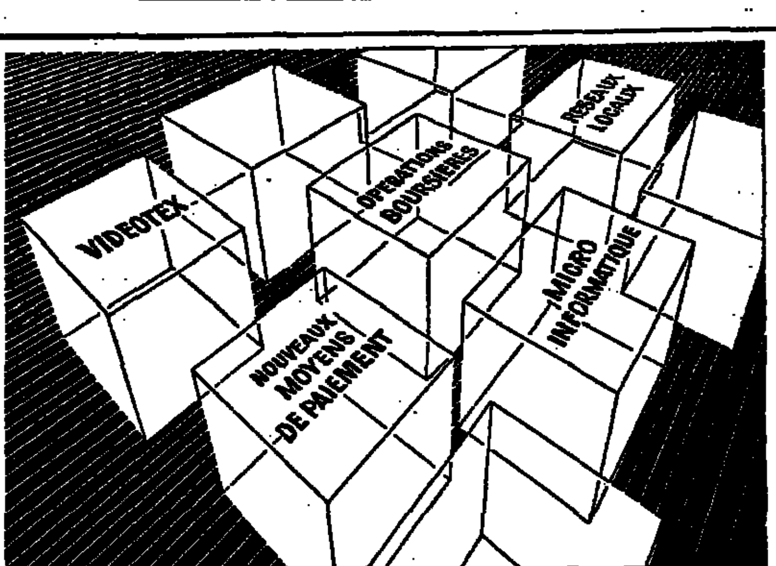
Lieu de travail : Paris - R.P.

Salaire motivant (fixe + %).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., et prétentions à *Christine* LAURENT - G.T.I. - 17/19, rue de la Croix-Nivert - 75015 PARIS.

MEDIA PA

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



INNOVATION DANS UN TRES GRAND GROUPE FRANCAIS

10 000 collaborateurs

nouveau plan informatique

UNE ARCHITECTURE DECENTRALISEE

UN SYSTEME CENTRAL - 3 000 MICROS -

Applications développées pour tous les secteurs d'activité de l'entreprise.
Actuellement, les postes se situent dans les domaines suivants :

- **AFFAIRES INTERNATIONALES**
- **NOUVEAUX MOYENS DE PAIEMENT**
- **OPERATIONS FINANCIERES ET BOURSIERES**
- **MICRO - INFORMATIQUE ET RESEAUX LOCAUX**

Environnement: micro informatique, réseaux locaux, système central IBM (MVS - SNA - CICS, UFO), produits infocentre.

Nous recherchons des Ingénieurs grandes écoles avec ou sans expérience.
Possibilités d'évolution dans l'ensemble du groupe.

Adresser lettre de candidature à M. Jean-Marie BOUVET - Direction du Personnel, CREDIT DU NORD - 6/8, Bd Haussmann 75009 Paris. Discrétion totale assurée.





RÉALISER, INNOVER, CRÉER...

Réaliser, selon les critères les plus rigoureux, des équipements aéroportés d'avant-garde...
Innover: grâce à des moyens de Recherche et Développement considérables...
Créer de nouveaux standards de haute qualité...
Trois impératifs, un objectif : rester à la pointe de l'électronique la plus performante.

Notre secteur, l'électronique de pointe, travaille sur les technologies du futur et est en très forte expansion. D'importants moyens de recherche et de développement nous permettent d'occuper une place de tout premier plan sur les grands marchés internationaux à un

INGÉNIEUR THERMICIEN ÉLECTRONIQUE

SUP AÉRO, ECP, AM, INSA... (formation complémentaire possible)

Nous confierons des études préalables de contrôle thermique d'équipements aéroportés, au sein d'un laboratoire spécialisé. Travail en équipe, en liaison avec les Laboratoires et les Bureaux d'Études.

Une expérience des systèmes thermiques ou des sciences de l'énergie sera appréciée.

Merci d'adresser votre candidature (C.V. + photo) à Mme GUIGUES – THOMSON-CSF, service du Personnel – 68, avenue Pierre-Brossolette, 92242 MALAKOFF CEDEX.

LA PERFORMANCE PAR LES HOMMES

HAVAS CONTACT



THOMSON
équipements et systèmes

Région Parisienne — **Technologies de pointe**

Project engineer

Notre société (1 000 personnes), placée au cœur de la compétition mondiale, développe son leadership dans le domaine des technologies de pointe et s'est dotée de moyens techniques ultra-modernes pour consolider son avance.

Notre recherche

Elle concerne un jeune ingénieur possédant une solide formation en électromécanique, complétée éventuellement par des études de gestion, et ayant à son acquis :
- une première expérience réussie dans l'industrie de haute technologie,
- une pratique courante de l'anglais et si possible de l'espagnol ou de l'allemand.

Sa mission

En conformité avec le cahier des charges, il conduit à terme les projets qui lui sont confiés et assume, de ce fait, l'entière responsabilité des opérations :
- il est l'interlocuteur privilégié du client,
- il est le gestionnaire des coûts et délais,
- il est le coordonnateur des différents acteurs de l'entreprise : études, production, administration, commercial.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de haut niveau, motivés par le «challenge» que nous offrons.
Merci d'adresser lettre + C.V., sous référence JV/20 aux consultants d'INFRAPLAN qui traiteront votre dossier sous toute discrétion.

MEDIA PA



INFRAPLAN Conseil en Recrutement
83, bld Raspail - 75006 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieur construction

Coordinateur de travaux — Paris

McDonald's, première chaîne mondiale avec plus de 7 000 restaurants dans 31 pays, poursuit son implantation en France.

Dans le cadre de cette expansion, nous recherchons un **ingénieur coordinateur de travaux parfaitement bilingue français-anglais.**

Agé d'environ 35 ans, de formation ingénieur grande école, vous êtes devenu un **spécialiste du bâtiment.**

Vos compétences professionnelles, vous les avez prouvées en tant qu'**ingénieur chef de service.**

Si, de plus, vous avez une expérience dans le secteur du bâtiment aux **Etats-Unis**, *rejoignez-nous !*

Rattaché au directeur de la construction, vous prendrez la responsabilité de la coordination des travaux sur plusieurs emplacements : évaluation technique des bâtiments, contrôle des plans du bureau d'études, relations avec les administrations, négociation avec les entrepreneurs, respect du cahier des charges.

Basé à Paris, vous effectuerez de fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Si vous souhaitez vous intégrer à une équipe jeune et dynamique et participer au développement d'une société leader, adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la réf. GBB/IC à George BROWN - McDONALD'S FRANCE - 28, av. de Messine - 75008 PARIS.

MEDIA PA



Grande Banlieue Nord Est de Paris

RESPONSABLE ENTRETIEN

Cette société française, de renommée internationale, fabrique et commercialise des produits de grande série. Elle possède le leadership sur plusieurs créneaux de son marché. Dans ce contexte industriel doté d'un système de production moderne et efficace, et connaissant une politique d'investissements volontariste où les structures sont évolutives, la Direction Technique recherche le Responsable de son service Entretien.

Rattaché au Directeur de l'un des sites industriels, il prend en charge la responsabilité *du service d'une trentaine de personnes (mécaniciens, électriciens), assure la* maintenance quotidienne et préventive, ainsi que l'outillage.

Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur électromécanicien, justifiant d'une première expérience de 2 à 3 ans en production ou en entretien acquise si possible en milieu industriel automatisé. Il a pu y démontrer ses qualités de manager, d'organisateur et d'homme de décision.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, *sous réf. M 17/SPB*, à :

EGOR INDUSTRIE
8, rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

FLONIC

Société du **Groupe Schlumberger** exerçant ses activités dans les domaines de la *MESURE et de la REGULATION recherche dans le cadre du développement de ses* lignes de produits électroniques associés au comptage du gaz un

Ingénieur électronicien

Grande Ecole

A partir de schémas de principe, il sera chargé de définir et mettre au point les procédés et moyens de fabrication (implantations, connexions, outils de test) avant le lancement en production.
Ce poste s'adresse à des Jeunes Ingénieurs de Grandes Ecoles **(Centrale, Sup-aéro, ENSAM)**, option électronique, débutants ou première expérience.
Une expérience réussie dans le poste alliée à une bonne maîtrise de la langue anglaise ouvrira de larges possibilités d'évolution au sein du Groupe Schlumberger tant en France qu'à l'étranger.

Ce poste est basé à **Colombes.**

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV + photo), à FLONIC, Service du Personnel, 420 rue d'Estienne d'Orves 92700 Colombes.

FLONIC
Schlumberger

COMPAGNIE GÉNÉRALE DE GÉOPHYSIQUE

Une des premières sociétés mondiales de Géophysique appliquée à la recherche du pétrole souhaite recruter, pour sa **Direction Juridique, à son Siège Social, à MASSY (91)**

JURISTE

NIVEAU DOCTORAT EN DROIT

Il sera appelé à exercer des responsabilités importantes au sein de la Direction Juridique.

Sa compétence devra pouvoir s'étendre à l'ensemble des problèmes juridiques de la Compagnie et de ses filiales françaises et étrangères.

Il justifiera d'une expérience confirmée dans le domaine du Droit des Sociétés et du Droit des Affaires, acquise dans une société importante, de préférence internationale.

L'anglais courant est indispensable.

Adresser C.V. manuscrit avec prétentions et photo à la Direction du Personnel.

C.G.G., 1, rue Léon-Migaux, 91301 MASSY.

HAVAS CONTACT

Chef du Personnel

Nous sommes la filiale française d'un groupe spécialisé dans les biens d'équipement de haute technologie.

Notre unité de production de **Saint Maur (94)**, en rapide expansion, comporte un effectif de 170 personnes.

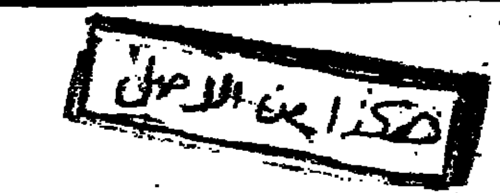
Nous recherchons une personne capable de prendre en charge la fonction personnel dans ses aspects : recrutement, relations humaines et sociales, hygiène et sécurité, formation,...

Pour cette fonction, il est nécessaire de posséder une formation supérieure et une expérience minimum de 5 ans acquise en milieu industriel.

L'environnement international du poste nécessite une bonne connaissance de l'Anglais.

Merci d'adresser votre candidature sous Réf. 52 M à CURRICULUM 26, rue du 4 Septembre 75002 Paris qui nous la transmettra en toute confidentialité.





OFFRES D'EMPLOIS

ESPONSABLE ENTRETIE

FLONIC

Ingénieur électronicien

Grande Ecole

Schlumberger



COMPAGNIE GÉNÉRALE DE GÉOPHYSIQUE

JURISTE

NIVEAU DOCTORAT EN DROIT

Chef du Personnel

Socété parisienne d'ingénierie et d service filiale d'importants roupes industriels français, leder européen d'équipements de très haute technicité du secteur nucléaire, recherche

RESPONSABLE DU MARKETING

Rttaché à la Direction Générale, il aura par mission d'élargir et de développer les rarchés d'applications des domaines de base de l'entreprise.

Agé d'environ 40 ans, diplômé d'une grande école commerciale de préférence, mais ayant intégré le langage de l'ingénieur, il justifiera d'un passé professionnel dans de grandes sociétés produisant des biens d'équipement élaborés.

Anglais courant indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature avec CV complet sous référence 1712 à :

BAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES
240.000 F +

Nous sommes une compagnie d'assurances décentralisée, à dimension humaine, 600 personnes, 1 milliard de C.A., et nous recherchons notre responsable des services comptables.

Rattaché au directeur général, il supervisera une équipe de plus de vingt personnes et aura la charge de l'ensemble des comptabilités de notre société. Il s'efforcera de développer des outil de prévision en collaboration étroite avec nos principales directions.

Ce poste s'adresse à un diplômé de grande école de commerce, âgé d'environ 35 ans, et titulaire du DECS. Une expérience similaire réussie en assurances sera un atout supplémentaire.

Nous offrons un poste évolutif pour une forte personnalité sachant concilier efficacité, rigueur et diplomatie.

Nous vous remercions d'adresser à notre direction du personnel lettre de candidature, c.v. et photo sous référence GM/md

GFA GROUPEMENT FRANÇAIS D'ASSURANCES
38, RUE DE CHATEAUDUN, 75009 PARIS.

INGENIEURS D'ETUDES ET DE MISE AU POINT
ELECTROMECANICIENS AUTOMATICIENS DIPLOMES

participez au développement rapide de notre division AUTOMATISMES INDUSTRIELS, nous renforçons nos équipes techniques.

Vous participerez aux études complexes d'automatismes et superviserez la mise en service des installations.

Vous êtes des hommes de dialogues et capables d'animer des équipes de techniciens spécialistes.

Hommes de chantier, une grande disponibilité vous est nécessaire.

Vous maîtrisez si possible la langue anglaise et/ou la langue allemande.

Merci de bien vouloir adresser votre C.V., photo et prétentions sous référence 2336, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra. Discrétion assurée.

OLIVETTI MINI ATT

LE DEVELOPPEMENT DE NOS ACCORDS AVEC ATT NOUS AMENE A CREER DE NOUVEAUX RESEAUX POUR LA COMMERCIALISATION DE LA LIGNE DES MINIS 32 BITS OPERANT SOUS UNIX* SYSTEME V.

Au cours des cinq dernières années, le Groupe Olivetti a multiplié ses ventes par 4, ses profits nets par 10 et sa valeur nette par 20. Parallèlement à cette croissance, Olivetti a continuellement développé sa technologie et ses produits par des investissements accrus en matière de recherche. Au-delà de ses propres capacités en matière de recherche avancée, Olivetti développera des produits, en collaboration avec le Laboratoire BELL d'ATT, l'un des plus importants centres de recherche du monde. Des transformations majeures se produisent actuellement dans le domaine du traitement de l'information et Olivetti allié à ATT se positionne d'ores et déjà dans le groupe de tête.

Afin de répondre à la croissance extrêmement rapide du marché du mini ordinateur et aux besoins nouveaux correspondant à la commercialisation de la gamme des minis 3 B nous étendons nos réseaux commerciaux spécialisés (OEM, SSII, Ventes Grands Comptes...). Si vous souhaitez participer au développement de ce marché prometteur avec des produits performants, nous avons actuellement, aussi bien en France qu'au niveau international, des opportunités pour des professionnels hautement compétents dans le domaine de la vente, du marketing et du support.

Professionnels de la vente

Votre réussite commerciale dans les négociations avec les Grands Comptes, SSII, OEM... se fonde sur votre professionnalisme en matière de vente de mini-ordinateurs de dimension comparable.

Support logiciel et système

Votre excellente connaissance des langages «C», Pascal, Fortran, Cobol et du système opératif Unix - ou des systèmes opératifs équivalents - est nécessaire pour apporter à nos clients et à nos structures commerciales un niveau de support hautement professionnel en avant-vente ou en après-vente.

Marketing produits

Vos connaissances reconnues en hardware (minis, micros ou micro-processeurs) et en software alliées à une expérience dans les domaines suivants : Grands Comptes, OEM, SSII, sont essentielles.

Pour ces différentes positions, votre connaissance du marché des mini-ordinateurs acquise à travers une première expérience significative ainsi que votre formation supérieure sont des conditions nécessaires. Vos capacités d'initiative et de conviction et votre enthousiasme feront la différence. Bien entendu, vous parlez anglais.

Vous voudrez bien envoyer votre curriculum vitae à l'attention du Directeur du Personnel d'Olivetti France (Référence MC) 91 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75383 Paris Cédex 08, qui examinera personnellement et confidentiellement votre candidature. Les candidatures pour les postes à vocation internationale seront transmises à la Direction du Personnel du Groupe.

olivetti

* Marque déposée du Laboratoire BELL d'ATT.

SOURCES

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE recherche pour son *USINE CHIMIQUE*

INGENIEUR ENERGIE

(INSA - ENSI ou équivalent)

Il sera responsable de l'exploitation en continu (5 personnes en 3x8) des installations de production (chaudières, compresseurs d'air, groupes frigorifiques, tour de refroidissement, ...) et des distributions d'énergie dans les meilleures conditions de fiabilité et d'économie (budget annuel : 10 M.F.).

Il sera chargé de bilans énergétiques et d'études d'amélioration dans les domaines de sa compétence ou directement liés à sa fonction.

Expérience de quelques années en usine à feu continu souhaitable.

Des connaissances en Génie Chimique seraient appréciées.

Anglais lu, écrit indispensable.



Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à PFIZER France S.A. - Direction du Personnel 96 rue de Paris - 91302 MASSY Cédex.
Réponse et discrétion totale assurées.

pmp



SPHERE

Nous sommes UNE CHAINE HOTELIERE INTERNATIONALE EN PLEINE EXPANSION puisque nous aurons 150 HOTELS IBIS et URBIS ouverts en 1985 sur 4 continents.
Pour assurer ce développement notre DIRECTION TECHNIQUE recherche



UN CHEF DE PROJET

Ingénieur de formation, il a une expérience d'au moins 5 ans de préférence dans le secteur du bâtiment et est ingénieur d'affaires depuis au moins 1 an. Il prend en charge un certain nombre de projets : de la conception jusqu'à la finition de l'hôtel. Il a le sens du contact et des relations humaines, le sens de la polyvalence, du détail et de la synthèse pour négocier d'une part avec les différents services de la chaîne et d'autre part avec les entreprises, architectes... Amené à se déplacer à l'étranger, il maîtrise parfaitement l'anglais.

Si vous souhaitez rejoindre une équipe motivée, vous pouvez adresser votre dossier (lettre man. + C.V. + photo) et vos prétentions à Mme LABEILLE, ss réf. M 1312 au :
Cabinet PANISSOD-SUHNER, 109 rue de Turenne 75003 PARIS.

Publicorps Junior

ENTREPRISE D'INGENIERIE
leader mondial sur son marché
C.A. 350 millions de F. – 95 % à l'export
recherche pour son Siège à Paris

JEUNE CADRE ADJOINT AU CHEF DU SERVICE FINANCIER

pour :
- financements export
- suivi COFACE
- suivi clients
- relations banques.

Profil : diplômé école de commerce, parlant anglais-espagnol.
Une expérience similaire ou bancaire de 1 à 2 années serait appréciée.
Disponible pour déplacements à l'étranger.

Libre rapidement.

Ecrire CV avec photo, références et *prétentions sous référence n° 12170 à*

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

REVUE SPÉCIALISÉE
LEADER SUR MARCHÉ
recherche

JEUNE JOURNALISTE

intéressé et motivé par la micro-informatique.
Rémunération annuelle proposée : 81 000 F.
Adresser C.V. photo et lettre manuscrite.

Ecr. s/ n° 8742 *le Monde* Pub, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

BTS comptabilité

Département financier

Importante Banque Paris 2e, recherche, pour son département financier, des collaborateurs diplômés.

Vous avez le BTS comptabilité, le BP de Banque ou au moins le Bac G2.

Nous vous confierons la gestion administrative et comptable de sociétés financières (SICAV, SCPI, fonds communs de placement...).

Une expérience préalable de la fonction serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C. V. photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3290/LM à MEDIA P.A. - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA

INSTALLATION DE RÉSEAUX INFORMATIQUES

Société spécialisée dans l'installation de réseaux informatiques, de terminaux et d'équipements de transmissions, (100 personnes), filiale d'un grand groupe, recrute un

INGÉNIEUR TECHNICO- COMMERCIAL

ayant aptitudes et goût de la vente, connaissances techniques en réseau physique et matériels de transmissions.

Une expérience d'environ 5 ans chez utilisateur ou constructeur spécialisé est souhaitée.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions sous n° 46980 HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

ENERTEC

Société du Groupe **Schlumberger** recherche pour son **Département Capteurs**

Ingénieur technico-commercial export

Sa mission sera d'assurer sur l'Europe la vente directe de capteurs de pression et la mise en place d'un réseau de ventes auprès d'une large clientèle, généralement aéronautique.

La haute technologie des produits, basée sur l'électronique et les semi-conducteurs, nécessite une formation d'ingénieur grandes écoles.
Une expérience de vente à des équipementiers de l'industrie aéronautique serait un plus décisif.
Une initiative et une autonomie très larges seront laissées au candidat dans son action, ce qui pourra l'amener à créer et renforcer sa propre équipe.
Dynamisme et volontarisme seront de rigueur.
Il maîtrisera l'anglais et/ou l'allemand.
Le poste est basé à Vélizy.
Nous offrons à des candidats de valeur de réelles possibilités d'évolution dans un Groupe de dimension internationale.

Merci d'adresser CV et prétentions, sous réf. 3496, au Service du Personnel, ENERTEC, 1 rue Nieuport 78140 Vélizy-Villacoublay.

ENERTEC
Schlumberger

cassie



Avec nous, attaquez un marché d'avenir.

Créés en 1980, nous sommes aujourd'hui leader sur le marché français de l'EAO (Enseignement Assisté par Ordinateur). Notre objectif : élargir notre marché aux 1000 premières entreprises européennes. Nous avons les moyens techniques de notre ambition : à vous d'en être le fer de lance commercial.

Ingénieur commercial H/F

Après votre formation commerciale supérieure, vous avez acquis une première expérience de la vente, si possible dans un réseau de distribution de logiciels pour micro-ordinateurs.
Vous souhaitez à présent élargir votre champ d'action et vos responsabilités, tout en restant très proche d'un marché en pleine évolution.
Votre challenge : diffuser un catalogue de didacticiels (logiciels appliqués à la formation) en particulier à travers un réseau de distribution que vous contribuerez à constituer et à gérer.
Vous pourrez ainsi, en complément de qualités commerciales déjà confirmées, développer vos talents d'organisateur et d'animateur.

Ingénieur commercial senior H/F

Depuis 5 ans, vous avez appliqué votre formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, ESCL...) à la vente à haut niveau de produits ou de services, de préférence dans le secteur de la formation. Votre expérience ou vos goûts personnels vous ont permis d'acquérir une bonne culture informatique de base, que vous souhaitez approfondir.
Nous vous proposons de devenir un véritable ingénieur-conseil sur un marché en pleine expansion : celui des didacticiels spécifiques ou standards, des systèmes et des développements informatiques dans le domaine de la formation.

Ces deux postes, basés en proche banlieue sud, impliquent des déplacements en province.
Pour un contact (lettre + CV en précisant le poste retenu) : CASSIE - 113 rue Jean-Marin Naudin 92220 Bagneux.

UN TREMPLIN POUR VOTRE CARRIÈRE DANS LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Nous sommes une société de 600 personnes (100 ingénieurs) appartenant au Ministère de la Défense. Nous avons pour mission de piloter auprès de grands industriels sous-traitants les études et la réalisation d'équipements et de systèmes électroniques d'armement de haut niveau.

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS DÉBUTANTS

Nous vous offrons d'assurer la conduite et la réalisation de nos affaires dont vous aurez la charge complète :
– définition des caractéristiques techniques des matériels en fonction des besoins exprimés ;
– préparation et lancement de consultations auprès des industriels pour les études et la fabrication dont ces derniers seront chargés ;
– organisation, suivi et analyse des résultats d'essai en laboratoire, sur le terrain... ;
– animation et coordination de l'ensemble des travaux.

VOUS SOUHAITEZ NE PAS VOUS ENFERMER DANS LA TECHNIQUE

Vous appréciez la variété dans le travail et les contacts à tous niveaux, vous avez le sens des responsabilités et l'esprit d'initiative, vous pensez que piloter des projets dans des secteurs de pointe constitue un tremplin pour votre carrière.

La Section d'Études et de Fabrication des Télécommunications souhaite vous accueillir.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en précisant sur l'enveloppe la référence 8447 M à notre conseil EUREQUIP à qui nous avons confié la recherche et qui vous garantit la plus grande discrétion.

EUREQUIP
19, rue Yves-du-Manoir 92420 Vaucresson.
Tél. 741.79.19.
PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

HAVAS CONTACT

WANG

La Bureautique et les six Technologies
- Dans le monde un C.A. de plus de 2 Milliards de $
30.000 personnes
- En France un C.A. de plus de 350 Millions de Francs
Bientôt 500 personnes - plus de 3.000 systèmes installés
- Une croissance de 40 % par an ces dernières années

Afin d'assurer la gestion des Immobilisations au sein de son Département **Comptable et Finances**, nous recherchons un

RESPONSABLE DES IMMOBILISATIONS

qui aura la responsabilité :
- des applications comptables et fiscales relatives à la gestion des immobilisations
- du reporting US et Français
- du développement et de la mise en place de la procédure de gestion.

Les candidats, avec une formation de type école de commerce ou équivalent (option comptabilité, fiscalité) auront une première expérience réussie et maîtriseront l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature à Christian REVERT - Responsable du Recrutement
WANG FRANCE S.A. - 78/80 Avenue Galliéni - 93174 BAGNOLET CEDEX

Bleu

4 INGENIEURS DIPLOMES
- CENTRALE
- SUPELEC
- TELECOM...

1 confirmé 3 débutants

C'est ce que recherche la filiale française – + de 130 personnes – d'un grand groupe international qui entend accroître ses performances et intensifier son développement en
MAINTENANCE INFORMATIQUE

L'INGENIEUR CONFIRME
possèdera 4/5 ans d'expérience en supports ou en tant que responsable de supports. Il a pour mission d'encadrer et de former plusieurs chefs de produits, ainsi que d'inculquer les méthodes et techniques à mettre en oeuvre. La rémunération réellement motivante sera essentiellement fonction des compétences et du potentiel du candidat. *réf. 52170*

LES 3 INGENIEURS DEBUTANTS
désirant s'impliquer totalement dans l'équipe mise en place, sont assurés de se faire une situation. *réf. 52171*

La Société est située au NORD DE PARIS.

Les candidatures (CV, photo et prétentions) doivent être adressées en rappelant la référence du poste choisi, à PROJETS 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en toute discrétion.

DIPLOMES D'UNIVERSITES DEBUTANTS

MAITRISE SCIENTIFIQUE, ECONOMIQUE (OU ECOLE EQUIVALENTE)

La filiale informatique d'un important établissement financier aux activités diversifiées souhaite intégrer à son équipe de jeunes **diplômés d'universités débutants**
Vous débutez dans la vie professionnelle : nous vous formerons à la programmation et à l'analyse. Cobol, programmation structurée, travail en Temps Réel sur matériel IBM.
Vous acquérerez ainsi, rapidement les compétences nécessaires pour devenir programmeur et évoluer vers l'analyse et la conduite de projets. A l'opportunité d'intégrer un grand groupe vous ajouterez les avantages propres aux établissements bancaires.
Nous vous remercions d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo s/réf.436 à

UNILOG
Ethnos
9, rue Alfred de Vigny - 75008 Paris

MEMBRE DE SYNTEC
Informatique

ESSEIN

Edition - VPC

aujourd'hui "CONTROLLER" demain DGA

- notre métier d'édition d'ouvrages techniques distribués par correspondance implique une grande rigueur de gestion et un esprit d'organisation et de recherche de productivité tant administrative que de fabrication.
- l'informatique est un outil primordial que vous aurez à manier.
- la maîtrise de votre fonction vous permettra de devenir DGA à côté du PDG de cette société de 120 MF performante, rentable et en croissance.

- vous avez quelques années d'expérience de gestion rigoureuse et une formation supérieure complétée éventuellement par un DECS.
- vous êtes organisé, précis et créatif mais concret.
- vous êtes sensible aux problèmes de développement et de marketing.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 724-19 à notre Conseil :

ONOMA
26, rue de Berri 75008 PARIS
(confidentialité, réponse assurées)

IMPORTANT CABINET JURIDIQUE PARISIEN
recherche d'urgence
COLLABORATEUR
DROIT PRIVÉ
TRÈS BON NIVEAU
même débutant
Anglais indispensable
EXCEL. APPOINTEMENTS
Ecr. avec C.V. détaillé, photo prétentions à ORBIS-EH 28 av. Franklin-Roosevelt Paris-8e

Imp. sté recherche pour son
SECTEUR IMMOBILIER
J.F. 35/40 ans
pour suivi exécution programmes immobiliers. Esprit d'initiative - méthodique - très bonne sténodactylo, expérience de la profession souhaitées, place stable. Adr. candidature manuscrite avec CV s/réf. 419 à D.A.G. 65, rue Rivoli, 75001 PARIS, qui transmettra.

Petite PME Paris
en pleine expansion, secteur distribution HIFI cherche
EXPERT-COMPTABLE BRANCHÉ
Ecrire sous le nº T 069.470 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Négociation + technique
Equipement automobile

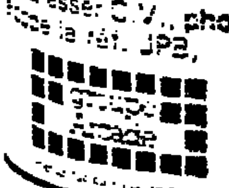
vachette 

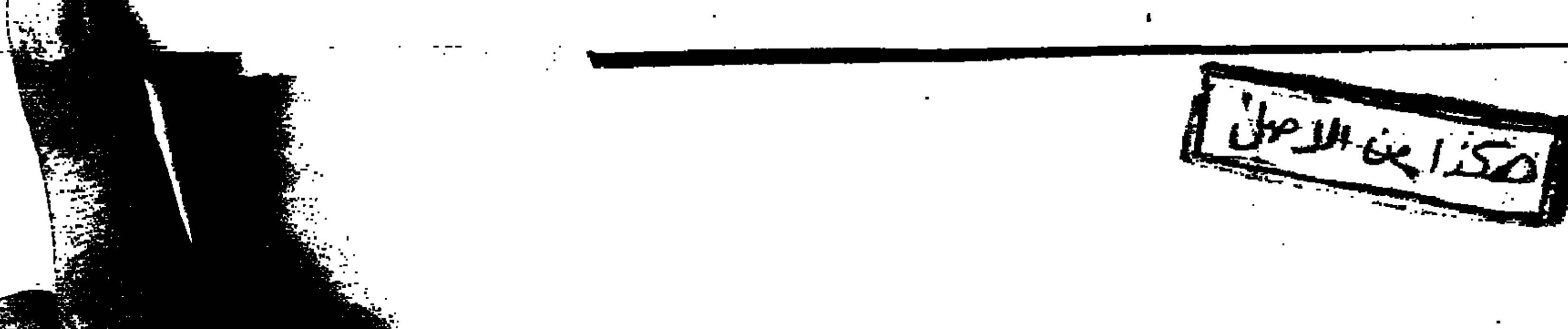
Première entreprise française de serrure, nous sommes présents depuis quelques années, et en forte progression (+ 30 % par an) sur le marché automobile. Nous équipons en mécanismes de fermeture et en verrous la plupart des voitures françaises. Nous recherchons un

CHEF DE DIVISION COMMERCIALE FRANCE ET ETRANGER

Rattaché au Directeur Général, il sera responsable de l'intégralité de notre chiffre d'affaires dans ce secteur (1/3 de notre activité totale). S'appuyant étroitement sur nos services techniques, il assurera les relations avec les constructeurs automobiles français et étrangers, clients actuels de VACHETTE.
Il aura par ailleurs à développer l'exportation de nos produits vers le reste de l'Europe.
L'homme recherché a une expérience d'au moins 5 ans, acquise si possible dans le secteur automobile. De formation supérieure plutôt technique, il a une grande capacité de négociation. Il parle au moins l'anglais.
Merci de nous adresser C.V., photo récents et rémunération actuelle sous la référence 412 081 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS.





مكبر عن الاصل



LA DIRECTION ADMINISTRATION COMMERCIALE ET INSPECTION
recherche de

jeunes délégués administratifs

H/F

- Motivés par l'administration commerciale (gestion des commandes, recouvrement des factures).
- Souhaitant utiliser des outils informatiques de gestion.
- Recherchant un développement de carrière dans le domaine administratif.

Les candidats devront justifier d'un diplôme sanctionnant 2 à 3 années d'études après le baccalauréat :
- DUT de gestion des entreprises et des administrations ou de techniques de commercialisation.
- BTS de distribution, commerce et gestion commerciale ou de comptabilité et gestion d'entreprises.
- BTS ou DUT d'informatique.
- Licence de gestion, d'A.E.S. ou de Sciences Economiques.

Une formation complémentaire est assurée après embauche. Nous attendons d'eux de bonnes connaissances en anglais et l'acceptation du principe de mobilité géographique. Nos postes sont à pourvoir à Paris et en province.

Adresser lettre de candidature et C.V. à : Département Recrutement - IBM France
2, rue de Marengo - 75001 PARIS, en mentionnant la référence DACI M 12

Organisation et Publicité

Chef service commercial IARD

UNE DES PREMIÈRES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES FRANÇAISES recrute son Chef de Service Commercial IARD.

Son profil :
De formation École Supérieure de Commerce ou équivalente, le titulaire du poste devra disposer d'une expérience (environ 5 ans minimum) de marketing, de vente terrain, d'animation et d'encadrement de personnel.

Sa mission :
Rattaché au Directeur de la production, il sera chargé :
- *d'animer le réseau de vente nationale,*
- de concevoir et réaliser des supports de diffusion et de publicité visant à intensifier la promotion commerciale,
- de mettre en œuvre sur le terrain une méthode commerciale impliquant des outils de vente performants.

Ce poste suppose des qualités marquées de dynamisme et de contact alliées à un réel sens commercial et à une forte volonté de réussite.

Poste basé à Paris. **Rémunération : 230.000 F. +**

Écrire sous référ. PA 274 AM.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris **etap**

NOUVEAUX PROGICIELS
Chef de produit

SSCI PERFORMANTE ET EN FORTE CROISSANCE, offre des perspectives intéressantes de carrière à un candidat dynamique et réalisateur.

Il s'agit de :
- développer de nouveaux progiciels par créneaux professionnels,
- assurer la promotion, la commercialisation et l'animation d'une équipe.

Ce poste d'avenir et motivant implique une formation supérieure, une expérience *informatique d'environ 3 ans acquise chez utilisateur ou SSCI* **(connaissance secteur vins et spiritueux très appréciée).**

Poste : ville universitaire Bourgogne.

Écrire sous référ. RC 275 CM.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris **etap**

chef de produit

Notre groupe - C.A. consolidé 2 Milliards 1 / 2 de Francs - commercialise des biens d'équipement à travers ses 25 filiales.

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un **Chef de Produit** de formation supérieure, (HEC, Sup de Co, ESSEC...).

Ses fonctions couvriront les aspects marketing, achat et vente normalement attachés à ce poste ainsi que les domaines plus particuliers mais essentiels de la *communication et du merchandising.*

3 à 5 ans d'expérience opérationnelle dans la distribution spécialisée ou la grande distribution sont nécessaires.

La connaissance du **Monde du Bâtiment** et / ou du **Bricolage** est un atout.

Nous offrons une rémunération motivante pour ce premier poste qui évoluera vers d'intéressantes perspectives de développement à terme de 2 ou 3 ans.

Cabinet Leconte
4, rue Amiral Courbet
75116 PARIS

nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.

Réf. 50162

GROUPE MORY

Nous sommes aujourd'hui l'un des leaders des TRANSPORTS Nationaux et Internationaux avec près de 10.000 *personnes et plus de 100 Agences en France et à l'Etranger. L'évolution de notre métier et notre volonté d'un* meilleur service requièrent une INFORMATIQUE ambitieuse et toujours plus performante : décentralisée, temps réel et réseaux. Nous vous proposons de participer à cet enjeu d'importance stratégique, en tant que :

chef de projets

Auprès du Directeur des Etudes et en relation étroite avec les utilisateurs, il étudie, conçoit, réalise et met en place les systèmes d'informations du réseau EXPLOITATION INTERNATIONALE. Il est requis un diplôme d'études supérieures, la pratique de la gestion et de l'organisation en contexte disséminé, la familiarité avec le matériel VAX, la connaissance de plusieurs langages dont le COBOL. Nous souhaitons que vous soyez un professionnel confirmé (6-7 ans), dialoguant avec les utilisateurs, rigoureux dans vos démarches, attentif à la fiabilité, sachant convaincre, *doué dans l'animation de votre équipe et la gestion de vos projets.* (Réf. 61 LI)

analystes-programmeurs

Auprès d'un Chef de Projets, ils élaborent et gèrent les applications en tenant compte des multiples contraintes et évolutions techniques et fonctionnelles. Il est requis le niveau Bac + 2 minimum, une expérience de 3 ou 4 ans, la pratique du matériel VAX, du COBOL et de la programmation structurée et modulaire. Nous serons attentifs à vos *qualités de rigueur, de méthode et à votre sens du travail en équipe.* (Réf. 61 MI)

Si ces "challenges" vous intéressent, n'hésitez pas à écrire à notre Conseil (ou à le contacter). Précisez votre salaire. Il vous en remercie et vous assure du respect de la confidentialité des informations transmises.
Postes basés à PARIS 10ème.



Hervé Le Baut Consultants - 11, rue La Boétie - 75008 PARIS Tél. : 265.38.39

AFCOREM

Soyez bien!

Soyez bien, tout simplement comme les femmes et les hommes passionnés par l'informatique et qui intègrent Digital, le deuxième groupe informatique mondial.

Ils sont bien parce qu'ils trouvent chez Digital une communication facile, le goût du dialogue, le sens de l'efficacité et une prise en compte de leurs aspirations...

Traducteur
(Anglais-Français)

Intégré au département Education, vous ferez partie d'une équipe de 7 personnes.
Vous prendrez en charge des traductions de documents techniques (descriptifs de produits, brochures, communiqués de presse...).
Diplomé d'une Ecole de traduction, vous avez acquis une parfaite maîtrise de l'anglais et vous donnez à vos traductions clarté et élégance.
Une première expérience dans le milieu industriel (informatique de préférence) semble indispensable pour que vous puissiez être autonome et responsable.
La connaissance du traitement de textes sera appréciée.
Lieu de travail : ***EVRY (91).***

Merci d'envoyer lettre manuscrite + CV sous référence M 124 à Marie-Claire SAN QUIRCE - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, B.P. 136, 2, rue Gaston Crémieux, 91004 EVRY CEDEX.

Curriculum

N° 2 mondial de l'informatique





vous êtes
SENIOR SUPERVISOR
ou
MANAGER

dans une firme d'Audit
— Vous recherchez un poste à responsabilité dans un grand Cabinet Français, Commissaire aux Comptes d'importants groupes.
— Nous avons un projet pour vous.

Env. lettre de candidature manuscrite, CV, photo et prétentions sous n°12.266 Publicité MEESTERS 113, rue de Reuilly 75012 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE APPARTENANT
A UN GROUPE NATIONALISE
recherche

INGENIEUR LOGICIEL

Dans le cadre d'un important projet militaire, cet ingénieur informaticien aura la responsabilité de l'étude et du développement d'un logiciel d'asservissement. Ce logiciel sera implanté sur un calculateur militaire multiprocesseur.

Le candidat justifiera d'une bonne formation en automatisme car il devra prendre connaissance, étudier, développer et mettre au point sur site des asservissements d'un degré technologique très avancé. Il disposera pour cela de moyens informatiques puissants (IBM, VAX 11.780, etc...) et de bancs d'essais grandeur réelle.

La connaissance d'un langage de haut niveau et d'un assembleur sera appréciée ainsi qu'une expérience de problèmes similaires.

Pour un premier contact, veuillez adresser votre candidature sous référence 2038 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Jeune juriste *HF*

Etablissement financier du secteur social recherche un jeune juriste.

Profil : Maîtrise ou DEA de droit privé. Une première expérience en *matière de contentieux serait souhaitée.*

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. JPB,

groupe Arcade
Pour un habitat social de qualité

Groupe ARCADE
Service du Personnel
63, rue de la Victoire
75009 PARIS

MEDIA BA

ARIANE

Organisation, études
réalisations informatiques, assistance technique cherche à renforcer ses effectifs par des

INGÉNIEURS INFORMATICIENS ANALYSTES PROGRAMMEURS

Justifiant de 1 à 3 ans d'expérience
dans les domaines suivants :
- Bull, TDS.IDS2.
- IBM, OS/MVS. CICS ou IMS DBDC.
- HP. 1000 ou 3000, MINI 6 PDP, Solar.

La connaissance des langages C ou Pascal constituerait un atout supplémentaire. Merci d'envoyer votre candidature (C.V. + prétentions) à :
FINAG, 18, avenue Parmentier, 75011 PARIS.



GIGA INSTRUMENTATION
LA MESURE HYPERFREQUENCE FRANCAISE

recherche dans le cadre de son expansion un

Ingénieur technico-commercial

Connaissance du domaine hyperfréquences souhaité.
Débutant accepté. Formation assurée.
Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions de salaire à GIGA. Service du personnel B.P. 203 - 91941 LES ULIS CEDEX.

Responsabilité comptable et financière en ingénierie

Dans ce domaine très particulier de l'ingénierie des travaux souterrains, nous avons acquis une image de marque nationale et internationale de forte qualité. Nous gardons une structure de PME, avec tout ce que cela exige d'ouverture d'esprit, de souci de communication et de nécessaire adaptation à des situations variées. Et à tous les niveaux de responsabilité.

C'est vrai, en particulier, pour vous qui allez prendre, sous *l'autorité du DAF*, la *responsabilité* des services comptables et financiers. Vous aurez en charge la fonction comptable dans son ensemble : dont le bilan, bien sûr, et la comptabilité analytique. Vous gérerez notre trésorerie et les problèmes financiers à court terme. Vous serez la cheville ouvrière de la procédure budgétaire. Et tout cela, non seulement pour nous-mêmes, mais aussi pour la dizaine de sociétés que nous gérons. En toile de fond, une organisation et *toute une histoire à assimiler, un tissu de relations à créer.*

C'est un job à la taille d'un(e) diplômé(e) d'études supérieures, titulaire du DECS, qui, après une dizaine d'années de métier, a bien assimilé la fonction comptable et qui a acquis des ouvertures dans d'autres domaines tels que la finance, l'export (nous avons des chantiers à l'étranger), etc... Qui soit un utilisateur sans complexe de l'informatique et qui ait déjà animé une équipe. Votre réussite (la nôtre aussi...) va *dépendre pour une bonne part de votre aptitude à bien intégrer* toutes nos spécificités (ce serait bien que vous ayez déjà une expérience de PME de ce type). Les consultants de Sirca, en vous recevant, vous en diront davantage sur nous. Dans l'immédiat, écrivez-leur sous référence 267 210 M, en précisant rémunération actuelle et délai de disponiblité (nous sommes assez préssés) et en confirmant que votre anglais est opérationnel. Ce poste, *basé à Paris La Défense, est susceptible d'élargissement à échéance de deux à trois ans.*



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

L'adjoint du directeur financier dans le secteur des services

Filiale d'un groupe anglais, notre société, dans le secteur des services, emploie 260 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 150 millions de francs.

Notre Directeur Administratif et Financier recherche son adjoint.

Ses responsabilités recouvrent la comptabilité générale, la comptabilité clients et fournisseurs, la gestion de trésorerie, les investissements, l'analyse des comptes de bilans, la fiscalité.

Outre ces missions opérationnelles, il est chargé de développer les applications informatiques, d'analyser et d'améliorer les procédures et les systèmes d'information. Il participe à l'élaboration du reporting, assure les relations avec les auditeurs externes. Il anime une équipe de 9 personnes dont deux cadres.

Agé de 30 ans, vous avez acquis quatre à cinq ans d'expérience professionnelle, soit en entreprise soit dans un cabinet d'audit ou d'expertise comptable.

Vous maîtrisez bien la langue anglaise. Votre formation comptable (Ecole de Commerce, DECS) et votre expérience vous ont permis de bien maîtriser les tâches opérationnelles.

Le poste que nous vous proposons vous permettra aujourd'hui d'élargir vos responsabilités, et à terme d'évoluer, suivant vos compétences, vers une fonction de Directeur Financier.

COFROR, notre conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Catherine ROIZOT sous référence 929/32M (en indiquant votre rémunération actuelle).

COFROR
Tour Fiat-Cedex 16 - 92084 Paris la Défense

pharmacien

RESPONSABLE DU CONTRÔLE QUALITÉ

Le Directeur d'une grande usine pharmaceutique, à l'Ouest de Paris, cherche son pharmacien contrôle qualité.

C'est un rôle fonctionnel et central, car en liaison avec le contrôle du groupe, il peut refuser les lots à toute étape de fabrication.

Il approuve et diffuse les instructions de fabrication, de contrôle de conditionnement et de nomenclatures. C'est aussi un homme de formation qui élabore des programmes et les met en œuvre. Enfin, il *participe à l'élaboration des plans de rénovation de l'usine.*

Pharmacien(ne), 38 ans minimum, il a déjà une bonne expérience de cette fonction dans un groupe qui pratique les BPF.

La rémunération annuelle est de l'ordre de 300 000 F.

Merci d'écrire sous la réf. 384 LM, à Catherine de LA ROCHE, JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach, 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTEC

HAVAS CONTACT

IMPORTANT GROUPE DIVERSIFIÉ
recherche
pour sa DIRECTION JURIDIQUE

ASSISTANT(E)

Doctorat d'Etat en droit exigé. 25 ans environ.

- Ayant une première expérience professionnelle.
- Anglais courant (écrit et parlé).
- Il devra assister le Directeur juridique dans les principaux domaines suivants :
  - rédaction des contrats,
  - conseils aux Sociétés du groupe,
  - suivi des assurances et des dossiers de marques.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : UBI - 38, rue des Mathurins, Paris-8e, qui transmettra.
Discrétion totale assurée.

Société Engineering Offshore PARIS

recherche pour étude projet plate-forme semi-submersible

INGÉNIEUR « OPÉRATIONS MARINES »

Expérience pratique des problèmes liés à la mer (remorquage, ballastage, basculement...)
Anglais indispensable.
Le lieu de travail est : Paris ou proche banlieue

Ecrire sous nº T 069.438 M,
REGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

BANQUE PRIVÉE
Quartier Champs-Élysées

recherche
pour sa **DIRECTION INTERNATIONALE**
un

ANALYSTE CRÉDIT CONFIRMÉ
Classe VII ou VIII, H/F

Le poste :
- analyse et suivi des risques sur les sociétés et groupes de sociétés étrangères et sur les banques étrangères;
- *études sectorielles.*

Le candidat :
- expérience de plusieurs années dans une fonction similaire;
- pratique de l'anglais et de l'allemand;
- connaissance des principes et des usages comptables allemands et anglo-saxons.

Ce poste de haut niveau s'adresse à un candidat capable d'assurer à la fois une étude critique des prises de risques et un appui aux secteurs géographiques d'exploitation, incluant quelques déplacements à l'étranger.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, , photo et prétentions sous réf. 10772 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ADMINISTRATION DE BIENS

recherche

CADRE H.F.

- 30-35 ans environ;
- Formation droit privé;
- Expérience approfondie gestion immobilier industriel et commercial;
- Dynamisme et rigueur indispensables.

Envoyer curriculum vitae manuscrit à :
RÉGIE-PRESSE sous nº T69443M,
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE
Filiale d'un Groupe International
recherche pour **PARIS**

CAMBISTE JUNIOR H/F

- 3 à 5 ans de Salle des Changes
- Connaissance de l'anglais souhaitée.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur curriculum vitae et prétentions sous réf. 2069 à
CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE
recherche pour son HOLDING à PARIS

ADJOINT AU CHEF COMPTABLE (h./f.)

25/30 ans, D.E.C.S.

- Il assistera le chef comptable et se verra rapidement confier *la responsabilité* complète de la comptabilité de certaines sociétés du groupe.
- Il sera amené à effectuer des missions ponctuelles à la demande de la direction comptable.

Adresser c.v. + lettre manuscrite et photo à : LAIR, 38, rue des Mathurins, 75008 PARIS qui trans.
Discrétion totale assurée.

Soyez bien!

Tout simplement comme les femmes et les hommes passionnés par l'informatique et qui intègrent DIGITAL, le N°2 de l'informatique mondial.

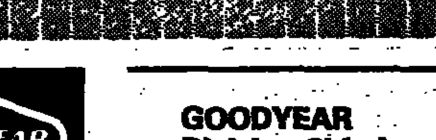
Spécialiste Marketing

Votre objectif : promouvoir les produits et services de notre département systèmes spéciaux en France, Benelux, Italie, Espagne. Vous travaillerez avec nos équipes de Marketing France et Europe pour définir et implanter les moyens de promotion (séminaires, expositions, campagnes publicitaires). Vous serez responsable des relations avec la Presse pour le lancement des nouveaux produits.

Vous êtes créatif, vous avez une expérience de la publicité et de la promotion des ventes et une connaissance parfaite de l'anglais. Ce poste est basé à Rungis.

Soyez bien : merci d'envoyer votre candidature sous Réf. M 120 à A. CHEVALLIER, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2 rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 EVRY CEDEX.

N° 2 mondial de l'informatique



GOODYEAR
Division Chimie
recherche pour son Centre Technique Européen

ingénieur de polymérisation

pour diriger les travaux de développement des nouveaux polymères et procédés de fabrication.
Formation en Chimie Macromoléculaire ou Génie Chimique.

ingénieur spécialiste latex

pour soutenir l'effort technique de la Société dans la fabrication de Latex et diriger les travaux de développement de nos produits.
Formation Supérieure (Ecole de Chimie).

Ces deux postes s'adressent à des candidats âgés d'environ 30 ans possédant déjà une expérience pratique dans un domaine similaire. Anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Monsieur le Directeur du Centre Technique
Compagnie Française Goodyear - B.P. 31 - 91941 LES ULIS CEDEX

SITB
GENIE INFORMATIQUE

Nous sommes l'une des premières SSII françaises (570 personnes, 30 ans d'expérience, CA 200 MF).
La diversification de nos activités à travers des services mettant en œuvre des techniques de pointe nous amène à renforcer notre Direction Commerciale et Marketing en accueillant 2

INGENIEURS D'AFFAIRES en informatique

Intégrés à une équipe commerciale dynamique; ils seront chargés de promouvoir les produits et services SITB auprès des BANQUES, ETABLISSEMENTS FINANCIERS et des GRANDES ENTREPRISES.
Une capacité d'écoute et de négociation alliée à un esprit créatif leur permettra :
- de promouvoir nos différentes gammes de service (Centre Serveur Télématique, Logiciels Professionnels; Grands Projets,...),
- d'engager la SITB sur des activités nouvelles.
Ces postes nécessitent une expérience commerciale d'environ 5 ans en milieu informatique (SSII ou constructeur).

Une rémunération motivante sera négociée en fonction de la qualité du candidat.

Rencontrons-nous

Adresser votre dossier de candidature, sous réf. IA 124, à Mme Péroanin, SITB, 38 rue des Jeûneurs 75002 Paris, ou téléphoner au 233.51.10. service recrutement.

Nous sommes l'un des leaders dans le domaine de l'ingénierie informatique. Dans un contexte national et international nos équipes de spécialistes interviennent depuis plus de dix ans dans les secteurs de la gestion et de la bureautique auprès d'une clientèle de banques, grandes entreprises industrielles, administrations et collectivités locales. Dans le cadre de notre expansion nous recherchons :

Ingénieurs informaticiens

Connaissant l'un des matériels :
- IBM 38
- CORAIL B 4000, QUESTAR 400 de BULL, B25 de BURROUGHS.

Dans un environnement technique de pointe ils travailleront sur des projets orientés temps réel et bureautique faisant appel à de solides compétences en bases de données et réseaux.

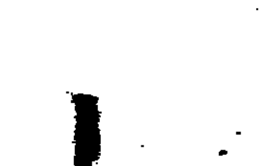
Chef de projet

Ayant une excellente expérience du matériel BULL DPS7.
Il assurera le démarrage d'un projet de grande envergure. En plus des compétences techniques DPS7 (et si possible PROTEE ou PAC 700), le sens du contact et une large autonomie sont des atouts pour ce poste.
Pour prendre contact écrire sous réf. R 40 à *Marie-France* BURQ - **EUROSOFT** - 38, bd Henri Sellier - 92150 SURESNES.



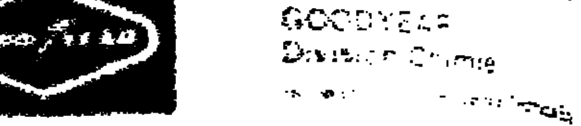






Soyez bien !

Spécialiste Mark



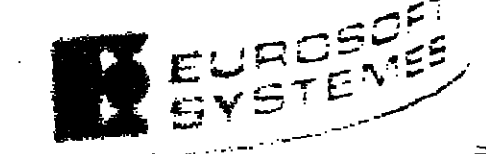
ingénieur de polymérisation

ingénieur spécialiste latex



Ingénieurs informati

Chef de projet





L'Européenne de Banque

recherche pour son département exploitation financière jeune cadre ayant une première expérience

Marché des obligations françaises

Formation supérieure indispensable (HEC, ESSEC, IEP, etc.). Goût des contacts.

Adresser C.V., photo et prétentions à l'EUROPEENNE DE BANQUE - Direction des Relations Humaines - 21, rue Laffitte - 75009 PARIS.

MEDIA PA.

jeune médecin activités médicales export

Nous sommes la filiale française du groupe américain Schering Plough Corporation.

Nous recherchons, pour notre Direction Exportation, l'Adjoint du Médecin Responsable des Activités Médicales exportation.

Il lui sera confié divers travaux concernant les essais thérapeutiques (phases III et IV) et l'information médicale.

En fonction de ses goûts et résultats, ses attributions au sein du département pourront s'enrichir progressivement.

Ce poste conviendrait à un jeune médecin généraliste ou certifié en médecine tropicale et connaissant déjà l'Afrique.

Pratique de l'anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite et C.V., sous réf. 8413, à :

Laboratoire UNILABO Département Recrutement



92, rue Baudin
92307 LEVALLOIS-PERRET CEDEX

HAVAS CONTACT

Banque Française nationalisée, PARIS

Jeune gestionnaire de portefeuille actions *HF*

Il aura principalement au sein du Département Financier, la responsabilité de suivre des comptes de particuliers et développer cette clientèle, et de gérer des fonds communs de placements axés sur le marché Nord-Américain.

Expérience réussie de 2/3 ans minimum dans un organisme financier d'audience internationale.

Une bonne connaissance de la Bourse Américaine est indispensable. Formation école supérieure et bonne maîtrise de l'anglais impératives.

25 ans minimum pour ce ou cette candidat(e) prêt(e) à s'investir dans la création d'une nouvelle fonction.

Rémunération motivante.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous référence 24016-M

MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly.

Cadre Financier International

Un important Groupe à vocation internationale, premier européen dans sa spécialité, recherche un Cadre Financier de fort potentiel. Rattaché au Directeur Financier, dont il est destiné à devenir l'adjoint direct, son rôle sera d'animer et de superviser le Service Trésorerie, d'élaborer et de négocier les montages financiers à court et moyen terme nécessaires au financement de l'activité de la Société.
Ce rôle implique des contacts permanents avec les banques, les organismes financiers et les administrations ; ils suppose également quelques déplacements à l'Etranger.
Ce poste s'adresse à un diplômé de Grande Ecole de Commerce ou équivalent, de 28/30 ans, parlant l'Anglais et ayant déjà une première expérience dans une Société exerçant l'essentiel de son activité à l'Etranger.

Adresser CV et prétentions sous la référence 3494 à Média-System 104 rue Réaumur 75081 Paris Cédex 02, qui transmettra.

REGION ILE DE FRANCE

CONSEILLER EN FORMATION

pour Fonds d'Assurance Formation

FONCTION :
- développer la formation professionnelle dans les PME,
- assurer la gestion administrative et financière des dossiers des entreprises adhérentes,
- participer activement à l'expansion de l'organisme.

PROFIL :
- formation universitaire complétée par des stages pratiques ou large expérience professionnelle,
- dynamisme et créativité,
- sens des relations commerciales et capacité à négocier,
- souci de rigueur dans sa gestion,
- *autonome, mais convaincu* de la nécessité du travail en équipe.

Vous présenterez votre motivation pour ce poste dans une lettre (avec CV détaillé et photo) adressée à M. le Président de l'AGEFOS - PME - Ile de France - 11, rue Hélène - 75017 PARIS.

« MANTES-JEUNESSE »
Association para-municipale
recrute

un (e) animateur (trice)

d'une Maison de Quartier

Fonction : chargé (e) de l'accueil, relations avec les associations du quartier - Mise en place du projet pédagogique sous la responsabilité du directeur du quartier.

Rémunération : 5.900 F brut.
Candidature à adresser avant le 25 décembre 1984.
Poste à pourvoir : janvier 1985

Adresser curriculum vitae à :
M. le Maire adjoint
Président
de MANTES-JEUNESSE
HOTEL DE VILLE
31, rue Gambetta
78200 MANTES-LA-JOLIE.

Constructeur informatique
recherche URGENT

INGÉNIEUR SYSTÈME

qualification de produits
connaissant CTOS ou MINI 6
Téléphone : 784-74-52.

EMPLOYÉ de BUREAU

gestion de commandes et stocks
La candidat aura BAC + Anglais. Informatique souhaitée.
Très bonne écriture et présentation.
Ecrire avec C.V. et photo
LABORATOIRE INGENOR
70-72, rue ORFILA
75020 Paris. Tél. 797-51-19.



LEASAMETRIC

Location de Matériels Electroniques

Nous sommes un des premiers loueurs mondiaux d'électronique et d'informatique légère : Hewlett Packard, Tektronix, Intel, Fluke... Nous demarrons l'activité en France et sommes à la recherche de :

Réf. A : RESPONSABLE DES VENTES

Mission : Mettre en place une structure de vente, vendre soi-même et *participer au lancement de la Société.*

Profil : Large connaissance en Instrumentation et Systèmes, Ingénieur de vente nécessairement expérimenté dans une des marques citées. Très actif - Anglais.

Réf. B : INGÉNIEUR DE VENTE "STAFF"

Mission : Définir les besoins techniques et prendre les commandes au téléphone.

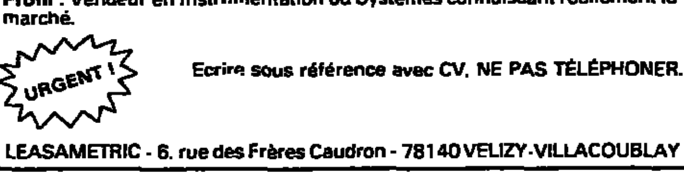
Profil : Larges connaissances techniques en Instrumentation ou/et Systèmes. Expérience 3/4 ans. Très actif.

Réf. C : INGÉNIEUR DE VENTE

Mission : Visiter et promouvoir le concept de la location et LEASAMETRIC.

Profil : Vendeur en Instrumentation ou Systèmes connaissant réellement le marché.





Ecrire sous référence avec CV, NE PAS TÉLÉPHONER.

LEASAMETRIC - 6, rue des Frères Caudron - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

Une Filiale de Participations d'une importante Institution Financière Nationale
recherche

Ingénieur Conseil (agro-alimentaire)

Il sera chargé d'assumer seul des audits industriels d'entreprises des secteurs suivants :
- Lait
- Céréales
- Conserves

et de contrôler la mise en place des mesures préconisées

De fréquents déplacements en Province sont à prévoir.

Un diplôme d'Ingénieur ou son équivalent est indispensable, ainsi qu'une bonne connaissance d'un des trois secteurs ci-dessus.

Envoyer CV, photo, salaire et prétentions sous référence 5947 à Lévi Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra.

SOCIETE DE CREDIT, FILIALE D'UN GRAND GROUPE BANCAIRE
PARIS
Dans un contexte de développement, nous recherchons :

L'ADJOINT(E) de notre CHEF COMPTABLE

- qui prendra en charge les bilans des filiales et les déclarations fiscales et réglementaires
- interviendra directement dans l'organisation, l'amélioration des procédures comptables et informatiques
- participera activement à l'animation et à l'encadrement du Personnel du département comptable (18 personnes).

Vous avez : 26 ans minimum
- une formation de type DECS et/ou ESC option finance comptabilité
- une première expérience d'une comptabilité informatisée et de l'encadrement d'une équipe.

Dans ce cas, adresser votre dossier de candidature à N. 4311 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra

ORGANISME PUBLIC
recherche

DIPLOME IEP
(ou équivalent)
+ CENTRE DE FORMATION DES JOURNALISTES
(ou école de journalisme)

Cette personne sera chargée d'assister le responsable des publications. Une expérience dans le secrétariat de rédaction est souhaitée. *Poste basé à Paris.*

Prière d'adresser CV et prétentions s/réf. 2239 à Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, qui tr.

Banque internationale quartier Etoile
recherche

COMPTABLE BON NIVEAU

CONNAISSANT :
- Opérations devises
- Bases de fiscalité

3/4 ans d'expérience bancaire souhaitée.

Ecrire sous n° T 069.465 M RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

STÉ DE DISTRIBUTION EN MATÉRIEL DE LAVERIE
recherche

AGENT TECHNICO COMMERCIAL

pour prospection vente et service après-vente
Poste à créer dans région parisienne. Expérience souhaitée.
Ecrire avec C.V. + photo à
LAVOMATIQUE FRANCE
15, rue de la Cotonnière
14000 CAEN.

SOCIÉTÉ DE PRESSE
recherche

JOURNALISTES

pigistes, intérêt pour le Maghreb
Envoyer C.V. et press-book
Label M 108
bd Magenta, 75010 PARIS.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'INFORMATIQUE DE BOBIGNY
(Seine-Saint-Denis)
Recrute un

INGÉNIEUR SYSTÈME

Environnement :
Matériel I.B.M. 4341
Système DOS/VSE. Connaissance VM, VSAM, VTAM
Niveau de rémunération à débattre selon expérience.
Expérience de l'Informatique en milieu communal appréciée.
Envoyer C.V. au Syndicat Intercommunal d'Informatique
1, rue de l'Union
93000 BOBIGNY.

Organisme professionnel
PORTE DAUPHINE
recherche

RESPONSABLE de son SERVICE DOCUMENTATION

Formation de pharmacien exigée, expérience de la fonction nécessaire. Anglais et Allemand indispensables. Espagnol apprécié. Adresser c.v. n° M 83363 à BLEU 17, rue Lebel, 94307 Vincennes cedex qui tr.

LA DIVISION INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE DU C.N.R.S. recherche

INGENIEUR RESEAU

pour participation à la mise en place de services messagerie et bureautique dans environnement hétérogène (IBM, BULL).
Formation maîtrise informatique comprenant certificat téléinformatique.
Dégagé O.M. - Nationalité française.

Adresser C.V. et prétentions
Secrétariat du C.I.R.C.E.
BP 63 - 91406 ORSAY Cédex.

Société internationale recherche pour son siège (78 - Yvelines)

UN CONSULTANT EN RECRUTEMENT H/F

ayant une formation supérieure et une expérience de 5 ans mini des entretiens de sélection pour

EMPLOI A TEMPS PARTIEL

Après une période d'intégration, il (elle) se verra confier le traitement et la sélection de candidature (cadres principalement).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3292/LM à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 Paris, qui transmettra.

ÉCOLE D'INFORMATIQUE
recherche

PROFESSEUR

pour cours
D'ANALYSTES PROGRAMMEURS
Téléphone : 277-02-33.

Société Suisse d'assurances en pleine expansion, recherche pour son service contentieux-corporel-auto

JEUNE JURISTE

ayant 2 années expér. dans la spécialité. Possibilité certaine d'avancement. Ecrire avec C.V. et prét. à n° 4322, publicités réunies, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

ORGANISME ÉTRANGER

recherche

ATTACHÉ COMMERCIAL ET MARKETING

- 2 ans d'expérience.
- Parfaite connais. Anglais.

Env. d'urgence C.V. + photo + prétentions à KTC
16, rue Hamelin, 75116 Paris.

CENTRE DE FORMATION
recrute

FORMATEUR (ICE) TECHNIQUES DE SECRÉTARIAT

- Temps partiel.
- Public : 16-25 ans.
- Expérience professionnelle et expérience d'enseignement indispensable.

Disponible début Janvier 85
Adresser C.V. et photo
A.D.I.P.
14, rue Alexandre-Parodi
75010 PARIS.

BUREAU VÉRITAS
cherche

INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ

résistance matériaux et charpentes navires.
Anglais courant exigé.
Adr. C.V. à Bureau Véritas
Services Maritimes, Cedex 44
92077 PARIS LA DÉFENSE.

---

recherche

PROFESSEURS

D'ORIGINE ANGLAISE
ALLEMANDE, ESPAGNOLE
FRANÇAISE, ITALIENNE
pour formation permanente
Ecrire sous le n° T 069.400 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

1er groupe français de presse informatique et technologies avancées, le GROUPE TESTS recrute :

JOURNALISTE

Homme ou Femme.

La poste est à pourvoir au sein de la rédaction d'un mensuel destiné aux cadres dirigeants d'entreprise. Un grand intérêt pour les aspects du management, pour les conséquences financières et organisationnelles des applications informatiques, bureautiques et télématiques est donc nécessaire.

Une culture informatique serait un plus. Le goût de l'enquête, la réflexion de fond, une rédaction aisée, rapide et efficace sont indispensables. L'aptitude à s'intégrer dans une équipe également.

Envoyer candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prét.) à SPPS s/réf. TOL 1284, 4, place du Colonel-Fabien, 75491 PARIS CEDEX 10.

secrétaires

Groupement Professionnel
1er plan tourné vers le marché international
recherche pour son
Secrétariat Général une

SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO TRIL. ALLEMAND ANGLAIS

Expérience 5-6 ans service étranger d'une entreprise ou import-export.
Adresser lettre manuscrite
C.V. et photo à
A.P.E.S.A.
4, R. CHORON, 75009 PARIS.

GROUPE DE PRESSE
CENTRE DE PARIS
recherche pour son
président-directeur général

SECRÉTAIRE de DIRECTION

- Excellente sténo-dactylo ;
- Qualités d'ordre et de classement ;
- Disponibilité ;
- Références.

Adresser curriculum vitae et lettre manuscrite avec photo à :
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE PRESSE,
13, av. de l'Opéra, 75001 Paris.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec *ou sans diplôme. Demandez* une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE-CARRIÈRES (C 16)
B.P. 402 - 09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'ÉTRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM)
B.P. 291 – 09 PARIS.

capitaux propositions commerciales

Ecole de langues bien établie à Bournemouth (Angleterre) recherche agent en France, de préférence une agence de voyages ou un établissement éducatif. Rémunération à la commission. Prière d'écrire avec détails à la Southbourne school of english, 30, Beaufort Road, Southbourne, Bournemouth, Dorset (Angleterre) BH 5 AL

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 25 ans dip. maîtrise tourisme DESS gestion parlant anglais, italien, exp. études de marche, recherche emploi marketing à responsabilités. Téléphone : 357-86-42.

J.H. 24 ans lib. O.M. équivalent DEUG biologie Angl. et Allem. parlés et écrits rech. poste technicien labo-analyses ou rech. médicale. Libre de suite M. Forestier. 38, av. des Acacias, 44250 St-Brévin-les-Pins.

DESIGNER INDUSTRIEL
Formation France et Allemagne cherche 1er emploi. Ecr. s/n° 1.701 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

COMMUNICATION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIERE
H. 41 ans journaliste écono. et fin., connaissant bien bourse, finances et industrie. Créatif, dynamique, contacts haut niv. ch. pl. stable étud. ttes prop. Ecr. s/n° 1.667 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JOURNALISTE
H. 31 ans, expér. 3 ans direction journal municipal ville 60.000 habit., lic. lettres, sc. inform. (IFP). Etud. ttes prop. Ecr. s/n° 1.654 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. Fme 31 ans excellente
TRADUCTRICE
Allemand, Russe, Anglais diplômé ESIT, licence 3 langues, cherche situation en France ou à l'étranger.
Ecrire sous le n° T 069.473 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

PMI-PME, qui travaillez ou envisagez de travailler avec les pays du Proche-Orient, je suis l'assistante qu'il vous faut, ayant déjà vécu et travaillé essentiellement pour des banques *de ces pays, parlant* couramment les langues arabe et anglaise, titulaire d'une maîtrise en droit et préparant un DESS de droit international. Je souhaite mettre mes compétences et connaissances au service d'une société désirant créer ou étendre des relations commerciales avec les pays du Proche-Orient.
Ecr. s/n° 6.704 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

UNIVERSITE DE CORSE
Assistant littér. franç. cherche collègue pour permutation de poste. Ecrire J. GARAGNON UER Lettres, Univ. de Corse.

FONDATEUR D'E.U.R.O.P.E.
Beaucoup d'idées et d'énergie, mi-temps. Rénég-Venesiande. Tél. : (1) 329-38-75.

Cadre sup. 39 ans, exp. cabinet international et entreprises AUDIT comptable financier et OPERATIONNEL. Rech. situation en rapport et/ou ttes missions en freelance. Disp. pour voyages tous les pays Ecrire sous n° T 069.437 M 7, REGIE PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

RESP. comptable h. confirmé sér. réf. DECS bien inform. Gestion ttes décl. soc./fisc. Ch. empl. mi-temps stable. Ecrire s/n° T 069.476 M à REGIE PRESSE 7, r. de Monttessuy, Paris-7e

J.F. 27 ans anglais, japonais, espagnol courant. Exp. Etats-Unis, Japon cherche poste à responsabilités. 883-82-09.

AGENT COMMERCIAL EN ACTIVITÉ, 38 ANS SPECIALISTE CARRELAGE
12 ans exp., connaissant parfait. produits et fabricant. Italien. Intègre. Cherc. poste responsabilités, négoce, animation réseau, succursale, choix de gammes, homme produit, représentant exclusif, forte capacité de travail, pleine d'idées novatrices. Base Paris ou Haute-Normandie.
Ecrire s/n° T 069.460 M
REGIE PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Franco-brésilien, 54 ans dynamique, très grande expérience COMMERCE INTERNATIONAL MATIÈRES PREMIÈRES
Incl. cadre supér. multinationales, ainsi que marches à terme. Anglais, Portugais, Allemand, Italien, Espagnol courants. Disponible France/étranger. Tél. : 035-85-36.

H. 39 ANS CLASSE VII 23 ANS. Expérience comptabilité bancaire cherche poste direction compt. dans banque privé. Ecr. s/n° 1.707 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

automobiles

ventes

plus de 16 C.V.

BMW 735i, année 82, modèle 83, voiture de direction, 27.000 km, excellent état. T. 743-05-05. Px 120.000 F.

locations

A LOUER long terme, Mercedes 500 SEL. Janvier 1985. Mme LECOMTE. 265-18-70.

STAGES-FORMATION PROFESSIONNELLE

Assistance et Conseil International en Logiciel
ACILOG
Formation professionnelle jour et soir
d'ANALYSTE PROGRAMMEUR
Opportunités de placement.
Tél. : 723-55-18 - 38, rue de Bassano, 75008 PARIS
Métro : Etoile - George V.

ECRIRE pour dépasser vos diff. face à la page blanche. CICLOP 566-63-91 264-81-24.

STOP AU CHOMAGE !!!
devenez rapidement
- PUPITREUR.
- PROGRAMMEUR.
- ANALYSTE PROGRAMMEUR

en cours du soir
Tél. 797-48-22 - 562-13-46.

30 heures de micro-informatique. Conception de programme BASIC Prix stage 990 F. Tél. : 824-21-25.

Ingénieurs et cadres d'entreprises, êtes-vous efficaces ?

Savez-vous
- gérer **efficacement** votre temps ?
- vous adapter **efficacement** aux êtres et aux situations ?
- conduire **efficacement** vos réunions ?
- développer **efficacement** votre personnalité ?

groupe escp
CENTRE DE FORMATION PERMANENTE

Pour toute information, écrire ou téléphoner à Jacqueline Duparc
Ecole Supérieure de Commerce de Paris - 79, avenue de la République
75011 PARIS - Tél. : (1) 355.39.08

SECURITE DU TRAVAIL

Protection contre les dangers d'origine électrique

LE CNAM ORGANISE UN SEMINAIRE DANS LE CADRE DE LA FORMATION CONTINUE du 19 au 21 mars 1985.
- Vous êtes témoin d'une *électrocution* !
- Quels sont *les gestes* qui sauvent la vie ?
- Comment *cet accident* aurait-il pu être évité ? **Que faire ?**

Pour répondre à ces questions
CNAM
CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS
Service de la Formation Continue 292, rue Saint-Martin - 75141 PARIS Cedex 03 - Tél. 274.40.50

L'UNIVERSITÉ PARIS-VII
organise des stages
D'ANGLAIS ORAL

OBJECTIFS :
- améliorer la compréhension et l'expression orale ;
- approfondir la connaissance du monde anglo-saxon.

Travail par petits groupes-modules de 90 heures.
GROUPES CONSTITUÉS SELON NIVEAU DE LANGUE

Téléphone : 325-86-78
D.E.R.E.L.V.A.N.S. Université Paris-VII
2, place Jussieu, 75251 PARIS CEDEX 05.

L'INSTITUT DE GESTION ET DE MANAGEMENT propose à des
CADRES EXPÉRIMENTÉS
hommes et femmes, en activité, en création ou recherche d'emploi, de participer au stage de formation SINEGE sur
LA NÉGOCIATION ET L'ANALYSE DES SITUATIONS
Le stage SINEGE s'adresse aux personnes ayant l'expérience de responsabilités (quelles qu'elles soient) et désireuses de donner une nouvelle orientation à leur activité. Il permet de clarifier ses choix et de renouveler ses pratiques en valorisant son potentiel personnel et professionnel.
Durée du stage : 16 semaines.
Prochaines sessions :
- à Paris : lundi 4 février 1985 ;
- à Lyon : lundi 25 mars 1985.

Pour plus d'information sur les conditions de participation et de prise en charge, contacter :
- A Paris : Charlotte LACROIX (1) 222-33-71.
- A Lyon : Marielle SIGALAS (1) 842-29-53.

INSTITUT DE GESTION ET DE MANAGEMENT (I.G.M.)
26, rue d'Assas, 75006 PARIS.
55, montée de Choulans, 69323 LYON.

Le Monde
Emplois Cadres
L'HEBDOMADAIRE NATIONAL ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMPLOI
CHAQUE MERCREDI PRIX : 6 F

CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans *le Monde*, plus une sélection d'annonces du *Herald Tribune*.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro : ______

Nom ______ Prénom ______

Adresse ______

Code postal ______ Ville ______

Nombre d'exemplaires ______ x 7 F (frais de port inclus) ______

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro
5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt

MARAIS BEAUBOURG
Dble récept. + chbre. Plafond 3,80 m. Beau volume. 1.375.000 F 322-61-35.

5e arrdt

NEUF JARDIN DES PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate. Reste 2 appts de 4 et 5 PCES + un DUPLEX 8e et 7e ét. 5 p. avec 158 m² de TERRASSE
Vis. témoin ts jours 14/19 h sauf mercredi et dimanche.

6e arrdt

St-Sulpice 130 m². 703-32-31.
CARACTÈRE SOLEIL

SEVRES-BABYLONE
Imm. pierre de t. BEAU 5 p., ét. élevé, asc. cuis. équipée. 2.800.000 F Park. 542-40-90

7e arrdt

TOURVILLE 180 m²
Grand standing. 703-32-44.

16e arrdt

BD SUCHET
Bel imm. pierre de t. ét. élevé, très beau studio, état parfait.
SEGONDI 874-08-45.

METRO PASSY
Bon immeuble pierre de taille Asc. chauf. central individuel. Gd living double 1 chambre, entrée, cuis., bains + service. Tél. : matin 544-21-97.

18e arrdt

MONTMARTRE
ATELIER d'ARTISTE en DUPLEX Cuis. équipée, sal. bns, w.c., dressing, meublé luxe. Téléphone : 387-71-55.

92 Hauts-de-Seine

FONTENAY-AUX-ROSES (92) vds 2 p. 54 m² c. cciel, PTT, RER. Cuisine, salle de bains, plac. balcon interphone. 540.000 + box 35.000, visite tous les jours du 8 au 31 déc. Téléphone 660-73-39

Province

Urgent cadre chômeur, fin de droits, vend Tz 55 m² 200.000 F, situé à Mérignac (33) Tél. : (56) 47-48-86.

appartements achats

Recherche 1 à 3 p. PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. Paie CPT chez notaire Tél. : 873-20-67 même le soir.

Cherche particulier, préf. Province, pour achat en commun studio Champagny-en-Vanoise (La Plagne), avec garage. Prix 150.000 F chacun. Partage des périodes par acte notarié. Tél. (6) 063-70-40 ou écrire M. CAMBIER, 9, rue des Frênes, 77176 SAVIGNY-le-TEMPLE.

immeubles

NEUILLY, LYCÉE résidence ou hôtel, écrire 21, bd Inkermann. M. Supdeux.

maisons individuelles

YVELINES, Clairière de Verneuil, 30 mn gare St-Lazare, part. vend maison individuelle 6 pièces, jardin 600 m², 160 m² habitables, mezzanine 4 velux, 2 s. de bns + douche, garage, cheminée brique. Vaugirard. Px 880.000 F. 971-92-79.

maisons de campagne

SAINT-REMY-DE-PROVENCE
Dans 8 ha piscine et tennis vend mas mitoyen restauré 200 m²-valeur 1.100.000 F Prix sacrifié 880.000 F. avec 200.000 F cpt + prêt 13 %. Tél. : (91) 37-05-21.

propriétés

A vendre MARTINIQUE NORD bd de mer, CARAIBES propriété 5 085 m² avec 5 bungalows (22 pers.) restaurant 50 pl., garage (2 volt.) 1.200.000 F. T. 437-16-88.

viagers

F. CRUZ 266-19-00
8, RUE LA BOÉTIE 8e
Conseil 47 ans d'expérience. Prix rentes indexés garanties. Etude gratuite discrète.

locations non meublées demandes

Paris

Pour dirigeants et employés importante sté française pétroles mutés rech. appts 2 à 8 p. studios et villas Paris et environs. Téléphone : 503-37-00.

Restaurateur connu du 15e recherche pour sa fille, appt 3/4 p. dans 15e ou proche. Disposé à faire import. travaux. *Accepte reprise justifiée.* Etudie toutes propositions. Ecrire sous le n° 299.089 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas ttes banl. loyer garanti. T. : 889-89-66./283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, av. Messine, 75008 PARIS
APPARTEMENTS STANDING UNIQUEMENT
562-78-99.

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing, 4 pièces et plus. T. : 285-11-08

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL — RC — RM
Constitutions de sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
355-17-50.

Siège social r. St-Honoré Constitution sté, ts serv. PARIS ILE-DE-FRANCE INITIATIVES. 280-91-63.

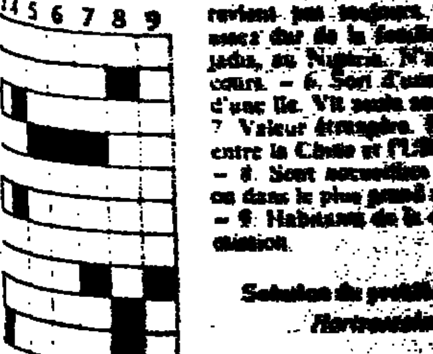
PARIS-ETOILE
BUREAUX
MEUBLÉS
Secrétariat, télex.
Téléphone : (1) 727-15-59.

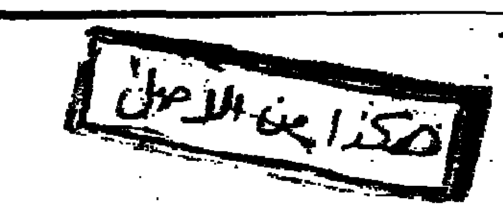
DOMICILIATION 16e CHAMPS-ELYSEES
OU AVENUE VICTOR-HUGO
150 à 340 F PAR MOIS
SECRÉTARIAT TEL. TELEX
CIDES 500-64-32.

Votre adresse commerciale
ou SIÈGE SOCIAL
Loc. bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION SOCIÉTÉS
CRÉAT. DE TOUTES ENTREPR.
ASPAC S.A. 293-60-50 +

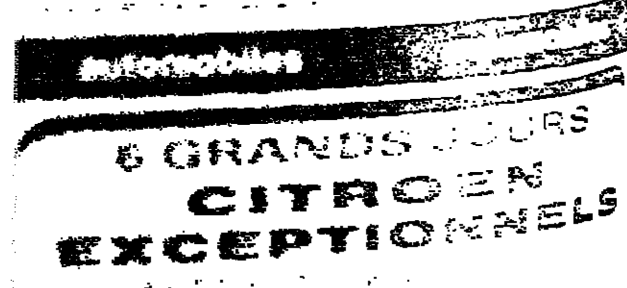
automobiles automobiles

6 GRANDS JOURS CITROËN EXCEPTIONNELS
du 12 au 18 décembre 1984
(dimanche excepté)
Ventes de voitures ingénieurs et cadres de l'usine
Voiture d'exportation (ex-TT)
(moins de 10.000 km)
GARANTIE TOTALE 6 MOIS
VOTRE VIEILLE VOITURE REPRISE
5.000 F MINIMUM (1)
quel que soit son état, pour tout achat d'une voiture d'occasion
CRÉDIT A LA CARTE
USINE CITROËN
Département Occasion
10, place Etienne-Pernet, 75015 PARIS
Tél. 531.16.32 — Métro Félix-Faure
50, bd Jourdan, 75014 PARIS
Tél. 589.49.89. Métro Pte d'Orléans
59 bis, av. Jean-Jaurès, 75019 PARIS
Tél. 208.86.60. Métro Jaurès
(1) Cette offre est uniquement valable pendant les 6 jours et concerne uniquement les ventes à particuliers.
CITROËN





INFORMATIONS « SERVICES »



AU SOMMAIRE DES REVUES

L'homme qui n'adhère à rien

Lettre internationale est une *revue qui ne ressemble à aucune* autre. Son format « géant » fait qu'un numéro équivaut à un livre *de 500 pages. Les textes publiés* sont de premier ordre. Dès le numéro un, ils sont signés de *dix-huit écrivains importants* : anglais (G. Orwell, David Edgar, etc.) ; allemand (H.-M. Erzensberger) ; américains (Ph. Roth, etc.) ; espagnol (Juan Goytisolo) ; français (Ed. Morin, F. Tristan) ; hongrois (Istvan Eörsi) ; italiens (U. Eco, L. Sciascia) ; polonais (Jan Kott) ; tchèques (J. Cruse, M. Simecka). Dans ce riche sommaire : un essai d'Edgar Morin, « La raison dérationalisée » ; et deux dossiers importants : Kafka, Orwell.

Dans le numéro deux, on en retrouve plusieurs (J. Kott y poursuit, dans une perspective différente et sous un autre titre, son « Bref traité de l'érotisme » ; tandis que, où Sciascia évoquait Stendhal, Italo Calvino prend Diderot pour texte) ; parmi les *autres : Brecht, avec ses poèmes* sur Staline, H. Mann, Panaït Istrati et Vercors, qui introduit *précisément à un Istrati*, mort vingt ans assez tôt pour avoir largement le temps d'être une victime indirecte de Staline. D'ailleurs, il se serait coupé la gorge dix ans plus tôt encore si Romain Rolland ne l'avait accueilli, recueilli et changé ce vagabond *désespéré* en écrivain *célèbre*, « le Gorki des Balkans ». Un premier voyage à Moscou l'enthousiasme ; *suivi d'un autre où*, libéré des mentors officiels, il *découvre* la vérité vraie dans la « Russie nue ».

L'innocent, dans le feu de *l'indignation, écrit au Guépéou* pour lui dénoncer ce qu'il a vu ! *Pages sacrées* lui écrit Rolland, qui le conjure de ne rien publier : ce serait donner une arme redoutable aux ennemis du socialisme. Il attendra trois ans : que le Guépéou l'ait entendu. Puis il se libère enfin d'un pamphlet d'une violence digne de ce « sauvage ». Aussitôt, tombent sur celui qu'on *encensait les injures, calomnies* atroces et persécutions habituelles aux staliniens. Romain Rolland se tait. Vercors *le justifie*, qui a vécu un drame semblable. Quoi qu'on en puisse souffrir, il faut *« être résolument avec son camp quand il est le plus faible »*. Depuis qu'il n'est devenu que trop fort, chacun se trouve libre de dire ce qu'il voyait, ou de voir ce qu'il *n'avait pas vu* ; et d'abord, comme Istrati cinquante ans plus tôt : que *« le camp le plus faible »*, c'était déjà et toujours celui du peuple lui-même. Vercors décrit avec émotion cet itinéraire tragique. Istrati est mort en 1935, après avoir envoyé, de son sanatorium, sa réponse : *L'homme qui n'adhère à rien*. La *Lettre internationale* republie ce texte. (Le numéro 30 F. Illustré. 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris. La revue est dirigée par A.J. Liehm, *qui anima Literatourny Listy* à Prague, en 1968, et par Paul Noirot, rédacteur en chef de *Politique aujourd'hui*. Un « journal frère », *Lettera Internazionale* paraît simultanément à Rome.)

– Les poèmes stalino-antistaliniens de Brecht sont *illustrés, dans la Lettre internationale*, par la reproduction de la dernière couverture de l'*Alternative*. C'est *une photographie* qu'on retrouve à l'intérieur de cette revue (de gauche) et que *commente un bref samizdat*. Parue dans la *Pravda* du 30 janvier 1936, cette photographie *fut répandue à satiété dans toute* l'URSS comme le symbole de l'enfance heureuse *« réchauffée par le sourire de Staline »*. Celui-ci tient dans ses bras, avec le bouquet qu'elle vient de lui remettre, une petite fille de six ans en costume marin.

Peu de gens ont su qui elle était. Elle s'appelait Guelia Markyzova. Elle était venue de la *République bouriate*, avec son père, commissaire du peuple à l'agriculture, et d'autres dirigeants ; on voit l'un d'eux, épanoui, sur la photographie. Tout le monde rentra : pour être fusillé sur le champ. Sans doute pas la petite fille. Sa mère, arrêtée, envoyée dans un camp fut reléguée au Turkestan, où elle se suicida. Question : qu'est devenue Guelia, et son beau cadeau gravé au nom de Staline ? Une petite histoire de rien, mais globale*ment positive. (Septembre*-octobre. 40 F. Maspero, 40, rue Trousseau, 75011 Paris.)

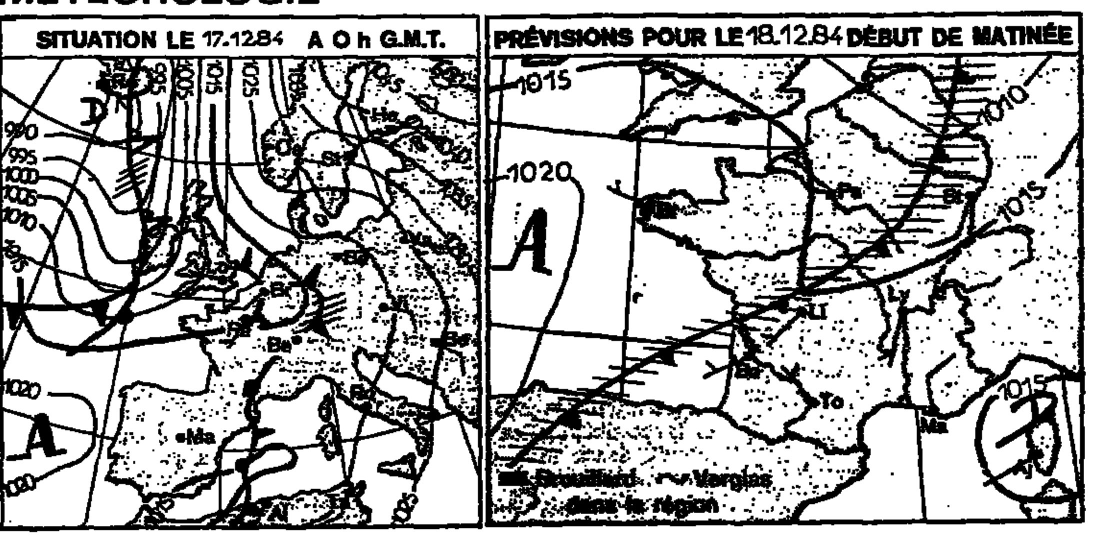
– Une autre *Lettre*, plutôt nationale celle-là, *la Lettre de Michel Jobert*. La première parut il y a dix ans. Celle-ci est la dernière. Elle a parcouru sa libre carrière dans *le bon sens*, – aux deux sens du mot. Avant de la quitter pour nous retrouver ailleurs, Michel Jobert demande *« de la hauteur »*. Il loue le président de la République d'en avoir pris. Et il en prend lui-même pour regarder les choses : *« La droite est aussi responsable que la gauche de cet enlisement de la France dans une gestion archaïque et dispendieuse (...) Le moment se rapproche où il faudra dominer les* automates républicains *qui règlent le budget, la finance et l'administration des hommes et des choses dans une tradition de gestion qui accumule les pesanteurs et les incohérences. »*

En prenant provisoirement congé de son lecteur, Michel Jobert remarque *que, soudain, « la tentation de l'ailleurs atteint même les professionnels »*. Mais, pour être ailleurs, il faut y être depuis longtemps. On en revient à Panaït Istrati : un homme libre n'adhère pas. (Numéro 120. 15 F. 108, quai Louis-Blériot, 75016 Paris.)

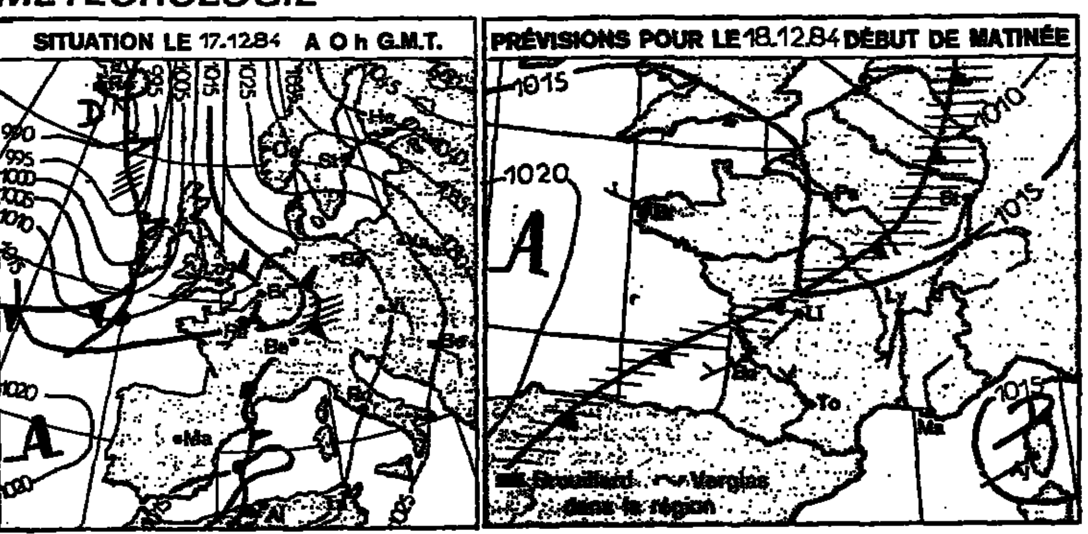
YVES FLORENNE.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17.12.84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 18.12.84 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps prévu en France entre le lundi 17 à 0 heure et le mardi 18 à 24 heures.

La perturbation qui abordait lundi matin l'ouest du pays va se déplacer vers l'est en perdant de son activité ; elle sera suivie mardi d'un temps frais mais peu nuageux.

Mardi, une zone de temps couvert et faiblement pluvieux, située le matin de l'Aquitaine, au Bassin Parisien et au Nord se déplacera vers l'Est et s'étendra en soirée des Pyrénées orientales à l'est du Massif Central et au Nord-Est où elle aura perdu de son activité. De faibles chutes de neige seront observées en montagne au-dessus de 1 500 mètres environ. A l'avant de cette perturbation, un temps souvent brumeux et nuageux prédominera avec toutefois de belles éclaircies près de la Méditerranée. D'autre part, les éclaircies observées dès le matin de la Bretagne à la Normandie s'étendront au cours de la journée à une grande moitié nord-ouest du pays, le risque d'averses près des côtes du Nord-Ouest est faible. Les nuages redeviendront abondants en soirée près de la Manche.

Les températures minimales seront positives (excepté dans certaines vallées) et voisines de 2 à 7 degrés.

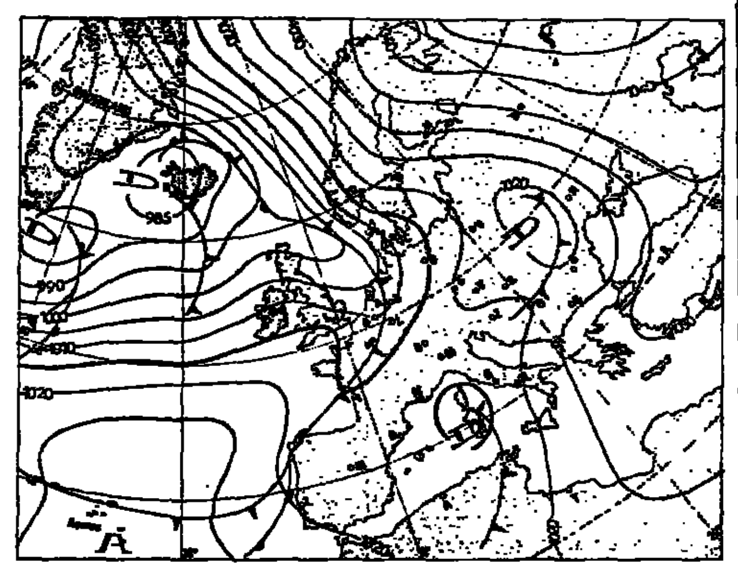
L'après-midi, les maximums atteindront 7 à 15 degrés du Nord au Sud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 17 décembre, à 7 heures, de 1 014,7 millibars, soit 761,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 décembre ; le second, le minimum de la nuit du 16 au 17 décembre) : Ajaccio, 17 et 6 degrés ; Biarritz, 17 et 10 ; Bordeaux, 12 et 5 ; Bourges, 6 et 4 ; Brest, 10 et 6 ; Caen, 9 et 5 ; Cherbourg, 8 et 7 ; Clermont-Ferrand, 8 et 5 ; Dijon, 5 et 3 ; Grenoble-St-M.-H., 8 et 4 ; Grenoble-St-Geoirs, 8 et 6 ; Lille, 4 et 3 ; Lyon, 11 et 8 ; Marseille-Marignane, 14 et 5 ; Nancy, 5 et 2 ; Nantes, 11 et 1 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 9 ; Paris-Montsouris, 8 et 5 ; Paris-Orly, 7 et 2 ; Pau, 17 et 6 ; Perpignan, 14 et 7 ; Rennes, 7 et 5 ; Strasbourg, 4 et 2 ; Tours, 8 et 2 ; Toulouse, 13 et 6 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 15 ; Amsterdam, 5 et 3 ; Athènes, 16 et 7 ; Berlin, – 4 et – 5 ; Bonn, 6 et 2 ; Bruxelles, 5 et 3 ; Le Caire, 20 et 10 ; îles Canaries, 24 et 16 ; Copenhague, 1 et -1 ; Dakar, 23 et 20 ; Djerba, 20 et 9 ; Genève, 7 et 6 ; Istanbul, 7 et 3 ; Jérusalem, 13 et 3 ; Lisbonne, 14 et 10 ; Londres, 7 et 1 ; Luxembourg, 2 et 1 ; Madrid, 10 et 1 ; Montréal, 3 et – 5 ; Moscou, – 15 et – 12 ; Nairobi, 24 (maxi.) ; New-York, 7 et 3 ; Palma-de-Majorque, 16 et 4 ; Rio-de-Janeiro, 23 et 21 ; Rome, 16 et 14 ; Stockholm, - 1 et – 5 ; Tozeur, 16 et 7 ; Tunis, 20 et 7.

PRÉVISIONS POUR LE 18 DÉCEMBRE A 0 HEURE (GMT)



(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

ARCHITECTES

VOYAGE EN ISRAËL. – La Société française des architectes organise un voyage d'étude en Israël du 23 au 30 décembre pour faire connaître l'architecture de ce pays : vestiges de multiples civilisations, architecture moderne, villes nouvelles. Des architectes assurent l'accompagnement.

★ **Société française d'architectes, 100, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Tél. : (1) 548-53-10.**

JEUNES

LE CIDJ FERMÉ POUR TRAVAUX. – Le Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ), 101, quai Branly, 75015 Paris, sera fermé au public du 17 au 26 décembre 1984 inclus pour procéder à des travaux dans le hall d'accueil.

LOISIRS

SPÉCIAL VACANCES. – Le Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ) édite deux brochures *Spécial vacances* hiver/printemps 1984-1985 recensant plus de cent organismes ou associations en France et à l'étranger. L'une concerne les séjours de ski et les week-ends, l'autre les activités artistiques, culturelles, ou artisanales, les centres de vacances, les chantiers de travail, les sports autres que le ski.

★ **CIDJ, 101, quai Braly. 75015 Paris. Tél. : (1) 567-35-85, poste 404, 20 F chacune.**

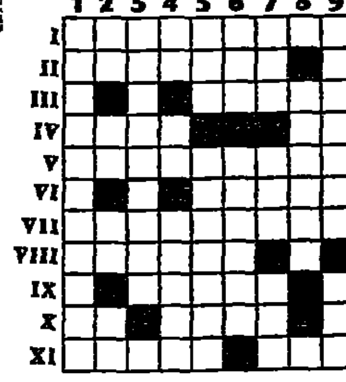
TRANSPORTS

AIR FRANCE ET LES PETITS COLIS. – La compagnie Air France *crée dans ses cent cin*quante et une escales un service d'acheminement urgent de colis de 15 *kilos maximum*. Baptisé Air France express, cette nouvelle messagerie permet de déposer sans réservation un paquet une heure et demie avant l'heure du décollage du vol choisi. Le colis sera remis à l'aéroport d'arrivée au destinataire une heure et demie après l'atterrissage de l'avion. La somme des trois dimensions du colis ne doit pas dépasser 135 centimètres. Pour 15 kilos, le coût de l'acheminement est de 848 F.

★ **Rens. : (05) 16-16-16.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3862



HORIZONTALEMENT

I. Le verre qui fait dire au revoir aux dégâts. – II. Se sépare donc mais reste en contact. – III. Fraise ou taraude. – IV. C'est un comble ! La gauche de la droite. – V. On peut la retourner quand on a l'adresse. – VI. Se nourrit de racines. – VII. Exemples de chaleur animale. – VIII. Brille par son absence ou fait briller par sa présence. – IX. Le roi des Myrmidons. – X. Note. Sa place est au foyer. – XI. Fleur qui n'est jamais empotée. Plan.

VERTICALEMENT

1. Exprime par gestes. – 2. S'emploie en tout lieu. Fait rire ou fait pleurer. Mauvais point de chute. Personnel. – 3. Voit donc d'un bon œil. – 4. Lettre grecque. Ne nous revient pas toujours. Est toujours assez dur de la feuille. – 5. Bénin jadis, au Nigeria. N'a donc pas de cours. – 6. Sort d'une baie et vient d'une île. Vit seule sous son toit. – 7. Valeur étrangère. Point commun entre la Chine et l'URSS. Glorieux. – 8. Sont accueillies avec des cris ou dans le plus grand recueillement. – 9. Habitants de la côte. Objet de mission.

Solution du problème n° 3861

Horizontalement

I. Lope de Vega (allusion aux drames religieux espagnols. Imbu. – II. Ancre. Arène. Ou. – III. BD. Mn. Olt. Tir. – IV. Olithes. Ictus. – V. Uyuni. Ivresse. – VI. Ré. Etouffoir. Or. – VII. Erotisme. Séné. – VIII. STO. Ers. PS. – IX. Retenir. Owens. – X. Pis. Anecdote. – XI. Zoo. Aval. Se. Mot. – XII. Enlacement. Pi. – XIII. Egéenne. Aérosol. – XIV. Rétrograde. – XV. Aspe. Essence. Dé.

Verticalement

1. Laboureur. Zée. – 2. Ondoyer. Eponges. – 3. PC. Lu. Ostiole. – 4. Erminettes. Aéré. – 5. Dentition. Acné. – 6. OS. Invente. – 7. Va. Ecumer. Amers. – 8. Eros. Fer. Ale. Os. – 9. Gel. If. Son. Nage. – 10. Antivol. Western. – 11. Cri. Dèce. Rac. – 12. Ters. ND. Code. – 13. Motus. Epsom. Se. – 14 Buissons. Topo. – 15. Ere. Vétille.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 19 DÉCEMBRE

« Les ateliers des Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins (Approche de l'art).

« A Saint-Denis, les cellules du carmel de Louise de France reconstituées », 15 heures, métro Saint-Denis-Ville (Paris et son histoire).

« Le Douanier Rousseau », 19 h 30, entrée de l'exposition du Grand Palais (Paris et son histoire).

« Montmartre », 15 heures, métro Abbesses (Mme Poyher).

« Le Marais », 14 h 30, métro Rambuteau (Résurrection du passé).

« Les Catacombes », 14 h 30, métro Denfert-Rochereau (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

18 h 30, amphithéâtre Poincaré, 1, rue Descartes, Gérard Verroust : « De la maîtrise du feu à une révolution de l'intelligence ».

19 h 30, chaire Teilhard de Chardin, 18, rue de la Sorbonne, Père Humbert Biondi : « La crise de l'église, causes et remèdes ».

20 h 30, Domus Medica, 60, boulevard Latour-Maubourg, Yves Dienal : « Formation de l'esprit : conscient et inconscient ».

LOTO NATIONAL

5 15 28 30 44 45 — 39

6 BONS N°s	9	854 120,00 F
5 BONS N°s + complémentaire	35	102 490,00 F
5 BONS N°s	1 712	6 585,00 F
4 BONS N°s	97 374	115,00 F
3 BONS N°s	1 703 802	9,00 F

BONUS DU SAMEDI : 129 894 — 9,00 F x 2 = 18,00 F

89 FM à Paris

du lundi au vendredi

à 8 h 50

Colette Godard

Claire Devarrieux

Caroline de Baroncelli

Le Monde

économie

LA CONCLUSION DES NÉGOCIATIONS SUR LA FLEXIBILITÉ

Les cinq chapitres du protocole

« Face à la progression du chômage », annonce le préambule du protocole qui, s'il est signé, deviendra un avenant aux accords interprofessionnels de 1969 et de 1974, les partenaires sociaux *« ont décidé d'aboutir à un accord par la voie contractuelle, persuadés que cette voie demeure le meilleur moyen d'adapter au mieux les solutions aux problèmes que posent l'ampleur et la rapidité des mutations technologiques, l'intensité de la concurrence internationale et la prolongation de la crise économique »*. Ensuite, le texte aborde cinq chapitres qui, s'ils étaient adoptés, entraîneraient une modification du tiers environ du Code du travail.

Le premier est consacré aux *« mutations technologiques »* et prévoit des négociations dans *« chaque branche professionnelle (...) au plus tard dans les six mois »* pour examiner les dispositions nécessaires à l'entreprise, elles-mêmes négociées. Les salariés, ainsi que les institutions représentatives, seront consultés. Un plan de formation qualifiante devra être prévu pour le personnel d'encadrement, qui verra se développer sa fonction d'animation. Dans les cas les plus *« importants et rapides »*, un plan d'adaptation sera *« élaboré après consultation »* et les comités d'entreprise seront consultés sur son application.

Le deuxième chapitre aborde *« la durée et l'aménagement du temps de travail*, pour lesquels des négociations sont prévues. Elles pourraient porter sur la durée du travail dans le cadre annuel, dans les branches professionnelles, en tenant compte des durées maximales journalières ou de la durée hebdomadaire, mais les accords qui en découleraient devraient également prévoir *« une réduction du nombres d'heures annuel (y compris les heures supplémentaires) ou toute autre forme de réduction du temps de travail »*. En l'absence d'un accord de branche, les entreprises pourront conclure des accords dans les mêmes conditions. Pour le personel d'encadrement, il est précisé que la référence annuelle doit *« faciliter l'adaptation »* de la réduction du temps de travail.

Le troisième chapitre modifie *« les procédures de licenciements »* en introduisant l'obligation d'un plan social à partir de dix suppressions d'emplois et, surtout, en faisant partir les délais de réflexion et les délais d'autorisation administrative par l'inspection du travail de la date d'information du comité d'entreprise (quand il existe) ou des délégués du personnel. De la sorte, les délais sont raccourcis sans que pour autant les temps accordés à la réflexion et à l'autorisation soient réellement diminués. En revanche, l'inspecteur du travail conserve toutes ses prérogatives, mais l'employeur peut engager les autres mesures d'accompagnement en attendant son accord.

Le quatrième chapitre modifie *« les seuls sociaux et financiers »* — avec un dégressif dans ce dernier cas — d'une entreprise. Quand une société atteindra l'effectif qui justifiera la désignation de délégués du personnel ou l'élection d'un comité d'entreprise, elle pourra patienter quatre ans avant d'appliquer la règle. Pour les petites entreprises de moins de cinquante salariés, le CNPF a renoncé à son projet d'institution représentative unique, mais, pour satisfaire la CFDT notamment, a accepté de *« prévoir, dans le cadre de conventions collectives, les adaptations ou substitutions éventuelles à apporter aux conditions de création et de fonctionnement des institutions représentatives de salariés »*. Autrement dit, on pourra par un accord mettre en place des délégués professionnels départementaux ou de site et des commissions paritaires locales.

Le cinquième et dernier chapitre concerne *« le travail différencié »* et se divise en deux éléments. Pour le contrat à durée déterminée, il est admis que *« le lancement d'une activité nouvelle ou d'un produit nouveau »* permet d'y avoir recours, tout comme les contrats à l'exportation, entre autres. Si le salarié embauché est un chômeur, la durée peut être portée à douze mois avec six mois renouvelables (contre six mois renouvelables une fois), ainsi que dans certaines conditions précises. Le comité d'entreprise sera régulièrement informé et ces dispositions, prévues pour douze mois, feront l'objet d'un bilan de la part des signataires de l'accord.

Pour le travail temporaire, les aménagements correspondent en gros aux dispositions du contrat à durée déterminée. Il s'y ajoute des motifs supplémentaires ou *« cas de recours »* à l'intérim qui avaient été demandés par la profession (lancement d'activité ou produit nouveau) et la possibilité d'un allongement jusqu'à douze mois des missions pour les détachements à l'étranger, les grands chantiers, les technologies avancées ou les commandes exceptionnelles. Sont supprimés les délais de carence entre deux missions successives et l'autorisation administrative lorsqu'un licenciement économique est intervenu dans les douze mois précédents.

S'agissant du travail à temps partiel, il est convenu qu'il doit faire l'objet d'un accord formel du salarié et qu'il doit être précédé d'accords conventionnels dans les branches professionnelles. Enfin, il est précisé que le travail à domicile, *« et notamment le télé-travail »*, sera examiné par les branches professionnelles.

A. Le.

Des syndicats dans l'embarras

(Suite de la première page.)

Brusquement saisies de vertige, sachant qu'elles ne pourront obtenir davantage d'un patronat conforté dans ses exigences par le contexte économique, elles paraissent vouloir retarder le moment où elles assumeront la remise en cause d'avantages sociaux acquis pour adopter résolument une nouvelle attitude, faite de lucidité et de réalisme, à l'égard de nécessaires évolutions.

Tel est bien leur dilemme, aujourd'hui, qui donne la pleine mesure d'une négociation qui, malgré son extrême technicité et son inévitable degré de confusion, représente peut-être la chance d'un éventuel changement dans la société.

La CGT isolée

Ce n'est pas un hasard si les uns et les autres insistent sur l'enjeu que constitue une approche contractuelle, entre partenaires sociaux, des mutations technologiques dans une branche professionnelle ou une entreprise et s'ils soulignent la nécessité de la reconnaissance du *« fait syndical »*, responsable, dans les petites et moyennes entreprises.

Quant à la CGT, elle ne se pose pas ce genre de questions, puisqu'il n'avait jamais été envisagé qu'elle puisse signer. D'entrée de jeu, au début de la négociation, elle a campé sur son intransigeance, retrouvant des réflexes oubliés pour fustiger *« le mauvais coup du patronat »* et l'implicite collusion des autres négociateurs. Au final, complètement isolée et d'une certaine façon amoindrie — ses tentatives de mobilisation se sont soldées par des échecs relatifs, — la première confédération ouvrière française a même dû avoir recours à des parades de minoritaire. Elle en a appelé au jugement des salariés pour dénoncer publiquement la CFDT, la CGC, FO et la CFTC, accusées de vouloir signer à tout prix.

Au cours de la dernière séance, ses négociateurs ont pratiqué la stratégie de la tension en organisant un réseau d'information pour que, dans les entreprises et dans le pays, on prenne conscience *« des abandons auxquels nous allons assister »*. *« Les travailleurs sauront à qui ils doivent les conséquences de ce qu'ils auront à subir »* s'en allait répétant M. Louis Viannet, toute la journée de samedi, qui, à la tête de sa délégation réduite au rang d'observateurs mettait *« les quatre »* au défi de conclure.

En fait, le résultat essentiel, peut-être lourd de conséquence pour l'avenir, aura été que cette attitude ne provoquera aucun désarroi parmi les négociateurs, bien au contraire. Résolus à tout tenter pour aboutir, ils ne se laissèrent pas impressionner par ceux qui *« font du muscle »* comme dira M. Jean Kaspar, et, mieux, réussirent à constituer un front commun qui resista presque aux assauts du CNPF et de la CGPME.

Même si la CFDT et la CGC faisaient figure de fer de lance, FO, le traditionnel pivot de ce genre de négociation, ne se laissait pas trop distancer par les thèmes abordés — avant-gardistes à ses yeux, — et la CFTC, bien que méfiante à propos d'une durée annuelle du travail négociée dans l'entreprise, était parfois réticente au point de prendre ses distances (M. Gruat craint *« une déréglementation préjudiciable »*), *« les quatre »* restaient associés jusqu'au bout dans cet attelage inédit. Cela n'alla pas sans constituer un événement de taille.

Deuxième manche

Manifestement surpris, M. Yvon Chotard éprouvait quelques difficultés, et la CGT, désemparée, paraissait absente pendant les dernières heures, ponctuées d'interminables suspensions de séance.

Cette cohésion, *« les quatre »* sauront-ils la maintenir jusque dans leur décision à propos d'un texte qu'ils ont contribué à faire modifier, seuls face au CNPF et à la CGPME ? M. Mandinaud, pour la CGC, s'est déjà engagé en affirmant qu'il fallait faire la part entre *« le souhaitable, le possible et l'admissible »*, mais on a déjà vu, par le passé, de semblables opérations s'achever par la réapparition soudaine de désunions qui pourraient, cette fois encore, venir de la CFTC et, dans une moindre mesure, de FO.

Impossible à envisager sans la participation de la centrale de M. André Bergeron, l'accord perdrait de sa signification si la CFTC se désistait et pourrait alors se terminer par un fiasco.

En revanche, qu'ils signent ou non, mais s'ils restent soudés, *« les quatre »* pourront se prévaloir d'un succès sans précédent. Ils auront, dans le cas de l'acceptation, démontré leur force. Ils auront réaffirmé leur attachement pour la politique contractuelle, dont le vice-président du CNPF avait souligné qu'elle signifierait que *« les mutations technologiques pourront, dans ce pays, être maîtrisées »*.

S'il y avait échec, ou refus commun de signer, *« les quatre »* pourraient encore, ainsi que l'expliquait M. Jean-Paul Jacquier, secrétaire national de la CFDT, *« être également plus forts pour obliger le gouvernement à tenir compte de nos propositions »* et ainsi peser sur le contenu des décrets qui seraient publiés.

Dans les deux hypothèses, CFDT, CGC, FO et CFTC auraient encore à affronter le courroux de la CGT, bien décidée à personnaliser le *« front du refus »*, auraient à engager une bataille pour convaincre l'opinion des raisons qui ont pu les amener à prendre autant de risques. De l'issue de cette deuxième manche pourrait dépendre un profond bouleversement du paysage social en France et, pourquoi pas ?, une extraordinaire redistribution des cartes. Puissante, la CGT ferait bande à part et se retrouverait dans une situation qu'affectionnait FO, défenderesse inconditionnelle des avantages acquis. *« Les quatre »* pourraient devenir le parti de l'innovation ou, du moins, du mouvement. Tout le problème étant de savoir lequel des deux camps peut avoir la faveur des salariés dans une période où le sort individuel peut à tout moment être compromis par le chômage...

Mais, pour savoir si ces événements jailliront de la négociation sur la *« flexibilité »*, il faut connaître, en préalable, la réponse de chacun des *« quatre »* et donc voir si l'union réalisée supportera l'épreuve des consultations actuellement engagées.

ALAIN LEBAUBE.

M. KRASUCKI : « Une mutilation sociale ça ne se négocie pas, ça se combat »

Dans une déclaration commune, le bureau confédéral et les fédérations de la CGT — *« seule à avoir sauvé l'honneur du syndicalisme »*, — dénoncent *« un projet d'accord qui est une véritable machine de guerre contre vos droits de salariés »*. Demandant aux salariés d'intervenir dès le 17 décembre *« pour rendre impossible une telle capitulation »*, la CGT affirme que *« ce sont vos intérêts de salariés, vos conditions de travail, vos droits sociaux, l'organisation de votre vie familiale, l'avenir de vos enfants, qui en dépendent »*. *« Mettez en échec*, poursuit la déclaration, *cette attaque du patronat. Refusez l'exigence du CNPF et des autres organisations syndicales de voir le gouvernement entériner cet accord par des textes législatifs et réglementaires. (...) Faites connaître aux autres organisations syndicales votre opposition à une telle régression sociale. »*

Dans une interview publiée par *le Figaro* du 17 décembre, M. Henri Krasucki estime qu' *« une mutilation sociale, ça ne se négocie pas, ça se combat »*. Pour le secrétaire général de la CGT, *« un courant de lutte grandit, les illusions font place à la lucidité, la déception se transforme en combativité »*. A propos d'une éventuelle grève générale, M. Krasucki pose la question : *« Et pourquoi pas ? (...) Cela se produira ou non. Dans combien de temps ? Tant qu'on ne sera pas au niveau maximum, tant qu'on n'aura pas démontré clairement par un acte collectif d'une puissance et d'une détermination qui claque comme un tonnerre qu'on ne veut plus ce qu'on subit (...), les différents responsables n'y croiront pas. (...) Nous disons à tous les travailleurs : « Il faut sérieusement y penser ». Notre avis est qu'il est souhaitable de le faire, et nous somme prêts à y travailler avec toutes les organisations syndicales qui le voudront. »*

TRANSPORTS

Pour protester contre la création d'une taxe

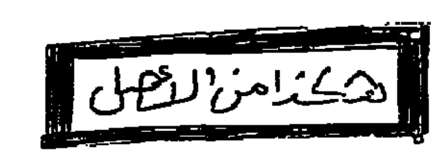
LES ROUTIERS ONT BLOQUÉ LA FRONTIÈRE FRANCO-SUISSE

Des barrages de camions ont été mis en place aux différents postes-frontière entre la France et la Suisse, le lundi 17 décembre. Ce blocus, qui sera levé à minuit, laisse, en général, circuler les voitures particulières. Il a été décidé par la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR), par les six sections romandes et par la section tessinoise de l'Association suisse des transports routiers (ASTAG) en guise de protestation contre une taxe fiscale sur les camions perçue en Suisse à partir du 1er janvier 1985.

Cette taxe a été adoptée, le 26 février dernier, par référendum. Elle devrait rapporter entre 250 et 300 millions de francs suisses et permettre au gouvernement de Berne de réduire les coûts d'entretien du réseau autoroutier, qui est totalement gratuit. Son montant variera de 15 francs suisses (55 francs français) à 3 000 francs suisses (11 000 francs français) selon la durée du séjour sur le territoire helvétique et selon les dimensions du camion. La taxe s'applique aux transporteurs suisses et étrangers.

Les réactions internationales à la création de cette fiscalité supplémentaire ont été vives. Les gouvernements ouest-allemand et italien se préparent à instituer des taxes à l'encontre des poids lourds suisses. Le gouvernement français négocie sans illusion avec les autorités de Berne.

● **Accord aérien entre la Grande-Bretagne et la RFA.** — A partir du 31 décembre, les compagnies aériennes britanniques et ouest-allemandes seront dispensées de demander des autorisations de vols aux gouvernements des deux pays. Elles pourront créer des tarifs inférieurs de 33 % (au départ de la RFA) et de 30 % (au départ de la Grande-Bretagne) aux prix actuellement en vigueur entre les deux Etats. Ces tarifs s'appliqueront aux aller-retour comportant un arrêt d'une nuit.

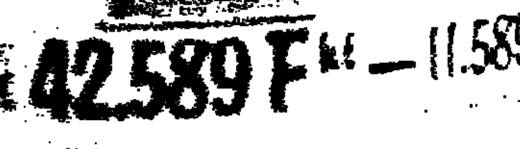


LA FLEXIBILITÉ

dicats dans l'embarras







ÉTRANGER

Les échanges mondiaux auront progressé de 8 % au moins en 1984

De notre correspondante

Genève. – La croissance des échanges mondiaux pour 1984 serait de 8 % au moins, indique un rapport que vient de publier le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) intitulé *« Le commerce international en 1983-1984 »*. Selon l'ambassadeur suédois Hans Ewerlöf, président de la session, *« la reprise vigoureuse aux Etats-Unis a été la principale, sinon la seule force d'entraînement de la reprise du commerce mondial »*.

Entre janvier et septembre 1984, la valeur des importations américaines a dépassé d'un tiers celle de la même période de 1983. Il s'agit de l'accroissement le plus fort sur une année, que les Etats-Unis aient enregistré depuis plus de trente ans. Pour sa part, la valeur des importations en Europe n'a, en neuf mois, augmenté que de 5 %.

En 1985, la croissance américaine devrait être plus modérée, tandis que celle de l'Europe et du Japon ne s'accélérera probablement pas au même rythme. Cette perspective est particulièrement inquiétante pour les pays du tiers-monde les plus fortement endettés.

« Le climat des relations commerciales internationales est actuellement très inconfortable », a ajouté M. Ewerlöf, qui préconise un retour aux *« principes fondamentaux de la non-discrimination »* pour redonner confiance aux *« investisseurs éventuels »*. Citant le cas du commerce des textiles, il a dénoncé les *« coûts élevés du protectionnisme »*, précisant que cette pratique a été *« peu profitable »* pour l'industrie du vêtement des pays développés.

C'est dans l'agriculture que les deux dernières années ont été le plus fructueuses, grâce, toujours selon le président de la session, au débat *« salutaire »* qui s'est instauré au GATT sur la nature et la portée des politiques nationales : *« Il est possible*, a-t-il dit, *que les gouvernements, les contribuables et les consommateurs se rendent finalement compte de ce que leur coûte le protectionnisme et les subventions.*

» On commence à voir clairement qu'il n'est plus possible de maîtriser les nombreux aspects du commerce des produits agricoles. » En 1983, d'après le rapport du GATT, la valeur des exportations mondiales de produits agricoles n'aurait baissé que de 0,5 % contre 0,8 % en 1982. Mais la baisse a été de 8 % dans les pays industrialisés, le niveau le plus bas depuis 1978.

Dans le secteur automobile, la production mondiale a enregistré une reprise de 10 % en 1983, après une baisse ininterrompue durant quatre années. Les exportations ont atteint le chiffre record de quinze millions de véhicules, progressant de 6 % sur l'année précédente, avec en tête l'Amérique du Nord (26 %), l'Espagne (25 %), l'Italie (14 %) et la Suède (12 %). Les exportations japonaises n'ont progressé que de 1 %.

Toutefois, c'est dans le domaine de l'électronique que la croissance est maintenant la plus rapide, malgré la multiplication des obstacles à l'importation dans de nombreux pays (subventions de l'Etat à l'industrie informatique ; fermeture du marché des télécommunications ; accords bilatéraux de limitation volontaire d'exportation). Le commerce mondial des produits de l'électronique a progressé de 13 % en 1983, leurs exportations par les pays industrialisés s'étant élevées à 84 milliards de dollars, avec le Japon largement en tête.

ISABELLE VICHNIAC.

Selon le patronat américain

LA CROISSANCE AUX ETATS-UNIS EN 1985 SERA FAIBLE ET INÉGALE

Le ralentissement de l'économie américaine fera place à une expansion modérée au début de 1985. Le taux de croissance pour l'ensemble de l'année prochaine devrait être de 3 %, selon le forum économique réuni par le Conference Board, l'institut d'étude patronal américain.

Ce forum, qui rassemble une dizaine d'économistes, estime, d'autre part, que 1985 connaîtra une inflation de 4,5 %, contre 3,8 % en 1984. Les bénéfices des entreprises après impôts devraient augmenter de 8,5 % l'an prochain, après avoir légèrement baissé en 1984. Le taux de chômage devrait demeurer aux alentours de son niveau actuel (7 % de la population active).

Néanmoins, le Conference Board juge que la croissance de l'économie américaine sera *« faible et inégale en 1985, du fait du « niveau accru » des importations de produits étrangers, qui exercent des ravages dans certaines industries »*.

Le forum s'attend, en outre, à une augmentation des taux d'intérêt, avec un *prime rate* atteignant 12,75 % à la fin 1985 (contre 11,25 % actuellement), et à la poursuite du déficit budgétaire. Les économistes du Conference Board pensent, en effet, qu'aucune action profonde pour réduire le déficit budgétaire ne sera engagée *« à moins d'une crise »*, et que le déficit de l'Etat fédéral devrait atteindre 192 milliards de dollars au cours de l'année budgétaire 1985 et 210 milliards en 1986, contre 175 milliards en 1984. – *(AFP.)*

LE FMI ACCORDE UN CRÉDIT AUX PHILIPPINES

Le Fonds monétaire international a approuvé à la fin de la semaine dernière l'octroi aux Philippines d'un crédit stand-by (1) de 615 millions de droits de tirage spéciaux (DTS) (environ 622 millions de dollars) pour dix-huit mois, afin d'appuyer le programme d'ajustement entrepris par le gouvernement philippin.

Le but essentiel de ce programme d'ajustement, souligne le Fonds, est de permettre le règlement ordonné du problème du service de la dette extérieure du pays et d' *« encourager les flux financiers nécessaires »*.

En octobre dernier, le gouvernement philippin avait signé un accord préliminaire avec les banques commerciales sur la restructuration de 4,9 milliards de dollars de dettes publiques et privées non commerciales, rappelle à ce sujet le FMI, ainsi qu'un accord pour un prêt supplémentaire de 925 millions de dollars et l'ouverture de facilités commerciales d'un montant de 3 milliards de dollars.

La dette extérieure des Philippines atteint au total 26 milliards de dollars environ. – *(AFP.)*

(1) Quand le FMI ouvre une ligne de crédit pendant dix-huit mois à un pays (en l'occurrence 622 millions de dollars), celui-ci peut tirer immédiatement la totalité de la somme. Mais si au bout d'un an, il rembourse une partie de ce crédit (par exemple 200 millions de dollars), il pourra de nouveau disposer de la totalité du montant du prêt pendant la durée qui reste à courir.

ÉTATS-UNIS

● **Diversification des compagnies régionales de téléphone.** – La justice américaine a autorisé les compagnies régionales de téléphone, issues du démantèlement d'ATT, à se diversifier dans l'ensemble du secteur des communications. Elles pourront vendre et lancer des ordinateurs, des équipements téléphoniques et bureautiques sous la surveillance des autorités fédérales. Ces sociétés étaient jusqu'à présent limitées au téléphone local.

● **Progression de la production industrielle.** – La production industrielle aux Etats-Unis a progressé de 0,4 % en novembre (après correction des variations saisonnières). Cette hausse fait suite à des baisses de 0,4 % en octobre et 0,6 % en septembre (chiffres révisés). En un an (novembre 1984 comparé à novembre 1983), l'augmentation de la production industrielle est de 6,2 %.

GRANDE-BRETAGNE

● **Recul de la production manufacturière.** – La production de l'industrie manufacturière britannique a reculé en octobre de 0,7 %. Toutefois, grâce à un nouvel essor du pétrole en mer du Nord, la production industrielle totale a augmenté de 0,8 % après avoir progressé de 1,5 % en septembre. Pour les trois derniers mois pris dans leur ensemble, la production manufacturière reste en hausse de 1,5 % sur le trimestre précédent et de 2,5 % sur le trimestre correspondant de 1983. La production de pétrole de la mer du Nord s'est accrue, à elle seule, de près de 5 % en octobre grâce au rétablissement du plein régime d'extraction à l'issue des travaux de maintenance des mois précédents. – *(AFP.)*

SUÈDE

● **Fermeture des chantiers navals d'Uddevalla en 1986.** – Les chantiers navals suédois d'Uddevalla seront fermés dans le courant de l'année 1986, a annoncé le 11 décembre M. Olof Lund, président-directeur général de Svenska Varv, le groupe nationalisé des chantiers navals. 2 400 emplois sont ainsi menacés. M. Lund a indiqué, à cause de la concurrence japonaise et coréenne, qui fait chuter les prix, l'Etat suédois ne voulait plus investir dans une branche industrielle devenue déficitaire. – *(AFP.)*

AFFAIRES

Le plan de redressement de Degrémont numéro un mondial de l'ingénierie de l'eau

Une modernisation « à marche forcée »

Abandon de la diversification tous azimuts, recentrage sur les métiers traditionnels (eau, déchets, énergie et chaleur, services funéraires et quelques affaires industrielles et financières), exportation de « matière grise » vers des contrées à forte valeur ajoutée. Depuis son arrivée à la tête du groupe de la Lyonnaise des eaux – c'était en 1981 – M. Jérôme Monod, ancien patron de la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire) et passé pendant peu de temps au secrétariat général du RPR, s'est assigné ce double objectif d'un retour aux sources doublé d'une internationalisation accrue sur les points forts. Ce qui ne l'a pas empêché, toutefois, de prendre pied récemment dans le secteur de la communication (câblage) ou encore de pousser sa filiale UNIDEL Sécurité à passer un accord avec Bull pour l'application industrielle de la carte « à puce ».

A présent, il s'agit d'appliquer cette stratégie de groupe à l'un de ses principaux porte-drapeaux, assez mal en point en ce moment : Degrémont. Filiale à 96 % de la Lyonnaise des eaux et considérée comme le numéro un mondial de l'ingénierie de l'eau, cette société réalise les deux tiers de son activité (sur un total de 2,5 milliards de francs) à l'étranger grâce à une vingtaine de « filiales majeures ». Un atout incontestable en période d'expansion mais aussi une faiblesse lorsque survient la crise qui frappe actuellement l'ingénierie mondiale jusqu'à faire baisser de 40 % en un an les prises de commandes de cette entreprise.

Au cours de l'exercice 1982-1983, Degrémont avait réussi à ramener ses pertes consolidées de 18 à 12 millions de francs environ, mais l'exercice 1983-1984 (d'une durée exceptionnelle de quinze mois) s'annonce déjà lourdement déficitaire, à hauteur de 80 à 100 millions de francs, dont 60 millions dus aux seuls frais financiers. A cette seule perte d'exploitation, il faut ajouter une centaine de millions de francs provenant de provisions à constituer sur des contrats en Arabie Saoudite et un montant sensiblement identique au titre d'opérations anciennes (retards de paiement en raison du conflit Iran-Irak...) ou du coût social de la réforme de structure entreprise au début de cette année et qui a déjà conduit à la suppression de 200 postes de travail sur les 250 initialement prévus.

Au total, entre la perte d'exploitation et les provisions à constituer, le résultat négatif de Degrémont avoisine 300 millions de francs, ainsi qu'il ressort d'un audit dont les résultats viennent d'être communiqués à la direction générale. Face à cette situation qui dure (les exercices sont tous déficitaires depuis 1977), un plan de redressement drastique a été mis en place pour Degrémont (dont le directeur-général, M. Jacques Salmona, a accédé à la présidence en mars dernier), comportant un double volet économique et social. Celui-ci a aussitôt déclenché de vives réactions de la part des syndicats.

La CGT critique la volonté prêtée à M. Monod *« d'implanter des groupes étrangers dans ce métier de traitement de l'eau »*, ce qui, d'après elle, *« cadre parfaitement avec les derniers accords passés avec la DIC japonaise et la Sonexeau canadienne »* (*le Monde* des 3 et 20 novembre 1984). De plus, *« ces actes dignes d'un casseur »* vont aboutir, selon elle, à l'éviction *« d'un salarié sur quatre »* de la société Degrémont (dont le siège est à Rueil-Malmaison), qui emploie mille deux cents personnes.

« Casseur » de Degrémont ? M. Monod s'en défend. *« Il s'agit*, explique-t-il, *de déterminer au plus vite quelles sont les parties du monde propices à notre action, d'abandonner ou de mettre en veilleuse les autres, dans les pays les moins rentables, et, parallèlement, de déterminer les segments où nous devons faire une percée. C'est ainsi qu'il faut sans doute mettre en veilleuse l'Arabie Saoudite et, par contre, trouver, comme nous l'avons fait, une alliance au Japon, ce qui ne veut pas dire que nous allons ensuite emmener ces Japonais sur d'autres contrats en Afrique, par exemple.*

» Dans le même temps, nous allons conforter notre « bastion asiatique » en signant dès les prochains mois des « joint venture » (accords d'association) en Thaïlande et en Malaisie, voire en Corée du Sud, en Indonésie, à Singapour, à Hongkong ou encore en Chine populaire, le cas échéant, toujours avec des partenaires locaux. »

Renforcer la recherche

Mais cette *« modernisation à marche forcée »*, qui implique 55 millions de francs de frais de recherche, passe aussi par un renforcement de la qualité du personnel (5 % à 8 % du chiffre d'affaires devra être consacré à des actions de formation, contre 1 % actuellement) et, pour l'heure, par une nouvelle réduction des effectifs. Celle-ci atteindra trois cent cinquante-quatre personnes à fin 1985, date limite fixée par M. Monod et qui doit coïncider, dans son esprit, avec le retour à l'équilibre d'exploitation pour Degrémont. Ce plan social, qui prévoit des préretraites, différentes aides (au départ, à la création d'entreprises, au changement de domicile), comporte aussi pour chacun des salariés concernés une possibilité de réinsertion dans les différentes sociétés du groupe, voire extérieures à la Lyonnaise des eaux.

Dans l'immédiat, ce sont les résultats financiers consolidés 1984 du groupe qui sont directement affectés par la mauvaise passe que traverse Degrémont. De 164 millions de francs en 1983 (part du groupe), ils devraient être ramenés à environ 100 millions de francs fin décembre, ce qui explique que les cours de ces deux sociétés cotées à la Bourse de Paris soient actuellement voisins de leur plus bas niveau de l'année, à 604 F pour la Lyonnaise et à 107,40 F pour Degrémont. D'où l'intérêt porté à tout nouveau contrat passé pour les prochains mois, à commencer par celui que la Ville de Paris va confier dès le 1er janvier 1985 à la Lyonnaise des eaux (pour la rive gauche) et à son concurrent direct, la Compagnie générale des eaux (rive droite), pour la distribution de l'eau dans la capitale. Une activité assurée jusqu'ici par une régie municipale directe et qui va rapporter respectivement 100 et 200 millions de francs de chiffre d'affaires à l'un et l'autre de ces deux grands groupes.

SERGE MARTI.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Lesieur porte son capital dans Koïpé à 63,5 %.** – Comme il était prévu (*le Monde* du 21 novembre) par l'arrangement avec les actionnaire minoritaires du groupe huilier espagnol Koïpé, Lesieur a procédé à une augmentation de capital qui lui permet de faire passer sa participation dans Koïpé de 49,9 % à 63,4 %. L'opération coûtera 135 millions de francs à la firme française. Lesieur a racheté aux actionnaires leur droit de souscription à de nouvelles actions, au prix nominal de l'action, soit 1 000 pesetas (environ 50 F). Un désaccord sur la stratégie de l'entreprise avait provoqué un conflit avec les actionnaires espagnols de Koïpé en juin dernier. L'arrangement financier intervenu depuis met fin à ce conflit.

Énergie

● **Une réaction de Phillips Petroleum.** – Phillips Petroleum organise une contre-offensive pour s'opposer à l'OPA lancée contre elle par la société MESA. Phillips a obtenu un crédit de 5 milliards de dollars auprès d'un pool bancaire qui serait conduit par la Morgan Guaranty Trust.

Pêche

● **Chalutiers espagnols en infraction : Paris hausse le ton.** – L'ambassadeur de France à Madrid, M. Pierre Guidoni, a effectué le 16 décembre une démarche auprès des autorités espagnoles *« au sujet de la recrudescence des infractions des chalutiers espagnols dans la zone économique et les eaux territoriales françaises »*, a indiqué le ministère français des relations extérieures. Le gouvernement français *« se doit d'avertir le gouvernement espagnol qu'il est déterminé, conformément au droit international, à recourir aux moyens de coercition appropriés »* pour faire cesser ces *« infractions »*, précise le quai d'Orsay, ajoutant que *« la responsabilité des conséquences incomberait à ceux qui rendront un tel recours inévitable »*.

Social

● **Occupation de l'usine Gillette à Annecy.** – L'usine Gillette-France d'Annecy (Haute-Savoie), spécialisée dans les lames de rasoir, est occupée depuis le 12 décembre par une partie du personnel en grève, à l'appel de la CFDT, pour protester contre le projet de nouvel horaire de travail décidé par la direction.

Alors que la semaine de 35 heures sur quatre jours était en vigueur, les modifications d'horaires vont se traduire, pour 400 des 920 salariés, par trois heures de travail supplémentaires par semaine.

● **Retraite complémentaire des artisans à soixante ans.** – Les artisans pourront obtenir le versement d'une retraite complémentaire à soixante ans, en même temps que la retraite de base à taux plein. Cette décision prise par les caisses de retraite artisanales, a été approuvée par un décret publié au *Journal officiel* du 2 décembre. La mesure prenant effet à compter du 1er juillet. Ces caisses verseront un rappel aux artisans qui ont demandé leur retraite à soixante ans depuis cette date. Une cotisation supplémentaire de 0,10 % sera demandée à compter du 1er janvier 1985 portant ainsi le montant total à 4,5 %.

IBM RALENTIT LES LIVRAISONS DE CERTAINS DE SES MICRO-ORDINATEURS

IBM a confirmé officiellement le ralentissement des livraisons de certains modèles de ses micro-ordinateurs PC-AT. Les délais de mise à disposition de ces machines à la clientèle atteignent désormais quelque neuf mois.

Cette nouvelle renforce les doutes des experts informatiques quant aux lecteurs fixes de disquettes fournis avec les PC-AT. IBM, qui achète ces lecteurs à la société californienne Computer Memories, aurait en effet rencontré des difficultés techniques avec ces matériels. La compagnie dément et affirme *« n'avoir aucun problème »*, si ce n'est une insuffisante capacité de production. Mais le ralentissement officiellement annoncé des livraisons semble indiquer le contraire.

Quoi qu'il en soit, les délais allongés constituent une chance pour les concurrents d'IBM, en particulier les fabricants de matériels compatibles comme Compact Computer.

Léger recul du dollar

Suivant les indications de Tokyo en début de matinée, le dollar a légèrement reculé le 17 décembre sur les marchés des changes européens. Le vendredi précédent, les taux de l'eurodollar étaient tombés à 9 3/8 % en fin d'après-midi à New-York à la suite de rumeurs faisant état d'une hausse imminente du taux d'escompte, lesquelles n'ont pas été confirmées dans les faits depuis.

A Paris, la monnaie américaine s'établissait à 9,4850 F en fin de matinée contre 9,5170 F le vendredi précédent tandis que le mark allemand restait pratiquement inchangé, aux alentours de 3,0660 F (contre 3,06650 F). A Francfort, le dollar était également en baisse, à 3,0950 MD contre 3,1050 DM. A Zurich, le cours de l'or s'inscrivait dans « la fourchette » de 316/319 dollars contre 321/324 dollars vendredi en clôture.

LES CHANTIERS DU HAVRE VONT CONSTRUIRE DEUX PAQUEBOTS A VOILES POUR UN ARMATEUR AMÉRICAIN

(De notre correspondant.)

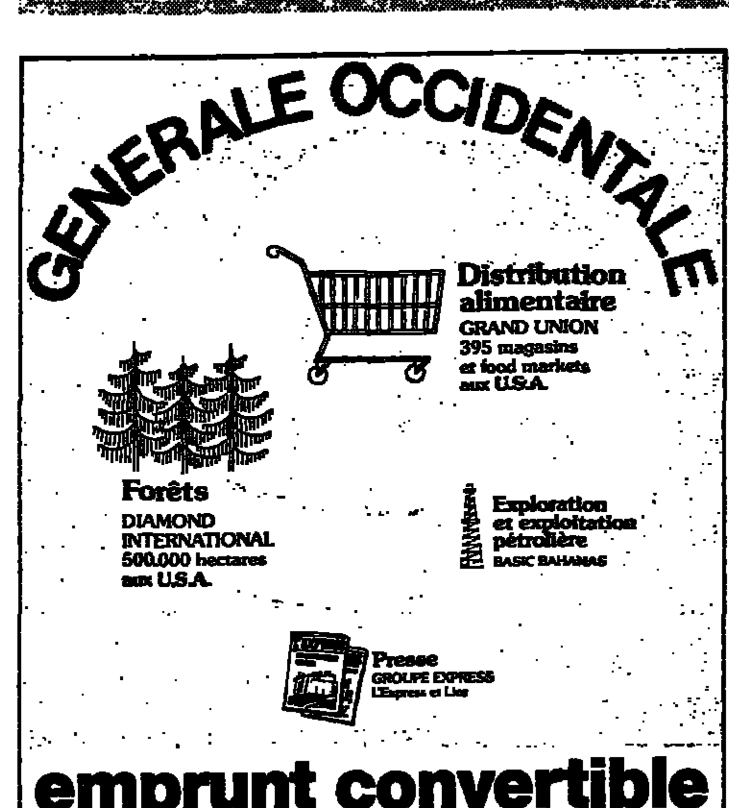
Le Havre. – Avec la confirmation, le 13 décembre, de la commande de deux paquebots d'une conception nouvelle par l'armement américain Wind Star, les quelque 1 200 personnes qu'emploient actuellement les Ateliers et Chantiers du Havre sont assurés de plus de deux millions d'heures de travail : plus qu'un ballon d'oxygène pour les ACH, dont le carnet de commandes était désespérément vide depuis de nombreux mois et qui n'avaient plus de travaux importants à espérer au-delà du mois d'avril.

Initialement entreprises en Finlande, les études des deux nouveaux paquebots – longs de 134 mètres et de propulsion de type Diesel électrique et voiles déployées par quatre mâts – ont finalement été achevées par les ingénieurs et techniciens des ACH dont le département construction navale s'est, de longue date, spécialisé dans la réalisation de bâtiments d'une haute technicité.

D'un type standard, les deux navires, qui pourront transporter chacun 200 passagers, bénéficieront d'une automatisation d'un degré élevé qui leur permettra de naviguer avec un équipage réduit dans la mer des Caraïbes ou en Méditerranée. Le contrat de construction prévoit des délais de livraison de vingt-deux à vingt-huit mois.

P. P.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



emprunt convertible

de F 494 589 600
avec droit préférentiel de souscription réservé aux actionnaires
à raison d'UNE obligation pour SIX actions

Prix d'émission: Le pair soit F 720 par obligation.
Clôture de la souscription: le 27 décembre 1984.
Droits de souscription négociables à la Bourse de Paris.
Convertibilité en actions: A tout moment à compter du 1er avril 1985 à raison d'UNE action pour UNE obligation.

Intérêt annuel: **9,50 %** soit F 68,40 par obligation payable pour la première fois le 1er avril 1986 (F 80,96).
Jouissance et règlement: Le 24 janvier 1985.
Durée: 10 ans, 2 mois et 8 jours.
Amortissement: En 5 séries égales, le 1er avril de chacune des années 1991 à 1995, à des prix croissants de F 795 à F 875, par tirage au sort.
Taux de rendement actuariel brut: **10,75 %** (en cas de non conversion).

Une note d'information, qui a reçu le visa de la COB n° 84-266 en date du 30.10.1984, est tenue à la disposition du public. B.A.L.O. du 19.11.1984.



M. Guy Crescent, président, et M. Rudolphe Lambert, directeur général de la Compagnie générale Calberson, récemment introduite au second marché de la Bourse de Paris, viennent de procéder à l'inauguration officielle des entrepôts Calberson de Marne-la-Vallée.

Cet ensemble de 82 000 m², embranché fer, est situé en bordure de l'autoroute de l'Est. Il représente une surface utile de 27 000 m² de plancher, dont 3 700 m² de bureaux.

Ce terrain a été acheté par Calberson à AEG Telefunken au milieu de l'année. Cette société, qui assurait auparavant elle-même sa distribution, a confié ses opérations à Calberson Distribution sur l'ensemble du territoire.

C'est également au départ des entrepôts de Marne-la-Vallée que Calberson stocke et distribue sur la région parisienne et le nord de la France les décodeurs Canal Plus.

Devant le vif succès rencontré par Calberson Distribution, une extension est actuellement à l'étude, portant sur 11 000 m² d'entrepôts et 2 000 m² de bureaux supplémentaires.

UNION DE BRASSERIES

Réunis en assemblée générale extraordinaire le 13 décembre 1984 sous la présidence du représentant de la masse, les obligataires ont accepté, à l'unanimité des présents, de renoncer définitivement à la faculté de convertir leurs titres en actions.

Leur décision sera soumise à l'homologation du tribunal de grande instance de Paris, conformément aux dispositions légales.

banque centrale des coopératives et des mutuelles



Les comptes pour le **3e trimestre de 1984** font apparaître un développement soutenu de l'activité, avec

- un accroissement en un an de 22 % des encours moyens de prêts et crédits, et de 18,9 % des dépôts,
- un fort développement des placements des clients dans les fonds communs de placement et la SICAV de la BCCM (Coopmut Obligations).
- et une poursuite de résultats favorables en termes de rentabilité avec un accroissement en un an de 14 % du produit net et un redressement encore plus significatif des résultats avant et après provisions.

Le résultat de l'année 1984 tout entière devrait atteindre les objectifs ambitieux fixés il y a un an.

La BCCM, dans la ligne de son activité de plus en plus importante dans le domaine financier, **a assuré une émission de titres participatifs de 100 MILLIONS de F**, au profit des COOPÉRATEURS DE CHAMPAGNE, grande entreprise coopérative dynamique et rentable dont le chiffre d'affaires s'élève à 2,9 MILLIARDS de F et qui emploie 4000 salariés.

Il s'agit là d'une initiative notable puisque, pour la première fois, une entreprise purement coopérative fait appel au marché financier.

C'est là le premier pas d'une stratégie financière déterminée de collecte directe d'épargne pour le financement du développement de bonnes entreprises de l'Économie sociale.



Paluel-Marmont Finance

remercie les institutions, entreprises et particuliers qui lui font confiance et leur présente ses meilleurs vœux pour 1985.



LA BNP CRÉE UNE SOCIÉTÉ DE LEASING EN CHINE

Dans le cadre du développement de ses activités de leasing, la BANQUE NATIONALE DE PARIS vient de créer, en République Populaire de Chine, une société de leasing sous forme de joint-venture :

CHINA INTERNATIONAL NON-FERROUS METALS LEASING CO LTD

Participent également à cette nouvelle société, 3 actionnaires chinois : la CORPORATION DES MÉTAUX NON FERREUX, la BANK OF CHINA TRUST AND CONSULTANCY COMPANY et la INDUSTRIAL AND COMMERCIAL BANK, ainsi que la FIRST INTERSTATE BANK OF CALIFORNIA.

L'objet de cette société de droit chinois est le financement des équipements destinés à l'industrie des métaux non ferreux.

COMPAGNIE DU MIDI

L'assemblée ordinaire du 12 décembre 1984 a approuvé les comptes arrêtés au 31 août 1984, faisant ressortir un bénéfice disponible de 174 497 894,50 F, auquel s'ajoutent des plus-values sur actifs qui, nettes d'impôts, représentent 6 368 398,20 F.

Le dividende a été fixé pour les 3 024 000 actions à 32 F, augmenté du montant de l'impôt payé par avance au Trésor « avoir fiscal » de 16 F, soit au total 48 F. Ce dividende correspond à une distribution aux actionnaires de 96 768 000 F, il sera réglé à la fin du premier trimestre 1985.

Le conseil d'administration, réuni à l'issue de l'assemblée et en utilisation des pouvoirs qui lui ont été donnés, a décidé la distribution gratuite en faveur des actionnaires d'une action COMPAGNIE DES IMMEUBLES DE LA PLAINE MONCEAU, jouissance 1er janvier 1984, pour 30 actions COMPAGNIE DU MIDI. Le droit de répartition sera détaché le 7 janvier 1985.

DUMEZ

Au cours de sa réunion du 11 décembre 1984, le conseil de surveillance a nommé M. Jean-Paul Parayre membre du directoire de Dumez SA. M. Jean-Paul Parayre sera particulièrement chargé des questions relatives au développement et à la diversification du groupe. M. Jean-Paul Parayre était administrateur puis membre du conseil de surveillance de Dumez SA depuis 1974.

Le directoire de Dumez SA est désormais composé de : MM. Jacques Fournier, président ; Jean-Jacques Chaufour, André Kamel, Jean-Paul Parayre, Jean-Paul Yaher, directeurs généraux.



elf gabon

Le Conseil d'Administration d'ELF GABON, réuni le jeudi 13 décembre 1984 à Port-Gentil, a décidé de verser aux actionnaires un acompte à valoir sur le dividende de l'exercice 1984 de 2 400 F CFA par action, soit 48 FF, auquel s'ajoutera un crédit d'impôt de 17,28 FF pour ceux des actionnaires qui en bénéficient.

Le paiement de cet acompte s'effectuera, en contrepartie du coupon n° 30, à compter du vendredi 28 décembre 1984 aux guichets des établissements bancaires suivants :

– Au Gabon
  - Union Gabonaise de Banque
– En France
  - Crédit Lyonnais
  - Banque Nationale de Paris
  - Banque PARIBAS
  - Banque Vernes et Commerciale de Paris
  - Crédit Commercial de France
  - Crédit Industriel et Commercial
  - Crédit du Nord
  - Société Générale.



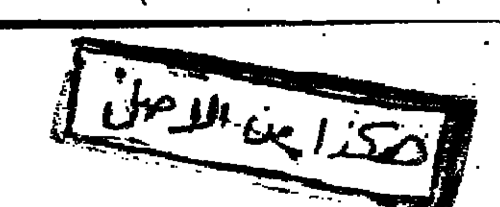
Pour aller vite, très vite, pour réussir, les affaires ont besoin d'une banque à leur image : entreprenante.

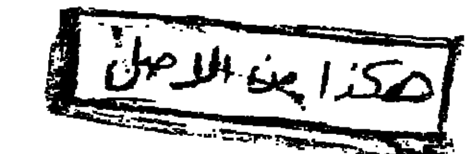
Sans oublier la tradition qui a fait d'elle une des premières banques françaises, la Société Générale répond bien à ce critère impératif.

Qu'il s'agisse d'aide à la création d'entreprises, de crédits à l'innovation ou à l'économie d'énergie, la Société Générale sait toujours apporter son concours aux entreprises qui vivent avec leur temps.

C'est sa vocation. Et c'est aussi sa force.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
EN RYTHME AVEC LA SOCIÉTÉ.





MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 6-12-1984
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	407 906
dont :	
Or	258 097
Disponibilités à vue à l'étranger	59 178
ECU	73 845
Avances au Fonds de stabilisation des changes	16 983
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	18 309
dont :	
Concours au Trésor public	11 540
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	183 518
dont :	
Effets escomptés	88 730
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	75 583
5) DIVERS	7 810
Total	691 136

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	196 408
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	13 849
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	10 358
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	81 201
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution des réserves	15 838
5) ECU A LIVRER AU FECOM	73 845
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	302 814
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 817
8) DIVERS	11 241
Total	691 136

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	7 déc.	14 déc.
Valeurs franç. à revenu variable	1552,3	1549,2
Valeurs étrangères	3138,2	3046,6
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	224	223,4
Dont valeurs industrielles	219,1	213,3
Valeurs étrangères	424,6	412,2
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	194,6	194,1
Dont valeurs industrielles	191,7	190,1
Pétroles-Énergie	153,8	150
Métallurgie	115,9	118,9
Chimie	227,6	226,9
Bâtim., mat. constr., trav. publics	114	113,3
Constructions mécaniques	148	148,3
Matériel électrique	205,9	206,3
Automobile et accessoires	123,6	123,7
Industr. de consom. non alim.	309,2	307,4
Agro-alimentaire	258,6	253,2
Distribution	127,5	128,1
Transports	191,9	191,8
Services	220,6	217,1
Assurances	240,8	257,6
Banques	237,7	236,1
Immobilier et foncier	189,9	190,7
Investissement et portefeuille	228,4	229,1
Base 100 : 28 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	109,7	110,1
Emprunts d'État	109,6	110,2
Emprunts garantis et assimilés	109,6	109,7
Sociétés	110,8	111,2
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	98,3	98,4
Sociétés	106,4	106,8
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	181,4	180,7
Produits de base	167,4	165,1
Construction	117,2	116
Biens d'équipement	156,2	158,6
Biens de consom. durables	172,5	173
Biens de consom. non durables	250,7	247,5
Biens de consom. alimentaires	248,7	242,4
Services	158,1	156,6
Sociétés financières	227,5	229,5
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	181	165,8
Valeurs industrielles	180,3	178,8
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	167,3	170,5

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SA CIBA-GEIGY. – Cette filiale française du groupe suisse Ciba-Geigy a obtenu de la COB l'autorisation d'émettre, avant la fin de l'année, un emprunt de 200 millions de francs à bons de souscription de bons de participation Ciba-Geigy AG. Cette opération assez complexe permettra ainsi aux souscripteurs d'entrer dans le capital de Ciba-Geigy AG, holding pivot de tout le groupe Ciba-Geigy. Elle donne, d'autre part, le moyen à la SA Ciba-Geigy de trouver l'argent nécessaire pour assurer son développement sans avoir à recourir à sa société mère, qui n'aura pas ainsi d'argent à débourser. Ciba-Geigy a déjà employé ce procédé dans d'autres pays avec d'autres sociétés affiliées. Avec plus de 2,5 milliards de francs de chiffre d'affaires, la SA Ciba-Geigy est la plus importante des filiales du groupe Ciba-Geigy en France, qui compte au total une dizaine de sociétés affiliées.

SOFINNOVA. – Cette société financière d'innovation (SFI), la première du genre à avoir été créée en France, en 1972, a enregistré un bénéfice net de 17,6 millions de francs au cours de l'exercice clos le 30 juin dernier, soit une hausse de 70 % environ sur le précédent. Le dividende afférent audit exercice étant de 25,50 F par action, contre 20 F l'année précédente. Durant cette période, Sofinnova a procédé à trente-cinq investissements nouveaux pour un montant total de 46 millions de francs, notamment dans les firmes AET (machines à plasma pour l'industrie électronique), Centralp (automatismes industriels), Copernique (machines de gestion de bases de données), Ciga (instrumentation hyperfréquence), Legris (robinetterie industrielle), Secmai (conception assistée par ordinateur), Valorga (techniques de méthanisation) et Weisrock (structures en lamellé-collé).

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES PÉTROLES BP (Précision). – L'augmentation de capital de 350 millions de francs, mentionnée dans « la Vie des sociétés » datée du 14 décembre dernier, concerne bien la Société française des pétroles BP, comme indiqué dans le corps de l'article.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1983)

	13 déc.	14 déc.
Valeurs françaises	119,4	119,4
Valeurs étrangères	83,6	83,2

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	13 déc.	14 déc.
Indice général	189,9	189,7

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 17 décembre .... 11 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	14 déc.	17 déc.
1 dollar (en yens)	247,60	247,62

BOURSE DE PARIS Comptant 14 DECEMBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	28 50	0 616
5 %	43 40	4 344
3 % amort. 45-54	71	1 118
Emp. 7 % 1973	8470	..
Emp. 8,80 % 77	117 70	4 967
9,80 % 78/93	96 50	4 188
8,80 % 78/86	97 50	0 072
10,80 % 79/94	99 50	3 018
13,25 % 80/90	103 60	7 079
13,80 % 80/87	105 85	2 268
13,80 % 81/99	107	12 631
16,75 % 81/87	111 65	4 405
16,20 % 82/90	115 20	14 916
16 % juin 82	115 45	8 285
E.D.F. 7,8 % 61	144 50	13 764
E.D.F. 14,5 % 80-92	104 70	7 151
Ch. France 3 %	137 80	..
CNB Bques janv. 82	101 80	5 910
CNB Paribas	101 95	5 910
CNB Suez	101 95	5 910
CNI janv. 82	101 89	5 910

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	45 10	44 30
A.G.F. (St Cent.)	936	874
A.G.P. Vie	7940	7940
Agr. Inc. Madag.	83 50	83
Amrep	64	66 80 d
André Roudière	224 60	233 60
Applic. Hydraul.	340	340
Arbel	53	51
Artois	745	740
At. Ch. Loire	5 70	5 70
Aussedat-Rey	71 50	68 50
Avenir Publicité	790	790
Bain C. Monaco	100	100 90
Banania	421	437
B.G.L. (ex Sogepal)	234	240
Banque Hypoth. Eur.	318	318
Blanzy-Ouest	327 60	351
B.N.P. Intercontin.	143	148
Bénédictine	2301	2301
Bon-Marché	234	236
Calf	488	480
Cambodge	321	321
C.A.M.E.	105	105
Campenon Bern.	158	161
Caout. Padang	442	442
Carbone-Lorraine	95	95
Carnaud S.A.	244 80	245 50
Caves Roquefort	1060	1080
C.E.G.Frig.	302	310
C.E.M.	36	....
Centen. Blanzy	918	881
Centrest (Ny)	105 10	105
Cerabati	44	42 25 o
C.F.C.	168	170
C.F.F. Ferrailles	280	285
C.F.S.	748	740
C.G.V.	125 10	129 10
Chambon (M.)	385	402
Chambourcy (M.)	1010	1015
Champex (Ny)	112	114 90
Chim. Gde Paroisse	75 10	73
C.I. Maritime	442	450
Citram (B)	181	178
Clause	625	625
Cofradel (Ly)	505	510
Cogifi	290	289
Comiphos	187	188
Comp. Lyon-Alem.	245	248 70
Concorde (La)	518	539
C.M.P.	12 90	13
Conte S.A. (Li)	49 90	....
Crédit (C.F.B.)	220	218
Créd. Gén. Ind.	480	450
Cr. Universel (Cie)	562	552
Créditel	135 20	137
Darblay S.A.	394	385
Darty Act. d. p.	947	947
De Dietrich	398	390
Degremont	103 30	107 40
Delalande S.A.	725	720
Delmas-Vieljeux	721	720
Dév. Rég. P.d.C (Li)	154	154
Didot-Bottin	800	800
Dist. Indochine	435	....
Drag. Trav. Pub.	159 50	158
Duc-Lamothe	168	....
Eaux Bass. Vichy	1580	1580
Eaux Vittel	1036	1010
Ecco	3100	3225 d
Economats Centre	530	550
Electro-Banque	300	299
Electro-Financ.	515	516
Elf-Antargaz	211	219
E.L.M. Leblanc	1000	1040 d
Enelf-Bretagne	136	136
Entrepôts Paris	285	285
Epargne (B)	1000	998
Epargne de France	310	310
Escaut-Meuse	600	....
Eurocom	869	870
Europ. Accumul.	27 30	27
Eternit	400	400
Félix Potin	1600	1620
Ferm. Vichy (Ly)	112 30	....
Finalens	121	121
FIPP	101 50	101 70
Fnac	336	349 50
Focep (Chât. eau)	1010	1005
Foncière (Cie)	265	265 20
Fonc. Agache-W.	270	271
Fonc. Lyonnaise	1800	....
Foncina	228	230
Forges Strasbourg	182	182
Forinter	1275	1275
Fougerolle	54 80	53
France I.A.R.D.	187	192
France (La)	1030	1002
Frankel	177	170
Fromageries Bel	995	1000
From. Paul Renard	419	424
GAN	1706	1827
Gaumont	440	447
Gaz et Eaux	1660	1594
Gerty S.A.	400	410
Gér. Arm. Hold.	38	38 90
Gerland (Ly)	490	498
Gévelot	250	250
Gr. Fin. Constr.	245	249
Gds Moul. Corbeil	88	94 20
Gds Moul. Paris	390	385
Groupe Victoire	1160	1113
G. Transp. Ind.	175 10	176
Hutchinson	214	205 40 o
Hydro-Energie	270	270
Hydroc. St-Denis	40 90	39 30
Immindo S.A.	272	265
Imminvest	190	....
Immobail	372 50	371
Immobanque	599	580
Immob. Marseille	2688	2700
Immofice	449	448
Industrielle Cie	1116	1110
Invest. (Sté Cent.)	790	820
Jaeger act. nouvelle	150	148
Jaeger	18 75	....
Lafitte-Bail	392	391
Lambert Frères	58 30	56 20
Lampes	131	133 80
La Brosse-Dupont	127	132
Lille-Bonnières	296	299
Locabail Immob.	555	555
Loca-Expansion	243	240
Locafinancière	330	330
Locatel	342	352 20
Lordex (Ny)	111	117
Louis Vuitton	650	650
Louvre	555	550
Luchaire S.A.	339	339
Machines Bull	30 70	30
Magasins Uniprix	93	95
Magnant S.A.	75	....
Maritimes Part.	150	156
Marocaine Cie	38 75	35 10
Métal Déployé	325	325
M. H.	81 90	81 90
Mors	163 70	152 50 o
Navel Worms	125	125
Navig. (Nat. de)	68	....
Nicolas	365	379
Nobel Bozel	6 90	7 15
Nodet-Gougis	74	74
OPB Paribas	198	198
Optorg	105	108
Origny-Desvroise	142	141 50
Palais Nouveauté	322	326
Paris France	132 50	137 80 d
Paris-Orléans	170	170
Part. Fin. Gest. Im.	400	416 d
Pathé-Cinéma	193	185 30 o
Pathé-Marconi	140	136
Piles Wonder	137 90	155 d
Piper-Heidsieck	340	345
P.L.M.	122	125
Porcher	162 10	162
Prouvost ex-Lain.R.	90 10	91
Providence S.A.	740	725
Publicis	1450	1478
Raff. Souf. R.	155	155
Ressorts Indust.	61 80	66 20 d
Révillon	340	....
Ricqlès-Zan	137	....
Rochefortaise S.A.	106 90	107 50
Rochette-Cenpa	34 05	35
Rosario (Fin.)	145	142 10
Rougier et Fils	49 60	48
Rousselot S.A.	1100	1103
Sacer	50	52
Sacilor	6 25	7 15 d
SAFAA	160	160
Safic-Alcan	260	255
SAFT	225	225
Saunier-Duval	17 70	18
Saint-Raphaël	83 50	84
Salins du Midi	310	321
Santa-Fé	151 50	156
Sazam	48 30	50
Savoisienne (M)	74	77 d
SCAC	110	111
Senelle Maubeuge	210	210
S.E.P. (M)	189	192
Serv. Equip. Véh.	29 10	29 10
Sich	36 40	37 30
Sicosel	345	351
Sinvra-Alcatel	530	....
Sinvim	146	148
Siph (Plant. Hévéas)	235 10	235 10
SMAC Acieroïd	125	125
Sofal financière	491	482
Soffo	220	225
Soficomi	565	570
S.O.F.I.P. (M)	90 10	90 10
Sofragi	840	840
Soudure Autog.	96	94
Sovabail	615	615
Speichim	141	124 80
S.P.I.	349	345
Spie Batignolles	155	160
Stemi	338	339
Taittinger	959	950
Testut-Aequitas	400	400
Thann et Mulh.	92 50	92 50
Tour Eiffel	380	368 80
Ufiner S.M.D.	86 30	82 85
Ugimo	275	277
Ugine Gueugnon	21 30	22 15
Unibail	645	669
Unidel	113 50	109
U.A.P.	2033	2179
Union Brasseries	70 30	....
Union Habit.	342	340 50
Un. Imm. France	338	340
Un. Ind. Crédit	375 10	388
Usinor	4 05	4 21
U.T.A.	350	341
Vicat	242	243
Virax	69 50	72 30
Waterman S.A.	249	249 80
Brass. du Maroc	153 50	153 50
Brass. Ouest-Afr.	28 90	28 90

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	304	....
Akzo	267	....
Alcan Alum	255	256
Algemeine Bank	970	975
Am. Petrofina	585	590
Arbed	260	....
Asturienne Mines	119	119
Banco Central	100	100
Banco Santander	74	75
Bco Pop Espanol	115	115
Banque Ottomane	870	....
B. Régl. Internat.	30000	29600
Barlow Rand	57 10	....
Blyvoor	94	90
Bowater	....	....
Br. Lambert	362 70	373
Caland Holdings	82	84
Canadian-Pacific	356 10	353 10
Cominco	86	85 50
Commerzbank	565	....
Dart. and Kraft	835	838
De Beers (port.)	49 60	....
Dow Chemical	284	282 50
Dresdner Bank	586	583
Femmes d'Auj.	65	....
Finoutremer	230	....
Gén. Belgique	275	272 50
Gevaert	540	540
Glaxo	124	125 50
Goodyear	245	....
Grace and Co	385	375
Gulf Oil Canada	122	120
Hartebeest	58	48 o
Honeywell Inc.	575	572
Hoogovan	165	....
I. C. Industries	530	530
Int. Min. Chem	358	343
Johannesburg	900	....
Kubota	12 10	12 20
Latonia	239	248
Mannesmann	451	....
Marks-Spencer	14 50	14
Midland Bank Plc	48	46 50
Mineral-Ressourc.	65	....
Nat. Nederlanden	695	700
Noranda	130 20	131
Olivetti	25 20	25 05
Pakhoed Holding	184	179
Pfizer Inc.	385	395
Pirelli	10	....
Procter Gamble	579	561
Ricoh Cy Ltd	36 90	37 40
Rolinco	175	176 40
Robeco	192 40	186 30
Rodamco	389	390
Shell fr. (port.)	75 80	....
S.K.F. Aktiebolag	183	....
Sperry Rand	388	374
Steel Cy of Can.	157	....
Stilfontein	113	....
Sud. Allumettes	279	274 50
Tenneco	352	340
Thorn EMI	55	57 50
Thyssen c. 1 000	....	....
Toray indust. inc	18 05	18 30
Vieille Montagne	671	671
Wagons-Lits	380	380
West Rand	56	54 80

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1890	1880
Calberson	345	343
C.D.M.E.	812	820
C. Equip. Elect.	263	264
Dafsa	343	339
Dauphin O.T.A.	2079	2050
Dumenil	470	540
Filipacchi	....	500
Guy Degrenne	720	726
Marin Immobilier	1550	1540
Métallurg. Minière	180 10	180
M.N.B.	310	310
Om. Gest. Fin.	307	297 c
Petit Bateau	368	365
Petrofigaz	568	585
Pochet	1268	1255
Poron	336 40	323
S.C.G.P.M.	278	276
Sofibus	209	....
Sovac	845	845

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alser	220	225
Bone	296	....
Cellulose du Pin	50 20	50 70
C.G.M.	10	11 50 d
Cochery	12	....
C. Sabl. Seine	120 50	120 50
Coparex	530	530
Dunlop	....	....
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
La Mure	80	....
Mic	206	....
Profils Tubes Est	1 52	....
Promoptia	115	....
Ripolin	38	36
Rorento N.V.	120 10	121 30
Sabl. Morillon Corv.	70	....
S.P.R.	142	142
Total C.F.N.	44 20	....
Ufinex	335	330

SICAV 14/12

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	258 40	246 68
Actions-Investiss.	267 32	255 20
Actions sélectives	375 88	358 84
Aedificandi	402 26	384 02
A.G.F. 5000	262 66	250 75
Agimo	419 63	400 60
A.G.F. Interfonds	367 33	350 67
Altefi	221 16	211 13
A.L.T.O.	193 79	185
Amérique Gestion	426 44	407 10
A.M.I.	232 38	221 84
Assoc. St-Honoré	12256 57	12195 59
Associc	24924 56	24924 56 ◆
Bourse-Investiss.	313 96	298 72
Bred Associations	2314 57	2307 65
Capital Plus	1369 68	1369 68
Columbia (ex W.I.)	686 55	636 32
Convertimmo	282 41	271 55
Corval court terme	10167 77	10167 77
Cortexa	887 48	847 24
Credinter	368 34	349 73 ◆
Croiss. Immobil.	398 08	380 03
Démeter	12733 18	12707 76
Drouot-France	344 97	329 33
Drouot-Investiss.	689 37	658 11
Drouot-Sécurité	193 71	184 93
Drouot-Sélection	120 67	115 20
Energia	231 34	220 85
Eparcic	53998 79	53889 01 ◆
Eparcourt Sicav	6663 64	6647 02
Epargne Associations	24224 40	24161 94
Epargne-Capital	6068 06	6007 98
Epargne-Croiss.	1272 03	1214 36
Epargne-Industr.	443 90	423 77
Epargne-Inter	618 44	590 40
Epargne-Long-Terme	1165 54	1112 69
Epargne-Oblig.	185 22	176 82 ◆
Epargne-Unie	870	830 55
Epargne-Valeur	343 33	327 78
Eparoblig	1256 28	1253 77
Eurocic	8754 89	8357 89 ◆
Euro-Croissance	408 50	389 98
Europe Investiss.	1073 32	1024 65 ◆
Foncier Investiss.	691 92	660 54
Foncival	163 98	156 55
France-Garantie	290 78	285 06
France-Investiss.	414 14	395 36
France-Net	108 53	106 09
Fr.-Obl. (nouv.)	400 48	392 63
Francic	250 72	239 35 ◆
Fructidor	237 88	227 09
Fructifrance	462 82	441 93
Fructivar	66534 12	65370 89
Fructi-Associations	1101 12	1098 92
Fructi-Premières	10975 64	10813 44
Gestilion	58463 57	58317 78
Gestion Associations	115 03	112 22
Gestion Mobilière	564 70	539 09 ◆
Gest. Rendement	480 94	459 13
Gest. Sél. France	417 88	398 93
Haussmann-Epargne	1049 03	1049 03
Haussmann Oblig.	1314 17	1254 58
Horizon	791 86	768 60
I.M.S.I.	405 92	387 51
Indo-Suez Valeurs	593 71	566 79
Ind. française	13485 88	13231 25
Interoblig.	9847 76	9469
Intersélect France	310 87	296 77
Intervaleurs Indust.	418 41	399 44
Invest. net	11935 24	11911 42
Invest. Obligataire	13951 98	13824 13
Invest. Placements	778 73	743 42
Invest. St-Honoré	649 36	619 90
Japacic	108 96	104 01
Laffitte-crt-terme	118899 84	118899 84
Laffitte-Expansion	651 66	622 11
Laffitte-France	215 73	205 93
Laffitte-Japon	220 11	210 13
Laffitte-Oblig.	145 79	139 18
Laffitte-Placements	109703 18	109583 59
Laffitte-Rend.	194 94	186 10
Laffitte-Tokyo	959 95	916 42
Lion-Associations	12726 14	12726 14
Lion-Institutionnels	21008 98	20956 59
Lionplus	56495 15	55935 79
Livret portefeuille	470 65	456 94
Mondiale Investissem.	321 57	321 57
Monecic	55321 90	55321 90 ◆
Multi-Obligations	449 04	428 68
Mutuelle Unie Sél.	111 90	106 83
Natio.-Assoc.	5917 48	5905 68
Natio.-Epargne	12939 10	12810 99
Natio.-Inter.	924 03	882 13
Natio.-Obligations	451 91	431 42 ◆
Natio.-Placements	62677 28	62677 28
Natio.-Valeurs	517 80	494 13
Oblicoop Sicav	1092 18	1070 76
Oblifion	1100 46	1050 56
Obliséam	163 21	155 81 ◆
Orient-Gestion	103 78	99 07
Pacifique St-Honoré	401 08	382 87
Paneurope	524 72	500 93
Paribas Epargne	12882 98	12811 71
Paribas Gestion	526 45	502 58
Patrimoine-Retraite	1298 75	1273 28
Phenix Placements	248 98	247 74
Pierre Investiss.	448 77	428 42
Placement crt-terme	59945 67	59945 67
P.M.E. St-Honoré	280 67	267 94
Provence Investiss.	285 39	285 39
Rendem. St-Honoré	11948 16	11888 72
Revenus Trimestriels	5331 03	5252 25
Sécur. Mobilière	413 62	394 86 ◆
Sél. court terme	12047 40	11957 72
Sélec. Mobil. Div.	314 81	307 13
Sélection-Rendem.	178 33	173 98
Sélect. Val. Franç.	211 26	201 68
Sicav-Associations	1167 20	1164 87
S.F.I. fr. et étr.	455 79	435 12
Sicavimmo	512 21	488 98
Sicav 5000	230 42	219 97
Slivafrance	353 77	337 73
Slivam	321 53	306 95
Slivarente	200 77	191 67
Slivinter	327 88	313 01
S.I.-Est	979 50	935 08 ◆
S.I.G.	754 14	719 61 ◆
S.N.I.	994 21	949 13 ◆
Soinvest	439 51	419 58
Sogepargne	329 58	317 65
Sogever	835 61	797 72
Soginter	1067 61	1019 20
Soleil Investiss.	410 58	391 96
Technocic	1050 59	1002 95 ◆
U.A.P. Investiss.	340 73	325 28
Uni-Associations	116 70	116 70
Unifrance	281 44	268 68
Unifoncier	760 85	726 35
Uni-Garantie	1151 30	1127 62
Unigestion	650 89	621 37
Uni-Japon	1084 02	1034 86
Uni-Régions	1758 89	1677 21
Univers	1865 05	1803 72
Univer	149 31	149 31
Univers-Obligations	1122 70	1085 78
Valorem	372 72	355 82
Valorg	1231 27	1230 04
Valrea	132161 13	132029 10

◆ : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1885	4,5 % 1973	1640	1643	1643	+ 0 18
3986	C.N.E. 3 %	4080	4100	4114	+ 1 33
1500	Electricité T.P.	1539	1535	1539	....
975	Renault T.P.	1005	1010	1020	+ 1 49
1489	Rhône-Poul. T.P.	1506	1510	1510	+ 0 33
1285	St-Gobain T.P.	1285	1283	1283	– 0 15
1275	Thomson T.P.	1235	1240	1240	+ 0 40
240	Accor	236	240	240	+ 1 69
715	Agence Havas	680	682	682	– 1 15
545	Air Liquide	558	557	557	– 0 17
650	Als. Superm.	661	660	660	– 0 15
98	A.L.S.P.I.	97 50	95	95 10	– 2 46
200	Alsthom-Atl.	203	204	204	+ 0 49
245	Applic. gaz	211	195	195	– 7 58
530	Arjom. Prioux	619	619	619	....
815	Aux. Entrepr.	830	840	835	+ 0 60
740	Av. Dass.-Br.	735	736	736	+ 0 13
280	Bail-Equipem.	265	263	264	– 0 75
655	Bail-Investiss.	648	640	640	– 1 23
590	Cie Bancaire	560	556	560	....
200	Bazar H.-V.	198	197	197	– 1
300	Béghin-Say	311	312	312	+ 0 32
490	Bic	485	488 90	489	+ 0 80
240	B.I.S.	294	300	307	+ 4 42
1170	Biscuit (Géné.)	1076	1055	1055	– 1 95
1740	Bongrain S.A.	1708	1690	1690	– 1 17
655	Bouygues	675	675	675 c	+ 0 80
2530	B.S.N.	2455	2425	2430	– 1 01
1850	Carrefour	1795	1810	1805	+ 0 55
890	Casino	875	870	870	– 0 57
585	Cedis	556	551	551	– 0 89
460	Cetelem	444	430 10	430 10	– 3 13
700	C.F.A.O.	735	780	789	+ 7 34
82	C.F.D.E.	88 90	86 90	86 80	– 2 36
415	C.G.I.P.	490	490	490	....
335	Chargeurs S.A.	381	377	377	– 1 04
35	Chiers-Châtill.	37 60	36 50	36 80	– 2 12
300	Ciments franç.	292	292	293	+ 0 34
1380	C.I.T. Alcatel	1299	1300	1300	+ 0 07
1070	Club Méditerr.	1041	1035	1035	– 0 57
128	Codetel	129	128 90	128 50	– 0 38
230	Cofimeg	240 20	240 50	240 50	+ 0 12
173	Colas	190	188	188	– 1 05
154	Compt. Entrepr.	158	159	157	– 0 63
450	Compt. Mod.	430	431	431	+ 0 23
640	Créd. Foncier	612	650	647	+ 5 71
235	Crédit F. Imm.	269	263	261	– 2 97
580	Crédit Nat.	627	601	604	– 3 66
25 50	Creusot-Loire	25 50	....	....	....
215	Crouzet	222	225 50	226 50	+ 2 02
2360	Damart-Servip	2338	2330	2330	– 0 34
1200	Darty	1150	1150	1150	....
765	Docks France	765	765	766	+ 0 13
122	D.M.C.	118 50	115 50	118	– 0 42
630	Dumez	635	640	640	+ 0 78
530	Eaux (Gén.)	530	531	530	....
230	Elf-Aquitaine	222	220	221	– 0 45
225	– (certific.)	216	216	214	– 0 92
1070	Epeda-B-Faure	1020	1025	1027	+ 0 68
2800	Essilor	2889	2885	2885	– 0 13
570	Esso S.A.F.	533	531	537	+ 0 75
985	Eurafrance	1089	1100	1105	+ 1 46
795	Euromarché	794	829	829	+ 4 40
820	Europe n° 1	788	760	760	– 3 55
835	Facom	971	961	995	+ 2 47
735	Fichet-bauche	694	699	699	+ 0 72
193	Finextel	191	186 50	189	– 1 04
300	Fives-Lille	305 20	306	308	+ 0 91
60	Fonderie (Gén.)	47 20	48 50	48 50	+ 2 75
83	Fraissinet	88	89	89	+ 1 13
295	Francarep	284 80	298	293	+ 2 87
310	Gal. Lafayette	320 10	321	321	+ 0 28
775	Gén. Géophys.	778	775	780	+ 0 25
230	GTM-Entrepose	216 10	216	219 50	+ 1 57
325	Guyenne-Gasc.	300	300	300	....
1670	Hachette	1685	1675	1675	– 0 59
380	Hénin (La)	356 10	360	359	+ 0 81
82	Imétal	78	78	78 60	+ 0 76
385	Imm. Plaine-M.	407	410	412	+ 1 22
1410	Inst. Mérieux	1399	1402	1401	+ 0 14
460	Interbail	465	465	465	....
2030	Intertechnique	1980	1980	1980	....
143	J. Lefebvre	140	140	140	....
825	Lab. Bellon	830	835	835	+ 0 60
380	Lafarge-Coppée	363 90	360 10	360 10	– 1 01
775	Lebon	820	850	850	+ 3 65
1880	Legrand	1865	1880	1880	+ 0 80
1040	Lesieur	910	890	888	– 2 41
340	Locafrance	330	325	325	– 1 51
720	Locindus	740	739	736	– 0 54
655	Lyonn. Eaux	615	609	604	– 1 78
196	Mais. Phénix	189	186	188 90	– 0 06
1260	Majorette (Ly)	1280	1280	1280	....
103	Manurhin	98	98	98	....
108	Mar. Wendel	109 50	110 10	110 10	+ 0 54
1810	Martell	1830	1805	1780	– 2 73
1440	Merlin-Gerin	1371	1371	1371	....
1680	Matra	1740	1755	1755	+ 0 86
790	Michelin	755	760	761	+ 0 79
1940	Midi (Cie)	1995	2059	2095	+ 5 01
235	Midland Bk S.A.	228 50	229	229	+ 0 21
68	M.M. Penarroya	68 50	65 10	65 10	– 2 10
1800	Moët-Hennessy	1800	1808	1805	+ 0 27
440	Mot. Leroy-S.	455	443	445	– 2 19
92	Moulinex	91	91	91	....
585	Muram	588	....	....	....
300	Navig. Mixtes	318 50	319	319	+ 0 15
71	Nord-Est	69 80	69 70	69 60	– 0 28
400	Nordon (Ny)	380	370	370	– 2 63
146	Nouvelles Gal.	155	154	155	....
675	Occident. (Gén.)	640	640	640	....
280	Olida-Caby	275	278	278	+ 1 09
840	Omn. F. Paris	845	847	847	+ 0 23
179	Opfi-Paribas	183 40	182 80	182 80	– 0 32
2470	Oréal (L')	2272	2256	2260	– 0 52
122	Papet. Gascogne	127	125 10	125 10	– 1 49
835	Paris-Réescomp.	840	852	852	+ 1 42
290	Pechelbronn	282 20	294	294	+ 0 61
600	Penhoet	598	598	598	....
750	Pernod-Ricard	742	742	741	– 0 13
240	Pétroles (Fse)	243 50	243	241 80	– 0 69
57	– (certific.)	60 40	59 95	59 95	– 0 74
126	Pétroles B.P.	123	121 10	121 50	– 1 21
205	Peugeot S.A.	246 80	250	251	+ 1 70
48	Poclain	45	44 60	44 50	– 1 11
370	Poliet	405	412 50	412 50	+ 1 85
132	Pompey	137	136	136	– 0 72
360	P.M. Labinal	369 50	379	379	+ 2 57
1720	Presses Cité	1749	1749	1745	– 0 22
1030	Prétabail Sic.	1040	1042	1044	+ 0 38
275	Primagaz	265 50	270	267	+ 0 56
189	Printemps	192 10	186	186	– 3 17
1590	Promodès	1660	1650	1640	– 1 20
230	Radiotechn.	229	231	238	+ 3 93
79	Raffin. (Fse)	82	80	80	– 2 43
1220	Redoute (La)	1195	1205	1205	+ 0 83
1580	Roussel-Uclaf	1610	1559	1580	– 1 86
1280	Roussel-C.N.I.	1260	1251	1251	– 0 71
1600	Rue Impériale	1820	1850	1850	+ 1 64
196	Sade	194 90	193	193	– 0 97
1310	Sagem	1365	1386	1386	+ 1 53
330	St-Louis B.	310	300 50	301	– 2 90
....	Salomon	2075	2085	2085	+ 0 48
536	Sanofi	577	579	577	....
340	S.A.T.	315	312	313	– 0 63
565	Saupiquet Cie	588	575	575	– 2 21
88 50	Schneider	88 50	....	....	....
54	S.C.O.A.	52 50	57	57 50	+ 9 52
135	S.C.R.E.G.	139 10	138	138 10	– 0 71
350	Seb	343	343	344	+ 0 29
280	Sefimeg	287 50	288 90	289	+ 0 52
855	S.F.I.M.	880	885	888	+ 0 90
52	S.G.E.-S.B.	47 80	48 80	48 80	+ 2 09
700	Sign. Ent. El.	681	682	687	+ 0 88
490	Silic	560	577	580	+ 3 57
....	Simco	346	343 90	343 90	– 0 60
170	Simnor	185	184	184	– 0 54
1720	Skis Rossignol	1749	1749	1749	....
675	Sliminco	564	564	564	....
2920	Sodexho	2910	2850	2850	– 2 06
490	Sogerap	489	466	475	– 2 86
440	Sommer-Allib.	400	395 50	395 50	– 1 12
485	Source Perrier	490 50	491	491 50	+ 0 20
210	Synthélabo	203 50	210	211	+ 3 68
425	Talcs Luzenac	447	447	447	....
2080	Tél. Elect.	2205	2220	2220	+ 0 68
365	Thomson-C.S.F.	400	400	400	....
2010	T.R.T.	2049	2050	2049	....
345	U.F.B.	321	324	324	+ 0 93
660	U.I.S.	661	651	651	....
275	U.C.B.	285	275	275	– 3 50
240	Valéo	258	230	229 50	– 11 04
83	Vallourec	78 50	78 50	79	+ 0 63
2290	V. Clicquot-P.	2399	2391	2391	– 0 33
930	Viniprix	898	900	900	+ 0 22
975	Elf-Gabon	976	965	966	– 1 02
178	Amax Inc.	163 10	163 20	163	– 0 06
370	Amex. Express	342	344 50	344 50	+ 0 73
188	Amer. Teleph.	180 50	176	176 50	– 2 21
140	Anglo Amer. C.	118 10	114 10	114 50	– 3 04
965	Amgold	850	834	834	– 1 88
570	BASF (Akt)	555	554	554	– 0 18
610	Bayer	592	592	592	....
446	Buffelsfont.	392	387 50	392	....
26	Charter	23 25	22 40	22	– 5 37
425	Chase Manh.	433 50	442	442	+ 1 96
345	Cie Pétr. Imp.	313 50	316	316	+ 0 79
48	De Beers	44 40	42 90	44	– 0 90
1280	Deutsche Bank	1212	1211	1211	– 0 08
91	Dome Mines	67 50	66 30	67	– 0 74
305	Driefontein Cst	258	250 20	250 20	– 3 02
480	Du Pont-Nem.	466	452	452 c	– 1 72
760	Eastman Kodak	696	686	686	– 1 43
102	East Rand	90 10	85 60	85	– 5 66
280	Electrolux	271 20	265	265	– 2 28
315	Ericsson	285 10	280 10	280 20	– 1 71
445	Exxon Corp.	432	422	422	– 2 31
450	Ford Motors	416 80	422 50	424 50	+ 1 84
330	Free State	258	242	241 c	– 2 79
144	Gencor	131 50	130	129 90	– 1 21
305	Gén. Belgique	275	272 10	272 50	– 0 90
585	Gén. Electr.	541	551	552	+ 2 03
775	Gen. Motors	724	728	726	+ 0 27
64	Goldfields	57	56	56 20	– 1 40
39	GdMetropolitain	37	37 50	37	....
170	Harmony	152	145 30	145 30	– 4 40
35	Hitachi	33 90	34 85	34 85	+ 2 80
610	Hoechst Akt.	590	580	581	– 1 52
82	Imp. Chemical	78 10	83 65	83 65	+ 7 10
111	Inco. Limited	105	106 50	106 50	+ 1 42
1230	IBM	1173	1170	1170	– 0 25
101	Ito-Yokado	97	99 50	99 60	+ 2 68
270	ITT	292	294 50	294 80	+ 0 95
64	Matsushita	55	58 30	58	+ 5 45
900	Merck	877	878	878	+ 0 11
695	Minnesota M.	776	776	780	+ 0 51
295	Mobil Corp.	262	255 50	255 50	– 2 48
21670	Nestlé	21110	21090	21090	– 0 09
130	Norsk Hydro	110 40	108	108	– 2 17
1160	Petrofina	1105	1105	1090	– 1 35
825	Philip Morris	777	775	773	– 0 51
160	Philips	150 90	151 90	151 50	+ 0 39
350	Pres. Brand	283	268 40	280 c	– 5 18
436	Président Steyn	317	296 50	290 c	– 5 39
225	Quilmès	225 50	220 50	220 20	– 2 35
1210	Randfontein	970	935	938	– 3 29
505	Royal Dutch	482	472 50	473 50	– 1 76
78	Rio Tinto Zinc	71	69 20	69 20	– 2 53
225	St Helena Co	182 50	178	178 10	– 2 41
400	Schlumberger	388	366	385	– 0 81
78	Shell transp.	75 30	74	74 20	– 1 46
1570	Siemens A.G.	1450	1456	1460	+ 0 68
151	Sony	140 20	142 20	142 80	+ 1 85
205	T.D.K.	193	198 50	196 90	+ 2 02
17 50	Toshiba Corp.	16 95	17 35	17 35	+ 2 35
890	Unilever	849	851	850	+ 0 11
370	Unit. Techn.	351	349	349 80	– 0 34
1040	Vaal Reefs	889	857	855	– 4 89
465	West Deep	388 50	380 50	375	– 3 47
375	West Hold.	307 50	280	283 c	– 3 63
375	Xerox Corp.	388	379 40	380	– 2 06
1 94	Zambia Corp.	1 83	1 80	1 78	– 2 73

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 14/12	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	9 467	9 517	9 200	9 700
ECU	6 839	6 842	....	....
Allemagne (100 DM)	306 600	306 650	294	314
Belgique (100 F)	15 245	15 262	14 600	15 700
Pays Bas (100 fl.)	271 770	271 570	290	280
Danemark (100 krd)	85 680	85 750	80	88
Norvège (100 k)	106 030	106 360	102	109
Grande-Bretagne (£ 1)	11 344	11 332	10 850	11 850
Grèce (100 drachmes)	7 470	7 600	6	7 500
Italie (1 000 lires)	4 972	4 989	4 700	5 200
Suisse (100 fr.)	371 150	372	358	379
Suède (100 krs)	107 380	107 640	103	110
Autriche (100 sch)	43 660	43 640	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 526	5 547	5 150	5 750
Portugal (100 esc.)	5 710	5 695	5	6 200
Canada ($ can 1)	7 170	7 202	7	7 350
Japon (100 yens)	3 833	3 845	3 720	3 880

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 14/12
Or fin (kilo en barre)	98500	98100
Or fin (en lingot)	98700	98000
Pièce française (20 fr)	596	598
Pièce française (10 fr)	494	.....
Pièce suisse (20 fr)	575	571
Pièce latine (20 fr)	562	561
Souverain	715	712
Pièce de 20 dollars	4400	4305
Pièce de 10 dollars	2020	2005
Pièce de 5 dollars	1255	.....
Pièce de 50 pesos	3720	3705
Pièce de 10 florins	591	592

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LE DISPOSITIF DU POUVOIR POUR 1986

Les socialistes préparent un retour en force pour le mois de janvier

Le mois de janvier sera chaud et peut-être gai. Politiquement s'entend, puisque le pouvoir a prévu, pour ce mois-là, d'effectuer un retour en force.

Après avoir dépensé son énergie diplomatique à l'extérieur, M. François Mitterrand *« rentrera en France »*, conformément aux conseils que lui prodiguent certains de ses proches. Dès la première quinzaine, il parlera aux Français de leurs préoccupations immédiates : économie, social, chômage, *« défense des couches sociales les moins favorisées contre l'oppression de la misère »*, sécurité.

M. Laurent Fabius passera au même moment des beaux discours — rassemblement, modernisation, puis, dimanche, mobilisation de la gauche contre la droite — aux actes. Il annoncera en janvier un plan national de formation, susceptible, souhaitent les socialistes, de concilier modernisation et emploi. Il inscrira son action, au-delà de 1986, dans la planification.

Quant au Parti socialiste, il s'engagera, à la place qui est la sienne, dans la campagne des élections cantonales de mars prochain, ultime répétition avant l'échéance des législatives de 1986.

Cela ressemble à un dispositif classique de combat électoral : le parti majoritaire bat la campagne, le premier ministre la conduit en sa qualité de chef de la majorité, et le chef de l'Etat — président de tous les Français mais élu par une moitié d'entre eux — s'engage.

La campagne de 1986 ne sera pas particulièrement décrispée. Une partie du discours que développera la gauche est déjà connue : les socialistes sont meilleurs gestionnaires que la droite ; ils ont du progrès et de la justice sociale une idée qui passe pour une exigence, malgré les *rigueurs économiques du temps* ; une victoire de la droite serait celle de la réaction, d'un retour en arrière tel qu'il effacerait une large partie des « acquis » accumulés non seulement depuis 1981, mais aussi depuis la Libération.

Le progrès contre la réaction, c'est l'image que veulent imposer les socialistes, y compris lorsque M. Laurent Fabius tente d'organiser le spectacle en lançant un défi télévisé aux anciens premiers ministres *du septennat précédent*, MM. Jacques Chirac et Raymond Barre. A M. Fabius, la charge de se battre *« bilan contre bilan »*. Au Parti socialiste, celle de débattre *« projet contre projet »*. A M. Mitterrand, le devoir d'indiquer *« le bon choix »*, pour reprendre l'expression utilisée naguère, dans des circonstances identiques, par M. Valéry Giscard d'Estaing.

Le dispositif en place, les grandes lignes du discours connues, reste à *lui donner un contenu plus précis.*

Depuis 1981, la gauche a joué les institutions, c'est-à-dire la durée, au détriment de l'opinion publique et singulièrement de sa base électorale. Le pouvoir comptait justement sur la durée pour que s'imposent d'elles-mêmes ses capacités gestionnaires. Sa pédagogie de la crise n'a pas été portée à son crédit. A quoi sert la gauche, se sont demandés certains intervenants à la convention nationale du PS, si elle ne tire crédit que d'un indice des prix et si elle s'attire le discrédit sur un terrain, le chômage, dont elle avait proclamé qu'il serait celui de sa gloire ?

Chômage et pouvoir d'achat : M. Jospin a remarqué samedi que la gauche perdrait ou l'emporterait sur ces éternelles questions.

Le « signal » attendu par les socialistes, et peut-être par une large fraction de l'opinion, ce n'était pas seulement le beau discours de combat prononcé — péroraison lyrique à l'appui — par M. Fabius dimanche. C'était aussi une inflexion de l'action sur le pouvoir d'achat, sur le chômage, ainsi que sur l'image de l'autorité de l'Etat. Du pouvoir d'achat, le premier ministre s'est contenté de noter que sa progression est, en France, la plus élevée d'Europe. Du chômage, il le décrit comme *« un drame terrible »* et s'apprête à proposer des solutions dont les effets ne se feront profondément sentir *qu'au-delà de 1986.*

L'autorité de l'Etat est, elle, incarnée au premier chef par M. Mitterrand. L'opposition a fait de sa « faiblesse » un nouveau cheval de bataille, en portant le fer dans un domaine — l'action extérieure — qui, plus que tout autre, est « réservé » au président. Il s'agissait donc, pour M. Mitterrand, d'éviter que le débat de politique intérieure ne soit, à l'avenir, hypothéqué par les polémiques sur son action extérieure.

Pour peu qu'il y soit parvenu — ce qui n'est pas acquis — il pourra désormais « rentrer en France ».

JEAN-YVES LHOMEAU.

La situation en Nouvelle-Calédonie

LE RPCR REFUSE D'ENGAGER DES NÉGOCIATIONS AVEC M. PISANI

Six personnes, dont deux gendarmes mobiles, ont été brûlées, dimanche soir 16 décembre, à Bourail, principal centre agricole de la côte ouest de Nouvelle-Calédonie, à la suite de l'explosion accidentelle de bouteilles de gaz, alors qu'elles tentaient d'éteindre un incendie probablement d'origine criminelle, qui a détruit un magasin. Il s'agit de la gérante de ce magasin, Mme Rousseau, de trois hommes de la localité venus à son aide, en compagnie de deux gendarmes de passage, appartenant à une unité basée à Toulouse. La gérante, l'un des trois hommes et l'un des deux gendarmes, M. Philippe Conte, brûlés au troisième degré, étaient, lundi matin, dans un état jugé « désespéré » par les médecins de l'hopital de Nouméa, où les six blessés avaient été transportés en hélicoptère. *Un quart d'heure* avant l'incendie une coupure de courant électrique s'était produite, provoquée par la destruction d'un pylone.

A Nouméa, M. Jacques Lafleur, député RPR, s'est refusé à commenter les déclarations faites dimanche soir par le président de la République. Après avoir rencontré lundi après-midi M. Pisani pour la seconde fois en trois jours, il a indiqué qu'il se refuse encore à négocier avec le délégué du gouvernement. *Le Rassemblement pour la Calédonie* dans la République n'exige plus maintenant le seul rétablissement de l'ordre, mais le rétablissement *« de la confiance »*, a dit M. Lafleur.

UNE SOLUTION A L'AFFAIRE BOUSSAC

Le groupe immobilier FERINEL va prendre le contrôle du groupe Willot

Le groupe immobilier Ferret-Savinel (FERINEL), associé à la banque Louis Dreyfus, devrait prendre rapidement le contrôle de la Société financière et foncière Agache-Willot (SFFAW), société *holding de l'ex-empire Willot, qui* comprend, outre les activités textiles (Boussac-Saint Frères), Conforama, Christian Dior, la Belle Jardinière, etc.

Les pouvoirs publics, à qui étaient soumises plusieurs solutions de reprise du groupe Boussac, auraient opté, au cours du week-end, pour celle proposée par M. Bernard Arnault, PDG de Ferret-Savinel. Cette décision devrait mettre fin à trois années d'incertitude, en remettant définitivement le goupe Willot, mis en règlement judiciaire en juillet 1981, dans le secteur privé et en le dotant de structures de direction clarifiées.

Au terme de la proposition présentée par le groupe FERINEL, celui-ci procédera, avec un pool de banques, dans six mois environ, à une augmentation de capital de 400 millions de francs de la SFFAW (il est actuellement de 156 millions de francs), ce qui lui donnera plus de 80 % du capital, les frères Willot restant propriétaires d'un peu plus de 10 %. D'ici là le groupe FERINEL rachètera aux frères Willot, toujours propriétaires de 41 % du capital actuel, 129 904 titres (payables dans sept ans au prix de 250 F par titre), soit un peu moins de 10 % du capital. Les quatre frères Willot se sont en outre engagés à lui laisser pendant un an l'usage de leurs actions, ce qui donnera immédiatement au groupe FERINEL le contrôle du groupe. Afin de sortir de la procédure de règlement judiciaire, la SFFAW présentera rapidement un concordat à ses créanciers, portant sur 60 % du passif du groupe (3,8 milliards de francs).

M. Arnaud, PDG de FERINEL, devrait rapidement assurer la gestion des activités textiles du groupe par l'intermédiaire de la compagnie Boussac-Saint Frères, locataire gérant, dont il deviendrait administrateur-directeur général. Pour l'assister, M. Arnauld a conclu un accord avec le président du groupe Dollfus Dieg (DMC) qui devrait intervenir dans la gestion en *tant que conseiller.* M. Mayer, actuel président de la compagnie Boussac-Saint Frères devrait être nommé président du conseil de surveillance de la société holding SFFAW.

Cette solution, qui était opposée à une proposition soumise par le groupe Bidermann, associé à Bouygues, à la banque Worms et à l'UAP, présentait l'avantage de fournir une sortie rapide de l'imbroglio juridique dans lequel le groupe était enlisé depuis un an. Elle avait toutefois deux inconvénients : d'une part l'absence de synergie du point de vue industriel, le groupe FERINEL (1 milliard de francs de chiffre d'affaires) étant spécialisé dans la construction et n'ayant aucune expérience dans le secteur textile. Or la situation du groupe, qui continue d'accumuler des pertes (240 millions de francs en 1983 et 180 millions de francs en 1984), exige une reprise en main rapide de *la gestion. Il semble que l'accord* conclu ave le président de DMC ait rassuré les pouvoirs publics sur ce point.

Seconde faille : le risque de voir les frères Willot, dont le gouvernement avait dit en 1981, qu'il fallait leur faire *« rendre gorge »*, reprendre le contrôle de leurs affaires, en cas de défaillance de M. Arnauld, avec qui les accords ont été signés à titre personnel. La aussi le gouvernement a, semble-t-il, obtenu des assu*rances, les quatre frères ayant* accepté de renoncer définitivement à reprendre le contrôle du groupe ainsi qu'à participer à ses organes de direction, les banques s'étant engagées de leur côté à ne céder en aucun cas leurs titres aux quatre frères.

VÉRONIQUE MAURUS.

Sur le vif

L'image et le son

Qu'est-ce qu'il a contre les radios, Mitterrand ? Il n'arrête pas de les embêter, de les menacer — je pense à ce pauvre Rigaud, le patron de RTL, qui se cramponne aux meubles de son bureau, — de les rabrouer, et puis là, dimanche, de les ridiculiser. Ils avaient l'air de quoi, les postes qui s'étaient fait une joie de diffuser son allocution télévisée à l'intention des taxis, des routiers et des citadins — j'en étais — coincés dans les embouteillages des retours de week-kend.

Je n'ai jamais rien entendu de plus frustrant. La BBC non plus. Même qu'elle s'en plaignait amèrement ce matin. Impossible, elle a bien raison, de suivre un cours de géographie politique sur le Tchad et sur l'Afrique au tableau noir de l'écran, cartes à l'appui.

C'était à devenir fou, ces énigmatiques et constantes allusions de *la bande son à la bande* image : la ligne que vous voyez là marque les limites de l'infiltration libyenne... Hissène Habré est entré par ici... c'est de là qu'est parti le dernier soldat français rappelé par M. Giscard d'Estaing au moment précis où débarquait le premier soldat envoyé par M. Kadhafi. On était complètement paumé. La seule chose qui ait surnagé c'est que, le nord du Tchad, Kadhafi peut se le garder, ça ne fait rien, tant pis.

Encore moi, j'ai eu de la chance : en zigzaguant entre les files de bagnoles et en brûlant *tous les feux rouges*, je suis arrivée, pantelante, devant ma télé un quart d'heure avant la fin de l'émission. Ça valait le coup d'œil, croyez-moi ! Mitterrand assis les pieds en dedans dans son fauteuil, flanqué, à l'améri*caine, d'un énorme drapeau.* Et devant lui les confrères, sur canapé, tous habillés pareil, en gris anthracite, jambes haut croisées, comme les choristes d'une revue de cabaret.

Faute de pouvoir en placer une, on se demandait ce qu'ils attendaient pour sortir leur chapeau claque et esquisser un pas de quatre. Jolis aussi, les jeux de caméra ! Et coquins avec ça ! Gros plan *sur le regard papillotant du président.* Plan large sur une Anne Sinclair épanouie dans sa blouse de satin bleu. Et plan rapproché sur ses collants mouchetés de noir, canailles en diable.

On en avait plein la vue ! Comme on dirait en Nouvelle-Calédonie, Mitterrand, il est pas bon pour les zoreilles !

CLAUDE SARRAUTE.

UN RESPONSABLE DE L'OLP ASSASSINÉ A ROME

(De notre correspondant.)

Rome. — La police italienne a établi qu'un homme assassiné, vendredi soir 14 décembre, à Rome, était un membre du bureau politique de l'OLP. Ismaïl Darwish, âgé de trente-deux ans. Il était entré en Italie sous une fausse identité avec un passeport marocain.

Cet assassinat fait suite à une série de meurtres de Palestiniens survenus à Rome (les derniers ont eu lieu en 1982). Il intervient au lendemain de la rencontre à Tunis de M. Craxi avec le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, rencontre qui a été durement critiquée à Jérusalem. Par ailleurs des menaces ont été adressées récemment par le groupe Jihad islamique au gouvernement italien à la suite de l'arrestation de sept Libanais soupçonnés d'avoir monté une opération pour faire sauter l'ambassade américaine à Rome.

Ph. P.

Le numéro du « Monde » daté 16-17 décembre 1984 a été tiré à 415 700 exemplaires

